
LE

GARDE DU CORPS

DEUXIÈME PARTIE (1).

XI.

Lionel sortit, descendit l'avenue de l'Impératrice, gagna le Bois et s'assit au bord du lac, en un endroit solitaire où ne parvenait que comme un sourd grondement le bruit des voitures qui roulaient vers l'allée des Acacias. Leurs lumières filaient dans l'ombre comme de grosses lucioles; deux ou trois barques blanches glissaient doucement sur la nappe tranquille, et la lueur dansante de leurs lanternes vénitiennes se reflétait alentour en tons multicolores, brouillés par l'agitation du sillage; des canards échangeaient leurs appels d'un bord à l'autre; parfois s'élevait un bruit de grandes ailes battant l'eau comme des rames: c'étaient des cygnes qui prenaient leurs ébats. Délivrée de l'écran d'un gros nuage, la lune parut, versant dans l'air, sur l'eau, et jusqu'au fond des taillis quelque chose de doux comme une caresse et de mystérieux comme un rêve. A travers les feuillages une clarté blafarde se répandit çà et là en larges flaques sur le sol; des ondulations triangulaires, que les oiseaux d'eau laissent derrière eux quand ils nagent, s'entre-croisèrent à la surface du lac; un souffle de brise passa; de petites

(1) Voyez la *Revue* du 1^{er} juin.

vagues hérissèrent leurs crêtes argentées et vinrent se briser en clapotant contre la rive.

Lionel s'abandonnait à une de ces rêveries où l'esprit se plaît à remonter le cours des jours écoulés : cher et douloureux pèlerinage vers le passé que font souvent ceux pour qui le présent est amer. Il revoyait le vieux château d'Écosse, le vestibule avec les bois de cerfs suspendus aux murs, trophées cynégétiques formés par dix générations de robustes chasseurs : sur l'os blanc du frontal, entre les deux ramures, une inscription rappelle le jour, le mois et l'année où la bête a été tuée. C'est dans ce château qu'il avait grandi, là qu'il avait perdu tous les siens, là que s'étaient développées en lui, au milieu de la solitude, cette ardente imagination, cette sensibilité malade, qui faisaient le malheur de sa vie. Il se souvint de son premier amour, une passion romanesque pour Marie Stuart, et se prit aussitôt à songer à un long gant vert, brodé d'argent, qu'on disait avoir appartenu à la reine et qu'il baisait souvent comme une relique. Puis son souvenir évoqua la galerie des portraits de famille : que ferait son image à lui, laid, chétif et contrefait, à côté de celles des représentants de cette race superbe dans les yeux de qui rayonne l'orgueil du courage et de la force ? Pourquoi n'avoir pas écouté la voix qui vingt ans auparavant murmurait à son oreille d'enfant mélancolique : « Viens ! la mort est douce, la mort est bienfaisante ! » Comme il regrette, maintenant, de n'avoir pas répondu à l'appel réitéré de la consolatrice qui lui tendait les bras ! Sa fortune, ses domaines, son titre, sa science, oh ! comme il donnerait tout cela pour un peu de beauté ! La science, leurre comme le reste ! Depuis dix ans, il explore un monde mystérieux, plus inconnu, plus étrange que ne parut l'Amérique aux compagnons de Colomb ; il étudie ces incompréhensibles phénomènes dont l'âme humaine offre le spectacle terrifiant, l'hystérie sous ses diverses formes, hypnotisme, hallucination... Observateur patient et sagace, il a constaté des faits nouveaux, tenté d'ingénieuses expériences. A quoi bon ? Qu'importe qu'on puisse d'un coup d'œil endormir cet homme, abolir sa volonté, lui ôter ou lui rendre la faculté de sentir, de se mouvoir, le réveiller d'un souffle, si l'on ne peut rien sur la seule âme où l'on voudrait régner !

Une barque vint accoster à quelques pas de lui. Un homme et une femme en descendirent qui se tenaient par la main, et s'éloignèrent en murmurant de ces douces choses qu'on se dit à l'oreille, même quand on est seuls. Cette vue fit mal à Lionel. Il se leva, et entra dans le petit bois de sapins : à son approche, des formes enlacées surgirent et se sauvèrent dans l'ombre. Il parvint à l'allée qui fait le tour du lac ; des voitures découvertes passaient ; chacune d'elles portait un couple paresseusement allongé, dans une

pose d'amoureux abandon : l'homme avait le bras passé autour de la taille de sa compagne et la femme laissait aller sa tête sur l'épaule de son voisin... Des bouches s'unissaient en un long baiser. Parfois un hennissement éclatait, tout vibrant d'ardeurs inassouviées ; des phalènes voltigeaient, se cherchant pour leurs hymens nocturnes ; dans l'herbe, des vers luisans brillaient d'une lueur phosphorescente qui annonçait que, pour les humbles mêmes de la création, cette nuit tiède était une nuit d'amour ; des arbres, dont le feuillage frissonnait sous la caresse d'un vent léger ; des gazons fraîchement coupés ; des fleurs lasses de la chaleur du jour ; des taillis ; des buissons de ronces où s'enroulent les liserons ; du sol, qui ouvre ses pores à la fraîcheur des ténèbres, de partout sortaient des senteurs saines et vivifiantes. Lionel humait à pleines narines ce parfum des belles nuits d'été. Une sorte d'ivresse le gagnait peu à peu. Il lui sembla que des souffles de volupté flottaient dans l'air, que la nature tout entière aimait, ce soir-là, et que lui seul n'avait pas sa part de ces milliers de caresses qui s'échangeaient entre les êtres.

De retour à l'hôtel, il gagna ses appartemens, qui occupaient une partie du second étage, au-dessus de ceux de Clorinde. Ils se composaient d'une chambre à coucher communiquant avec celle de sa femme par un escalier à vis dissimulé dans la muraille, d'une bibliothèque servant de cabinet de travail et d'un laboratoire. La chambre, d'une simplicité monacale, ne laissait guère soupçonner que son hôte habituel fût un des plus riches propriétaires du Royaume-Uni. Toutefois elle renfermait des œuvres d'art de grand prix : un saint en extase de fra Beato Angelico, le peintre séraphique, à qui Macpherson savait gré d'avoir, selon la tradition idéaliste des primitifs, glorifié l'esprit aux dépens de la chair ; une tête de Léonard, figure ambiguë de jeune garçon ou de jeune fille, noyée dans l'ombre, éclairée par un sourire énigmatique ; enfin un admirable *Triomphe d'Apollon* attribué à Raphaël. Le dieu vient de vaincre Marsyas ; il a posé sa lyre au pied d'un arbre ; ses cheveux blonds, tressés comme ceux d'une femme sur le dessus de la tête, couvrent ses épaules ; le sourire aux lèvres, il perce d'un couteau le flanc du satyre, qui se tord dans ses liens. Lionel ayant cru trouver une certaine parenté d'expression entre la tête de l'Apollon et celle de Clorinde s'était rendu à prix d'or acquéreur de ce tableau. Le supplice de Marsyas, cruellement torturé par son impitoyable vainqueur, n'était-il pas, d'ailleurs, la traduction sous une forme allégorique, de ses propres souffrances ? — La bibliothèque contenait une grande quantité d'ouvrages de science : les traités des alchimistes, le *Secreta secretorum* d'Albert le Grand, l'*Ars magna* de Raymond Lulle, s'y rencontraient avec les écrits modernes des

Darwin, des Claude Bernard et des Charcot. En face de la table de travail, couverte de livres, de revues médicales, de feuilles manuscrites, un superbe portrait à l'huile de Carolus Duran montrait Clorinde en toilette de soirée, achevant de mettre un gant, sa sortie de bal négligemment jetée sur les épaules. Son buste, par Chapu, garnissait un des angles de la pièce : la blancheur du marbre, qui s'enlevait avec vigueur sur une draperie, rappelait l'éclat de ses épaules nues se détachant sur la soie rouge de la loge à l'Opéra. Sur la cheminée, sur le guéridon, des photographies d'elle étaient encore dispersées : il semblait que l'amour de Lionel eût voulu trouver partout présente l'image de la femme adorée. Dans le laboratoire, son médaillon, œuvre magistrale de Roty, la montrait de trois quarts, coiffée à l'antique, le croissant de Diane au front, les lèvres un peu retroussées à leurs commissures, les narines légèrement dilatées. Et tous les trois, le peintre, le sculpteur, le graveur, avaient saisi et rendu le caractère hautain et violent de cette tête à la beauté tragique.

L'appartement de Macpherson donne sur un petit jardin carré, tapissé de bordures de lierre et encadré par les hautes murailles des hôtels voisins, que l'on a garnies de grillages verts, afin de masquer la nudité de la pierre. Une *Melancholia* de marbre blanc, assise et rêvant, s'élève au milieu d'une pelouse de gazon fin et ajoute à l'air de recueillement de ce petit coin frais, où l'on n'entend d'ordinaire que la plainte monotone d'un jet d'eau qui retombe dans sa vasque et le cri strident d'un merle qui s'enfuit effaré. Lionel ouvrit sa fenêtre et fut surpris de voir le jardin éclairé par une grande traînée lumineuse qui s'échappait de la porte du salon, situé au rez-de-chaussée. Des accords de piano résonnèrent tout à coup et, dans le silence de la nuit, la voix de Clorinde monta.

Lorsqu'elle avait, — et le cas se présentait souvent, — ce que les femmes d'autrefois appelaient leurs vapeurs et ce que celles d'aujourd'hui nomment leurs nerfs, la fille de M^{me} Martin-Desnouettes se mettait à son piano, et, pendant des heures, les marches succédaient aux polonaises, les valseaux aux symphonies. Elle prétendait que la musique possède une vertu d'apaisement et qu'on se sent moins vibrante après qu'on a fait passer dans une sonate de Beethoven toutes les tristesses vagues, dans un air de Gounod toutes les aspirations sans but, dans un nocturne de Chopin tous les énervemens qui tourmentent les femmes.

Or, la visite de M. de Ternois avait singulièrement troublé Clorinde. Six mois d'une cour assidue et savante, faite par un homme beau, spirituel, redoutable par son expérience et plus encore par le prestige de ses conquêtes passées, ne l'avaient point, comme

elle s'en vantait, laissée tout à fait insensible. C'est même parce que Robert commençait à lui plaire qu'elle s'était si fort défendue d'éprouver pour lui la moindre sympathie. Elle avait si bien joué sa comédie que Ternois, tout avisé qu'il fût d'ordinaire, ne sut pas discerner ce qui se passait en elle. Il s'était emporté, il avait été violent, brutal même, et croyait tout perdu par cette soudaine explosion de sa nature sanguine : en quoi il se trompait. Explique qui pourra ce phénomène : on a vu des duchesses qui aimaient, tout comme de simples paysannes, à être un peu rudoyées. Cela secoue ; cela ébranle les nerfs d'une façon qui n'est pas aussi désagréable que nous serions tentés de le supposer, cela fait vivre enfin ; — j'entends lorsque l'amoureux qui vous malmène n'a pas la main trop lourde. Butor, un gentleman comme M. de Ternois ? Non pas, mais éperdument épris. Une offense pareille est impardonnable de la part d'un indifférent : ce n'est plus qu'un hommage, un peu vif peut-être, venant de celui qui a déjà trouvé le moyen de se faire distinguer. Le seul défaut de Robert, aux yeux de M^{me} Macpherson, était précisément de garder, jusque dans la cour qu'il lui faisait, les habitudes correctes et les manières un peu guindées de l'homme du monde. Elle s'était souvent moquée de son « amour en cravate blanche » et prétendait qu'ils étaient deux mille à Paris, sur le boulevard, dans les cercles, dans les salons, qui à eux tous n'avaient qu'une seule façon de faire la cour, comme une seule manière de porter leur canne. Écœurée de la sottise et de la banalité d'hommages semblables à ceux qu'un Gontran ou ses pareils déposaient depuis quelques mois à ses pieds, et qui lui rappelaient la niaiserie des déclarations de ses danseurs d'autrefois, M^{me} Macpherson ne devait pas être et ne fut pas sévère pour la brusque incartade de Robert. Il lui parut qu'elle avait enfin rencontré autre chose qu'un de ces grotesques automates qui gravitent dans les salons autour des jolies femmes : un homme ayant du sang dans les veines, capable d'aimer comme elle voulait qu'on l'aimât, avec emportement.

Done, ce soir-là, après s'être débarrassée de son mari, dont la présence seule devenait une gêne pour elle, depuis que son instinctive antipathie contre Lionel avait pris le caractère d'une insurmontable aversion, Clorinde renvoya sa mère afin de rester seule, donna l'ordre aux domestiques de se retirer, et se mit au piano, comme elle faisait depuis des années, chaque fois qu'il lui arrivait de traverser une de ces crises où les nerfs contractés éprouvent le besoin de se détendre.

Elle joua d'abord le second acte de *Faust*. Tandis que ses doigts distraits couraient sur le clavier, elle songeait à cet odieux ma-

riage dont toute l'horreur lui apparaissait maintenant. C'en était fait désormais; sa vie était rivée à celle de cet homme dans les bras de qui sa mère l'avait jetée; elle vieillirait sans connaître aucune des félicités de l'amour partagé : réponse ironique à sa pensée, la tendre, la caressante musique de Gounod lui disait que l'amour est le bien suprême et que tout le reste n'est rien.

Elle prit les *Nocturnes* et voulut noyer sa tristesse dans cette mer de désespérance. Mais le perfide conseiller de tant de femmes, Chopin, souffla dans son cœur les désirs coupables, les curiosités malades, troubla ses sens en faisant briller devant elle le mirage d'un monde enchanté et murmura à son oreille que la passion seule ouvrait ce paradis. Grisée par cette musique capiteuse et malsaine, qui berce, comme l'opium endort, en décuplant au réveil la fièvre qu'on a voulu calmer, Clorinde se leva, ouvrit la porte-fenêtre du salon, poussa les contrevents afin de permettre à l'air du soir d'entrer dans la pièce et de rafraîchir sa tête en feu; puis elle revint à son piano sans se douter que Lionel venait de rentrer et l'écoutait.

Sa voix, d'une ampleur et d'une puissance extraordinaires, attaqua le duo de *Mircille* : « O Magali, ma bien-aimée!.. » Puis ce furent des morceaux de *la Traviata*, la romance des *Pêcheurs de perles*, la lamentation de *Gallia*, les stances de *Sapho*. Sûre de n'être entendue par personne, elle se livrait sans fausse honte à son inspiration. A de certains momens, sa taille, brusquement raidie, se cambrait et jetait en avant la gorge palpitante; sa tête se renversait, comme dans l'extase, et de sa bouche partaient alors, montant comme des fusées de son, les trilles audacieux. Ce n'était plus la pensée d'un autre qu'elle interprétait : c'étaient ses tristesses, ses regrets, ses espérances, ses ardeurs de femme ayant la nostalgie d'ivresses inconnues, que Clorinde jetait dans la nuit. Spectacle étrange : dans ce salon étincelant de lumières, au milieu du grand silence des êtres et des choses, cette superbe créature, vêtue de noir, l'œil enflammé, les cheveux en désordre, éperdue, vibrante, pleine d'une sorte de délire sacré, s'agitait sur le tabouret comme sur son trépied, la sibylle en proie à son Dieu!

Il était très tard quand, brisée de fatigue et envahie par une torpeur qui suivait d'ordinaire ses débauches de musique, Clorinde se décida à souffler les bougies du piano. Son mari l'entendit fermer les fenêtres du salon : le petit jardin rentra dans l'ombre et le jet d'eau invisible se remit à pleurer. Lionel resta appuyé sur la barre de sa croisée, la tête entre les mains. Il songeait que la bien-aimée était là, tout près. Et il croyait la voir, vaquant aux apprêts de son coucher; il se souvint qu'elle glissait, le soir, ses pieds nus

dans de petites mules rouges, brodées d'or, dont le talon claquait à chaque pas sur le parquet avec un bruit sec de castagnettes... Lionel s'engagea dans l'escalier tournant, descendit quelques marches et se trouva dans la chambre de Clorinde.

Il y régnait déjà ce joli désordre qu'une femme aime à faire avant de se mettre au lit. Un vague parfum d'iris flottait dans l'air. Debout devant la psyché de son cabinet de toilette, Clorinde avait fini de peigner ses longs cheveux, et, les deux bras relevés au-dessus de la tête, comme une porteuse d'amphore, elle piquait des épingles dans son chignon, formé d'une seule grosse torsade enroulée sur elle-même. Lionel fit en avant quelques pas, étouffés par l'épaisseur d'un tapis. Tout à coup, elle aperçut dans la glace la figure de son mari : un brusque tressaillement de Diane surprise courut dans tout son corps ; elle boutonna précipitamment son peignoir entr'ouvert et jeta un fichu de dentelle sur ses épaules. Puis, passant dans la chambre, elle s'assit, prit un livre et se mit à en couper les pages. Ils restèrent ainsi en face l'un de l'autre pendant un moment sans parler. Ce fut elle qui, avec son audace de femme, rompit la première ce silence pénible et gros de pensées.

— Vous voilà ! dit-elle. Vous ne dormez donc pas ?

— Non ; je vous écoutais...

— Vous m'entendiez !

— Si vous l'aviez su, vous n'auriez point chanté, n'est-ce pas?... C'eût été dommage, car votre voix était superbe, ce soir... Et... vous lisez, maintenant ?

— Oui,... ce livre m'intéresse beaucoup.

— Mais vous ne l'avez pas encore commencé !

— Mettons alors qu'il m'intéressera.

Et elle continua tranquillement à couper. Il y eut un nouveau silence. Le regard de Lionel s'était fixé sur un pied de sa femme, nu dans la mule rouge, et qui dépassait un peu le bord du peignoir. Aussitôt elle ramena la jambe en arrière, et donna de petits coups sur le peignoir à la hauteur des genoux, pour le faire tomber plus droit. Il surprit ce geste, fronça les sourcils, et fit deux ou trois pas de long en large dans la chambre.

— Vous remontez ? demanda-t-elle.

— Mais non,... pas encore...

— Ah ! pardon !.. j'avais cru... en voyant que vous vous leviez...

La dernière page était coupée. Elle fit le petit mouvement d'une personne qui cherche dans son fauteuil une position commode afin de la garder longtemps, et parut se plonger dans sa lecture.

En se déshabillant, elle avait jeté sur le lit son corsage à ornemens de jais. Lionel le prit, l'examina et, le tenant d'une main, le touchant de l'autre avec un geste de caresse :

— Ce corsage vous allait à ravir... Vous êtes divinement belle dans cette toilette noire...

— Vous trouvez? fit-elle négligemment.

Et comme il déposait le corsage sur une chaise :

— Non, là ! dit-elle en lui montrant le lit ; où vous l'avez pris...

Il se remit à marcher nerveusement, sans que Clorinde semblât soupçonner même cet ardent désir qui passait et repassait auprès d'elle.

— Clorinde ! dit-il tout à coup d'une voix sourde en s'arrêtant devant elle, les bras croisés. Elle sentit qu'il la couvait des yeux et fut prise d'un petit tremblement nerveux. Pourtant elle eut la force de dire avec un calme apparent :

— Quoi donc ?

— Mais vous ne voyez donc pas que je vous aime !

En même temps il avança d'un pas, les bras ouverts. Mais elle repoussa brusquement le fauteuil en arrière, échappa à son étreinte et se dressa en face de lui, droite, raide, blanche, la figure bouleversée. Tous ses traits exprimaient si bien la répulsion et la terreur, que le malheureux recula, et sans avoir la force de proférer une parole, disparut par l'escalier dérobé. Elle resta sans bouger, dans sa pose de statue, jusqu'au moment où le bruit d'une porte se fermant à l'étage supérieur lui eut appris que Lionel était rentré dans sa chambre. Alors, avec un profond soupir, un : « Ah ! enfin ! » de délivrance sortit de sa bouche. Ses traits se détendirent et elle se laissa tomber sur une chaise longue.

Le lendemain, vers onze heures, Clorinde, qui s'était levée très tard ce matin-là, commençait sa toilette lorsque M^{me} Martin-Desnouettes entra comme une trombe.

— Eh bien ! j'en apprends de belles !

Et, croisant les bras, dans la mesure où le permettait l'ampleur d'une gorge dont l'âge n'avait point diminué l'opulence, elle prit une attitude de mère tragique, d'Agrippine apostrophant Néron.

— Qu'est-ce qu'il y a ? répondit Clorinde sans paraître émue le moins du monde.

— Il y a que je viens d'avoir une explication avec ton mari...

— Vraiment !... Conte-moi donc ça... Cela doit être amusant.

— Amusant !...

Elle leva les bras en l'air, comme on fait dans le théâtre classique au moment de prendre les dieux à témoin, et dans le théâtre moderne lorsqu'on veut indiquer la tentation de donner une gifle à

quelqu'un : puis, sa nature larmoyante de femme grasse l'emporta sur cette velléité de se mettre en colère et, avec de gros soupirs, elle mit sa fille au courant de ce qui s'était passé.

Une heure auparavant, Lionel l'avait fait prier de descendre au petit salon. Un peu étonnée, elle s'y était rendue et l'avait trouvé marchant de long en large, pâle, les traits tirés, vieillis : d'une voix brève et avec un air de résolution qu'elle ne lui connaissait pas, il avait déclaré que, las de se sentir un objet d'horreur pour sa femme, il prenait le parti de recourir, non pas au divorce, qui entraînerait des débats scandaleux, mais à une séparation amiable. Aux yeux du monde, Clorinde ne cesserait pas d'être M^{me} Macpherson et rien dans sa situation matérielle ne serait changé. Mais, quoique continuant à vivre sous le même toit, afin d'éviter les commérages, Lionel ne serait plus dorénavant qu'un étranger pour elle. De ses droits de mari, il se réservait seulement celui de veiller sur l'honneur de son nom.

Clorinde fit une moue dédaigneuse, haussa un peu les épaules, et posant sur la toilette un petit instrument d'ivoire dont elle se polissait les ongles en écoutant sa mère :

— C'est tout ? dit-elle.

— Oui !.. Te voilà dans de jolis draps !

Elle éclata de rire et répondit :

— Possible, ma petite maman, mais j'y serai seule !

XII.

En sortant de l'hôtel Macpherson, M. de Ternois éprouva le besoin de prendre l'air et de méditer sur ce qui venait de se passer. « Allons, se disait-il, c'est bien fini. Je ne reverrai plus cette coquette... Je me suis conduit comme un palefrenier, c'est vrai. Mais aussi, on ne se moque pas d'un homme comme elle s'est moquée de moi ! » Et il arpentait les Champs-Élysées, le visage rayonnant de cette intime satisfaction qu'on éprouve, au premier moment, à se sentir hors d'une aventure dont les périls, qu'on n'avait pas prévus, viennent d'apparaître tout à coup. Il cherchait des raisons de se féliciter de la rupture, de se prouver qu'elle était un bonheur pour lui : « C'est qu'avec une exaltée comme cette Clorinde, on ne sait pas où l'on va ! Sans compter que j'étais moi-même en train de perdre tout à fait la tête... Ma parole ! je crois que je l'aurais enlevée si elle l'avait voulu ! » En passant rue Royale, Robert vit de belles fleurs chez Isabelle et acheta une poignée de roses-pompon à longues tiges pour Henriette : on sait déjà que le remords le rendait galant. Il avait hâte de revoir sa femme, lui qui une heure auparavant, se traînait presque aux genoux de celle d'un

autre, et projetait de ne pas aller au cercle après dîner, de finir la soirée en famille, vertueusement, comme un bon mari dont la conscience est tranquille et qui aime son intérieur.

Il rentra chez lui vers six heures et demi, et alla droit au salon, qu'il trouva désert.

— Madame n'est donc pas encore rentrée? demanda-t-il avec un peu de désappointement, car il se faisait une fête d'offrir ses roses.

— Non, monsieur, répondit la femme de chambre. Madame est sortie avec M. de Villecresnes, M. George et M^{lle} Marie.

— Ah!... Mettez ces fleurs dans un vase.

— O les jolies roses!... Comme madame va être contente!... Justement, M. de Villecresnes a envoyé un bouquet de roses-thé pour l'anniversaire de la naissance de madame.

Robert n'avait pas songé le moins du monde à cet anniversaire; il ne s'était pas souvenu que les fleurs préférées d'Henriette étaient non pas les roses-pompon, mais les roses-thé.

— Allons, je n'ai pas de chance! se dit-il en lui-même. J'oublie tout; Jean n'oublie rien.

Il fit quelques pas dans le salon d'un air de désœuvrement et d'ennui, tira sa montre, bâilla, s'assit, prit un cahier qui traînait sur la table et se mit à parcourir des brouillons de devoirs faits par George. Ça et là, il rencontrait des corrections de l'écriture de Villecresnes.

— Étonnant, ce Jean! pensait-il; étonnant!

Et il se félicitait de l'heureuse idée qu'il avait eue en l'introduisant dans son ménage. Tout en allait bien mieux. Henriette avait pris son parti du club et acceptait sans maugréer, maintenant, l'existence de femme dont le mari vit dehors. Si Jean n'avait pas été là pour la distraire, que serait-il arrivé depuis un an? Elle aurait pris, elle aussi, l'habitude d'aller de son côté, et Robert connaissait trop la vie pour ne pas savoir à quelles épreuves est soumise, en pareil cas, la vertu des femmes délaissées.

Tout à coup la perfide insinuation de Clorinde lui revint à l'esprit. Robert se sentit soudain troublé dans sa quiétude, et quelque chose comme l'ombre d'un soupçon passa sur sa sécurité. Mais le léger nuage se dissipa aussitôt : le mot de Clorinde n'était qu'une parole en l'air, une de ces méchancetés que les femmes lancent au hasard, par instinct pervers, comme les gamins jettent des pierres dans la rue. Villecresnes, son vieil ami, l'homme d'honneur qui n'avait jamais menti, le puritain qui ne savait même pas comment on fait la cour à une femme, le veuf inconsolable! Allons donc!.. Il haussa les épaules, se mit à siffloter un air de chasse, et n'y pensa plus.

— Déjà rentré ! dit tout à coup Henriette en ouvrant la porte du salon. Elle jeta son manteau sur un meuble, ôta son chapeau et se mit à arranger ses cheveux devant une glace. Robert la regardait avec tout l'intérêt qu'un mari qui compare mentalement sa femme à une autre femme porte dans cet examen. Il décida que Clorinde était assurément plus belle, mais Henriette plus jolie, avec je ne sais quoi de piquant que n'avait pas la tête sculpturale de l'autre.

— Eh bien ! dit-il, on ne vient donc pas se faire embrasser ce soir !

— Tiens, tu t'en aperçois, aujourd'hui ? C'est la première fois depuis dix jours ; j'avais parié une discrétion avec Jean que nous arriverions à quinze... J'ai perdu... Il n'y a pas de tricherie, au moins ? Ce n'est pas lui qui t'a prévenu, dis ? Bien vrai ?.. Alors, tiens, paye tes dettes... avec les intérêts !

Et elle lui tendit son gracieux visage.

— Monsieur mon mari, vous m'avez fait une infidélité : vos moustaches sentent le chypre !

Il se souvint que M^{me} Macpherson avait eu la fantaisie de diriger contre lui le jet d'un vaporisateur dont elle s'était, à un certain moment, humidifié la figure et les mains.

— Es-tu folle ! répondit-il, sans se troubler. C'est une cigarette de tabac ture que je viens de fumer !

Elle se dressa sur la pointe des pieds, et, riant de sa gaminerie, se mit à le flairer dans les cheveux, sur les joues, dans le cou. Puis elle lui pinça le menton, et agitant en signe de menace l'index de l'autre main :

— C'est que vous me négligez tellement, monsieur, que je deviens jalouse et soupçonneuse !.. Prenez-garde à vous : je vous surveille, et si jamais vous me trompiez...

Un baiser lui coupa la parole.

— Tiens, dit-elle, tu ne m'avais pas embrassée aussi bien que cela depuis six mois. Tu te rappelles, le jour où tu m'as donné ma bague de turquoise ?

Robert se souvint seulement qu'il avait ce jour-là rompu avec la Zanetti, comme il venait, quelques heures auparavant, de rompre avec Clorinde. Et il soupira.

Le lendemain, étant parti de grand matin pour chasser, il trouva, en rentrant, à l'heure du dîner, Henriette en conférence avec son coiffeur.

— Tu sors donc, ce soir ? lui dit-il, étonné.

— Mais non... Seulement je me fais coiffer avant dîner pour n'avoir plus que ma robe à mettre après...

— Ta robe ?

— Ah ça, as-tu donc oublié que nous avons du monde ?

Robert se rappela tout à coup cette soirée, pour laquelle des invitations avaient été lancées depuis trois semaines, et l'insistance que M^{me} Macpherson avait mise à s'en faire adresser une, en alléguant qu'elle était curieuse de voir Villecresnes, dont M. de Ternois lui parlait souvent.

Henriette reprit :

— Tu es bien distrait, maintenant. A quoi penses-tu donc toujours ? Jean est allé chez lui passer son habit. Il ne voulait pas venir, ce sauvage-là, on dirait qu'il a honte de nous... Mais je l'ai menacé de chanter, s'il ne venait pas, l'air de *la Femme à papa*, tu sais, celui qu'il trouve si inconvenant et que tu aimes tant ? Ça lui a fait peur, parce qu'il trouve que je me compromets à chanter dans le monde les morceaux de Judic, et il a promis de s'exécuter... Va donc t'habiller, il faut que tu sois prêt à recevoir.

Trois quarts d'heure après, on se mit à table, les deux hommes en habit noir, M^{me} de Ternois en peignoir et coiffure de bal. Henriette s'efforçait de consoler la petite Marie qui avait le cœur gros d'être condamnée à partir au dessert avec sa gouvernante ; Jean faisait de la morale à George, qui ne voulait pas entendre parler de se coucher à neuf heures. « Ma parole ! se dit Robert, on croirait que Jean est le père de George et que cette petite Marie est la fille d'Henriette ! » Un peu de mauvaise humeur le gagnait ; il commençait à trouver qu'on s'occupait trop des enfans et pas assez de lui. Il résolut de ne plus dire un mot, mais il avait si bien pris, depuis quelques mois, l'habitude de rester muet à table, de s'isoler dans ses pensées, que ni sa femme ni son ami ne s'aperçurent que Robert boudait ce soir-là. Ils causaient entre eux et avec les enfans des petits incidens de la journée : le repas des otaries au Jardin d'acclimatation ; une promenade que Marie avait faite sur l'éléphant ; un cheval qui s'était emporté dans les Champs-Élysées... Ils faisaient des projets pour le lendemain, pour l'hiver prochain... Et à entendre ce *nous*, qui revenait sans cesse sur les lèvres des petits aussi bien que des grands, M. de Ternois sentait pour la première fois qu'une intimité, dont il était exclu, s'était insensiblement établie entre eux, qu'il y avait entre ces quatre êtres un unisson d'âmes où il ne faisait point sa partie.

— Avec tout ça, dit tout à coup M^{me} de Ternois quand les enfans eurent quitté la table, je ne sais pas encore quelle robe mettre. Voyons, Robert, donne-moi un conseil ! La blanche, la rouge ?

— Mais, celle que tu préfères, ma chère. Peu importe. La rouge, si tu veux.

— C'est que Jean la trouve trop décolletée.

— Comme la chanson de Judic, alors ?.. C'est une manie que tu

as là, tu sais, Jean?.. Dès qu'une femme montre un peu d'épaules, tu te figures qu'elle est nue.

— Tu te trompes, mon cher, répondit Villecresnes. Je m'occupe fort peu de la toilette des femmes : libre à elles de se décolleter jusqu'aux talons si bon leur semble... Seulement Henriette m'a demandé un soir, cet hiver, comment je trouvais sa toilette rouge ; je lui ai adressé cette petite critique dont je ne me souvenais même plus, et qui me fait passer à tes yeux pour un puritain ridicule.

— Mais non, mais non... Au fond tu as raison. Mais qu'est-ce que tu veux ? il faut qu'une jolie femme suive la mode... Décidément, Henriette, mets ta toilette rouge : la belle M^{me} Montheron en porte de bien plus déshabillées encore...

— Je crois bien, fit la jeune femme, elle sort en pagne, au moins par le haut... A tout à l'heure... Je vais m'arranger...

XIII.

A dix heures moins le quart, personne n'était encore arrivé. Henriette descendit au salon où les deux amis causaient en se promenant. Elle portait une toilette de satin blanc à longue traîne, des roses rouges dans les cheveux, un petit bouquet de roses-thé au corsage.

— Vraiment, ma chère, ce n'était pas la peine de me demander mon avis... Pourquoi ne t'es-tu pas mise en rouge ?

— Parce que Jean avait raison ; décidément, cette toilette blanche est plus convenable. Vous remarquerez, messieurs, que j'ai fait honneur à vos jolies fleurs.

— Oui, reprit M. de Ternois ; mais je suis jaloux : c'est celles de Jean que tu as mises du côté du cœur.

— Bêta, va ! fit-elle en lui donnant un petit coup d'éventail sur la bouche. Tiens, voilà pour t'apprendre à dire des sottises... Tâche de ne jamais me donner plus de motifs de jalousie que je ne t'en donne moi-même, entends-tu ! Et baisse-toi, que je refasse ton nœud : on voit bien que c'est toi qui l'as fait, il est horrible. Plus bas, je ne peux pas lever les bras à cause de mes épaulettes.

Une heure après, les salons étaient pleins. Il y avait là des amis de cercle de Robert, des hommes politiques, des financiers, des écrivains, des artistes et quelques-uns de ces personnages cérémonieux dont on hésite à dire s'ils sont des diplomates étrangers, des sauveteurs ou des dentistes : les mains chargées de bagues, la poitrine couverte de décorations. Les maîtresses de maison les aiment : ils sont meublans.

Le petit cercle de femmes qu'Henriette avait d'abord réunies au-

tour d'elle ne tarda pas à se briser; des groupes sympathiques se formèrent dans tous les coins; les visages se déridèrent; un brouhaha d'entrain et de gaieté s'éleva; des éclats de rire partirent çà et là comme des fusées.

Après avoir pendant une heure reçu les arrivans, dit un mot à chacun, M^{me} de Ternois s'était assise au bout du salon, où plusieurs amis de Robert n'avaient pas tardé à la rejoindre. Très entourée, rayonnante de cet intime contentement qu'éprouve la femme la moins coquette, lorsque les yeux de tous les hommes lui disent qu'elle est en verve et en beauté, Henriette laissait éclater dans ses regards, dans ses paroles, dans son rire, la joie de vivre qui était en elle ce soir-là. La gaieté du champagne, dont elle venait de vider une flûte, non pas à petits coups, mais bravement, d'un seul trait, pétillait déjà dans ses yeux. Elle oubliait peu à peu de garder les airs dignes, la respectabilité de maîtresse de maison, pour reprendre ses façons vives et sautillantes de pensionnaire, et cette endiablée mimique de ses dix doigts qu'elle ne pouvait laisser une seconde au repos. Quand sa bouche s'ouvrait, tous les traits de son visage parlaient en même temps : ses mains, ses bras s'agitaient comme pour ponctuer la phrase et souligner le mot. Sur cette physionomie spirituelle et changeante il se produisait à tout moment des sautes d'expression : intérêt, curiosité, étonnement, moquerie y passaient tour à tour, reflets fugitifs de la pensée. Comme ses roses, dont les boutons s'ouvraient à la chaleur et à la lumière, sa figure s'était épanouie; ses joues se coloraient des teintes fraîches du plaisir, de la jeunesse et de la santé. Villecresnes, qui du fond du salon ne la quittait pas des yeux, se disait que sans doute il n'avait pas encore bien regardé son amie, puisque pour la première fois elle se révélait à lui, au milieu de cette fête, non plus seulement comme la meilleure, mais aussi comme la plus séduisante des femmes.

Autour de M^{me} de Ternois, les hommes faisaient assaut d'esprit, risquaient des « mots, » contaient des histoires piquantes, cherchaient à briller; et, comme le diable ne perd jamais ses droits, surtout auprès d'une jolie femme, il n'en était peut-être pas un parmi eux, dont le respect ne déguisât l'espérance sournoise d'être distingué par elle. Henriette s'amusait à maintenir la balance égale entre eux et prodiguait avec art l'encouragement banal de sourires équitablement répartis, et de ces regards circulaires qui ne s'arrêtent sur personne. C'est pour une femme d'esprit, sage sans être prude, un plaisir divin que d'assister au spectacle de ces petites compétitions inavouées dont elle est l'objet et de se dire : « Allez, mes bons amis, battez-vous bien les flancs pour être aimables; moi je me moque de vous! »

Robert venait de présenter à sa femme un grand jeune homme, distingué, mais un peu niais, qui débutait dans le monde.

— Êtes-vous beaucoup sorti, cet hiver ? demanda Henriette.

— Oui, madame, dans la colonie étrangère surtout.

— Alors vous devez connaître les Burdett ?

— Oh ! certainement.

— Burdett... le richard ? interrogea Pomerol.

— Oui, répliqua Taillandier. Une trentaine de millions.... Il cirait les bottes au coin des rues à New-York, il y a quinze ou vingt ans. Mais, voyez-vous, il aura trouvé un cirage... tout est là !.. Et aujourd'hui, quand Burdett donne à dîner, il fait cadeau à ses invités du porte-menu en argent ciselé, que chacun a devant soi sur la table...

— Quels grands seigneurs que ces Yankees ! fit Henriette. Vraiment, on n'est pas talon rouge comme ce Burdett !..

— En tous cas, reprit le jeune Bernier, un peu piqué, je vous assure, madame, qu'on rencontre chez lui tout ce qu'il y a de mieux à Paris.

— Vous en êtes la preuve, monsieur, dit Pomerol en souriant. Mais vous êtes jeune, vous y allez peut-être un peu pour les personnes aimables qu'on y voit... C'est une société de paquebot, que diable !.. Des princes, des ducs, des marquis venus on ne sait d'où, et dont le plus titré n'est pas digne de décroter les souliers à un épicier de la rue Saint-Denis !.. Demandez à Burdett... qui s'y connaît... Au fond, il les méprise... Et les femmes, donc !.. Des mulâtresses, monsieur, beaucoup de mulâtresses... un tas de chignons crépus... des Péruviennes dont les maris sont à Lima...

— Ou des Françaises dont le mari est à Paris... M. de Ternois pourrait vous le dire...

— Ah ! vraiment, fit Henriette, mon mari !

— Oui, madame, j'ai eu le plaisir, n'en déplaise à ces messieurs, de l'y rencontrer.

— Oh ! fit vivement Pomerol, Ternois allait là comme il serait allé à la foire au pain d'épice. Ça n'a pas d'importance pour un homme.

— Il faut croire que ce n'est pas non plus si grave pour une femme, puisque M^{me} Macpherson y était.

— Ah !.. le même soir ? dit Henriette... Avec son mari ?

— Non... je ne crois pas, madame...

— Vous ne l'avez sans doute pas aperçu, monsieur, dit Taillandier ; ils sortent toujours ensemble...

— C'est possible, répliqua Bernier avec l'entêtement de la sottise, mais l'autre jour elle était seule. La preuve, c'est que M. de Ternois a été obligé de la reconduire à sa voiture.

Pomerol et Taillandier échangèrent un de ces regards par lesquels on se fait part, dans le monde, du plaisir qu'on aurait à étonner certains imbéciles. Il y eut un silence. Robert vint serrer la main du baron.

— Messieurs, dit tout à coup Henriette, vous qui êtes si bien au courant de tout ce qui concerne l'entourage des Burdett, qu'est-ce que vous allez nous apprendre sur M^{me} Macpherson!.. Dépêchez-vous, pendant qu'elle n'est pas là... Comment! vous ne soufflez mot?... Voyons, monsieur Pomerol, ce n'est pas une raison parce qu'elle doit venir chez moi ce soir...

— Il peut se faire qu'elle ne vienne pas, interrompit Robert.

— Alors ce n'était pas la peine d'insister pour que j'envoie une invitation à ces gens, que j'ai vus deux fois dans ma vie... Allons, monsieur Pomerol, une petite indiscrétion! Je suis sûre que vous en auriez long à dire si vous vouliez.

— Du tout, madame, du tout. Je ne sais rien sur elle absolument rien.

— Bah! vous qui connaissez les petites affaires de tous les ménages de Paris! Dites plutôt qu'il ne vous plaît pas de parler: cette réserve vous honore peut-être, mon cher; je n'insiste plus... Et vous, baron, vous n'êtes pas amoureux de M^{me} Macpherson, j'espère?

— J'ai toujours préféré les brunes, chère madame.

— Voyez-vous ça!.. Eh bien! mais cela vous met à l'aise: contez-moi l'histoire de la belle Clorinde, alors.

— Madame, les femmes honnêtes n'ont pas d'histoire.

— On assure pourtant qu'elle a un amant, insinua l'insupportable jeune homme; je l'ai entendu dire tout récemment...

— Dans un cercle bien informé, sans doute? interrompit Robert, avec cette voix douce et cet air impertinent qu'il savait si bien prendre.

— Mais oui... aux Mirlitons...

— Vous n'êtes donc pas des Moutards?... C'est curieux... J'aurais cru...

Il se leva avec un peu de brusquerie, sans parvenir à cacher autant qu'il l'aurait fallu combien cette conversation venait de l'agacer. M^{me} de Ternois était devenue soudain pensive. Pomerol, Taillandier firent de vains efforts pour ramener à eux son attention qui s'égarait. Le charme d'entrain et de gaieté était rompu. Ils s'écartèrent. Les autres quittèrent la place à leur tour, et Henriette alla rejoindre Villecresnes au bout du salon.

— Ça devait arriver! dit philosophiquement le baron à son ami. Un peu plus tôt, un peu plus tard, il fallait bien que M^{me} de Ternois trouvât la piste... Voilà qui va avancer les affaires du marin, si tant est qu'elles en aient besoin... C'est égal, Robert est rudement

pincé : avez-vous vu ses yeux quand cet imbécile a dit que M^{me} Macpherson avait un amant?..

Il s'interrompit soudain pour jeter cette exclamation :

— Saperlipopette!.. qu'elle est belle!

Pomerol suivit la direction de son regard et vit M^{me} Macpherson qui entrait, avec cette nonchalance dédaigneuse et superbe des femmes parfaitement sûres de leur beauté.

En l'apercevant, Robert éprouva une des plus vives surprises qu'il eût encore ressenties. Il s'empressa cependant d'aller à sa rencontre, en s'efforçant de cacher son trouble sous le déguisement d'un sourire. Clorinde accueillit avec un air de reine le salut profond qu'il lui fit, prit son bras, et profita du moment où ils traversaient un premier salon réservé aux joueurs de whist pour lui dire à mi-voix :

— Cela vous étonne que je sois venue, n'est-ce pas?.. Voyez comme je suis bonne ! je viens chercher moi-même les excuses que vous me devez pour l'accès de folie furieuse auquel vous avez cédé hier... Demandez-moi vite pardon et jurez de ne jamais recommencer si vous voulez que nous restions amis.

Elle lui jeta de côté un regard caressant et moqueur ; il n'eut que le temps de murmurer : « Pardon ! pardon ! » car Henriette venait de quitter Villecresnes pour faire quelques pas au-devant de M^{me} Macpherson, qu'elle accueillit assez froidement. Robert s'esquiva au plus vite. Les deux femmes échangèrent quelques politesses et prirent place à côté l'une de l'autre sur un canapé ; M^{me} de Ternois nomma quelques personnes qui se trouvaient là et présenta Villecresnes.

— Je suis d'autant plus heureuse de faire votre connaissance, monsieur, dit Clorinde, que j'ai déjà beaucoup entendu parler de vous...

— Me permettez-vous de vous dire, madame, que je suis un peu étonné qu'on ait pu vous parler beaucoup de moi?.. Il faut que celui qui l'a fait en sache plus long sur moi que je n'en sais moi-même...

— Je dois vous prévenir, madame, dit Henriette, que notre ami Villecresnes est d'une modestie farouche...

— On avait négligé, madame, de me signaler ce trait du caractère de M. de Villecresnes, mais on m'en avait révélé beaucoup d'autres qui ne sont pas moins à son honneur... Et vous avez quitté le service, monsieur?

— J'ai pris un congé seulement...

— Il n'est pas probable alors que vous vous rembarquiez jamais... La vie du bord est bien rude, bien monotone,.. bien vide,.. auprès de celle de Paris.

— Cela dépend, madame, de la façon dont on remplit l'une et l'autre.

Sans se laisser déconcerter par la politesse glaciale de Villecresnes, Clorinde reprit, avec son plus gracieux sourire :

— Je sais par d'anciens amis de mon père, — le contre-amiral Martin-Desnouettes, — quel brillant avenir vous était réservé... Je puis même vous dire qu'on regrette fort une détermination qui prive la marine d'un de ses officiers les plus distingués... On s'étonne que vous...

— J'étais plus facile à remplacer, interrompit vivement le marin, à bord d'un bâtiment qu'auprès de ma fille orpheline... Je vous serais reconnaissant, madame, de vouloir bien en faire la remarque aux personnes qui me portent tant d'intérêt... Vous pourrez leur dire, en même temps, que la décision prise par moi il y a deux ans, à la mort de ma femme, n'a rien d'irrévocable.

— Ah! mais j'espère bien que si, par exemple! fit étourdiment Henriette, sans voir l'imperceptible sourire qui plissa l'angle de la paupière de Clorinde et le petit mouvement d'impatience de Jean.

— Il paraît, poursuivit M^{me} Macpherson, que cette rosette qui orne votre boutonnière a été la récompense de plusieurs actions d'éclat...

— Oh!.. madame, je vous en prie!..

— Eh! monsieur, pourquoi ne dirait-on pas tout haut que vous êtes un homme de courage et de dévouement?... N'est-ce pas, madame, ajouta-t-elle en se tournant vers sa voisine... Celle-ci répondit simplement :

— Nous n'avons jamais pu, madame, ni mon mari ni moi, guérir notre ami Villecresnes de l'horreur qu'il a pour les complimens...

— Oh! mais alors, M. de Villecresnes est un homme tout à fait d'un autre âge!

— Nullement, madame, répliqua Jean. J'ai mes faiblesses, comme tout le monde... Celle, entre autres, de me défier de la louange quand elle est excessive, et de ne pas trop croire, dans le monde, à la bienveillance qu'on me montre, alors surtout que je n'ai rien fait ni ne veux rien faire pour la mériter.

Et, s'inclinant légèrement, il céda la place à Pomerol, qui venait saluer M^{me} Macpherson.

Ce n'était pas sans effort qu'il avait réussi à garder son sang-froid au cours de cette conversation : Jean avait cru surprendre, dans les paroles de Clorinde une intention de malveillance, quelque chose comme une pointe de raillerie, perçant sous les complimens dont elle l'avait accablé. Il se sentait ému, troublé, inquiet, sans trop savoir pourquoi ; plein de dépit, surtout,

contre cette femme. Il aurait voulu reprendre avec Henriette la causerie que l'arrivée de M^{me} Macpherson avait interrompue; mais Henriette ne songeait guère à lui, sans doute, car il l'aperçut au bout du salon, qui riait en écoutant un grand monsieur. Et Jean fut envahi tout à coup par une souffrance dont il n'aurait su définir la cause, par une sorte de colère contre lui-même, contre Clorinde, contre Henriette même. Il se prit à penser que M^{me} de Ternois avait eu bien tort de le forcer à venir. Il lui parut qu'elle riait trop haut, qu'elle se laissait parler de trop près par ce grand monsieur; que Robert, en somme, reprochait avec raison à sa femme d'avoir quelquefois une tenue trop libre dans le monde. Et soudain, il éprouva le besoin impérieux de quitter cette fête, où tout, depuis le persiflage de M^{me} Macpherson jusqu'à l'indifférence de son amie, l'avait blessé; d'être seul, seul avec ses pensées.

Il se dirigeait vers la sortie lorsque, passant auprès de Clorinde, celle-ci dit tout à coup: « Monsieur de Villecresnes! » et lui montra une place à côté d'elle, sur le canapé, où le départ de Pomerol venait de la laisser seule.

— Oserais-je vous demander, madame, lui dit-il quand il fut assis, dans quelle intention vous avez daigné, tout à l'heure, me railler avec autant d'esprit que vous l'avez fait?

— Mais je ne vous ai point raillé, monsieur, et la preuve que j'ai pris plaisir à causer avec vous, c'est que je vous demande de me tenir compagnie encore un instant... M. Pomerol me disait tout à l'heure de véritables horreurs sur le compte d'une femme de ses amies... Que pensez-vous de cela?

— Je me fais rarement juge de la conduite des autres, madame, car, — c'est encore une de ces faiblesses dont je vous parlais, — je ne reconnais guère aux autres le droit de juger la mienne.

— C'est de l'orgueil.

— Peut-être bien!

— Eh bien! moi, je ne suis pas de votre avis, monsieur... Il me semble qu'une belle âme n'a rien à craindre d'un regard qu'on jette sur elle en passant.

— Pardon! elle peut avoir ses délicatesses, ses pudeurs...

— Ou ses secrets... C'est vrai, je n'y pensais pas... Et, puisque nous sommes sur ce chapitre, dites-moi donc, monsieur de Villecresnes, ce que vous pensez de l'amitié entre homme et femme? N'est-ce pas que c'est une chimère?

— Si c'est une chimère, madame, je n'en sais pas qui soit plus digne de séduire un cœur généreux.

— C'est beau comme du Corneille, ce que vous me dites là... Mais enfin, vous ne vous prononcez pas... Est-elle possible, cette amitié?

— Je le crois, madame.

— Sans alliage ?

— Sans alliage !

— Sans regrets, sans espérance ?

— Sans espérance, sans regrets !

— Allons, décidément, vous êtes surhumain... Eh bien ! moi, monsieur, je crois que lorsqu'un homme et une femme, — ni trop vieux, bien entendu, ni trop laids, — ont l'impertinence de jeter un défi à l'amour en essayant de s'aimer seulement d'amitié, l'amour relève le gant !

Il la regarda bien en face et répondit :

— C'est que vous ignorez peut-être, madame, que l'honneur et le devoir peuvent armer certains cœurs d'une force qui les rend invincibles aux tentations, de même qu'un missionnaire armé de sa foi est invincible aux tortures !

— Alors... c'est un autre martyre ?

Il se leva et dit fièrement :

— Qu'importe, si c'est un autre triomphe !

Puis, s'étant incliné devant elle, il gagna la porte et sortit.

Au même instant, Robert, que cette conversation, suivie de loin par lui, avait fort intrigué, se rapprocha de M^{me} Macpherson. Il la trouva pensive.

— Eh bien ! dit-il, j'ai vu que vous aviez fait connaissance avec mon ami Jean... Comment le trouvez-vous ?

— Mais particulièrement propre à remplir les fonctions dont vous l'avez investi...

Robert fronça les sourcils. Elle continua, sans paraître s'en apercevoir :

— C'est un drôle de corps, que votre Villecresnes, mon cher... Je crois, Dieu me pardonne, qu'il m'a émue,.. cet imbécile !..

Et elle se retira fort satisfaite de sa soirée ; car, outre qu'elle avait fait, en venant chez les Ternois, une de ces démarches hardies qui lui plaisaient par leur singularité même, Clorinde savait maintenant à quoi s'en tenir sur l'amitié de Villecresnes pour M^{me} de Ternois. Or, à force d'entendre Robert vanter la droiture, la loyauté de Jean, M^{me} Macpherson en était venue à haïr le marin. Elle sentait vaguement que Robert avait plus d'estime pour lui que pour elle, et ne pouvait pas pardonner à cet homme la supériorité morale dont il l'accablait. Ce fut donc une joie très vive, une délicieuse revanche de sa propre fragilité que de découvrir, comme elle le fit sans peine, la prochaine défaillance dont était menacée cette importune et insolente vertu. Tandis que son coupé roulait vers l'avenue de Villiers, Clorinde pensait : « Robert m'aime... et il me plaît... Villecresnes aime M^{me} de Ternois... Si par hasard cette pimbèche com-

mençait, de son côté, à avoir un sentiment pour lui, cela serait encore bien plus amusant ! » Et elle se prit à sourire méchamment, d'un joli petit sourire de démon qui se réjouit à l'idée de la chute d'un ange.

Cependant, à l'hôtel de Ternois, les salons se vidaient peu à peu. Les derniers invités étant partis, M. et M^{me} de Ternois se trouvèrent en tête-à-tête. Henriette semblait préoccupée.

— Robert, dit-elle tout à coup, pourquoi donc M. Pomerol et le baron Taillandier ont-ils eu l'air si embarrassé quand je leur ai demandé, ce soir, s'ils savaient quelque chose sur M^{me} Macpherson ?

— Mais je n'ai rien remarqué de semblable... S'ils n'ont rien dit, c'est qu'apparemment ils n'avaient rien à dire.

— Ah!.. Et toi, pourquoi t'es-tu mis si fort en colère contre ce pauvre diable de Bernier quand il a dit que M^{me} Macpherson avait un amant ?

— Tu sais bien que je n'aime pas à entendre parler légèrement de choses si graves... Ces blancs-becs vous perdent une femme de réputation avec un sans-gêne!.. Je n'étais pas fâché de donner une leçon à celui-là : j'espère qu'il l'aura comprise...

— Ah!.. Et pourquoi ne m'as-tu pas dit que tu avais rencontré M^{me} Macpherson à un bal chez les Burdett ?

— Ça n'avait pas d'importance...

— Ah!.. C'est égal ; tout cela n'est pas naturel... Bonsoir !

Et elle gagna sa chambre, oubliant, pour la première fois depuis treize ans, de tendre ses joues aux lèvres de son mari. Robert alla se coucher, mais le sommeil lui tint rigueur. Il se demandait avec inquiétude si la clairvoyance de sa femme, mise en éveil par le fâcheux incident de la soirée, n'allait pas découvrir tout ce qu'il lui cachait depuis deux ans, sa liaison de l'hiver précédent avec la Zanetti, ses énormes pertes de jeu, les spéculations malheureuses qu'il avait tentées pour réparer les brèches de sa fortune. Puis l'image de M^{me} Macpherson se présenta à son esprit : il la revit telle qu'elle lui était apparue lors de la scène de la veille, avec son port de tête hautain et ses gestes larges de tragédienne qui lance une imprécation. Il eut aux lèvres la sensation d'un baiser, et, enfonçant sa tête dans l'oreiller, comme pour échapper à une vision troublante : « Ah ! quelle maîtresse elle serait ! » se dit-il ; et il ferma les yeux.

XIV.

Au moment où se produisirent les incidens dont on vient de lire le récit, plus d'un an s'était écoulé depuis que des relations d'une étroite intimité unissaient Jean et la famille de Ternois.

— Mon cher, avait dit un jour, huit mois auparavant, Villecresnes à son ami, j'ai d'abord fait honneur à notre vieille et fraternelle amitié de l'empressement que tu as mis à m'attirer chez toi. Je réfléchis, j'observe depuis lors, j'écoute même à droite et à gauche, et je dois te confesser, avec un peu de tristesse, que ton insistance ne me semble plus tout à fait aussi désintéressée que je l'avais cru... Je sais maintenant ce que je fais ici. Je pourrais te dire que si ta confiance m'honore, elle me fait jouer aux yeux du monde un personnage passablement ridicule. Ne proteste pas ! J'ai déjà un surnom : le Garde du corps. Tu vois comme c'est flatteur pour moi !.. Mon premier mouvement a été de te planter là : franchement, tu ne l'aurais pas volé. Mais, voilà ! Je t'aime bien, quoique tu ne vailles pas cher ;.. j'aime ta femme, qui est autrement intéressante que toi, entre nous ;.. et est-ce que je ne me suis pas mis à aimer aussi ce moussaillon de George, que tu élevais si mal ? Toute la smala, enfin !.. Alors, tu comprends, ça m'ennuie de m'en aller, et je reste... C'est toi qui l'as voulu d'ailleurs. Seulement, je te préviens que je ne me laisserai pas de te dire et de te redire ce que je pense de ta conduite : quand tu en auras assez, tu pourras me mettre à la porte... Si je ne tourne pas dès maintenant les talons, c'est uniquement parce que je juge ma présence entre vous deux utile à la paix de votre ménage... J'espère que tu redeviendras sage avant que ma cousine ait appris à quel point son polisson de mari est indigne d'elle. Sur ce, bonsoir... Que le diable brûle ton tripot de cercle et torde le cou à cette satanée M^{me} Macpherson !

Après cette explication, qui laissa Robert un peu penaud, le marin prit définitivement possession de la suppléance conjugale — sans traitement — que son ami jugeait à propos de lui abandonner. Jean prévoyait bien que l'on ne tarderait pas à gloser ; mais il avait pour les commérages de salon le mépris superbe d'un homme habitué à prendre les inspirations de sa conscience comme seule règle de conduite, sans parler d'une certaine raideur de soldat, un peu effarouché par le monde, et qui se venge de la timidité que celui-ci lui inspire de près en affectant de braver à distance ses jugemens.

Passant chaque jour plusieurs heures avec Henriette, Villecresnes eut mille occasions de l'étudier dans l'intimité, qui est le déshabillé de l'âme. Explique qui pourra cette inconséquence : le je ne sais quoi d'un peu gamin dont M^{me} de Ternois n'avait jamais pu ou voulu se défaire, plut à cet homme grave. C'est une erreur de croire que les gens qui travaillent et qui pensent, apprécient seulement les matrones. Il ne leur est pas plus désagréable qu'à d'autres de trouver dans une femme l'espièglerie, l'entrain, l'enjouement,

la grâce un peu mignarde, les caprices, les faiblesses d'enfant gâté, et ces menus défauts qui sont un des élémens du charme de son sexe. Jean avait le tour d'esprit sérieux, un peu rêveur qu'on rencontre souvent chez les marins : leur métier fait d'eux des savans qui connaissent exactement le diamètre de Vénus, et la mer des poètes qui se récitent :

Étoile qui descends sur la verte colline,

tout en faisant leur quart. A quarante ans passés, alors que ses cheveux commençaient à grisonner sur les tempes et que déjà sa barbe s'argentait çà et là, cet homme d'aspect un peu sévère, avec ses traits énergiques, halés par le soleil et les embruns, gardait une jeunesse de cœur que ceux-là seuls lui connaissaient qui l'avaient longtemps pratiqué. Quand par hasard il se livrait, — ce qui d'ailleurs arrivait rarement, et seulement en présence d'amis éprouvés, — on s'apercevait qu'il y avait en lui un grand enfant prêt à s'amuser de tout, capable de jouer à cache-cache ou au volant et d'y prendre plaisir, riche encore de cette gaieté naïve, peu exigeante, qui s'en va d'ordinaire avec toutes les bonnes choses qu'emportent les années. Quand, après avoir travaillé toute la matinée à son livre sur la défense des côtes, il arrivait chez ses amis, la tête encore en pleine ébullition d'idées, il éprouvait une détente délicieuse, et comme une sensation de fraîcheur, à entendre le babil de la jeune femme, ses exclamations, ses questions qui n'attendaient pas la réponse, et les étonnans discours qu'elle tenait parfois à sa perruche en lui lissant les plumes. Jean aimait à la voir passer et repasser, vive, alerte, sautillante comme à quinze ans, toujours en mouvement, courant après son ouvrage, — une petite brassière de pauvre dont il n'y avait qu'un bras de fait depuis six mois, — cherchant son mouchoir qu'elle égarait dans tous les coins, jetant hors d'elle-même en rires, en gestes et en paroles son trop plein de vie. Elle lui rappelait ces plantes des tropiques qui enchevêtrent au hasard d'une fougueuse croissance leurs branches capricieuses. Et quand il la comparait aux autres femmes, celles-ci lui paraissaient pauvres de sève, étioilées par la culture uniforme et artificielle, l'émon dage impitoyable de toute originalité, par cette greffe d'idées banales, de sentimens, de goûts et de jugemens convenus qui constituent l'éducation de la plupart d'entre elles. Alors la sympathie instinctive qu'il éprouvait d'abord pour M^{me} de Ternois fit place à une affection réfléchie : il sut mieux pourquoi la jeune femme lui plaisait, sans se douter que cela seul prouvait qu'elle lui plaisait davan-

tage. Il n'y a que les sentimens profonds et durables qui s'analysent ainsi eux-mêmes et entreprennent leur propre justification devant la conscience; les autres ne se soucient pas plus de chercher d'où ils viennent que de prévoir où ils vont.

Cependant, le temps s'écoulait, et Robert ne laissait paraître ni regret de ses écarts, ni intention de s'amender. Villecresnes était confondu de cette inaltérable quiétude qu'une vie effrénée ne parvenait pas à troubler. Chaque jour, Ternois montrait à l'heure des repas sa tête de viveur, spirituelle et fatiguée, causait négligemment de la pluie et du beau temps, disait des riens avec sa grâce légère de mondain, fumait un cigare et s'en allait. Galant d'ailleurs avec sa femme et plein de prévenances pour elle, apportant souvent des bonbons ou des fleurs, toujours prêt à lui faire compliment de ses toilettes; le modèle des maris enfin, sauf qu'il passait l'après-midi à « ses affaires, » la nuit à son cercle, et la matinée avec ses chevaux. Restait pour Henriette le déjeuner et le dîner qu'il n'eût manqués à aucun prix, car il avait des principes. Était-ce suffisant? M. de Ternois eût souri d'un doute à cet égard : Henriette n'était-elle pas « un bébé? »

Le malheur, c'est que les bébés grandissent et qu'un moment vient où il ne leur suffit plus de jouer à la poupée. Il faut croire qu'Henriette était arrivée à l'âge de raison, car un travail de réflexion, d'observation et d'analyse, dont elle n'était guère coutumière, commençait à se faire dans sa petite cervelle un peu évaporée. Un beau jour, — c'était quelque temps après cette soirée où Jean, parlant des Papous, lui avait rappelé, disait-elle, le père Monsabré, — M^{me} de Ternois s'avisa qu'elle était une ignorante, tandis que son cousin était un grand savant. Cette découverte l'humilia, et elle fut prise d'un bel accès de curiosité scientifique et littéraire. « N'est-ce pas, Jean, que je suis une cruche? » dit-elle brusquement à Villecresnes, avec une petite moue boudeuse et câline qui lui allait à ravir. Le capitaine protesta, mais elle suivait son idée, comme un enfant qui court après son cerceau : « Si, si, je le sens bien maintenant!.. Aussi, ce Robert qui ne m'a rien appris... en treize ans, je vous demande un peu!.. Apprenez-moi, vous. » Elle voulait « apprendre. » Apprendre quoi, c'est ce qu'il était difficile de savoir, car lorsque le marin, se prêtant à cette fantaisie avec sa complaisance souriante, lui proposa de dresser le plan de leurs futures études, la jeune femme manifesta un égal désir de connaître immédiatement Musset, — dont son mari lui avait parlé vaguement un jour, — de savoir pourquoi Saturne a des anneaux, — comme une Mauresque, disait-elle, — et enfin d'être mise au courant de la question des torpilles automotrices que Jean venait de traiter dans un mémoire. Il essaya de lui expli-

quer qu'il faut au moins un peu d'ordre. « Ah ! oui, dit-elle, comme au couvent ! J'avais un vieux professeur de géographie très fort ; on disait qu'il savait trente-trois affluents de l'Amazone et le nom de toutes les stations entre Paris et Rome : si vous croyez que ça ne fait pas d'effet sur des jeunes filles !.. Seulement, il avait une méthode pour l'enseignement de la géographie... une méthode superbe : longitude, latitude, productions du sol, caractère de la race, betteraves, grands hommes... Il a passé un an à nous l'apprendre, sa méthode : à l'examen, j'ai mis le Gange en Afrique !.. Tenez, vous êtes tous des pédans ; notre curiosité est un papillon qui se pose, et vous perdez le temps à tourner autour pour l'attraper dans les règles ; nous n'aimons que les derniers chapitres, et vous ne nous faites pas grâce d'une ligne de préface... O la méthode ! » C'est ainsi que Villecrenes devint le professeur de la mère, comme il l'était déjà du fils. Henriette trouvait un plaisir imprévu à entendre les explications que Jean lui donnait sur mille sujets d'art, de littérature, même de science, dont elle n'avait jamais soupçonné l'intérêt. Elle lui reprochait seulement de ne pas aller assez vite. Et, de fait, son intelligence agile, primesautière, brûlait les étapes. « C'est plus fort que moi, disait-elle en riant, quand je suis, il faut que je devance ! » La découverte du Louvre, du musée du Luxembourg, du musée de Cluny, une visite à l'Observatoire, excitèrent son enthousiasme. Elle eut envie d'une « lorgnette à étoiles, un petit télescope, tout petit... pas plus grand que ça... pour la campagne... quelque chose de très bon marché, » et le mendia si gentiment, que Robert finit par le lui promettre, non sans hausser un peu les épaules.

— Oui, oui, moque-toi ! fit-elle. Parce que je commence à ne plus m'intéresser uniquement à mes chiffons, n'est-ce pas ? Ça te va bien, à toi, qui n'as jamais daigné t'occuper de savoir si j'avais pour deux sous d'idées !.. Mon cousin s'en occupe bien !.. Et si tu crois que ça ne me flatte pas qu'un homme comme lui me juge capable de causer d'autre chose que de la dernière revue des Variétés, tu sais, tu te trompes !

Les *Nuits*, *Souvenir*, la rendirent rêveuse pour la première fois de sa vie. « Ah ça, demanda-t-elle à Jean, c'est donc vrai qu'on peut aimer comme ça ? C'est drôle ! je n'y avais jamais pensé... » Elle n'avait jamais pensé non plus qu'il fût possible de tricoter pendant une heure de suite en écoutant, sans bouger de son fauteuil, sans interrompre. Et c'est pourtant le phénomène qui se produisait maintenant tous les soirs, tandis que Villecrenes racontait ses voyages, lisait à haute voix tantôt un article de revue, tantôt le dernier roman de Feuillet, exposait ses projets de travaux ou construisait avec elle un de ces jolis châteaux en Espagne où les pères et

les mères se plaisent à loger l'avenir de leurs enfans : châteaux de cartes, frêles et charmans comme les chimères, bâtis avec amour, et qu'un coup de vent de la vie brutale emporte et disperse aux quatre coins du ciel. Henriette prenait alors un petit air sérieux, réfléchi, remuait la tête, semblait se dire tout bas à elle-même des secrets, et quand le capitaine lui demandait : « Qu'avez vous donc ? » répondait seulement : « J'ai mon idée ! » Cette idée, Jean la voyait passer dans son regard avec quelque chose d'humide et d'attendri qui baignait soudain ses yeux ; il la devinait, cette douce idée de mère, rien qu'à la façon dont la jeune femme embrassait tout à coup George, puis caressait les longs cheveux bouclés de Marie.

— C'est que je veux faire d'elle une vraie femme, vous savez ! disait-elle.

— Et moi un homme de ce gamin-là ! répondait-il.

Et leurs regards, en se croisant au-dessus de la tête des enfans, semblaient échanger une promesse muette, lier d'avance et à jamais par de mystérieuses fiançailles cette petite fille et ce petit garçon qui, serrés l'un contre l'autre, confondant les boucles de leurs cheveux, s'ingéniaient à déchiffrer un rébus, tandis qu'à côté d'eux se résolvait, à leur insu, le problème de leur destinée. Villecrenes et M^{me} de Ternois vivaient ainsi dans une intimité paisible et honnête, pris l'un et l'autre par une de ces douces habitudes de cœur qui vous enveloppent insensiblement de mille liens ténus dont on ne connaît bien la force que le jour où l'on essaie de les rompre. Henriette s'était à peu près résignée à son rôle de femme dont le mari vit dehors ; il était rare qu'elle se plaignît ; seulement, elle semblait d'autant plus aimer son fils et son foyer, que Robert devenait plus étranger à l'un et à l'autre. Lorsqu'il arrivait à Jean de songer à sa femme, l'image de la morte ne lui apparaissait plus qu'une peine, pâle, effacée dans un lointain de souvenir si reculé, que Villecrenes se demandait, avec une sorte de remords vague, comment l'oubli avait pu s'emparer déjà de cette mémoire qui devait rester, toujours vivante et toujours chère, au fond de sa pensée fidèle.

Il n'en fallait pas plus, ce semble, pour lui donner l'éveil et le mettre en garde contre lui-même. Mais Jean était un naïf. À l'âge où d'ordinaire on a payé de sa dernière illusion la science de la vie, cet enthousiaste égaré dans un siècle sceptique, ce croyant obstiné de toutes les chimères généreuses, ignorait encore que l'amitié entre homme et femme n'est le plus souvent, pour l'une des parties sinon pour les deux, qu'un provisoire tendant fatalement au définitif, c'est-à-dire à l'amour. Il se laissa séduire à ce rêve décevant d'être l'ami, et rien que l'ami, d'une jolie femme. Comme le cœur est parfois sophiste plus subtil que l'esprit, Jean se persuada que ce rôle n'était pas au-dessus de ses forces et que son honnêteté

ne pouvait pas être sujette aux défaillances qui d'ordinaire empêchent qu'on le soutienne jusqu'au bout. Ses épargnes de tendresse, sa bonté, le besoin de se dévouer qui était en lui, son respect chevaleresque de la femme, sa pitié pour les faibles et les abandonnés, le meilleur de lui-même enfin, il mit tout dans cette affection qu'il dédiait à Henriette sans le lui dire : bouquet mystérieux fait de toutes les fleurs de son âme. Si parfois la pensée d'un péril caché, de souffrances futures, effleura son esprit, cette courte appréhension se dissipa aussi vite que l'émotion passagère dont un brave se sent pris, la veille d'une bataille.

Alors commença pour cet homme une vie délicieuse. Pendant plusieurs mois, il s'abandonna sans inquiétude ni remords à son amitié pour M^{me} de Ternois : fort de la loyauté de ses intentions, il ne songeait pas à se demander si le courant de sympathie qui le portait vers elle ne devenait pas plus rapide et plus fort. Il fit deux parts de son temps, dont il donnait l'une, — la plus petite, — au travail, et l'autre à son amie : répartition inverse de celle qu'il avait adoptée d'abord. Un moment vint où la pensée seule de rester un jour entier sans la voir lui parut insupportable. « Voilà bien, se disait-il en souriant, la tyrannie des habitudes ! » Et il ne sentait pas combien cher lui était devenu son esclavage. Non content de s'être fait le professeur de M^{me} de Ternois, il entreprit de donner quelques retouches à son éducation, dirigée par Robert de si étrange sorte, pendant le temps où il avait daigné s'occuper d'Henriette, que ce mari semblait s'être proposé pour but, — plus d'un parmi les hommes du monde imite Robert en ce point, — d'enrôler sa femme dans l'escadron des cocodettes : troupe légère fringante et caracolante, qui exécute ses brillantes fantasias sur un champ de manœuvres dont l'accès est ouvert aux femmes tout à fait honnêtes, lesquelles se gardent d'y entrer, et fermé soi-disant aux déclassées, qu'on y rencontre nonobstant. Depuis qu'il avait eu l'occasion d'étudier M^{me} de Ternois et de découvrir les sérieuses qualités de cœur et d'intelligence qui se cachaient sous ses façons d'enfant gâtée, Villecresnes ne pardonnait pas à Robert d'avoir poussé sa femme à l'imitation de ces écervelées, sinon ouvertement, du moins par l'approbation qu'il accordait volontiers à l'extravagance de leur langage, — le droit de tout dire leur tenant lieu d'esprit, — ou à celle de leur toilette, — le droit de tout montrer leur tenant lieu de goût. Jean opéra ainsi de menues réformes non-seulement dans les idées, mais même dans les goûts, dans les manières, jusque dans la toilette de M^{me} de Ternois. Henriette se soumettait sans résistance à ce protectorat tendre et éclairé. Obéissante comme elles le sont toutes, au fond, même celles qui affectent des airs d'indépendance, il lui semblait qu'elle avait enfin trouvé dans

son ami, sinon dans son mari, le guide souhaité, le directeur dont chaque femme a besoin pour s'épargner la fatigue de vouloir et de juger. Insensiblement, M^{me} de Ternois prit l'habitude de le consulter sur tout : choix d'un livre, d'une étoffe, d'une partition, relations à conserver ou à interrompre, valeur d'une pièce des Français ou du Gymnase, qualités et défauts des diverses écoles de littérature ou de peinture, mérite d'un avocat ou d'un acteur. Elle acceptait ses avis avec cette soumission que la femme la plus intelligente témoigne à l'homme dont elle a reconnu la supériorité : car il y a, même en celle-là, un fond de docilité crédule, quelque chose qui répugne invinciblement à la critique, le besoin de croire sans examen. Plagiaire inconsciente, elle mettait au pillage les idées, les opinions de Villecresnes, et s'en affublait, comme une jeune fille porte sa première robe longue, hardiment, mais non sans un peu d'amusante gaucherie. A l'insu de tous, Jean se livrait sur elle à un invisible et persévérant travail de chaque jour : doucement, il la modelait à la ressemblance d'un certain idéal féminin que ce rêveur portait en lui depuis vingt ans. « Robert me remerciera, » pensait-il.

Sa statue terminée, Pygmalion devint amoureux d'elle. Après dix mois de cette exquise et dangereuse intimité, le capitaine fut bien forcé de s'avouer que l'amitié seule ne suffisait peut-être pas à rendre raison de l'intérêt chaque jour grandissant qu'il portait à M^{me} de Ternois. Alors humilié, effrayé de la vérité confusément entrevue, il essaya de se donner le change à lui-même sur la nature véritable de ses sentimens, et son amour naissant revêtit l'un après l'autre tous les déguisemens qu'il prend en pareil cas, afin de garder, — plaisir de prince, — quelque temps encore l'incognito. Dix fois par jour, Jean se répéta qu'après tout, il n'avait rien fait pour forcer la porte des Ternois ; c'est Robert qui l'avait attiré, introduit, imposé... Était-il bien sûr d'éprouver autre chose qu'une immense pitié pour cette aimable femme trahie, ruinée peut-être ? Est-ce qu'il n'avait pas travaillé loyalement à conserver l'harmonie de ce ménage, à ramener le mari repentant au foyer déserté ? Certes, il se plaisait fort dans la société d'Henriette : mais lui avait-il jamais adressé une flatterie intéressée, un compliment suspect, une parole que son mari ne pût entendre ?.. Un Pomerol, un Gontran, un Taillandier même, le premier venu, lui faisaient plus la cour, dans un salon, en cinq minutes, qu'il ne la lui avait faite en dix mois... Pourquoi donc s'alarmer ? L'inquiétude vague qu'il avait conçue se dissipa. Afin de se rassurer tout à fait, Jean partit pour Lorient, où il avait à étudier un type nouveau de croiseur à grande vitesse. Puis il alla passer quelques jours à Brest, se faisant une sorte de point d'honneur de rester éloigné de Paris plus long-

temps qu'il n'avait dit, heureux de se prouver ainsi à lui-même son indépendance. Une lettre d'Henriette lui parvint :

« Que faites vous si longtemps là-bas ? Êtes-vous amoureux d'une pêcheuse de crevettes ? Vos amis sont jaloux. Moi je ne m'amuse pas trop : je crois décidément que, si je ne vous avais pas eu pour me tenir compagnie, depuis que Robert ne peut plus rester deux heures de suite à la maison, j'aurais fini par prendre, comme lui, mon intérieur en dégoût... J'aurais fait du *pschutt* tout aussi bien qu'une autre, au lieu de tourner au pot-au-feu... Ça aurait peut-être coûté plus cher à Robert, par exemple ! Quand une femme se lance, est-ce qu'on sait jamais jusqu'où elle ira ? C'est comme vos boulets !.. A propos, mettez-vous donc dans un des plus gros ; dites qu'on vous fourre dans une pièce de fort calibre et faites pointer sur Paris, boulevard Haussmann... Marie a éternué trois fois depuis déjeuner : je crois qu'elle couve un rhume. George réclame « l'Ami, » et recommence à faire ses farces depuis que vous n'êtes plus là. Hier il s'est servi de la boîte à couleurs que vous lui avez donnée pour peindre en vermillon la queue de la perruche pendant que j'avais le dos tourné. Si vous aviez vu Cocotte ! C'était d'un impressionnisme !.. J'ai voulu me fâcher, mais, voilà, je n'avais pas bien pris mon temps et j'ai pouffé. Ah ! je ne suis pas encore une femme sérieuse, mon cousin ! A bientôt, n'est-ce pas ?

« HENRIETTE. »

P.-S. — Je rouvre ma lettre afin de vous demander si vous ne seriez pas d'avis de penser à l'École des beaux-arts pour George, plus tard... Je vous assure que cet enfant-là a beaucoup de dispositions. »

Le capitaine reçut cette lettre un matin, résolu de la laisser sans réponse et de ne partir que la semaine suivante. Seulement, il prit le soir l'express de Paris sur cette réflexion que peut-être Marie était souffrante. Ce petit voyage, la vue de la mer, la visite de l'arsenal, des navires nouvellement construits, avaient fait diversion aux premières alarmes de sa conscience. Jean revenait plus gai, plus tranquille qu'au départ ; il revit son amie avec plaisir, mais sans trouble. Les beaux jours de leur paisible et confiante intimité recommencèrent ; tout alla bien jusqu'à cette fête donnée par les Ternois. Ce n'était pas la première fois que Villecresnes voyait Henriette en toilette de bal, mais il n'avait jamais remarqué avant cette soirée-là tout ce que les lumières, les fleurs, les diamans, l'animation du plaisir, donnaient de charme à sa beauté irrégulière et capricieuse : beauté non de traits, mais d'expression, provenant non d'un ensemble harmonieux de lignes, mais d'un

je ne sais quoi subtil, immatériel, qui baignait son visage et le transfigurait, à de certains momens; d'une flamme intérieure, qui tantôt pétillait doucement dans son regard, tantôt jaillissait comme une fusée avec l'espièglerie sonore de son rire. Longuement il la regarda qui trônait gaie, heureuse, triomphante, au milieu d'un cercle d'admirateurs. Elle lui sembla charmante dans l'exercice de sa double royauté de jolie femme et de femme d'esprit. Mais en même temps un malaise l'envahit qui devint bientôt une souffrance. Il parut à Jean qu'en acceptant les adulations de ces hommes empressés autour d'elle, Henriette manquait au pacte d'amitié qui les unissait tous deux, qu'elle lui dérobait quelque chose en accordant si libéralement à d'autres ce qu'il aurait voulu garder pour lui seul, la grâce mutine de son sourire et la musique de sa voix. La conversation qu'il eut avec M^{me} Macpherson, le persiflage de celle-ci, sa profession de foi sur l'amitié entre les deux sexes, ses allusions perfides au sentiment que Jean éprouvait pour Henriette, troublèrent profondément Villecresnes et percèrent à jour les derniers sophismes dont il cherchait à se leurrer. Délivré des équivoques que la passion trouve toujours, quand il s'agit pour elle de faire tomber le devoir dans ses duperies, Jean fit bonne contenance devant Clorinde jusqu'à la fin, mais il était à bout de forces quand il partit. Triste, épouvanté de trouver dans cette amitié, qu'il s'obstinait la veille encore à croire pure de tout alliage, des exigences, des susceptibilités, de la jalousie même, Villecresnes quitta le salon, cherchant avec l'impatience d'un cœur blessé le bienfait de la solitude et la paix des ténèbres. Une soudaine, une éblouissante révélation avait illuminé jusqu'au fond même de sa conscience. Cet homme d'honneur se vit enfin épris d'une femme que l'honneur lui défendait d'aimer.

XV.

Le lendemain matin, après une nuit d'insomnie et de méditation, Villecresnes entra vers neuf heures à l'hôtel de Ternois et se dirigea du côté des écuries, où le portier lui avait dit qu'il trouverait Robert. Coiffé d'une toque écossaise, la pipe de bruyère aux dents, M. de Ternois délibérait avec son groom et son cocher.

— De si bonne heure ! Tu te bats ? dit-il en riant lorsqu'il aperçut son ami.

Jean haussa légèrement les épaules.

— Viens donc finir ta pipe dans le fumoir... j'ai deux mots à te dire...

— Ah ! fit seulement Robert ; et il le regarda avec un peu d'étonnement. Allons...

Ils entrèrent dans le fumoir. Jean resta debout ; M. de Ternois se mit à cheval sur une fumeuse.

— Hé bien ? dit-il.

— Eh bien ! mon ami, je viens t'annoncer que je vais reprendre très prochainement du service.

— Pas possible !

— Mais si,.. rien de plus simple... Je m'ennuie...

— Allons donc !.. Et ton livre ! tes études !.. Tu vas laisser tout en plan pour t'en aller à Nouka-Hiva !.. En voilà une bêtise, par exemple... Et depuis quand as-tu cette jolie idée-là ? Elle ne t'a pas poussé cette nuit, je suppose !

— Mais depuis quelque temps déjà, j'y songeais... Il faut que je parte...

— Ah !.. fit de nouveau Robert, et il lui jeta un coup d'œil rapide, aigu. Puis il vida lentement sa pipe, à petits coups secs, sur un des chenets de la cheminée, en ayant l'air de réfléchir, et reprit après un silence, d'un ton plus grave :

— Soit !.. Peut-être aurais-tu pu nous demander conseil : nous sommes assez tes amis pour cela, j'imagine ?.. Enfin, comme tu voudras... Et Marie, à propos, qu'est-ce que tu vas faire d'elle ?

— La placer dans une bonne maison d'éducation, où on me l'élèvera. C'est bien aux Oiseaux, n'est-ce pas, qu'a été élevée M^{me} de Ternois ?

— M^{me} de Ternois !.. Fichtre, tu es solennel ce matin !.. Oui, monsieur Villecrenes, c'est bien aux Oiseaux... Seulement, veux-tu que je te dise ? Tu ne t'en iras pas... au moins tout de suite...

— Ah ! par exemple !.. Et pourquoi donc, je te prie ?

— Parce que, plus que jamais, j'ai besoin de toi ici en ce moment... Je ne fais pas de phrases, comme tu vois : tu sais que je ne me pique pas de sensiblerie... Je suis un égoïste, moi, et je m'en vante !.. Mes affaires vont mal...

— Tu as encore perdu ?

— Oui, pas mal... Mais ce n'est pas d'argent qu'il s'agit...

— Encore une femme, alors !

— Naturellement... Et pas une, *ma* femme...

— Henriette !.. Qu'y a-t-il ?.. Parle...

— A la bonne heure ! Je retrouve mon vieux Jean : toujours le cœur chaud quand il s'agit de ses amis !.. Eh bien ! oui, Henriette !.. Elle a des soupçons.

— Depuis quand ?

— Depuis hier soir... Un imbécile a dit, devant elle, que M^{me} Macpherson avait un amant... Henriette a demandé des renseignements : Pomerol, Taillandier, n'ont pas même eu l'esprit de lui conter une histoire quelconque. Elle a remarqué leur air gêné...

Moi même, j'ai manqué d'à-propos. Si bien qu'Henriette est aux champs.

— Ah! diable!

— Oui,... et je t'avoue que je ne suis pas très rassuré... Tu comprends que si elle se met en tête de chercher à savoir, elle saura, c'est forcé...

— Aussi, est-il permis de se conduire comme tu l'as fait!.. Je t'ai averti vingt fois!.. Dis, Robert, n'est-ce pas que, depuis un an, je n'ai pas manqué une occasion de te ramener à ta femme?

— Parbleu! Tu en étais assommant. Mais vas-tu pas me réclamer un certificat, maintenant?

— C'est que, ce rôle que je ne recherchais point, que je voulais, que j'aurais dû refuser... ce rôle que tu m'as presque imposé, dans ton ménage, entre ta femme et toi, était si délicat, si difficile, si... qu'il me vient des scrupules. Je me demande si je l'ai rempli avec le zèle, la conscience, qui seuls peuvent servir d'excuse à la folie que j'ai faite en l'acceptant...

— La folie!.. Mais c'est maintenant que tu es fou... Positivement, tu divagues, mon cher...

— Non, je t'assure, je ne suis pas très heureux, Robert; j'ai des tristesses... et pendant que nous sommes là, entre nous, seuls, il vaut mieux que...

— Des confidences!.. Garde-les pour ton amie Henriette... Elle est sentimentale comme toi : vous vous comprendrez à merveille, et elle te consolera... Sans compter qu'en ce moment, ça fera diversion... Moi, vois-tu, il est probable que tes peines me donneraient envie de sourire, de même que mes plaisirs te font hausser les épaules... Un homme de tête, comme tu l'es, froid, sans passions, toujours maître de soi, ne peut pas être malheureux pour de bon... Est-ce que l'honneur, le devoir, la raison ne sont pas là pour le reconforter au besoin?... Me l'as-tu assez prêchée, hein! la souveraineté du devoir, et la domination sur soi-même, et la toute-puissance de la volonté!.. Ah! tu appartiens à la race des forts, toi, tu es exempt des faiblesses vulgaires... J'aurais bien dû t'écouter, te prendre pour modèle : je n'en serais pas où j'en suis, à la veille, peut-être, de voir à jamais compromise la paix de mon foyer.

Il parlait d'un ton dégagé, naturel, avec une nuance de mélancolie ; mais une pointe d'ironie méchante armait son regard, comme s'il eût exercé, en prononçant ces mots, de secrètes repréailles sur son ami. Jean l'écoutait, d'un air de douloureux accablement, le visage collé à une vitre de la fenêtre, et chaque mot de Robert le perçait en plein cœur d'une blessure. Il se retourna vers M. de Ternois, et faisant effort pour cacher son émotion :

— Enfin, dit-il, est-ce qu'il y a eu, entre ta femme et toi, une explication?

— Non, pas une explication, si tu veux... Il y a eu quelques mots échangés, cette nuit, après que tout le monde a été parti... Mais il n'en fallait pas plus pour voir qu'Henriette était troublée, inquiète... Et, dame, tu conçois comme il serait désagréable que tu nous quittasses, précisément à l'heure où ton influence sur elle pourrait être le plus utile! Je comptais sur toi pour la calmer, empêcher qu'elle ne se monte la tête... pour prévenir des querelles, des récriminations, une rupture peut-être... Je puis bien t'avouer que j'ai dépensé depuis une couple d'années pas mal d'argent... Juge un peu, si Henriette mise en éveil s'avise de faire une enquête sur mes faits et gestes, découvre que j'ai entretenu cette pauvre Rosita, que je me suis remis à cartonner... et le reste! Tu vois bien que tu ne peux pas partir.. Pas immédiatement, du moins... Dans un mois ou deux, quand cette crise sera passée, je te rendrai ta liberté... Qu'est-ce qui te presse d'abord?..

Villecresnes paraissait en proie à une vive perplexité et n'avait pas encore répondu, lorsqu'Henriette entra dans le fumoir.

— Déjà levée? fit Robert avec un peu d'embarras.

— Comme tu vois... J'ai peu dormi cette nuit.. Bonjour, Jean!.. Dieu que tu es laid, mon cher, avec ce costume de palefrenier! Je t'ai déjà dit qu'il te grossissait horriblement...

— Aussi vais-je bien vite en changer, ma chère amie... Je serais désolé de te déplaire en quoi que ce soit. Je te laisse avec Jean... Dis-lui donc comme moi que c'est absurde de reprendre du service. Figure-toi qu'il veut nous quitter, l'ingrat!

Il monta dans sa chambre, se jeta sur un fauteuil et songea :

— C'est un peu canaille, se disait-il, ce que je viens de faire... Ce grand bêta-là a un sentiment pour Henriette... ça crève les yeux... J'ai vu le moment où il allait se croire obligé de me l'avouer... Et je l'empêche de partir!..

Il se leva et fit quelques pas de long en large :

— Bah!.. Un naïf!.. Ça n'est pas dangereux... Quand il filerait un peu de parfait amour en cachette, qu'est-ce que cela me fait?... Henriette est aussi naïve que lui; très jeune, pas d'imagination;.. elle n'y verra que du feu. Je connais mon Villecresnes : il se couperait la langue plutôt que de lui faire gros comme ça de cour... Ma foi, tant pis ! j'ai encore besoin de lui ici. Il sera toujours temps de l'expédier plus tard : je n'aurai qu'un mot à dire...

Il s'arrêta devant l'armoire à glace et s'y regarda complaisamment :

— Et puis, elle m'adore, ma petite femme!

Sur ce, la conscience tranquille, M. de Ternois prit un journal, s'assit devant sa toilette et sonna :

— C'est pour ma barbe, Baptiste, dit-il ; un rasoir très doux, n'est-ce pas, et surtout prenez bien garde de ne pas me faire mal.

En bas, la petite femme qui adorait son mari était restée pendant quelques secondes sans parler, tant elle avait été surprise par cette brusque annonce du départ de Villecrenes.

— Ce n'est pas vrai, n'est-ce pas ? fit-elle enfin. On ne part pas comme ça sans crier gare. Et puis, vous ne voulez pas emmener Marie en qualité de mousse, j'imagine ?

— J'ai déjà expliqué à Robert...

— Ta, ta, ta, ta, moi, je ne veux pas d'explications... Dites-moi, si vous voulez, que vous avez eu un accès de fièvre chaude depuis hier soir et n'en parlons plus...

— Mais, enfin, je vous assure que l'intérêt de ma carrière exige...

— Inutile, je ne vous entends pas!.. Et elle se boucha les oreilles. Puis, tout à coup, changeant de ton et d'expression, avec sa mobilité ordinaire :

— Alors, c'est tout ça votre amitié pour moi!.. Voilà un an que nous ne passons pas un jour sans nous voir... que je prends doucement l'habitude de vous regarder comme une manière de grand frère... que nous causons, lisons, travaillons, formons des projets ensemble, et puis, bonsoir, plus personne! « Où est donc votre ami Villecrenes, votre inséparable ? — Je ne sais pas trop, chère madame, quelque part, du côté du pôle ou bien de l'équateur, en train d'être mangé par les ours blancs, à moins que ce ne soit par les Papous! — Vraiment! — Oui, madame! On croyait qu'il avait un peu d'affection pour sa petite amie : pas du tout, il n'aimait que ses bateaux!.. »

Et ses mains allaient, allaient! Elle mimait une révérence à la dame imaginaire, très poliment, et montrait des dents blanches, comme pour mordre, en parlant des ours. Villecrenes la regardait avec une tendresse infinie, repris insensiblement, malgré ses belles résolutions de la nuit, au charme de cette voix jeune et fraîche, de ce sourire et de ce regard d'enfant.

Elle continua :

— Vous pouvez vous vanter de bien choisir le moment pour me planter là!.. Justement, il se passe des choses très graves dans mon ménage... J'ai des raisons sérieuses de craindre que Robert ne se soit conduit envers moi beaucoup plus mal encore que je ne le supposais... Je veux m'éclairer, savoir...

Elle s'interrompit tout à coup, et, comme prise d'une inspiration

soudaine, ouvrit la porte en criant : « George ! George ! » L'enfant accourut. Elle l'arrêta au passage, par l'épaule, et, lui montrant Villecresnes :

— Tu vois *l'Ami*, n'est-ce pas ? Eh bien ! mon pauvre chien, tu ne l'auras plus pour te faire travailler et te conter des histoires... Il veut partir... s'en aller loin, bien loin !

L'enfant ne fit qu'un bond, et, enroulant ses jambes autour de la taille de Jean, ses bras autour de son cou :

— T'en vas pas, dis, *l'Ami*, t'en vas pas !... ça ferait tant de peine à maman !..

Et il fondit en larmes. Jean défit doucement ce nœud vivant qui l'enlaçait, posa le petit garçon à terre, le baisa au front. Puis, se redressant devant la mère émue et inquiète, le marin, un mâle sourire aux lèvres, le regard rayonnant de la flamme des résolutions stoïques, dit simplement :

— Ne pleure pas, petit... je reste !..

XVI.

M. de Ternois aurait pu retourner chez Clorinde dès le lendemain du bal : en y venant, M^{me} Macpherson avait prouvé qu'elle ne lui gardait pas rancune. Il jugea plus habile de ne pas montrer trop d'empressement à réparaître devant elle, pensant avec raison que, lorsqu'une femme a fait un premier pas en avant, le meilleur moyen d'obtenir qu'elle en fasse un second est de ne point bouger.

Clorinde, en effet, ne tarda pas à regretter la visite que Robert lui faisait presque chaque jour. C'était un bon moment pour elle que celui où elle jouait avec l'amour de M. de Ternois, comme avec un bel animal qui tantôt gronde et tantôt caresse, qu'on apaise et qu'on irrite à volonté. Il n'est presque point de femme qui ne se plaise à ce jeu : seulement, les unes, — les naïves ou les débutantes, — ont le tort d'oublier que les dompteurs finissent toujours par être mangés, tandis que les autres le savent et se résignent aux accidens.

Pour se distraire, M^{me} Macpherson daigna s'occuper de son mari, comme un enfant, après avoir brisé son jouet par instinct pervers, le reprend, dans l'espoir qu'il y trouvera peut-être encore de quoi s'amuser. La fantaisie lui vint de se prouver à elle-même que sa beauté n'avait rien perdu de l'empire exercé naguère encore sur cet homme. Mais les menues prévenances qu'elle eut pour lui ne parvinrent pas à triompher du parti-pris de glaciale politesse où s'était retranché Lionel depuis son explication avec sa belle-mère.

Clorinde en éprouva un dépit qui ne fut pas étranger à la résolution qu'elle prit d'écrire à Robert.

Un matin, Henriette était assise près de sa fenêtre, quand elle vit un groom tenant une lettre à la main aborder M. de Ternois qui traversait précisément la cour, dans la direction des écuries. Robert prit le pli, ouvrit, lut, et après avoir jeté un regard furtif vers l'appartement de sa femme, fit disparaître rapidement la lettre. Invisible derrière ses rideaux, Henriette avait assisté d'abord avec indifférence et bientôt avec un vif intérêt à cette petite scène. Elle remarqua que Robert n'alla ni visiter ses chevaux, ni faire, comme chaque matin, sa promenade au Bois : grave infraction à l'ordinaire de sa vie, où l'emploi du temps était réglé avec la minutie qu'on remarque souvent dans ces existences désordonnées de viveurs. Rentré dans sa chambre, il s'y promena de long en large, ému, impatient comme un collégien à son premier rendez-vous. Depuis sa dernière visite à M^{me} Macpherson, une quinzaine s'était écoulée, et Robert n'avait point passé un seul jour sans que le souvenir de cette femme le harcelât. Il avait pour elle non pas de l'amour, — Robert était tenté de sourire quand on parlait devant lui de ce sentiment enfantin, — mais ce qu'il appelait « une curiosité, » si impérieuse cette fois qu'elle était devenue peu à peu une de ces formidables passions qui s'attaquent de préférence aux hommes déjà mûrs, les brûlent, les consomment, jusqu'au moment où, étant satisfaites, elles s'éteignent à peu près aussi vite qu'elles s'étaient allumées.

Il s'habilla lentement, bouleversant toute sa garde-robe pour trouver un pantalon qui lui convînt, mettant autant de soin à choisir sa cravate qu'un bretteur à éprouver la trempe de ses épées, la veille d'un duel. Henriette l'écoutait aller et venir dans sa chambre en fredonnant des airs d'opérette. Le gong qui sert à annoncer le déjeuner retentit deux fois : M^{me} de Ternois descendit à la salle à manger et trouva son mari, toujours en retard d'ordinaire, arrivé avant elle, et déjà à table. Il se leva aussitôt, lui serra la main, s'excusa, et se remit à manger son œuf.

— J'ai une faim de loup ce matin ! dit-il, entre deux bouchées.

— Comme tu t'es fait beau ! répondit-elle d'un air distrait.

— N'est-ce pas ? Cette jaquette me va bien ? Elle m'amincit.

— Et... qu'est-ce que tu fais aujourd'hui ?

— Rendez-vous d'affaires à deux heures chez Oltenheim...

— Ah ! c'est pour deux heures ?..

— Ah ça, que diable as-tu donc ce matin ! dit Robert, un peu étonné du ton qu'elle avait pris en prononçant ces mots. Dors-tu encore ? Ma parole ! tu parles comme dans un rêve...

— Par exemple ! en voilà une idée !..

Elle se mit à rire un peu nerveusement.

— Ces œufs sont d'une fraîcheur !.. Allons, Robert, encore un !

Et pendant tout le déjeuner, elle parla, parla intarissablement, en pensant à tout autre chose qu'à ce qu'elle disait. Robert parti, elle courut à la chambre de son mari, chercha au milieu d'une masse d'habits celui qu'il portait le matin, fouilla dans la poche de côté et en retira une lettre, qu'elle flaira brusquement, d'un instinctif mouvement de femme, avant de l'ouvrir. C'était un simple billet de deux lignes : « Venez à deux heures. Je serai seule. » Pas d'autre signature qu'un grand C. Au premier coup d'œil, Henriette reconnut l'écriture longue, menue et très penchée, qu'elle avait eu l'occasion de voir quelque temps auparavant sur une invitation à une vente de charité envoyée par M^{me} Macpherson.

— J'en étais sûre ! dit-elle à mi-voix.

Elle plia machinalement le billet en quatre et le glissa entre deux boutons de son corsage ; puis, passant dans sa chambre, elle mit un chapeau, une voilette épaisse, et sortit. Si Taillandier l'avait aperçue, filant à pas menus et rapides vers l'avenue de Villiers, dans cette toilette discrète, à cette heure où jamais femme du monde n'est dehors, il n'eût pas hésité à jurer que M^{me} de Ternois allait à un rendez-vous : une des maximes du baron était qu'on peut affirmer d'une Parisienne qui se presse qu'elle va chez son amant. Ce profond observateur prétendait même que les talons de la dame claquent en pareil cas d'une façon toute particulière, en sonnant sur le pavé ce qu'il appelait l'*hallali du mari*. « Cela tient, disait-il, à ce que l'impatience d'arriver passe du cœur dans les jambes, descend des genoux dans les chevilles, et qu'alors le pied frétille dans la bottine. »

La porte cochère de l'hôtel Macpherson était fermée. Henriette sonna et demanda si M^{me} Macpherson était chez elle. Il lui fut répondu que madame était sortie.

— Alors, je l'attendrai.

— C'est inutile, madame. Madame ne rentrera pas pour dîner... Elle est à la campagne...

Le parti-pris de ne pas recevoir était évident. M^{me} de Ternois eut un moment l'envie de forcer la consigne et fit un pas en avant. Le portier lui barra respectueusement le passage et dit avec l'assurance d'un serviteur bien stylé qui exécute ponctuellement les ordres donnés :

— Je répète à madame qu'il n'y a personne à l'hôtel... Si madame veut revenir demain à cinq heures?..

La tranquillité de cet homme exaspérait Henriette. Elle fut sur le point de faire un esclandre, de crier... La peur du ridicule l'arrêta. Elle revint vers la porte et sortit :

— Madame ne laisse pas sa carte ?

M^{me} de Ternois s'éloigna sans répondre.

A cent pas de là, elle avisa un fiacre vide, fit signe au cocher, lui donna l'ordre d'aller se poster de l'autre côté de l'avenue, à un endroit qu'elle lui indiqua, en face de l'hôtel Macpherson, et d'attendre.

— Compris! répondit l'homme, et, comme un autre fiacre passait, il jeta, à l'intention de son collègue, un clignement de l'œil en arrière, par-dessus l'épaule, en prenant un air goguenard : ce qui, dans la mimique des cochers parisiens, signifie qu'il y a de l'amour sous roche. On a vu des membres de cette corporation ignorer après quelques années d'exercice où est l'Odéon : ce qui ne s'est jamais rencontré, c'est un cocher que son métier n'ait pas rendu psychologue. Ils en ont tant vu, du haut de leur siège, les philosophes au carrick et au chapeau ciré! tant mené de flirts à la course et d'adultères à l'heure! tant promené de maris qui n'étaient pas avec leurs femmes et de femmes qui n'étaient pas avec leurs maris!..

Henriette attendit longtemps, sans perdre des yeux la porte de l'hôtel. Elle s'ouvrit enfin, et Robert sortit. M^{me} de Ternois se fit conduire jusqu'au boulevard Haussmann, descendit à quelques pas de chez elle et rentra à pied.

Jean ne dinait pas, ce soir-là. A table, Henriette adressa quelques questions à son mari sur un ton naturel et dégagé.

— Tu as été chez Oltenheim?

— Mais oui... à deux heures...

— Et tes affaires, comment vont-elles?

— Pas mal,.. je ne suis pas mécontent...

— Allons, tant mieux!..

A neuf heures, comme d'ordinaire, M. de Ternois demanda son chapeau, sa canne, alluma un cigare et partit pour le cercle. Henriette, restée seule, prit son fils sur ses genoux, le regarda longtemps, caressa ses cheveux sans rien dire, puis se mit à l'embrasser avec emportement. George sentit quelque chose de chaud couler sur son visage : il tourna vers sa mère ces yeux étonnés, inquiets, profonds, qu'ont les enfans quand, leur intelligence commençant à s'éveiller, ces innocens entrevoient confusément autour d'eux, sans comprendre encore, bien des choses graves, tristes, qu'ils ne soupçonnaient pas.

— Pourquoi est-ce que tu pleures, dis, maman?

— Ce n'est rien, mon Georget... Va dire à miss de te coucher sans moi... pour ce soir seulement, n'aie pas peur!.. Va...

Et elle lui fit un de ces adorables sourires de mère douloureuse, un sourire mouillé, dont la tendresse passa au travers de ses larmes, comme un doux rayonnement d'arc-en-ciel dans la pluie. Puis l'enfant était parti, elle se leva, secoua la tête, d'un air de résolution, se mit à marcher dans le salon en disant à haute voix :

— Assez d'attendrissement !.. Il faut se défendre !

Et, prenant une plume, elle écrivit d'un seul trait la lettre suivante :

« Je me suis présentée à votre hôtel aujourd'hui à deux heures. Vous y étiez, je le sais, j'en suis sûre, et je sais aussi qui s'y trouvait avec vous. On ne m'a pas reçue... Il ne me convient pas de trouver fermée pour moi une porte qui s'ouvre à mon mari. N'ayant pu vous faire part chez vous de ce que j'ai à vous dire, je vous invite à passer chez moi, demain, à une heure. Si vous me privez de cette visite, — que vous me devez bien, madame, pour celle que je vous ai faite aujourd'hui, — je me verrai dans la nécessité de remettre à M. Macpherson certain billet qu'on a eu le tort d'oublier dans une poche, et que j'ai. Il est bon que vous sachiez que je suis résolue à *tout* pour défendre ma dignité et la paix de mon foyer. A demain, n'est-ce pas ; j'y compte !

« HENRIETTE DE TERNOIS. »

Le lendemain, à dix heures du matin, cette lettre fut remise à Clorinde, qui en prit connaissance avec une sorte de stupeur.

— Ah ça, mais elle est folle à lier, cette M^{me} de Ternois ! pensait-elle d'abord. Qu'est-ce qu'elle me veut ? Je n'ai plus le droit de recevoir qui bon me semble, maintenant, et de fermer ma porte si j'en ai envie !

Elle relut la lettre :

— Mais non, au fait, ça n'est pas mal ! C'est qu'elle est tout à fait bien troussée, sa lettre !.. C'est fier, nerveux... Il y a de la race là dedans... Faut-il que ce Robert soit bête ! Elle vaut bien mieux que moi, sa femme !.. Si je faisais d'elle mon amie !.. Ça serait drôle !

Elle se mit à sourire, puis :

— C'est très joli, mais avec tout ça, elle serait bien capable de faire des bêtises. Où avais-je la tête aussi d'écrire un billet qui pourrait faire croire tout ce qu'on voudrait ?

Soudain elle pensa à Lionel, et un vague effroi la prit :

— C'est qu'il se figurerait peut-être que Ternois est mon amant... Allez donc lui expliquer !.. Il n'y a pas à dire : j'ai mis les apparences contre moi. Allons, il faut aller causer avec cette petite rageuse... C'est un peu humiliant tout de même... Mais, bah ! c'est original, ... ça me distraira !

Ce matin-là, Robert n'était parti pour faire sa promenade à cheval qu'à dix heures passées. Il rentra tard, de sorte qu'on ne se mit à table que vers midi et demi. Le déjeuner était à peine commencé depuis quelques minutes que le timbre du vestibule re-

tentit. Henriette se leva aussitôt, et jetant sa serviette sur la table :

— Faites entrer dans le petit salon, Baptiste, dit-elle.

— Tiens, demanda tranquillement Robert, qui est-ce qui peut bien venir à cette heure-ci ?

— Ne t'occupe pas,.. déjeune... Je sais ce que c'est,.. ma corsetière que j'ai demandée...

— Tu peux bien la faire attendre...

— Non,.. je suis pressée d'en finir avec elle,.. ça ne sera pas long, va !.. Deux mots à lui dire et je reviens...

Elle sortit, et Robert continua de déjeuner, tout en lisant son *Figaro*.

M^{me} Macpherson avait mis, pour faire cette visite, une de ces toilettes dont la savante simplicité sied aux femmes parfaitement belles. Un grand chapeau de paille à bord très large, retroussé sur le côté droit, donnait quelque chose de plus audacieux encore à l'expression naturellement cavalière de cette tête hautaine et justifiait plus que jamais, ce jour-là, le surnom de *la Grande Mademoiselle* donné par Pomerol à la femme du baronnet.

Le lorgnon à la main, elle examinait un tableau lorsque M^{me} de Ternois entra dans le petit salon. Jugeant qu'il importait de prendre l'avantage dès le début de l'entrevue, Clorinde avait préparé un air, — qu'elle savait prendre à merveille, — dont la politesse nuancée d'impertinence plaisait fort aux hommes et exaspérait les femmes, qui toutes s'en laissaient déconcerter. Mais il en est de ces mines savantes comme des bottes secrètes en escrime : on oublie de s'en servir, le moment venu. L'attaque d'Henriette fut si vive, que Clorinde n'eut pas même le temps d'être insolente.

— Vous êtes en avance, madame : je ne comptais sur vous qu'à une heure, au plus tôt ;.. il est midi trois quarts à peine... Je vois que vous n'avez pas voulu me faire attendre aussi longtemps qu'hier le plaisir de vous entretenir... Vous plaît-il de vous asseoir ?

Tout cela, dit à petits mots drus, secs et rebondissans, qui tombaient sur Clorinde comme des grêlons. Elle reprit :

— Vous devez être surprise que votre billet se trouve entre mes mains...

— Mon Dieu, je croyais que cela ne se faisait qu'au cabinet noir... Je me trompais apparemment... Au surplus, je me soucie fort peu que vous ayez... comment dirai-je?... *trouvé* ce billet... Si j'avais pu soupçonner que vous eussiez un goût si prononcé pour les autographes, je vous en aurais offert un de moi, madame, qui fût moins insignifiant que celui-là...

— Insignifiant,.. croyez-vous ? Pourquoi donc êtes-vous ici, alors ?

— Mais pour vous demander des explications sur la lettre incompréhensible que j'ai reçue de vous ce matin !

— Ah! vous n'avez pas compris!.. Eh bien! madame, il me déplaît que M. de Ternois ait des intimités dont je suis exclue... Je n'admets pas qu'on envoie ou qu'on reçoive des billets comme celui que vous savez... des billets honteux qu'on n'ose pas signer... que l'une écrit en se cachant de son mari et que l'autre lit en se cachant de sa femme... Une amitié qui donne des rendez-vous où l'on promet d'être seule m'est suspecte...

— La vôtre pour M. de Villecresnes ne lui en a-t-elle jamais donné de semblables, madame?

— Mon amitié pour M. de Villecresnes, madame, est une affection fraternelle que mon mari connaît et approuve... quelque chose de franc et de loyal qui ne craint pas le grand jour...

— C'est ce que je répète sans cesse. Il est bien fâcheux que le monde ne rende pas à ce sentiment toute la justice qui lui est due...

— Le monde est si méchant, madame! On parlait devant moi, l'autre jour, d'une jeune fille pourvue de plus d'ambition que de fortune et qui, après avoir longtemps battu le rappel du mari, se serait enfin résignée, le cœur bien gros, paraît-il, à épouser certain étranger qui ne passe pas précisément pour un Adonis. N'a-t-on pas eu la perfidie d'insinuer qu'elle s'était vendue à lui pour ses millions!.. Je ne l'ai pas cru, madame!..

Elles se regardèrent, ainsi que sur le terrain, deux adversaires qui reprennent haleine après un engagement où chacun a tout fait pour percer l'autre de mortelles blessures. Et l'éclair jaillissant des lames entre-choquées n'est ni plus aigu, ni plus froid que celui qui sortait de leurs regards, croisés comme des épées. Henriette reprit après un silence :

— Je reviens, madame, au véritable sujet de cet entretien, que nous perdons un peu de vue... En deux mots, il faut que ces relations ambiguës cessent entre mon mari et vous. Je ne les incrimine pas... je suis convaincue qu'il n'y a eu de part et d'autre rien que de très innocent... Mais ma dignité me défend de les tolérer davantage. C'est ce que vous comprendrez, je l'espère.

Clorinde se leva :

— Madame, dit-elle, il y a pour les femmes qui veulent empêcher leur mari de sortir un moyen bien connu de quiconque a des chiens : on lui met un collier et on l'attache à la niche... Je ne doute pas que vous n'en veniez là prochainement avec M. de Ternois... Je le souhaite même : cela calmera vos nerfs et vous épargnera ce qu'il y a d'un peu enfantin à croire sans motif qu'on veuille vous le voler...

Elle prononça ces mots avec la plus exquise impertinence et gagna la porte. Alors Henriette se redressa et avec un geste superbe lui jeta comme adieu :

— C'est possible!.. J'aime mon mari, moi, madame,.. et je le garde!

Puis elle rentra dans la salle à manger, reprit sa place en face de Robert, et, les bras croisés sur la table, le regard brillant :

— Eh bien ! mon ami, dit-elle, tes côtelettes étaient-elles cuites à point?

XVII.

Un instant après, Villecresnes entra, un peu inquiet, car il avait cru reconnaître M^{me} Macpherson dans une grande femme qui venait de sortir de l'hôtel, à quelques pas devant lui.

— Encore à table ! dit-il.

— Comme tu vois, répondit Robert. Henriette nous a mis en retard,.. elle vient d'avoir une séance de fournisseur... Ah ça, Henriette, pourquoi me regardes-tu comme ça?.. Qu'est-ce que j'ai de drôle? Pourquoi ris-tu?

Elle éclata, et, se renversant sur sa chaise, lâcha le mot qu'elle avait depuis un instant sur les lèvres :

— Comme c'est bête les hommes!

Robert répliqua de fort méchante humeur :

— Écoute, ma chère, tu abuses vraiment du droit qu'une femme de ton âge a de se conduire comme si elle avait huit ans... C'est un peu fatigant, à la fin... Veux-tu me dire,.. oui ou non?..

Elle riait toujours :

— Vous arrivez joliment bien, Jean, je vais vous raconter une histoire... Baptiste, conduisez M^{lle} Marie auprès de M. George. Vous reviendrez quand je sonnerai... Et maintenant, messieurs, écoutez-moi... « Il y avait une fois une gentille petite femme, mariée à un beau monsieur qui faisait la cour à une coquette. La petite femme, s'en étant aperçue, fit venir chez elle la coquette afin de lui dire son fait. Et, un matin que le beau monsieur déjeunait, les deux femmes se rencontrèrent dans une pièce voisine de la salle à manger. La gentille expliqua à l'autre qu'elle n'entendait pas se laisser enlever son mari, puis elle revint s'asseoir en face de celui-ci, comme si de rien n'était. Seulement, en voyant le beau monsieur ronger paisiblement l'os de sa troisième côtelette, sans se douter de ce qui venait de se passer à côté de lui, la petite femme trouva cela si drôle, qu'elle fit comme moi : elle éclata! »

Robert, les sourcils froncés, ne riait pas, lui. Il lança à sa femme un regard mauvais et dit sèchement :

— En termes plus clairs, cela veut dire?..

— Que M^{me} Macpherson sort d'ici et que je viens d'avoir une explication avec elle! répliqua Henriette, subitement grave et l'air

résolu. — Comme Villecresnes se levait pour sortir : — Vous n'êtes pas de trop ici, Jean; restez, dit-elle.

— Et à quel propos cette explication? demanda Robert, qui paraissait contenir avec peine une furieuse envie de se mettre en colère.

— A propos de ceci !

Elle jeta dédaigneusement sur la table le billet de Clorinde. Il le reconnut aussitôt et le déchira.

— Ah!.. tu fouilles dans mes poches!

— Oui, mon cher... quand cela est nécessaire... Si tu as l'intention de continuer à recevoir des correspondances de ce genre, il faudra mieux prendre tes précautions désormais...

Un peu intimidé par cette fermeté qu'il rencontrait tout à coup dans sa femme, surpris de découvrir un trait aussi nouveau de ce caractère qu'il croyait connaître et dont il ne soupçonnait pas la trempe de vaillance et d'énergie, Robert se radoucît bientôt : l'homme violent qu'il était, chaque fois que son tempérament sanguin prenait le dessus, se changea en un garçon sournois, avisé et patelin :

— Voyons, ma petite femme, causons sans nous fâcher... N'est-ce pas, Jean?... D'ailleurs, il n'y a pas dans tout cela de quoi fouetter un chat... J'en fais juge Villecresnes...

— Je ne serais pas fâché, dit celui-ci, d'être mis d'abord au courant.

— Voilà... tu sais que je suis en relation avec les Macpherson...

— Avec *les* est charmant ! interrompit Henriette. Dis donc avec M^{me} Macpherson, avec la belle Clorinde !..

— Je te demande pardon... Je suis en très bons termes avec son mari... à telle enseigne qu'il n'aurait tenu qu'à moi d'aller tirer des grouses chez lui en Écosse cette année... Donc, M^{me} Macpherson, chez qui je vais de temps en temps prendre une tasse de thé à cinq heures, — comme chez dix autres femmes de Paris que je connais aussi bien qu'elle, — m'a écrit... quand cela? hier, avant-hier? un petit mot pour me dire de passer à son hôtel... Elle avait à me parler... pour ma jument alezane, qu'elle m'a vu monter ce printemps au Bois et dont elle a envie...

— Et vous comprenez, mon cousin, comme c'est une grosse affaire, très mystérieuse, et qui exige le secret, M^{me} Macpherson pour la traiter donne rendez-vous à monsieur, en ayant bien soin de spécifier qu'elle sera seule, condamne sa porte, et quand j'arrive pour m'occuper avec eux de la jument alezane, qui m'intéressait énormément, je me heurte à un grand diable de suisse, — qui était Anglais, — et je manque de me faire manger par cet animal en voulant entrer malgré la consigne !

— Il faut pourtant bien admettre qu'une femme du monde ait le droit d'écrire un billet aussi insignifiant que celui-ci...

— Que tu t'es empressé de déchirer, d'ailleurs!.. C'était inutile... j'ai voulu lui faire peur avec... et j'ai réussi ;.. mais tu sais bien que je ne m'en serais jamais servi autrement...

— ... Qu'elle ait le droit de recevoir ses amis où, quand et comme il lui plaît...

— Est-ce que j'ai des amis, moi?

— Et Villecresnes, dis donc?

Jean leva la tête et, vivement : « Tu oublies, mon cher... » Mais M^{me} de Ternois lui coupa la parole :

— Ne répondez pas, Jean!.. La Macpherson m'avait déjà dit cette bêtise qui a la prétention d'être une méchanceté... Mais, soyez tranquille, je lui ai joliment rivé son clou!

— Ah! ah!.. vraiment? reprit Robert. Eh bien! mais conte-nous donc cela, maintenant que Villecresnes sait de quoi il s'agit. Tu vois, Jean, si c'était la peine de faire des histoires!

Le marin semblait fort occupé à dessiner des raies sur la nappe avec la pointe d'un couteau d'argent. Il ne répondit pas.

— Ta, ta, ta, ta! reprit M^{me} de Ternois, j'ai fait ce que je devais! Et si toutes les femmes honnêtes avaient assez de courage pour traiter ces drôlesses comme elles le méritent,.. oui, drôlesses, tu as beau hausser les épaules!.. Elles sont une vingtaine à Paris, comme celle-là, Françaises ou exotiques, habituées des premières, y compris celles de l'Académie ou de la chambre, musiciennes, peintres ou philosophes, muses de n'importe quoi, auxquelles il faut une cour, des flatteurs, de beaux messieurs venant vers cinq heures se battre les flancs à faire des grâces dans leur salon ; — qui vous montent la tête, à vous autres, les maris, qui vous dégoûtent de votre intérieur trop simple et de votre femme pas assez pédante, qui vous paient en flagorneries vos assiduités, vous rendent vaniteux et fats comme des ténors, — qui vous prennent le meilleur de votre esprit, de votre bonne humeur, et vous renvoient à nous pour dîner, fatigués, maussades et taciturnes! Et qu'est-ce qu'elles vous donnent en échange, ô benêts que vous êtes? Leur patte à baiser quand vous avez été bien sages, c'est-à-dire quand vous n'avez pas manqué une séance de la semaine... J'aime mieux les cocottes : ça ne fait pas plus de mal et c'est franc, au moins!

— Crois-tu qu'elle est éloquente, hein, ma femme! dit Robert.

— Mais oui, répondit Jean. Tout cela n'est vraiment pas mal... Et puis, au fond, il y a du vrai, sais-tu bien?

— Si tu te mets avec elle, alors!

— Dame! tu m'as pris pour juge... Jusqu'ici, je te préviens que je ne lui donne pas tort.

— Parbleu! j'en étais sûr... Mais tu sais, Henriette, tu t'excites et tu ne nous racontes pas ton entrevue avec cette pauvre M^{me} Macpherson... Je ne serais pourtant pas fâché de savoir à quel point de ridicule tu t'es arrêtée... L'as-tu griffée? Lui as-tu jeté les pin-cettes à la tête?

— Non, mon ami, j'ai fait mieux : je l'ai humiliée devant moi! Ce châtimement valait mieux pour une vaniteuse comme elle.

— Humiliée! humiliée!.. c'est bientôt dit. M^{me} Macpherson n'avait pas à être humiliée devant toi, d'abord... Et puis, tu me permettras de croire qu'elle n'est pas femme à...

— A ne pas me tenir tête, n'est-ce pas? C'est bien là ce que tu veux dire... Rassure-toi, le serpent a sifflé tant qu'il a pu; quant à mordre, c'est autre chose!

Et elle raconta d'un trait la scène du petit salon, ou plutôt elle la joua devant eux avec un tel luxe de pantomime, une telle variété d'intonations que les deux hommes pouvaient croire qu'ils assistaient à l'entretien même. Robert écoutait avec une sorte de stupeur : comment! c'était là cette Henriette, ce bébé?... Quant à Villecresnes, il ne cherchait pas à cacher son émotion et son plaisir.

— Ah! la brave petite femme! s'écria-t-il lorsqu'elle eut fini. Et, d'un brusque mouvement, il lui prit la main et la baisa.

— Tu ne m'en veux pas? dit-il en souriant à Robert. Ça été plus fort que moi : c'est si crâne, ce qu'elle a fait là, ta femme!..

— Comment donc, mon cher! Je ne t'en veux pas le moins du monde... Pas plus qu'Henriette ne m'en voudrait, j'espère, si j'en faisais autant à mon amie M^{me} Macpherson...

— Robert, dit M^{me} de Ternois, tu viens d'avoir un mauvais regard en disant cela. Tu m'en veux, n'est-ce pas?

— Mon Dieu! ma chère, tu sais que j'aime la mesure en tout.

— La mesure!.. Ah! oui... Toute ta morale, à toi... avec la tenue!

— C'est déjà quelque chose... quand on n'aime pas à poser pour l'ange... La gaminerie à laquelle tu viens de te livrer me paraît un peu forte, je l'avoue... C'est peut-être spirituel, mais ça manque de goût; c'est inconvenant au dernier point... Et puis, enfin, tu m'as fait jouer dans tout cela un rôle fort ridicule : il te semblera bon que je ne partage pas l'enthousiasme de Jean pour cette équipée... A ce soir... Je sors... Bonjour, Jean.

Elle le suivit d'un long regard et, se laissant tomber sur sa chaise avec accablement, dit d'une voix amère, où passait comme un premier grondement de révolte :

— Et vous croyez qu'on n'a pas du mérite, Jean, à aimer un homme comme celui-là!

GEORGE DURUY.

(La dernière partie au prochain n°.)

L'AVENIR

DE LA

PUISSANCE ANGLAISE

I.

L'EMPIRE INDIEN. — LE CONFLIT ANGLO-RUSSE.

« J'ai vu les forces, la richesse et la puissance de ce pays augmenter au-delà de toute attente, presque au-delà de toute imagination. Si vous entendez jamais des hommes, faciles à décourager, parler de la décadence actuelle ou possible de l'empire britannique, n'ajoutez pas foi, même pour un seul instant, à de pareils rêves, à de pareilles fables ! Les forces de l'empire britannique augmentent et, suivant toutes les prévisions humaines, elles continueront à croître. Si la puissance d'autres pays européens s'est accrue, l'accroissement de la puissance anglaise a été plus grand encore. Soyez justes, messieurs, et n'ayez aucune crainte. Vous pouvez m'en croire, le jour où vous aurez à concevoir des appréhensions n'est pas venu et il n'est pas près de venir. Si vous appréciez la situation avec équité, vous reconnaîtrez que vous pouvez regarder sans crainte n'importe quelle puissance, n'importe quelle nation du monde. » Ce sont là de fières et encourageantes paroles, et l'on comprend que les libéraux de Birkenhead, à qui M. Gladstone les adressait, au mois d'octobre 1884, les aient accueillies par de longs applaudissemens.

Cependant, la presse de Londres, en les reproduisant et en les commentant, laissa percer une impression de surprise. Il est impossible, en effet, de ne pas se dire que lord Palmerston n'a jamais eu besoin de tenir un pareil langage, et que jamais il ne lui serait venu à la pensée de rassurer ses compatriotes sur l'avenir de l'Angleterre. Mais aussi, dans tout le cours de sa longue carrière, il n'avait pas vu les souverains des trois grands empires du Nord se réunir et délibérer sur les affaires de l'Europe sans convier à leurs conseils le souverain de la Grande-Bretagne et sans faire part au cabinet de Saint-James de leurs projets et de leurs résolutions ; il n'avait pas vu une conférence diplomatique, convoquée à Londres même, sur l'initiative du gouvernement anglais, avorter et se séparer sans qu'une seule puissance se fût ralliée aux propositions de l'Angleterre ; il n'avait pas vu une autre conférence se réunir à Berlin et la presse allemande assigner pour but à celle-ci de soumettre au contrôle de l'Europe et d'assujettir à des règles l'expansion de la puissance anglaise au dehors. Non-seulement l'Europe avait eu ce spectacle avant le discours de Birkenhead ; mais, depuis lors, les parlemens d'Angleterre et d'Allemagne ont retenti, l'un des objurgations hautaines et acerbes de M. de Bismarck, et l'autre, des explications déferentes de lord Granville. Il semble donc que nous assistions, tout au moins, à une éclipse de l'influence anglaise. La puissance de cette grande nation serait-elle sur son déclin ? quelles en seraient les causes ? quels élémens de faiblesse recélait-elle ? quels élémens de vitalité et de force conserve-t-elle encore ?

I.

La position insulaire de l'Angleterre est pour elle, tout à la fois, une cause de force et de faiblesse. La sécurité qu'elle doit à ce « ruban argenté » que ses poètes et ses orateurs ont si souvent célébré, est compensée par l'impossibilité d'une action directe sur les autres peuples. Si l'Angleterre n'a point d'invasion à redouter, elle est hors d'état d'en tenter aucune. Sa population s'est déshabituée du métier des armes ; si elle a gardé le courage, elle a perdu l'esprit militaire ; le service du pays est devenu pour elle la profession de ceux-là seulement qui ne s'en peuvent créer une autre ; tournée vers le commerce et la navigation, l'Angleterre, comme autrefois Carthage, est une puissance essentiellement maritime : il ne serait pas surprenant qu'après avoir rappelé l'éclat de la grandeur carthaginoise, elle en rappelât aussi la fragilité. Toutes deux ont couvert la mer de leurs flottes, et toutes deux soumises à leur domination des pays lointains ; toutes deux ont eu ce désavantage de n'agir

jamais qu'à l'aide d'instrumens étrangers. Carthage ne pouvait se passer des mercenaires qu'elle recrutait partout où abordaient ses vaisseaux ; l'Angleterre a toujours eu besoin d'alliés qu'elle soudoyait. En tenant compte de la différence des époques, ne peut-on voir de véritables mercenaires dans ces armées continentales que l'or britannique lançait périodiquement contre Napoléon I^{er}?

C'est à cette lutte de vingt années contre la révolution française et contre le grand homme de guerre qui en était et l'héritier et l'incarnation, que l'Angleterre a dû le prestige qui l'a entourée. C'est à titre de protectrice et de trésorière de la sainte-alliance qu'elle a exercé en Europe, pendant près d'un demi-siècle, une hégémonie incontestée. La réforme de 1832, qui a modifié le caractère et les tendances du gouvernement britannique ; le développement des idées libérales au sein de la nation anglaise ; l'appui de plus en plus manifeste accordé par ses ministres aux novateurs de tous les pays, ont peu à peu refroidi les puissances continentales à l'égard de l'Angleterre et ont fini par lui aliéner leurs sympathies. Cependant, le rôle de cette puissance dans les affaires européennes n'en parut point diminué, parce qu'elle avait trouvé dans l'alliance de la France un autre élément de force, un autre moyen d'action sur les puissances continentales. Grâce à cette alliance, elle put, dans la guerre de Crimée, vaincre et humilier sa plus dangereuse ennemie, malgré les innombrables légions dont celle-ci disposait.

Il semblait que de tels faits portassent avec eux leur enseignement ; mais les leçons de l'expérience sont perdues pour les nations presque aussi souvent que pour les particuliers... L'axe de la politique anglaise s'était déplacé : le flot montant du radicalisme amenait peu à peu à la vie parlementaire, à l'influence et au pouvoir, des hommes imbus d'idées nouvelles, médiocrement soucieux des gloires du passé et pleins de défiance pour les traditions comme pour les tendances de l'aristocratie qu'ils remplaçaient. Il se produisit une réaction manifeste contre les vues qui avaient inspiré la guerre de Crimée. L'Angleterre, disait-on, avait eu tort d'aliéner sa liberté d'action en contractant des alliances qui l'avaient entraînée, sans profit pour elle, dans des aventures coûteuses. Elle devait adopter une politique indépendante, demeurer indifférente aux complications qui se produisent sur le continent, et réserver exclusivement ses forces et ses ressources pour la défense de ses intérêts directs et évidens. Ceux qui soutenaient ces idées dans les conseils de l'Angleterre ne semblaient pas s'apercevoir que la politique d'indépendance conduisait tout droit à l'isolement. L'Angleterre en fit l'expérience en 1870. Elle ne donna à la France aucune assistance, même diplomatique, elle la livra à la discrétion du vainqueur : cet abandon de son ancienne alliée lui fit perdre à elle-même tout le

fruit de la guerre de Crimée. Ce n'était pas un intérêt français qui avait inspiré les clauses les plus importantes du traité de Paris ; c'était pour donner satisfaction aux défiances et aux préoccupations de l'Angleterre qu'on avait neutralisé la Mer-Noire et imposé d'humiliantes restrictions au développement de la marine russe. Lorsque la Russie, mettant à profit la reconnaissance qui lui était due par la Prusse, demanda à être affranchie de stipulations qui l'atteignaient dans son orgueil plus encore que dans ses intérêts, l'Angleterre, ne trouvant d'appui chez aucune des grandes puissances, ne put opposer aucune résistance à cette réclamation, et ce fut à Londres même, sous la présidence d'un ministre anglais, que le traité de Paris fut détruit !

Défenseur impuissant des anciennes traditions, lord Beaconsfield n'était point partisan de la politique d'isolement. Il comprenait surtout quel préjudice portait à l'influence de l'Angleterre l'opinion universellement accréditée que toute sa force résidait dans sa marine. Lorsque la guerre de 1879 mit de nouveau aux prises la Russie et la Turquie et que les intérêts anglais parurent en péril, lord Beaconsfield, par une initiative hardie et inattendue, fit venir à Malte une partie de l'armée anglo-indienne. Il essayait ainsi de prouver à l'Europe que son pays n'était pas uniquement une puissance maritime, qu'il pouvait, au besoin, exercer une action sur le continent. L'impression fut vive ; elle ne pouvait être durable. L'intervention de l'armée anglo-indienne aurait certainement été efficace à raison des circonstances toutes particulières dans lesquelles elle se serait produite : il n'était question que de venir en aide à l'armée turque, qui avait fait ses preuves de valeur, et de défendre Constantinople contre un assiégeant qui n'était pas maître de la mer. Le retour de ces conditions exceptionnelles n'est point à prévoir et ni les troupes que l'Angleterre entretient sur le territoire britannique, ni l'armée anglo-indienne ne constituent des forces suffisantes pour jouer un rôle considérable dans une lutte engagée, sur terre, entre quelques-unes des grandes puissances.

A en juger par les chiffres officiels, le gouvernement anglais pourrait disposer de 653,772 hommes ; mais cette force n'existe que sur le papier. Les volontaires, qui n'ont ni une organisation ni une instruction militaire sérieuses, figurent dans les cadres pour 251,417 hommes ; mais leur effectif réel n'est que de 215,015 hommes. Vient ensuite la milice, dans laquelle on a fondu plusieurs catégories de réservistes, et dont les cadres comportent 141,334 hommes, mais dont l'effectif réel n'est que de 115,192 hommes, soit un déficit d'environ 18 pour 100. La réserve de première classe ne compte que 39,244 hommes sur un

effectif prévu à 46,500. Vient enfin l'armée régulière. Les régimens employés dans l'Inde comptent 58,826 hommes, bien que les cadres en comportent 61,597, soit près de 3,000 de plus. Il s'en faut également de 2,000 hommes que les autres régimens aient leur effectif réglementaire : ils ne comptent que 129,831 hommes, officiers compris, au lieu de 131,709. Ce sont ces derniers régimens qui doivent fournir les 30,000 hommes stationnés en Irlande depuis les derniers troubles, ainsi que les garnisons que l'Angleterre entretient dans les plus importantes de ses colonies et à Gibraltar, Malte et Chypre. On voit à quoi se réduisent, en réalité, les forces dont l'Angleterre peut disposer dans un cas imprévu. Lorsque le cabinet actuel a voulu envoyer en Égypte un corps d'armée suffisant pour réprimer la révolte d'Arabi, et lorsqu'il a organisé, en 1884, l'expédition qui vient d'échouer au Soudan, il a été dans la nécessité de faire déclarer, par une proclamation royale, « qu'il y avait imminence d'un péril national, » parce que cette proclamation lui conférait le droit de retenir sous les drapeaux les hommes dont le temps était expiré et de rappeler au service les hommes de la réserve de première classe. Il s'est vu, de plus, dans la nécessité de faire partir pour l'Égypte les régimens de la garde, les seuls qui soient toujours tenus au complet de guerre, parce que les régimens demeurés en Angleterre étaient composés, en grande partie, de recrues trop peu exercées et surtout trop jeunes pour supporter les fatigues d'une campagne sous le tropique. Si un conflit avec une grande puissance nécessitait un effort plus considérable, il faudrait demander au parlement l'autorisation de mettre la milice sur le pied de guerre et de l'employer en dehors du territoire britannique. Ce n'est donc pas obéir à un esprit de dénigrement que d'estimer que l'Angleterre ne peut être considérée comme une puissance militaire.

Elle conserve incontestablement le premier rang comme puissance maritime. Toutefois, sa suprématie sur mer n'est plus aussi absolue que dans le passé, les conditions de cette suprématie ayant sensiblement changé. Jusqu'à une date assez récente, l'Angleterre croyait n'avoir à tenir compte que de la marine française. La marine russe, dont une moitié ne peut sortir de la Mer-Noire, dont l'autre moitié est emprisonnée par les glaces pendant une partie de l'année, n'était considérée que comme un article de luxe ; son rôle dans une guerre maritime ne pouvait être que très secondaire, et la guerre de Crimée en a fourni la preuve. La France seule, assise à la fois sur l'océan et sur la Méditerranée, était une puissance maritime sérieuse ; mais, obligée de tenir sur pied des forces en rapport avec celles des autres puissances continentales, et de partager ses efforts

et ses ressources entre son armée et sa flotte, elle ne pouvait mettre sa marine au niveau de celle de l'Angleterre : pourvu que nos voisins conservassent la supériorité quant à la force des équipages et au nombre des bâtimens, leur sécurité était complète.

Si l'application de la vapeur à la navigation, en réduisant notablement le nombre des hommes nécessaires à la manœuvre des bâtimens, a affaibli l'importance d'un des élémens de supériorité possédés par l'Angleterre, cette puissance a trouvé une compensation dans la dépense énorme qu'entraîne la construction des vaisseaux cuirassés. Le chancelier de l'échiquier est le seul ministre des finances qui puisse inscrire sans hésitation, au budget de la marine, 15 et 20 millions pour un seul bâtiment. Quelque lourd, cependant, que soit devenu le fardeau des constructions navales, des puissances dont la marine ne comptait pas autrefois ont voulu avoir une flotte de guerre. L'Italie s'est imposé, pour cela, des sacrifices hors de proportion avec ses ressources financières ; l'Allemagne a fait, de son côté, un grand effort et a promené son pavillon jusque dans les mers les plus lointaines. Une coalition sur mer est donc redevenue possible, comme au temps où les flottes combinées de la France et de l'Espagne tenaient en échec celles de l'Angleterre. Le problème s'est ainsi compliqué pour cette puissance ; il ne suffit plus pour sa sécurité que sa marine soit plus forte que la marine française, il faut qu'elle soit supérieure à deux marines européennes quelconques. L'est-elle vraiment aujourd'hui ? Les doutes qui ont été émis à cet égard par quelques-uns des hommes les plus compétens ont causé de vives alarmes. Un ancien directeur des constructions navales, sir Edward Reed, s'est mis à la tête d'une véritable campagne contre l'amirauté. Un des censeurs de celle-ci, partant de ce principe que la force d'un bâtiment peut se mesurer par le déplacement d'eau qu'il opère, a additionné le tonnage des bâtimens de guerre de la France et de l'Angleterre, et il en a conclu que la flotte française était plus puissante que celle de son pays. Un amiral a taxé d'infériorité l'artillerie navale anglaise, qui n'aurait pas été tenue au niveau des derniers progrès dans l'art de la destruction. Un autre critique a prétendu que les vaisseaux construits d'après les nouveaux plans adoptés par l'amirauté sont incapables de tenir la mer et qu'ils s'ouvriraient en deux sous l'effort de leurs machines et de leur artillerie. Ces cris d'alarme, dont l'exagération est sensible, n'en ont pas moins produit une profonde impression sur l'opinion publique, qui a imposé au gouvernement et au parlement une augmentation notable du budget de la marine.

La suprématie navale dépend-elle uniquement du nombre des bâtimens de guerre qu'un état possède ? Ne faut-il pas tenir compte de leur puissance de destruction et de la variété des services qu'ils

peuvent rendre? Plusieurs des grands vaisseaux cuirassés des flottes anglaise et française ne peuvent être employés utilement dans la mer des Indes, parce que leur tirant d'eau est trop considérable pour leur permettre de traverser le canal de Suez. Le *Duilio*, qui a coûté plus de 25 millions au gouvernement italien, ne peut entrer dans presque aucun des ports de la Péninsule : on est réduit à le promener de rade en rade. Il ne semble donc pas que les services qu'on peut attendre de ces énormes masses flottantes soient en rapport avec la dépense qu'imposent leur construction, leur armement et leur alimentation en combustible. Sir Thomas Brassey, qui est actuellement un des lords de l'amirauté, soutient depuis bien des années que le gouvernement britannique a fait fausse route. A son avis, il vaudrait mieux, avec le prix d'un seul cuirassé de première classe, construire une dizaine de petits bâtiments, à marche très rapide et pourvus d'un unique canon, mais de la plus longue portée. Ces petits bâtiments, qu'il a comparés lui-même à des moustiques, pourraient évoluer facilement autour des cuirassés et se dérober au tir de ceux-ci par la rapidité de leurs mouvements et par leur petitesse, qui les rendrait presque invisibles à la distance où porte aujourd'hui la grosse artillerie, tandis qu'un seul de leurs projectiles pourrait percer la cuirasse la plus résistante et couler le vaisseau le plus puissamment armé. Les idées de sir Thomas Brassey n'ont pas complètement prévalu à l'amirauté : néanmoins, on semble revenu de l'engouement excité par les grands cuirassés ; on tend plutôt à réduire la dimension des vaisseaux qu'à l'accroître ; on vise surtout à la rapidité de la marche, et, pour l'obtenir, on diminue les proportions des nouveaux bâtiments et on renonce à les blinder dans toute leur étendue. Des sommes considérables ont été dépensées par l'Angleterre dans ces expériences, sur le résultat desquelles les avis sont fort partagés. Il ne manque point d'officiers qui enveloppent dans la même condamnation les bâtiments de l'ancien et du nouveau systèmes : à leur jugement, le véritable bâtiment de guerre est le bateau-torpilleur, qui peut avoir raison en quelques secondes du vaisseau le plus redoutable, et ils font remarquer avec amertume que l'Angleterre ne possède encore qu'un assez petit nombre de ces bâtiments, tandis que les autres puissances multiplient les leurs. La construction des torpilleurs fait sans cesse des progrès ; leurs faibles dimensions permettent de les employer partout ; la dépense qu'ils nécessitent est fort inférieure au coût du moindre cuirassé : la plupart des états peuvent donc, sans écraser leur budget, se créer une flottille de torpilleurs ; et, si l'on n'a point exagéré les avantages que présentent ces bâtiments, les chances d'une guerre maritime deviendront plus faciles à évaluer, au détriment évident de l'Angleterre.

Il est encore, pour elle, une autre conséquence de l'emploi de la vapeur qui devient chaque jour plus manifeste : c'est la multiplication des points vulnérables qu'elle offre à un ennemi. Il n'y a, dans aucune des marines actuelles, un bâtiment de guerre de haut bord qui puisse naviguer plus de huit ou dix jours consécutifs sans épuiser complètement sa provision de combustible. Le temps n'est plus où Nelson pouvait aller jusqu'aux Antilles chercher vainement la flotte française et revenir en Europe à temps pour la rencontrer et lui livrer combat. Il faut que l'Angleterre, à raison du nombre de ses colonies et de l'extension de ses intérêts commerciaux, établisse dans toutes les régions du globe des dépôts de charbon. C'est ainsi que la guerre entre la France et la Chine l'ayant obligée à entretenir une escadre dans la Mer-Jaune, elle a dû acquérir le droit de créer un dépôt de charbon dans l'île de Quielpart, à l'extrémité de la Corée. Cela ne suffit pas : du jour où elle a à appréhender un conflit avec une puissance maritime, il faut encore qu'elle organise la défense de ces dépôts de charbon pour qu'ils ne puissent servir à ses adversaires. L'apparition d'une puissante escadre française dans la mer de Chine a causé une véritable panique dans tous les établissemens anglais de l'extrême Orient. Les autorités de Singapour ont accablé le gouvernement anglais de pétitions en exposant qu'un seul des vaisseaux de l'amiral Courbet aurait aisément raison de toutes les défenses de la place et pourrait, sous la menace d'un bombardement, se faire livrer ou détruire tout le charbon destiné à la marine anglaise. Des appréhensions non moins vives se sont manifestées à Hong-Kong : après avoir voté une subvention de 500,000 livres sterling pour la mise en défense de l'île, l'assemblée coloniale a protesté par deux fois contre l'insuffisance des fortifications élevées par le génie militaire et contre le faible calibre de l'artillerie de rempart expédiée d'Angleterre ; elle a menacé de revenir sur le vote de la subvention si la métropole n'assurait pas la sécurité de l'île par des ouvrages et un armement plus en rapport avec les progrès de l'artillerie. On retrouverait la trace des mêmes inquiétudes dans les délibérations de plusieurs assemblées coloniales.

Il sera d'autant plus nécessaire de fortifier tous ces dépôts de charbon que, s'ils aideront à la défense des possessions anglaises, ils appelleront, par cela même, les attaques d'un ennemi : ils constituent autour du globe une chaîne sans fin dont il suffirait de briser un anneau pour détruire la solidité de tous les autres. Néanmoins, l'Angleterre conserve une force défensive considérable. Si son influence dans le monde a diminué, si son alliance n'est plus prise au même degré que par le passé, c'est qu'elle n'a point d'armée à embarquer sur ses vaisseaux et que sa force d'agression semble

au-dessous de ses moyens de défense. Il est des puissances qui peuvent croire qu'elles n'ont rien à redouter de ses atteintes. En entendant discuter les probabilités d'un conflit entre la Russie et l'Angleterre, M. de Bismarck a-t-il réellement dit que ce serait le duel de la baleine et de l'éléphant? Le mot serait aussi juste qu'il est pittoresque. Le peu de profondeur de la Baltique met les côtes de la Russie à l'abri de toute attaque dangereuse. Pendant la guerre de Crimée, le plus entreprenant des amiraux anglais, sir Charles Napier, qui avait promis de ne revenir à Londres qu'après avoir brûlé la flotte russe, ne put tenter aucune opération contre Cronstadt. L'entrée de la Mer-Noire est interdite par les stipulations du traité de Berlin, qui ont rendu la fermeture des détroits plus impérative et plus rigoureuse. L'Angleterre déciderait-elle la Turquie à jouer son existence dans une guerre contre la Russie, si les voisins de celle-ci gardaient la neutralité dans une querelle qui ne les toucherait point, est-ce le bombardement d'Odessa, de Sébastopol ou de Batoum qui exercerait quelque influence sur les déterminations du tsar? Si les détroits demeuraient fermés, où l'Angleterre pourrait-elle atteindre son ennemie, à moins de faire brûler quelques villages de la côte sibérienne?

Après ce coup d'œil sur les forces de la métropole, nous allons étudier la situation de ses diverses possessions et les dangers qui les peuvent menacer.

II.

L'organisation de l'empire anglo-indien est le chef-d'œuvre de la politique anglaise. Rien de comparable ne s'était vu depuis le temps où le sénat de Rome transformait en sujets dociles et soumis les peuples les plus récemment conquis. Une aristocratie éclairée, persévérante dans ses desseins, infatigable dans son action, pouvait seule obtenir le résultat prodigieux auquel l'Inde nous fait assister. Du cap Comorin aux sommets de l'Himalaya et aux montagnes du Thibet, une population de 190 millions d'âmes, répandue sur un territoire de 1,500,000 milles carrés, suit docilement l'impulsion qui lui vient d'un petit coin de l'Europe. Ce n'est point là l'œuvre de la force, mais le triomphe de l'intelligence, car tous les rouages de cette immense administration sont conduits par un corps de deux ou trois mille fonctionnaires recrutés, il est vrai, parmi l'élite de la jeunesse anglaise, préparés à leur tâche par de fortes études, éprouvés par des examens sérieux, et façonnés à loisir par des chefs expérimentés, à l'abri des vicissitudes de la politique. Ce serait rendre incomplètement justice à l'administration anglaise que de

constater seulement les immenses services dont la métropole lui est redevable; il convient de louer aussi la constante sollicitude qu'elle a montrée pour les populations dont le sort dépend d'elle. L'Angleterre a fait partout dans l'Inde œuvre de civilisation et de progrès : qu'elle ait été conduite dans cette voie par une intelligente appréciation de son propre intérêt, les résultats n'en sont ni moins féconds ni moins dignes d'éloge. L'Inde était décimée par des famines périodiques; l'Angleterre s'est imposé de lourds sacrifices pour conjurer le retour de ce fléau par l'établissement de canaux et de voies ferrées qui permettent aux céréales des provinces où la récolte a été bonne d'arriver promptement et économiquement dans les régions où l'excès de la sécheresse a stérilisé la terre. Elle a sillonné le territoire de l'Inde de chemins de fer qui sont, sans aucun doute, des instrumens de domination et dont le tracé a été déterminé par les considérations stratégiques, mais qui n'en contribuent pas moins à développer les relations et la prospérité des régions traversées. Le maintien seul de la tranquillité serait déjà un immense bienfait pour un pays que désolaient autrefois les luttes incessantes des petits potentats indigènes; mais l'Angleterre y a ajouté encore la sécurité dans les relations commerciales et l'impartialité dans l'administration de la justice. Enfin, elle n'a rien négligé pour favoriser la diffusion de l'instruction à tous les degrés : de nombreuses écoles préparent les sujets parmi lesquels elle recrute les auxiliaires de son administration et ses fonctionnaires inférieurs; des établissemens de haut enseignement sont également ouverts aux enfans des dignitaires indigènes. La justice commande de reconnaître que l'Angleterre n'a négligé dans l'Inde aucune des obligations d'un gouvernement civilisé.

L'harmonie parfaite avec laquelle fonctionne cette immense organisation ne doit pas cependant nous faire illusion et nous en cacher la fragilité. L'empire anglo-indien s'est fondé et il se maintient surtout grâce à l'antagonisme des races qu'il embrasse et que l'Angleterre oppose habilement les unes aux autres. Tous ces peuples entre lesquels aucune fusion ne s'est faite et qui sont demeurés juxtaposés sur le sol indien, sont séparés les uns des autres par leurs origines, par leur religion, souvent par la langue et toujours par les traditions d'un passé encore récent; ils conservent les sentimens d'hostilité qui les animaient et les mettaient aux prises avant que l'Angleterre leur eût imposé la paix à tous, et ils continuent de se haïr les uns les autres plus qu'ils ne détestent l'étranger. On en a eu mainte preuve, et la plus irréfutable de toutes est ce qui s'est passé lors de la révolte des *cipayes*. C'est la fidélité des troupes sikhes et des Gourkas qui a sauvé l'empire anglo-indien; tandis que les musulmans refusaient de se joindre à l'insurrection par

reconnaissance pour les services que l'Angleterre venait de rendre à l'islam en défendant le sultan contre ses ennemis, les Sikhs marchaient avec une ardeur extrême contre les Hindous, qu'ils méprisaient comme une race inférieure et qu'ils détestent comme idolâtres. Une coalition qui réunirait tous ces peuples dans une résistance commune ne sera donc pas à redouter avant bien des années, et l'Angleterre dispose aujourd'hui de moyens d'action qui lui permettent d'écraser toute révolte isolée avant qu'elle ait le temps de se propager.

Le péril est ailleurs : si les progrès de la civilisation ont créé des forces nouvelles, ils ont aussi apporté avec eux de nouveaux éléments de danger. Les petits souverains de l'Inde ne sont plus, comme autrefois, des barbares, abrutis par les jouissances matérielles, uniquement préoccupés de leurs plaisirs et ignorants de ce qui se passait au-delà de leurs frontières. La plupart ont reçu une certaine éducation et, sans qu'ils aient rien perdu de la finesse et de l'instinctive diplomatie naturelle aux Asiatiques, leurs idées se sont rectifiées et étendues au contact des Européens. Leurs ministres et leurs principaux fonctionnaires ont, en général, été élevés à l'européenne, parfois même ont visité l'Europe ; tous les enfans des grandes familles sont pourvus de précepteurs ou envoyés aux écoles. Il ne faut donc plus compter sur l'ignorance des souverains indigènes ; ils en savent assez pour ne plus risquer leur couronne dans une lutte inégale, mais ils n'en ont qu'un souci plus vif et plus constant de leur indépendance. Le commandement militaire est, aux yeux des peuples orientaux, l'attribut essentiel de la souveraineté : aussi, tous les princes indiens, à quelque race qu'ils appartiennent, ont-ils à cœur d'avoir une armée à eux et ils s'imposent pour la créer et l'entretenir des sacrifices souvent hors de proportion avec leurs ressources. Ils font instruire cette armée à l'européenne, ils lui donnent des armes perfectionnées, et quelques-uns s'attachent par-dessus tout à la pourvoir d'une artillerie puissante et bien organisée. Il est à remarquer que les Hindous ont une aptitude particulière à devenir d'excellens pointeurs, et le fait est si avéré que l'Angleterre a renoncé à recruter des soldats d'artillerie parmi les indigènes, de peur de faire acquérir à ceux-ci une dangereuse habileté : depuis plusieurs années, l'artillerie de l'armée anglo-indienne se compose exclusivement de soldats européens.

Les états indigènes auxquels l'Angleterre a laissé une autonomie plus ou moins complète comptent ensemble un peu plus de 50 millions d'âmes, soit un quart de la population totale de l'Hindoustan. Les royaumes hindous, parmi lesquels le Nizam tient le premier rang comme étendue et comme population, ont ensemble 27 millions d'habitans, et leurs armées réunies constituent une force de

188,000 hommes et de 3,000 canons ; mais la valeur militaire de ces troupes ne correspond pas à leur nombre. Les principautés mahrattes, dont la soumission a coûté dix-huit années d'efforts à l'ancienne compagnie des Indes, sont toutes de peu d'étendue ; elles ont ensemble un peu moins de 7 millions d'habitans ; elles entretiennent sous les armes 60,000 hommes avec 116 canons ; mais comme c'est une race guerrière, organisée en clans, où tout le monde est prêt à marcher à l'appel du chef, le nombre des combattans pourrait être aisément doublé. Les états mahométans, dont les dispositions sont les moins sûres, ont une population de près de 45 millions d'âmes, n'ont guère que 75,000 hommes sous les armes ; mais leur artillerie a été l'objet de soins tout particuliers : elle ne compte pas moins de 800 pièces. Il est évident que les souverains de ces états n'ont voulu que former des cadres qui seraient remplis par une levée en masse des hommes valides. Il en est qui ont adopté le système prussien : ils ne gardent les recrues que deux et trois ans sous les drapeaux, et quand leur instruction est jugée suffisante, ils les font passer dans la réserve pour les remplacer par un nouveau contingent. L'effectif de leurs troupes en service est donc loin de représenter le nombre d'hommes qu'ils pourraient mettre sous les armes. On trouve dans les corps permanens à la solde de ces princes des Afghans, des Arabes et même des noirs, mais tous sont musulmans.

Deux états méritent une mention particulière parce que, placés à l'extrême frontière de l'Hindoustan, ils doivent à cette position une plus grande liberté d'action. C'est d'abord l'état de Cachemyr, fondé par un des lieutenans de Runjeet Singh, Ghoulab Singh, et demeuré dans la famille du fondateur. Cet état est une ancienne dépendance de l'Afghanistan, auquel il payait tribut au temps de la puissance des souverains de Caboul : on évalue sa population à 4 million et demi d'habitans, presque tous musulmans et d'origine afghane ; la classe dominante seule est de race sikhe, comme le souverain. L'armée est forte de 27,000 hommes avec 100 canons. Le maharajah de Cachemyr détient une des passes qui conduisent dans l'Afghanistan, et c'est en empruntant son territoire que, dans la dernière guerre, une partie des forces anglaises s'avança contre Caboul.

Le Népal, enfermé dans de hautes montagnes, sépare l'Inde anglaise du Thibet et de la Chine, avec laquelle il a été plusieurs fois en guerre. Son souverain, ou plutôt le premier ministre de celui-ci, sir Jung Bahadour, qui gouvernait sous le nom de son maître, s'est toujours montré l'ami fidèle des Anglais. Lors de la rébellion, l'armée du Népal fut envoyée au secours des troupes anglaises et contribua utilement à la prise de Delhi et à la soumission du

royaume d'Oude. Les Gourkas, habitans du Népal, sont de tempérament belliqueux : les Anglais ont toujours eu à leur service, depuis la rébellion, une brigade de 5,000 Gourkas et ont eu fort à se louer de ces auxiliaires dans la guerre contre la Chine, dans l'expédition d'Abyssinie et dans la guerre contre l'Afghanistan. Cependant, l'attitude indépendante de la petite cour de Khatmandou n'est pas sans leur inspirer quelque défiance. Si fidèle allié qu'il fût des Anglais, Jung Bahadour n'en avait pas moins établi dans le Népal des fabriques d'armes et une fonderie de canons et il avait formé une armée de 100,000 hommes, la plus nombreuse des armées indigènes, et qui passe en même temps pour la mieux organisée et la plus solide. Elle a été disciplinée et instruite par les officiers et les sous-officiers qui avaient servi dans les troupes anglo-indiennes. A mesure qu'un Gourka quitte le service anglais, il est incorporé dans l'armée indigène et le recrutement pour le compte de l'Angleterre a été interdit, il ne s'opère plus qu'au-delà de la frontière. Enfin, bien qu'un résident anglais séjourne à Khatmandou, aucune facilité n'est donnée aux Anglais pour s'établir dans le pays ou même pour le visiter. Par sa population qui dépasse 3 millions d'âmes, par ses revenus qui sont considérables, par la force de son armée et par sa situation géographique, le Népal méritait une mention spéciale. La défection de cet état, si elle coïncidait avec une rébellion ou une guerre de quelque importance, pourrait causer de graves embarras au gouvernement anglo-indien.

En récapitulant les chiffres qui précèdent, on trouve que les armées des princes indigènes représentent ensemble un effectif d'au moins 360,000 hommes avec plus de 4,000 canons. En regard de ces forces dont l'organisation est de date relativement récente et dont on ne soupçonnait peut-être pas l'importance, il convient de placer celles qui sont à la disposition du gouvernement anglo-indien. Jusqu'à la grande rébellion, l'armée de l'Inde, recrutée et soldée par la compagnie, se composait de 300,000 cipayes et de 40,000 Européens dont le quart au moins servaient comme officiers dans les régimens indigènes. Les régimens européens n'étaient, par rapport à ceux-ci, que dans la proportion d'un à dix : l'artillerie était recrutée à peu près exclusivement parmi les indigènes. Pour avoir raison de l'insurrection, il fallut porter à 400,000 hommes l'effectif des troupes européennes; mais il était impossible de les maintenir à ce chiffre; le recrutement eût été trop difficile, pour ne pas dire impossible, et la dépense eût écrasé les finances indiennes. On se trouva donc dans la nécessité de réorganiser une armée indienne; mais on jugea que l'expérience cruelle qu'on venait de faire et qui avait fait apparaître le danger où l'on avait compté trouver la sécurité ne permettait pas de donner à cette

armée les mêmes proportions que par le passé; on regarda comme également indispensable de modifier notablement le rapport des troupes européennes aux troupes indigènes : il fut décidé que celles-ci ne formeraient plus que les deux tiers au lieu des neuf dixièmes de la force totale.

Les cadres de l'armée de l'Inde furent donc fixés à 190,000 hommes, dont 125,000 indigènes et 65,000 Européens. Mais ce dernier chiffre a été rarement atteint. En 1883, les forces européennes se décomposaient ainsi : infanterie, 45,766 hommes ; cavalerie, 4,311 ; artillerie, 11,339 ; génie, 284 officiers ; les soldats de cette arme se recrutent dans l'Inde même. Il y avait, en outre, 1,600 officiers répartis entre les régimens indigènes, à raison de sept par régiment de cavalerie et de huit et quelquefois neuf par régiment d'infanterie. On remarquera la forte proportion des troupes d'artillerie : la raison en a été donnée plus haut. Cette artillerie est divisée en 80 batteries, tant de place que de siège et de campagne. En ajoutant aux 15 batteries montées et aux 45 batteries non montées un certain nombre de pièces de gros calibre qu'on ferait traîner par des éléphants, on arriverait à mettre en ligne 400 canons, soit le dixième de l'artillerie des princes indiens. L'armée indigène se compose de 102,618 hommes d'infanterie, de 18,000 sowars ou cavaliers, dont les deux tiers sont propriétaires de leur cheval et payés en conséquence, de 3,000 sapeurs et mineurs sous les ordres des officiers du génie. L'artillerie indigène se réduit à 40 pièces de montagne, des calibres les plus divers, réparties entre quelques corps spéciaux sur les frontières du Pendjab ou du Scinde. Cette armée, dont l'entretien ne coûte pas moins de 400 millions de francs au budget indien, est fort inégalement répartie entre les trois provinces. La présidence du Bengale, qui embrasse les plus puissans des états autonomes et qui comprend le Pendjab et a, par conséquent, la charge de surveiller les frontières les plus exposées, absorbe à peu près la moitié de l'effectif total : 6,000 hommes d'artillerie et 40 batteries, 30,000 hommes d'infanterie européenne et 44,000 d'infanterie indigène, 11,000 cavaliers indigènes et 5,000 cavaliers européens. Le surplus est partagé à peu près également entre la province de Bombay et la province de Madras, et se trouve conséquemment disséminé sur un immense territoire. Il semble donc que cette armée soit bien faible pour maintenir dans l'ordre et surtout pour défendre un aussi vaste empire ; et cependant elle laisse à désirer sur plus d'un point. Il a été impossible, depuis plusieurs années, de porter les régimens européens au complet des cadres : il s'en est toujours fallu de 2 ou 3,000 hommes et quelquefois davantage. En outre, depuis l'introduction dans l'armée

anglaise du service à court terme (*short service*), il faut compter que tous les ans 8 à 10,000 hommes arrivent au terme de leur engagement et demandent à être rapatriés, les rengagemens dans l'Inde étant extrêmement rares : il faut donc tenir toujours prêt un nombre de nouvelles recrues suffisant pour combler les vides à mesure qu'ils se créent ; et ces recrues, composées en général de jeunes gens de dix-huit à vingt ans, ne sont pas toujours assez instruites ou assez vigoureuses pour faire immédiatement un bon service. Cependant la mortalité n'est pas excessive : elle n'excède guère 1 pour 100. Quant à l'armée indigène, les corps qui la composent sont de valeur fort inégale : l'armée de Madras, qui n'a paru depuis longtemps sur aucun champ de bataille et qui n'a à faire qu'un service de garnison, passe pour n'avoir ni instruction sérieuse, ni solidité. Quelques régimens de l'armée de Bombay ont vu le feu et ont été exercés avec soin dans ces dernières années. Les régimens de l'armée du Bengale qui tiennent garnison dans le Pendjab, qui sont en contact direct et permanent avec des régimens européens, qui sont exercés avec ceux-ci et qui ont fait la dernière campagne de l'Afghanistan, constituent de bonnes troupes qu'on peut mener au feu avec confiance. On leur adresse, cependant, quelques critiques. Les Sikhs ressentent on ne sait quelle terreur superstitieuse à l'égard de l'Afghanistan, que des légendes leur représentent comme le tombeau de leur race ; il a fallu, dans la dernière guerre, toute la force de la discipline, toute l'autorité des officiers et l'exemple des régimens européens pour déterminer les régimens sikhs à s'engager dans la passe de Khyber. Les Pathans et les autres montagnards du Pendjab, avec lesquels on a formé des régimens, sont d'une bravoure à toute épreuve, mais ils sont fort indisciplinés ; ils détestent cordialement les Anglais et s'en cachent si peu que leurs officiers se tiennent pour assurés d'être trahis et assassinés par eux au premier échec. En résumé, si l'on ajoute aux 50,000 hommes qui composent la garnison habituelle du Pendjab, 30,000 ou 40,000 hommes qu'il serait possible de tirer encore de l'armée du Bengale et de l'armée de Bombay, on a le maximum des forces sérieuses que le gouvernement anglo-indien pourrait opposer à une invasion. « Nous n'avons point de seconde ligne, » écrivait douloureusement, il y a quelques mois, un des hommes qui connaissent le mieux les affaires indiennes.

Il est inutile d'insister sur l'énorme disproportion qui existe entre l'armée anglo-indienne et les forces dont disposent les princes indépendans. Cette disproportion tend à s'accroître parce que le recrutement de l'armée anglo-indienne devient de plus en plus difficile :

les rajahs y mettent obstacle et ceux de leurs sujets qui ont quelque goût pour la vie militaire aiment mieux servir dans l'armée de leur souverain et dans leur pays natal que d'avoir à suivre la fortune et les pérégrinations d'un régiment anglais. Cependant, la plupart des hommes d'état anglais ne paraissent point concevoir encore d'inquiétudes : ils estiment que la supériorité de la discipline et de l'armement fait plus que compenser l'inégalité du nombre : ils font observer que les plus puissans des rajahs, Holkar, Scindiah, le Nizam, le maharajah de Cachemyr se sont toujours montrés les amis des Anglais et ont même mis plusieurs fois leurs contingens à la disposition du gouvernement britannique. Mais qui suspectait la fidélité des cipayes, la veille de la révolte, au moment où ils se transmettaient de main en main la fleur de lotus qui contenait l'arrêt de mort de leurs officiers ? Qui peut répondre des résolutions soudaines qu'une crise grave ou une catastrophe imprévue pourrait inspirer aux princes indiens ? Aussi l'optimisme dont nous parlons n'est-il point partagé par tout le monde. Plusieurs écrivains ont signalé le danger de ces armemens, et le *Times* n'a cessé de réclamer sur tous les tons la réduction et même le licenciement des armées indigènes comme n'ayant aucune raison d'être et grevant inutilement le budget des petits états. Ce désarmement est à peu près impossible. Le droit d'entretenir une armée est garanti à plusieurs rajahs par les traités mêmes qui ont placé leurs états sous le protectorat anglais : vouloir les en dépouiller aujourd'hui serait une iniquité qui les pousserait à la révolte. Les états situés sur les frontières ont besoin d'avoir des troupes pour se protéger contre les agressions de leurs voisins. Enfin, dans les états du centre, il n'y a d'autre force de police pour maintenir l'ordre et faire exécuter les lois que les soldats du rajah : on ne pourrait supprimer ceux-ci qu'à la condition de les remplacer par une autre force, et l'économie serait nulle. Le remède qu'on indique à un mal trop certain serait donc d'une application singulièrement difficile.

III.

Les états autonomes ne sont pas le seul élément dont le gouvernement anglais ait à se préoccuper : il doit aussi tenir compte de l'opinion publique, qui commence à se former et à faire entendre sa voix. Ce serait une erreur de croire que les 150 millions d'Hindous placés sous l'administration directe de la couronne se désintéressent des affaires de leur pays et se laissent conduire comme un troupeau. Les grands propriétaires, les lettrés, les fonctionnaires et anciens fonctionnaires indigènes, les commerçans et les

industriels, parmi lesquels il en est de fort riches, suivent très attentivement ce qui se passe, et se tiennent au courant de toutes les nouvelles d'Europe. Cette curiosité est générale; elle a gagné jusqu'aux classes inférieures, et il s'est créé, pour la satisfaire, un très grand nombre de journaux, rédigés par des écrivains indigènes dans les divers idiomes qui se parlent dans la péninsule. Il n'est si petite localité où n'arrive un de ces journaux dont lecture est faite à haute voix dans l'intérêt des illettrés. Aucun commentaire n'accompagne, aucune conversation publique ne suit cette lecture, chacun se réservant, par prudence, d'échanger ses impressions en tête-à-tête avec son voisin. La presse indigène, en effet, est presque tout entière hostile à l'administration anglaise, qu'elle critique sans merci et qu'elle attaque avec une violence extrême. Il a fallu édicter contre elle une législation des plus rigoureuses, et lord Lytton, pendant sa vice-royauté, avait fini par la soumettre au régime de la censure préalable.

Le thème habituel de la plupart des journaux indigènes est que l'Inde doit appartenir aux Indiens; qu'elle doit cesser d'être administrée et exploitée dans l'intérêt des Anglais, qui dévorent sa substance comme les chenilles épuisent la sève des arbres. Il faut convenir que quelques-uns des actes de l'administration anglaise autorisent cette façon de représenter les rapports des deux peuples. Au temps de la guerre civile des États-Unis, l'Angleterre n'a rien négligé pour introduire et développer dans l'Inde la culture du coton; mais les Hindous ne s'étaient pas bornés à récolter le coton; ils avaient voulu le travailler. Ils avaient donc fait venir des machines, ils avaient établi des filatures et des tissages et ils fabriquaient des cotonnades grossières, mais solides, qui se vendaient facilement dans l'Inde et dans l'Indo-Chine. Le développement de cette industrie avait été favorisé par l'existence d'un droit de douane sur les tissus de coton. Dès que les fabricans du Lancashire s'aperçurent de la concurrence que leur faisaient les tissus indiens, ils demandèrent au gouvernement d'imposer à l'administration anglo-indienne la suppression de ce droit d'entrée; et, bien que les 7 millions qu'il produisait fussent indispensables pour l'équilibre du budget, le gouvernement anglais, après deux ou trois années de résistance, eut la faiblesse de céder. L'administration anglo-indienne obéit en protestant; le droit fut supprimé et remplacé par de nouvelles taxes; et les fabricans du Lancashire écrasèrent leurs concurrens hindous. On juge si ce fait exorbitant de charger une population de taxes directes, dans l'unique vue de l'assujettir au monopole industriel de fabricans étrangers, et si ce coup porté à l'industrie indigène fournirent un thème fécond aux récriminations

de la presse hindoue. La facilité avec laquelle le gouvernement anglais met à la charge du budget de l'Inde une partie des dépenses de toutes les guerres, sous le prétexte que la sécurité de l'empire y est engagée, donne encore à la presse indigène de fréquentes occasions de faire ressortir l'égoïsme et l'injustice de la domination britannique. Ces critiques sont si bien fondées qu'elles ont trouvé plus d'un écho parmi les hommes d'état anglais. Feu M. Fawcett, — de qui l'on a dit qu'il était le seul Anglais qui eût jamais lu d'un bout à l'autre le budget indien, — s'est fait plusieurs fois, au sein du parlement, le défenseur des Hindous pressurés au profit de l'Angleterre; et c'est en partie pour se délivrer de ses censures incommodes que le cabinet libéral lui avait confié un portefeuille.

Deux opinions opposées se font jour actuellement en Angleterre sur la façon dont il convient de traiter les populations hindoues. Les uns soutiennent qu'il faut maintenir une ligne de démarcation rigoureuse entre la race dominatrice et les races vaincues et, tout en respectant les lois de l'humanité, conserver au gouvernement le caractère despotique qu'il a toujours eu depuis la conquête. Les autres sont d'avis que les progrès de toute nature accomplis par les populations hindoues ne permettent plus de se reposer uniquement sur l'emploi de la force, et qu'il est nécessaire de s'assurer leurs sympathies si l'on veut pouvoir compter sur leur obéissance et leur fidélité. Ils ajoutent que tenir en tutelle des populations au sein desquelles on s'est efforcé de répandre l'instruction, et faire sentir même aux classes les plus éclairées le poids d'un joug étranger, c'est entretenir un mécontentement sourd qui se traduira tôt ou tard par des soulèvements... Les autres répondent qu'initier les indigènes à la vie publique, c'est affaiblir le prestige de la race conquérante, qui doit avoir le privilège de l'autorité et du commandement. Faire participer les Hindous à l'administration et à l'exercice du pouvoir, ce serait leur révéler le secret de la faiblesse de l'empire.

La création auprès du vice-roi d'un conseil législatif dans lequel siègent plusieurs des hauts dignitaires indigènes avait semblé un pas décisif dans la voie de l'émancipation; mais on s'en est tenu là. Les officiers et les fonctionnaires qui ont servi dans l'Inde se montrent tous fort opposés à ce qui peut affaiblir l'autorité de l'administration anglaise; mais ils rencontrent des adversaires résolus dans le sein du parti libéral, surtout parmi les radicaux, sur lesquels M. Fawcett exerçait une grande influence. Par déférence pour eux, M. Gladstone, lorsqu'il revint au pouvoir, voulut appeler à la vice-royauté de l'Inde un homme imbu des idées émancipatrices, et il

fit choix du marquis de Ripon, qui avait rendu de grands services au parti et que sa conversion récente au catholicisme ne permettait pas de faire entrer dans le cabinet. Lord Ripon, pour son début, rapporta l'édit qui soumettait la presse indigène à la censure préalable; cet acte lui valut une grande popularité parmi les Hindous et la sourde hostilité des fonctionnaires anglais. Aussi, malgré l'habileté administrative dont il fit preuve en rétablissant les finances indiennes, lord Ripon ne tarda pas à être en butte à une opposition ardente de la part de la colonie anglo-indienne. Les prétextes en furent deux mesures qui lui font honneur. La première, connue sous le nom de bill Hilbert, du nom de son rédacteur, était une tentative de réforme judiciaire : elle déterminait un certain nombre de cas dans lesquels les tribunaux indigènes ne seraient pas nécessairement dessaisis parce qu'un Anglais se trouverait intéressé dans la cause portée devant eux. C'était un premier pas vers l'égalité des races devant la justice. La seconde fut l'établissement de municipalités électives, indépendantes des fonctionnaires anglais. On exploita encore contre lui la présentation d'un bill qui avait pour objet de réformer une législation qui remontait aux jours de la conquête, et de régler à nouveau les rapports entre les *zémindars*, ou propriétaires fonciers, et les *ryots*, fermiers ou métayers, en soumettant à des formalités régulières toute modification dans les conditions de tenure ou dans les prix de fermage. La cabale fut si forte que M. Gladstone se résolut à sacrifier lord Ripon et à le remplacer, à la fin de 1884, par lord Dufferin.

L'accueil fait à ce changement fut une preuve décisive de l'existence d'une opinion publique parmi les Hindous. Lord Ripon était à Simla, lorsqu'il reçut la nouvelle de son rappel; il se mit immédiatement en route pour Calcutta. Déjà une polémique ardente était engagée entre les journaux anglais, qui se félicitaient de la détermination du gouvernement, et les journaux indigènes, qui la déploraient. Les premiers censuraient amèrement l'administration de lord Ripon, les seconds rappelaient avec reconnaissance qu'il avait délivré la presse hindoue du bâillon que la tyrannie lui avait mis : ils le louaient d'avoir confié l'administration des villes à des conseils municipaux électifs, d'avoir relevé et défendu la dignité des magistrats indigènes, d'avoir rétabli l'ordre dans la comptabilité publique et coupé court aux malversations des fonctionnaires anglais. Une vive surexcitation s'était emparée des esprits. A toutes les stations du chemin de fer, lord Ripon trouvait des multitudes rassemblées pour le saluer de leurs acclamations. A Calcutta, la population indigène s'était portée en masse à la gare du chemin de fer. Un comité de réception, à la tête duquel s'étaient mis les ma-

harajahs de Vizianagram et de Durbuwgah, y reçut le vice-roi; une armée d'enfans jetaient des fleurs sur son passage; toutes les rues qui conduisaient au palais du gouvernement étaient ornées de guirlandes de feuillages et de tentures; de distance en distance, des orchestres jouaient des airs indiens; de nombreux arcs de triomphe avaient été dressés, en haut desquels on lisait des inscriptions comme celles-ci : « Nous avons besoin d'un autre Ripon. — Il emporte nos cœurs avec lui. — Honneur au fléau de nos petits tyrans; » et la foule qui encomrait les rues saluait au passage le cortège d'une immense acclamation : *Ripon ke jul!* (Succès à Ripon!) Les fonctionnaires s'étaient rendus au palais du gouvernement, mais la plupart des autres Anglais étaient demeurés chez eux; quelques-uns même affectèrent de faire atteler et de se faire conduire à la promenade pendant la réception; ils furent outrageusement sifflés et hués par la population indigène. Le soir, Calcutta fut brillamment illuminé, et le lendemain, les dignitaires indigènes offrirent au vice-roi un bal d'une splendeur féerique, auquel ils se rendirent tous dans leur équipage et leur tenue de gala : jamais on n'avait vu à Calcutta pareille réunion de grands seigneurs hindous et pareil étalage de pierreries et de bijoux; mais la société anglaise y brillait par son absence. Après avoir remis le pouvoir à lord Dufferin, lord Ripon se rendit à Bombay afin de s'embarquer pour l'Europe. Ce fut pour lui une succession d'ovations nouvelles, et l'accueil qui lui fut fait à Bombay égala, s'il ne dépassa, en chaleur et en magnificence celui qu'il avait reçu à Calcutta.

De l'aveu unanime, aucun vice-roi, même ceux qui avaient été précédés d'une grande réputation, n'avait été, à son arrivée et, à plus forte raison, à son départ, l'objet de pareilles manifestations; jamais surtout une opposition aussi complète, aussi flagrante ne s'était montrée entre l'attitude de la colonie anglaise et celle de la population indigène, à tous les degrés. Les esprits les plus légers en furent frappés et ne purent se défendre d'en faire la remarque; les gens réfléchis s'en inquiétèrent comme d'un fâcheux symptôme. Quelques-uns des adversaires de lord Ripon prétendirent qu'on aurait tort d'attacher quelque importance à des manifestations qui avaient été organisées par quelques meneurs : à quoi on répondait avec raison que cette explication n'avait rien de rassurant, attendu que des meneurs indigènes, qui pouvaient ainsi mettre en mouvement toute la population de deux grandes provinces et réunir dans une action commune toutes les classes, depuis les rajahs médiatisés jusqu'aux plus modestes artisans, devaient disposer d'une organisation bien puissante et bien redoutable. Qu'il existe un commencement d'organisation au sein de la population indigène, cela n'est

pas contestable. Depuis quelques années, il s'est établi, particulièrement dans la province du Bengale, un très grand nombre de cercles, dans l'intention apparente de lire les journaux et de s'occuper d'études littéraires et scientifiques, mais où l'on s'entretient des affaires locales et des élections municipales, où l'on rédige des pétitions aux autorités ; et il est fort probable que la politique n'en est pas complètement bannie ; mais il n'y a point encore là de danger immédiat. Les griefs des Hindous contre les conquérans : la dépossession des grandes familles, les atteintes à la religion, aux mœurs et aux usages des indigènes, la restriction du droit d'adoption, le prosélytisme maladroit et irritant des prédicans, la lourdeur des impôts, l'impossibilité d'obtenir justice contre un Anglais, ne datent pas d'hier. Un mécontentement couve, comme il est inévitable, chez une nation conquise que le vainqueur ne cherche point à s'assimiler ; mais pour que ce mécontentement de la population hindoue fasse explosion, il faudra une étincelle partie d'ailleurs.

Les musulmans sont plus à redouter parce que chez eux la haine de l'infidèle est dictée par la religion et que la lutte est affaire de conscience. Ils s'inclinent devant une force supérieure, mais ils n'abdiquent aucune de leurs espérances. Ceux de l'Inde ne sont pas restés en dehors de ce réveil général du fanatisme religieux qu'on a pu constater depuis vingt-cinq ans dans le monde de l'islam. La facilité des communications a multiplié, dans une proportion inattendue, les pèlerinages à La Mecque et aux autres sanctuaires de l'islamisme, et les voyages à Constantinople. Tout musulman dont la foi s'est retrempée dans une de ces excursions pieuses rapporte chez lui de vagues aspirations au martyre et un esprit d'hostilité contre la domination des infidèles. L'approche des solennités religieuses de l'islamisme est toujours un sujet d'inquiétudes pour l'administration anglaise, parce qu'il est rare qu'elles ne soient pas l'occasion de désordres. Dans les premiers jours de novembre 1884, la fête du Mohourrum fut signalée par trois ou quatre émeutes. A Agra, les musulmans, dans un accès de fanatisme, se mirent à piller les maisons des principaux Hindous et luttèrent toute une journée contre la police. A Cambay, une querelle éclata entre les deux sectes rivales de l'islamisme, les chiytes et les sunnites. Les partisans d'Omar entreprirent d'exterminer les partisans d'Ali : ils se rendirent maîtres de la ville et en chassèrent les autorités, qui revinrent avec des troupes et de l'artillerie et reprirent possession de la place après un combat acharné. A Hyderabad, un des foyers principaux du fanatisme musulman, un jeune noble se rendait à la mosquée, monté sur un éléphant et suivi de serviteurs armés. La

police voulut lui interdire le passage par une certaine rue : un conflit s'engagea ; la police fut chargée et dispersée en laissant sur le terrain sept tués et quatre blessés. Les musulmans se rendirent alors maîtres de la caserne de la police et commencèrent à piller tout un quartier. Là encore, il fallut faire venir des troupes du dehors et livrer un combat en règle pour avoir raison de l'émeute. Ces détails montrent quels élémens inflammables la population musulmane recèle et combien il est important de la soustraire aux excitations venues du dehors. Il ne faut pas croire que les événements qui se sont accomplis, depuis trois ans, en Égypte et dans le Soudan soient ignorés des musulmans de l'Inde et les laissent indifférens. Si les Anglais, refusant le concours de la Turquie, ont voulu occuper eux-mêmes les ports de la Mer-Rouge et ont bloqué toute la côte occidentale de cette mer, c'est afin d'être assurés qu'aucun émissaire du mahdi ne pourrait passer en Arabie, de là gagner l'Inde, et y faire connaître les victoires remportées par le faux prophète sur les infidèles. Il leur eût été facile de traiter avec Osman-Digma, qui a gouverné autrefois Souakim, et qui se fût tenu pour satisfait si on lui en avait rendu l'administration ; mais c'eût été ouvrir les communications avec l'Asie. Le gouvernement anglais a hésité longtemps à faire venir à Souakim des troupes indiennes, et quand il s'y est décidé, il a choisi dans l'armée du Bengale un corps qui ne se recrute point parmi les musulmans. Inutiles précautions : le mahdi a en Égypte des agens avec lesquels il communique au moyen d'émissaires pour lesquels la traversée du désert de Libye n'est qu'un jeu, et la haine commune contre les infidèles lui a valu de secrètes sympathies jusqu'au sein de la haute administration égyptienne. C'est grâce à ces sympathies qu'une petite feuille, rédigée en arabe et intitulée *Abou-Naddara* (l'Homme aux Lunettes), a pu se publier clandestinement au Caire et se répandre parmi les classes inférieures, qui la lisaient avidement. Ce journal attaquait violemment le khédive pour s'être fait le serviteur des infidèles et pour avoir livré aux Anglais l'héritage de l'islam que le mahdi allait reconquérir sur eux avec l'aide du Tout-Puissant. Le trop grand succès de ce journal fut ce qui le perdit : il arriva à être dans toutes les mains et à attirer l'attention des fonctionnaires anglais, qui firent des perquisitions dans toutes les imprimeries et rendirent impossible d'en continuer la publication au Caire. Le rédacteur, pourchassé par la police anglaise, se réfugia en France, à la fin de 1884, et ne tarda pas à faire reparaitre sa feuille satirique, qui pénètre subrepticement en Egypte et s'y vend dans toutes les grandes villes ; elle est expédiée également dans l'Inde et s'y vend régulièrement à plusieurs milliers d'exemplaires.

Le gouvernement, au mois de novembre dernier, avant qu'aucune difficulté sérieuse avec la Russie eût surgi, a fait démentir le bruit, fort accrédité à Londres, que le vice-roi de l'Inde eût demandé l'envoi de renforts à raison de l'agitation qui se manifestait parmi les musulmans. Ce démenti était peut-être véridique; mais nul ne contestera que l'attitude de ces populations ne soit pour l'administration anglo-indienne un sujet de constante préoccupation.

IV.

Que faut-il penser des projets de la Russie sur l'Inde? La conquête de cet immense empire entre-t-elle réellement dans les vues du gouvernement russe? Pour les Occidentaux, qui ne connaissent l'Inde que par les récits des voyageurs sur la splendeur de ses monumens, la richesse de ses temples, le faste inouï de ses princes, c'est toujours le pays des merveilles, où l'on rencontre des trésors à chaque pas. La Russie sait à quoi s'en tenir sur cette prétendue richesse de l'Inde; elle n'ignore pas que c'est un pays pauvre, épuisé par les exactions des Anglais et par les folles prodigalités des souverains indigènes. Les industries qui faisaient la fortune de quelques régions ont été tuées par la concurrence anglaise; le commerce est en décadence: l'opium, qui paraissait une source intarissable de profits pour le Bengale, se vend mal depuis que la culture du pavot est tolérée dans les provinces méridionales de la Chine. L'Inde en est donc réduite à son agriculture, qui est languissante, parce qu'elle a sans cesse à appréhender ou l'excès de sécheresse ou le débordement des cours d'eau. Un pays exclusivement agricole n'est jamais riche: indispensable à l'Angleterre, à l'industrie de laquelle elle offre un marché de 200 millions de consommateurs, l'Inde serait entre les mains de la Russie une possession improductive et onéreuse. L'industrie russe a déjà dans l'Asie centrale un champ suffisamment vaste à exploiter, et elle n'y rencontre aucune concurrence. On doit donc croire les hommes d'état russes sincères lorsque, déclinant toute idée de conquérir l'Inde, ils indiquent comme infiniment plus désirable pour leur pays la possession d'un port sur le Golfe-Persique. En effet, par une sorte de fatalité, la Russie ne possède en Asie, comme en Europe, que des ports fermés par les glaces pendant une partie de l'année.

Est-ce à dire que la pensée du gouvernement russe ne se porte point fréquemment sur l'Inde? Il s'en faut; mais il convient de distinguer entre des rêves de conquête et une tactique politique. La guerre de 1879 a été un enseignement pour le gouvernement russe.

Lorsqu'il a vu débarquer à Malte une véritable armée, amenée de l'Inde par la flotte anglaise, il a ouvert les yeux sur un danger que le canal de Suez lui avait créé et qu'il n'avait pas prévu. Il a compris la nécessité de rendre une pareille diversion impossible dans l'avenir. Ce but serait atteint, le jour où la menace d'un danger permanent ne permettrait plus à l'Angleterre de distraire un soldat de l'armée qui défend l'Inde. Cette menace d'une invasion russe n'existait-elle donc pas? On devait croire à son existence à en juger par les continuelles et acerbes correspondances que les cabinets de Londres et de Saint-Petersbourg ont échangées depuis un demi-siècle, mais le gouvernement russe ne se faisait, à cet égard, aucune illusion. Toute tentative sérieuse contre l'Inde lui était impossible. Ses possessions du Turkestan oriental ne communiquaient avec l'Europe que par la route établie à travers la steppe sibérienne et que les troupes les plus alertes ne pouvaient parcourir en moins de 22 jours. Il fallait ensuite traverser ou contourner la mer d'Aral pour arriver à l'Oxus : ce fleuve, qui n'est pas toujours navigable, conduisait au pied des contreforts les plus abrupts du Paropamisus, où sont établis, d'étage en étage, comme en autant de forteresses, les petits états vassaux de l'Afghanistan; il eût fallu, avant d'arriver à Caboul, réduire l'une après l'autre ces tribus bellicieuses, œuvre difficile qui eût toujours été à recommencer, et faire ensuite la conquête de l'Afghanistan lui-même. Si, pour éviter ces difficultés presque insurmontables, on quittait l'Oxus au point où il cesse d'être navigable pour se diriger de là sur la vallée du Mourghab ou celle de l'Hériroud, on avait à traverser un désert de sable, absolument aride, où il aurait fallu porter jusqu'à l'eau pour faire boire les hommes et les chevaux, et qu'il était impossible de franchir en moins de douze jours. Se figure-t-on un corps d'armée s'engageant dans ce désert avec son artillerie et ses convois? On n'eût pu réunir dans le Turkestan tout entier assez de chameaux pour préserver l'armée de la soif.

Cette seconde route était donc aussi impraticable que la première; il en fallait chercher une autre. La première pensée fut de rétablir l'ancien cours de l'Oxus, qui, dans l'antiquité, se jetait dans la mer Caspienne. On eût ainsi évité l'immense et inutile détour qu'impose la route d'étapes d'Orenbourg à la mer d'Aral. On retrouva jusqu'à trois lits que le fleuve a dû successivement abandonner : on se convainquit que le sol, à raison de sa nature, devait avoir absorbé de tout temps la plus grande partie des eaux et que la plus faible partie seulement en arrivait jusqu'à la Caspienne. En faisant cesser toutes les dérivations actuellement pratiquées au moyen de canaux, et en condamnant, par conséquent, des provinces entières à la sté-

rité, on aurait eu à peine assez d'eau pour remplir un des anciens lits. Il ne fallait pas songer à s'imposer de longs travaux et une dépense énorme pour arriver à un résultat douteux. Des sondages opérés dans le désert, pour voir s'il ne serait pas possible d'établir une ligne de puits pour alimenter d'eau un chemin de fer, firent naître dans l'esprit des officiers russes les doutes les plus sérieux sur le succès d'une pareille entreprise. C'est ainsi qu'ils furent amenés, par ces éliminations successives, à trouver une route dont les avantages sont fort supérieurs à tout ce qu'ils avaient rêvé.

En 1875, le colonel Baker, au retour d'un voyage d'exploration qu'il avait accompli le long des frontières de la Perse, en compagnie du lieutenant du génie Gill, déplorait l'imprévoyance dont la diplomatie anglaise faisait preuve à Téhéran. On avait souffert que la Perse abandonnât sans conteste à la Russie tout le désert transcaspien ; on ne l'excitait même pas à maintenir ses droits de suzeraineté sur la chaîne du Kuren-Dag, d'où descendent de nombreux cours d'eau, ni même sur la vallée de l'Attreck, qu'elle délaissait pour n'avoir point à la défendre contre les incursions des Turcomans-Tekkés. Le colonel Baker signalait l'importance de cette région, abondante en eau et en fourrages, qui, par une route facile, conduisait à moitié chemin de Merv. Les Russes, qui avaient déjà établi un port militaire sur la côte orientale de la Caspienne, à Krasnovodsk, ne furent pas longtemps à reconnaître le parti qu'ils pouvaient tirer de cette région que la Perse abandonnait au premier occupant. Il y avait là mieux que cette route de l'Euphrate, dont les hommes d'état anglais se montraient si fort préoccupés, et mieux qu'aucune route qu'on aurait pu tenter de s'ouvrir à travers le territoire afghan. On avait une base d'opération toute trouvée dans l'armée permanente du Caucase, qui est une force indépendante, et dont l'effectif est maintenu constamment à 220,000 hommes, savoir : 70,000 hommes de troupes régulières, avec une réserve toujours disponible de 50,000 hommes ; 50,000 hommes de troupes auxiliaires, tant infanterie que cavalerie, recrutés parmi les Circassiens et les Géorgiens, et enfin 50,000 hommes de cavalerie légère que doivent fournir, au premier appel, les Cosaques cantonnés entre la Mer-Noire et la Caspienne. Rien de plus facile que de prélever sur cette armée un corps expéditionnaire que la flottille à vapeur de la Caspienne transporterait en deux jours à Krasnovodsk ou aux bouches de l'Attreck. Que la Russie devint maîtresse de Merv, la route à parcourir par ses troupes, de la Caspienne à l'Hériroud ou au Mourghab, se trouvait immédiatement réduite des quatre cinquièmes, et, ce qui était peut-être plus important encore, les difficultés matérielles qui rendaient impossible une marche vers l'Afghanistan disparaissaient.

On sait comment, après deux pénibles campagnes, la Russie écrasa les Turcomans-Tekkés à Géok-Tépé. La soumission de tous les Turcomans établis au nord de la chaîne du Kuren-Dag fut la conséquence de cette victoire. Le chemin de fer construit, en vue de cette campagne, de Krasnovodsk à Kizil-Arvat, fut continué jusqu'au centre de la région des Tekkés, à Askabad, qui fut érigé en chef-lieu de gouvernement, et où un corps de 15,000 hommes prit résidence. Une députation des chefs des Tekkés, conduite par le colonel Alikhanof, se rendit à Moscou pour assister au couronnement du tsar Alexandre III, et on ne remarqua point suffisamment qu'à cette députation s'étaient joints quelques délégués des quatre *ouls* de la tribu qui occupe l'oasis de Merv. Ces délégués furent gracieusement reçus par le tsar, qui les engagea à vivre en bonne intelligence avec Khiva, les combla de présens et les renvoya très satisfaits. Aussi, le 15 février 1884, l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Petersbourg, sir E. Thornton, annonçait-il à lord Granville que « Sa Majesté impériale s'était déterminée à accepter le serment d'allégeance que les députés des Turcomans de Merv avaient prêté à Askabad, et qu'un officier allait être envoyé pour prendre l'administration de cette contrée. » Ainsi, Merv devenait une possession russe, et, avec cette oasis, tout le cours inférieur du Mourghab.

Cette nouvelle causa une très vive émotion en Angleterre, parce qu'elle parut devoir entraîner nécessairement de graves complications avec la Russie. Tout le monde avait le souvenir des déclarations faites par lord Hartington au nom du cabinet, en 1881, dans la discussion relative à l'évacuation de Candahar. Le cabinet tory, après avoir placé Abdurrahman sur le trône de Caboul, avait décidé qu'un corps de troupes serait stationné à Quettah pour observer la passe de Bolan, par laquelle une armée, venant d'Hérat, pourrait tourner les places fortes du Pendjab; que Quettah serait relié, par un chemin de fer, au cours inférieur de l'Indus; enfin, que Candahar continuerait d'être occupé par l'Angleterre, afin de fermer le passage à une armée qui, d'Hérat, essaierait de se porter sur la passe de Gomal, ou sur Caboul et la passe de Khyber, qui mène à Peshawer et au Haut-Indus. Le premier acte du cabinet Gladstone avait été de faire cesser les travaux du chemin de fer de Quettah et de céder Candahar à l'émir de Caboul. Cette dernière mesure avait été l'objet d'une motion de censure votée à une grande majorité par la chambre des lords à la suite d'une mémorable discussion. Contraint, pour neutraliser ce vote, d'obtenir de la chambre des communes un vote approuvatif, le cabinet fit déclarer par lord Hartington, ministre de la guerre, que l'évacuation de Candahar n'affaiblissait en rien la situation de l'Angleterre. « La

Russie, dit le ministre, sait que toute immixtion de sa part dans les affaires de l'Afghanistan entraîne la rupture de toute relation amicale avec notre pays. Elle sait que nous nous considérons en droit de résister à cette immixtion par tous les moyens en notre pouvoir, par tous les moyens qui peuvent être les plus convenables pour nous et les mieux appropriés à la circonstance. Il n'est pas nécessaire de dire d'avance si ces moyens seraient une guerre en Europe ou en Asie, une guerre par nos propres troupes ou une guerre par des levées afghanes. » Après des déclarations aussi explicites et aussi menaçantes, le cabinet anglais semblait irrévocablement engagé. Aussi l'émotion redoubla-t-elle lorsqu'on apprit, peu de temps après, que les Russes avaient pris possession de Sarakhs, sur la rive orientale du Tejend, et que leurs avant-postes avaient dépassé cette place. Le doute n'était plus possible, disait-on à Londres; les généraux russes avaient reconnu que la distance était sensiblement plus longue et le terrain plus difficile d'Askabad au Mourghab et à Merv, que d'Askabad au Tejend, qui est le nom que prend l'Hériroud après avoir reçu à Poul-i-Katoun (le pont de la Dame) son principal affluent, le Keshef, qui vient de Perse, et qui double le volume de ses eaux. Maîtres du cours inférieur de l'Hériroud, les Russes n'avaient plus qu'à remonter ce fleuve, qui les conduisait directement à Hérat.

Il était manifeste que la Russie, voyant le cabinet de Londres aux prises avec de graves difficultés en Égypte et au Soudan, et en querelle avec l'Allemagne, croyait le moment favorable pour engager la lutte décisive. On sait à quel degré de violence arriva très vite la polémique des journaux anglais contre la Russie : les feuilles russes, d'abord plus calmes, finirent par s'échauffer. Dans les premiers jours de janvier 1885, le célèbre journal de M. Aksakof, *le Russe*, de Moscou, publia contre l'Angleterre un article d'une violence inouïe, dont le général Sobolef se reconnut l'auteur. Toute la portée de l'article était dans cette seule ligne : « Ce n'est pas l'Inde que nous voulons, c'est le Bosphore; que l'Angleterre y réfléchisse et fasse son choix. » Et l'écrivain invitait les diplomates et les stratéges anglais à se rendre compte de l'impression que l'apparition d'une armée de 200,000 Russes produirait sur les populations de l'Inde, qui attendent de la Russie leur délivrance. Cet article, où éclatait à chaque ligne une haine implacable contre l'Angleterre, fut considéré comme l'expression des sentimens et des vues du parti militaire; on regarda le général Sobolef comme l'interprète excessif, mais fidèle, de ses compagnons d'armes : l'armée russe voulait la guerre, et, au besoin, elle forcerait la main au gouvernement. Comme il convenait de ne point

paraître intimidé, les journaux de Londres redoublèrent d'acrimonie, et l'incident de Penjdeh étant venu à se produire, l'inquiétude gagna toute l'Europe, qui crut la guerre inévitable.

Quelle était, au vrai, la situation ? Pour s'en rendre un compte exact, il faut laisser de côté les polémiques des journaux et s'en tenir aux communications échangées entre les deux gouvernements. Remontons au point de départ de la question. L'établissement du protectorat de la Russie sur Khiva, en 1873, excita les alarmes des autorités anglo-indiennes ; le prince Gortchakof calma les appréhensions du cabinet de Londres en lui faisant faire par le comte Schouwalof les déclarations les plus rassurantes, quant aux intentions de la Russie, à l'égard de l'Afghanistan. Néanmoins, l'émir Shire-Ali, que l'Angleterre venait de faire asseoir sur le trône de Caboul, fit observer que les khans de Khiva, au temps de leur puissance, avaient exercé juridiction sur les Turcomans de Merv ; il exprima la crainte que les Russes, comme le bruit en courait parmi les tribus, n'entreprissent une expédition contre les Turcomans, que ceux-ci ne se réfugiassent sur son territoire, et n'y amenassent les Russes à leur suite ; ce qui serait pour lui une source de graves embarras et peut-être un danger. Lord Granville crut devoir transmettre à Saint-Petersbourg l'expression de ces craintes dans une très longue dépêche, dont voici le passage essentiel : « En présence de l'accord qui existe entre les deux pays, le gouvernement de Sa Majesté ne croit pas avoir besoin d'exprimer la conviction où il est que l'Afghanistan est parfaitement à l'abri de tout dessein hostile de la part de la Russie. Il croit bon, cependant, de porter à la connaissance du gouvernement russe les craintes conçues par l'émir et d'exprimer le ferme espoir que la question d'une nouvelle expédition contre les tribus turcomanes serait l'objet d'un sérieux examen par rapport aux conséquences que l'émir de Caboul en appréhende. Il croit devoir déclarer franchement, et tout de suite, qu'il considère l'indépendance de l'Afghanistan comme une question d'un haut intérêt pour la prospérité et la sécurité de l'Inde anglaise et pour la tranquillité de l'Asie. » Le prince Gortchakof répondit par une dépêche au comte Schouwalof, dans laquelle il réitérait la déclaration, si souvent rappelée depuis lors, que la Russie « considérait l'Afghanistan comme absolument en dehors de sa sphère d'action. » Le prince ajoutait : « La Russie n'a aucune intention d'entreprendre une expédition contre les Turcomans. Il dépend absolument d'eux de vivre en bons termes avec nous, et même de tirer profit de notre voisinage et des débouchés que nous essayons d'ouvrir au commerce pacifique ; mais si ces tribus turbulentes se mettent à nous attaquer et à nous

pillier, nous serons bien forcés de les châtier. C'est une nécessité que le gouvernement de la reine connaît par sa propre expérience et à laquelle ne peut échapper aucun gouvernement en contact avec des populations sans frein. »

Un peu plus tard, à l'occasion d'un voyage d'Alexandre II en Angleterre, le prince Gortchakof faisait informer le gouvernement anglais que l'empereur avait formellement interdit à ses généraux toute expédition contre les Turcomans-Tekkès, dans la direction de Merv. A ce moment, l'Angleterre ne mesurait pas encore toute l'importance de la position de Merv et, de son côté, la Russie ne songeait à rien entreprendre contre cette oasis, que ses troupes ne pouvaient atteindre que par une marche de dix à douze jours à travers le Karakoum, cette mer de sable brûlant qui s'étend au sud de Khiva et à l'occident de la Boukharie. Toute l'attention des deux gouvernemens était concentrée sur la ligne de l'Oxus. Or, depuis que Samarcande et Boukhara étaient passées en sa possession ou sous son protectorat, la Russie avait accepté Khoja-Saleh comme extrême limite de sa domination dans la vallée de l'Oxus, déclinant ainsi toute prétention sur les petites principautés de Balkh, de Khoulm, de Kondouz et du Badakshan, dont les khans avaient été soumis par Dost-Mohamed et réduits à l'état de vassaux du souverain de Caboul. Les limites de l'Afghanistan du côté de l'Oxus étaient donc parfaitement déterminées ; et la Russie se déclarait prête à les déterminer également du côté de la Perse par un accord avec le gouvernement anglais. Celui-ci accueillit favorablement cette ouverture et fit même préparer une carte tout exprès ; mais l'opposition de M. Gladstone fit abandonner ce projet. Il ne semblait point qu'il y eût péril en la demeure. La Russie commençait à peine son établissement de Krasnovodsk ; elle n'avait soumis ni les Tchandors, ni les Yamouts-Goklan, ni aucune autre des tribus turcomanes qui promènent leurs troupeaux et leurs tentes entre la mer Caspienne et le khanat de Khiva : ce n'est qu'en 1875 qu'un parti de Cosaques exécuta, pour la première fois, une reconnaissance entre Krasnovodsk et Kizil-Arvat. C'est après la guerre de 1879, comme il a été dit plus haut, que la Russie, désireuse d'avoir barre sur l'Angleterre, tourna décidément les yeux vers les vallées du Mourghab et de l'Hériroud, et entreprit de réduire les Akhal-Tekkès. En 1881, elle ne désavouait plus la pensée de s'avancer dans la direction de Merv : le cabinet de Saint-Petersbourg faisait déclarer au cabinet de Londres « qu'il n'avait pas le désir de pousser les opérations militaires jusqu'à Merv, mais qu'au cas où il s'y trouverait contraint il n'avait certainement pas en vue une occupation permanente, et que les troupes russes seraient retirées

aussitôt que possible. » Il est certain que, pour le but que la Russie se proposait, il lui suffisait de la soumission des Turcomans de Merv : d'ailleurs, les généraux russes faisaient remarquer qu'en face d'Askabad, il existe dans la chaîne du Kuren-Dagh une trouée qui mène à Kouchan, dans la riche et fertile vallée du Keshef; et de Kouchan une route carrossable, plusieurs fois suivie par les armées persanes, conduit à Meshed, la ville sainte, et de Meshed à Hérat. L'alliance avec la Perse mettrait toujours cette route à la disposition des forces russes. Lord Granville ne se tint pas pour satisfait des déclarations du gouvernement russe; il lui fit demander des explications précises, et le 22 février 1882, il écrivait à l'ambassadeur anglais à Saint-Petersbourg : « Le prince Labanof vient de recevoir la réponse de son gouvernement. Celui-ci reconnaît et considère comme étant encore en vigueur l'engagement pris autrefois par le prince Gortchakof, et qui place l'Afghanistan en dehors de la sphère d'influence de la Russie. Néanmoins, cet engagement, ainsi que je l'ai dit, est incomplet, et le gouvernement russe est prêt à le compléter par un règlement de la frontière de l'Afghanistan depuis le point où elle a été laissée incertaine jusqu'à Sarakhs. » La Russie, qui avait déjà émis cette idée en 1873, insista, cette fois, pour sa réalisation. Sir Edward Thornton écrivait de Saint-Petersbourg à lord Granville, le 29 avril 1882 : « M. de Giers m'affirme que la Russie n'a, quant à présent, aucune intention d'avancer dans la direction de Sarakhs ou de Merv, ni d'occuper avec ses forces, dans cette région, aucun territoire en dehors de ce qui est déjà en sa possession. M. de Giers a ajouté qu'en vue de prévenir des troubles sur les confins de l'Afghanistan, il regarde comme de grande importance que la frontière de ce pays, de Khoja-Saleh à la frontière persane, aux environs de Sarakhs, soit formellement et définitivement fixée, et qu'il a donné pour instructions au prince Labanof de ne rien négliger pour amener le gouvernement anglais à l'adoption de mesures à cet effet. » Cette dépêche anglaise a une importance capitale, à cause des deux conclusions qui en découlent irrésistiblement. Elle prouve, en premier lieu, que c'est la Russie qui a insisté itérativement pour une délimitation précise de la frontière de l'Afghanistan, tandis que, si elle avait eu les projets ambitieux dont on l'accuse, elle avait tout intérêt à laisser cette frontière dans le vague. Il en résulte, en second lieu, que l'arrivée de troupes russes à Sarakhs ne constituait pas un empiétement sur le territoire afghan, puisque la Russie avait indiqué, sans protestation de la part de l'Angleterre, les environs de Sarakhs comme la limite extrême de l'Afghanistan du côté de la Perse.

Pourquoi le gouvernement anglais mit-il si peu d'empressement

à accepter la proposition de la Russie? Nous aurons occasion d'expliquer ses hésitations; elles ne cessèrent qu'après l'occupation de Merv et sous la pression de l'opinion publique, qui mettait le ministère en demeure d'arrêter les prétendus empiètemens de la Russie et d'assurer l'intégrité de l'Afghanistan. La dépêche du 29 avril 1884, par laquelle lord Granville déclarait « accepter la proposition mise en avant en 1882 et actuellement renouvelée par M. de Giers, pour une délimitation de l'Afghanistan dans la direction de l'ouest, à partir de Khoja-Saleh, » fut communiquée, le 5 mai, au gouvernement russe. Le 5 juillet 1884, il fut convenu qu'une commission mixte se rendrait dans le Turkestan et élaborerait sur place un projet de délimitation qui serait soumis aux deux gouvernemens : les commissaires devaient se trouver réunis à Sarakhs pour le 1^{er} octobre. Le cabinet de Londres désigna comme commissaire en chef le général sir Peter Lumsden, et comme second commissaire le colonel Stewart, auxquels furent adjoints un ingénieur topographe, M. Stephen Condie, et un certain nombre d'officiers d'état-major et du génie. Un régiment de cavalerie au complet de 600 sabres fut demandé aux autorités anglo-indiennes pour servir d'escorte; avec le personnel de serviteurs, de cuisiniers, de porteurs, de muletiers et de chameliers, qui accompagne partout le moindre peloton de soldats anglais, cette escorte menaçait d'atteindre le chiffre de 2,000 hommes; elle fut réduite par voie d'élimination à 1,500. Lorsque le gouvernement anglais se plaignit, comme d'un manque de procédés, qu'un simple colonel eût été mis à la tête de la commission russe, le cabinet de Saint-Petersbourg répondit qu'il avait compris que les commissions seraient composées de quelques officiers et de quelques hommes spéciaux et non qu'elles constitueraient de véritables corps d'armée, dont les allées et venues pouvaient éveiller les susceptibilités de populations ignorantes et fanatiques, et provoquer les incidens les plus regrettables. Sans accroître le personnel de la commission russe, il appela à la diriger le général Zélénouï. Cette grave question d'étiquette réglée, la commission anglaise se mit en route en prenant la voie du Bélouchistan et de Khélat. Quand elle pénétra sur le territoire afghan, il lui arriva ce que les Russes avaient prévu; les populations prirent une attitude hostile et l'émir Abdurrahman déclina la responsabilité de ce qui pourrait advenir. La commission fit un grand détour pour éviter Hérat, dont les habitans avaient couru aux armes et emprunta le territoire persan pour gagner le cours inférieur de l'Hériroud; elle y fut rejointe par le général Lumsden, qui avait quitté Londres le 4 septembre seulement pour recevoir les dernières instructions de son gouvernement, et qui avait pris, comme

la plus courte, la voie de la Perse par Téhéran et Meshed. On fut bientôt informé que le général Zélénoï, tombé malade, ne pourrait arriver avant le 1^{er} janvier ; la commission anglaise se fractionna aussitôt en plusieurs groupes, qui entreprirent dans tout le pays une série d'explorations topographiques.

Les deux commissions ne devaient jamais se rencontrer et commencer leur œuvre commune. A peine le gouvernement anglais s'était-il résolu à accepter la proposition russe, qu'une activité fébrile s'était emparée de tous les commandans afghans de la région frontière : tous les avant-postes avaient été portés fort en avant dans la direction du nord, et le 16 juin 1884 une troupe partie de Bala-Mourghab était arrivée soudainement à Penjdeh. Le district de Penjdeh est situé entre le Mourghab et le Koushk, tout près de leur confluent, et comprend, comme son nom l'indique, cinq villages dans lesquels hiverne le gros de la tribu des Saryks. M. de Giers protesta, dès le 23 juin, contre ces procédés irréguliers et particulièrement contre l'occupation de Penjdeh et l'expulsion des Saryks ; mais ces protestations n'ayant produit aucun effet, le cabinet de Saint-Petersbourg ne voulant pas qu'on pût préjuger de cette façon l'œuvre de la commission mixte et opposer à ses commissaires des faits accomplis, donna ordre aux généraux russes d'avancer à leur tour vers le sud jusqu'à ce qu'ils se trouvassent en face des avant-postes afghans. C'est ainsi que, dans la vallée de l'Hériroud, les Russes s'avancèrent de Sarakhs à Poul-i-Katoun et poussèrent même jusqu'à Zulficar : dans la vallée du Mourghab, le général Komarof se porta lui-même avec quelques troupes d'infanterie et de l'artillerie jusqu'à Poul-i-Khisti afin de pouvoir soutenir les Cosaques qu'il avait envoyés à Sari-Yazi pour protéger les Saryks contre les Afghans, qui se maintenaient à Ak-Tapa, en avant du Koushk et à Penjdeh.

On sait le redoublement d'inquiétude que ces mouvemens de troupes causèrent dans toute l'Europe : pour calmer ces inquiétudes et surtout prévenir des collisions sanglantes, les deux gouvernemens convinrent qu'il fallait que, de part et d'autre, on s'abstint de dépasser les positions déjà occupées, et le 16 mars, le gouvernement russe avisa le cabinet de Londres par le télégraphe qu'il envoyait des ordres en ce sens à ses généraux et demanda que des ordres semblables fussent donnés aux forces afghanes. Mais déjà, depuis plusieurs semaines, M. de Giers, qui avait eu connaissance des instructions générales données à sir Peter Lumsden et qui était tenu au courant de la conduite de divers membres de la commission anglaise, avait jugé que la commission mixte ne pouvait aboutir à aucune solution satisfaisante, à moins que le gouver-

nement anglais ne fût amené à une appréciation plus exacte de l'état des choses dans le Turkestan. Il avait donc envoyé à Londres, en mission spéciale, dès le commencement de février, un ingénieur, né en France, mais naturalisé Russe, M. Lessar, qui, depuis dix ans, n'avait cessé de parcourir le Turkestan dans tous les sens, et qui était chargé de faire les avant-projets des chemins de fer d'Askabad à Sarakhs et à Merv : personne ne connaissait mieux que cet ingénieur la contrée où la commission mixte devait opérer. M. Lessar exposa à lord Granville que la haute chaîne du Paropamisus qui forme la vallée de l'Hériroud et derrière laquelle se trouve Hérat, est précédée de plusieurs chaînons qui décrivent comme elle un demi-cercle de l'ouest à l'est et viennent se rattacher à son pic le plus élevé comme à un nœud commun. Ces chaînes secondaires, qui forment comme des échelons successifs, sont de moins en moins élevées à mesure qu'on s'avance vers le nord : la dernière est celle des monts Barkhout, au milieu de laquelle se trouve la passe de Robat, le seul point de toute la région qui ait une véritable importance ; cette passe, en effet, donne entrée dans la province de Badghiz, qui a toujours suivi le sort d'Hérat : à l'est de cette province, dans les divers chaînons qui se rattachent au Paropamisus, se trouvent les Khar-Aïmack, c'est-à-dire les quatre grandes tribus nomades qui relèvent de l'Afghanistan et qui sont, en allant de l'ouest à l'est, les Tymouris, les Talmounis, les Djemschidis et les Firouzkouhis. On ne pouvait contester à l'Afghanistan aucune parcelle du territoire occupé par ces tribus ; mais en face d'elles se trouvent les tribus turcomanes : entre l'Oxus et le Mourghab, les Usbegs, qu'une haine héréditaire, datant de plusieurs siècles, rend les ennemis irréconciliables des Afghans ; sur les rives du Mourghab, les Saryks, et entre le Mourghab et l'Hériroud les Salors, qui sont tous sunnites et détestent les Afghans comme hérétiques ; mais Afghans et Turcomans sont également nomades et mènent le même genre d'existence. Le Karakoum ou mer de Sable, s'arrête un peu au nord de Merv et fait place à la steppe qui s'étend jusqu'aux montagnes. Après les pluies du printemps et la fonte des neiges, la steppe se couvre en quelques jours d'une végétation luxuriante, mais éphémère. Les nomades descendent vers le nord avec leurs troupeaux : quand les pâturages sont épuisés et que la saison rigoureuse approche, ils remontent vers le sud pour hiverner dans les vallées abritées. Les uns et les autres connaissent parfaitement les pâturages, dont ils ont la jouissance immémoriale et ne se permettent ni ne tolèrent aucun empiétement. M. Lessar soutenait donc que, dans la détermination de la frontière, on devait être guidé surtout par les considérations ethnographiques et éviter de morceler les tribus et les territoires.

Il n'y avait point de fusion à espérer entre des races ennemies : aucune tribu afghane ne consentirait à se laisser enlever sa station d'été ; aucune tribu turcomane ne renoncerait à sa station d'hiver. Ces idées, défendues par M. Lessar, ont fini par prévaloir ; mais elles furent d'abord repoussées absolument par lord Granville. Le ministre anglais y soupçonnait un piège : il craignait que la Russie ne voulût abuser de la multiplicité et du mélange des races dans une région où de si nombreuses révolutions se sont accomplies, et que, le principe admis, elle ne revendiquât comme turcomanes des populations soumises à l'émir de Caboul. Il admettait que les Russes conservassent la possession de Merv et de la route de Merv à la Caspienne, mais il maintenait l'opinion déjà émise par lui qu'il fallait laisser entre la limite des possessions russes et les limites incontestables de l'Afghanistan une zone neutre : les tribus établies dans cette zone relèveraient nominalement de l'émir, mais, en réalité, seraient indépendantes. M. Lessar objectait que la guerre serait l'état permanent de cette prétendue zone neutre ; qu'aucune force humaine n'empêcherait les montagnards afghans de venir au secours des Afghans de la plaine, et les Turcomans des possessions russes de prendre parti pour les tribus de leur race : les collisions que l'on croyait prévenir entre les sujets de l'émir et les sujets russes seraient, au contraire, continuelles.

Pendant que cette discussion se poursuivait infructueusement à Londres, on apprit qu'après deux sommations demeurées sans résultat, le général Komarof avait expulsé de Penjdeh les troupes afghanes, les avait refoulées sur Bala-Mourghab et, le lendemain du combat, était rentré dans ses cantonnemens de Poul-i-Khisti. Ce fut alors que la paix courut un sérieux danger. S'il avait été démontré que, le jour où il frappait ce coup hardi, le général Komarof avait déjà reçu les instructions officielles de son gouvernement, l'opinion publique, en Angleterre, aurait cru à l'envoi simultané d'instructions secrètes ; elle aurait accusé la Russie de mensonge et de perfidie, et il eût été difficile de l'apaiser. D'un autre côté, si le gouvernement anglais avait persisté à mettre en doute la parole du général Komarof et à réclamer une disgrâce qui eût été une injustice à l'égard de cet officier général et une humiliation pour l'armée russe, la guerre eût infailliblement éclaté. C'est la certitude de ce dénouement qui le prévint en imposant aux deux gouvernemens la modération et la circonspection nécessaires. En même temps, cet incident fit comprendre à Londres la nécessité d'en finir au plus tôt avec la question de la délimitation, de renoncer par conséquent, à l'emploi d'une commission mixte, et de négocier directement avec Saint-Petersbourg. Dans cette négociation directe,

le gouvernement anglais éprouva trois désagrémens qui lui furent sensibles. La Russie commença par produire une carte dressée en 1873 par l'état-major général anglais, sur l'ordre de lord Kimberley, ministre de l'Inde, en vue de la proposition de délimitation qui venait d'être faite par le prince Gortchakof. Cette carte, adressée officiellement par le gouvernement anglais à ses représentans auprès des grandes puissances, faisait passer la frontière afghane à 25 milles au sud du confluent du Koushk et du Mourghab et à 19 milles au sud de Penjdeh. Les récriminations dont ce district avait été le sujet se trouvaient donc réfutées péremptoirement et d'avance par un document officiel anglais. Grâce aux habitudes écrivassières des officiers anglais, et à l'aide d'un relevé des correspondances adressées par des membres de la commission anglaise à des feuilles de Londres et surtout aux journaux de l'Inde, la Russie put démontrer que plusieurs d'entre eux avaient été loin de se renfermer dans leur rôle et n'avaient rien épargné, dans le cours de leurs explorations, pour agiter et exciter les populations. Il fut établi, en particulier, que le général Lumsden, arrivé à Sarakhs, n'avait pas rendu visite au général Komarof, qui y avait à ce moment son quartier-général, qu'il ne l'avait même pas avisé de son passage et qu'il était parti immédiatement pour Penjdeh. Il avait passé plusieurs jours dans cette localité, encourageant le commandant des forces afghanes à s'y fortifier et à s'y défendre, lui donnant des conseils techniques et lui promettant qu'il serait secouru ; qu'enfin pour prévenir toute défaillance de la part de cet officier, il avait laissé auprès de lui le capitaine Yate, dont les objurgations l'empêchèrent, en effet, de déférer aux sommations du général Komarof. On doit croire que ces révélations n'ont pas été étrangères au rappel du général Lumsden. Enfin, les négociateurs anglais mettaient sans cesse en avant les droits de l'émir et l'engagement pris par l'Angleterre de les maintenir intacts : or, l'émir, qui connaît admirablement son pays et qui ne se soucie point qu'on lui crée des embarras et des querelles dans l'avenir, a décliné très nettement toute prétention sur certains points qu'on revendiquait pour lui. De là d'inévitables concessions, que la presse de Londres stigmatisait à tort comme des actes de faiblesse vis-à-vis de la Russie. « On ne peut vraiment pas, a dit avec amertume un des négociateurs anglais, se montrer plus Afghane à Londres qu'on ne l'est à Caboul. »

L'issue pacifique des négociations ne saurait être douteuse. La Russie n'a aucun intérêt à ce qu'un changement de ministère ait lieu en Angleterre : elle ne demande pas mieux que de faciliter au cabinet actuel une paix honorable : elle lui a fait spontanément la concession de reporter sa frontière à 30 ou 40 milles au nord des monts Barkhout ;

ce qui l'éloigne d'autant de Hérat. Une ligne serait tirée au nord de Zulficar de l'Hériroud au Mourghab, elle passerait au sud de Penjdeh et au nord de Meruchak ; il ne semble point qu'il y ait de sujets de contestations entre le Mourghab et l'Oxus. On bataillera encore pour un ruisseau ou un salin ; mais la Russie ne fera pas échouer les négociations pour ce qu'elle considère comme des enfantillages de la part du cabinet anglais. Son but est atteint, désormais ; peu lui importe qu'il y ait quelques milles de plus ou de moins entre Hérat et sa propre frontière. Il lui suffira toujours de concentrer un corps de troupes à Merv et surtout à Sarakhs pour exciter les appréhensions du gouvernement anglo-indien et le tenir en échec. Quant à des sujets de querelle, il lui sera toujours facile d'en faire naître. Si la négociation de 1873 n'aboutit pas, c'est que la Russie, en acceptant la responsabilité de la conduite de ses vassaux, les khans de Khiva et de Boukhara, entendait que, de son côté, l'Angleterre imposât à l'émir de l'Afghanistan le respect de la frontière de ses voisins. L'Angleterre recula devant cette responsabilité ; M. Gladstone la déclina formellement, le 23 avril 1873, dans un discours à la chambre des communes, en disant que l'influence de l'Angleterre ne devait s'exercer que « par voie de conseils amicaux. » La *Gazette officielle* de Saint-Petersbourg prit immédiatement acte de cette déclaration et fit observer que la Russie ne pouvait garantir l'inviolabilité du territoire afghan, si l'Angleterre ne s'engageait pas à imposer à l'émir de respecter les territoires situés au-delà de l'Oxus. La feuille officielle russe concluait en disant : « Si l'Angleterre a conservé sa liberté d'action, la Russie a également conservé la sienne, et, par conséquent, les deux gouvernemens n'ont contracté, en réalité, aucune obligation incommode et de nature à leur créer une fausse position. En somme, les choses demeurent donc où elles en étaient avant les négociations de 1869 et de 1872, sauf qu'un accord a déterminé les limites de l'Afghanistan (du côté de la Boukharie). A moins de nouveaux arrangemens, la Russie a parfaitement le droit, en cas de troubles sur l'Oxus, de passer le fleuve et de châtier les troupes et les provinces de Shire-Ali. » C'est la crainte de contracter un engagement onéreux qui a toujours fait hésiter le gouvernement anglais, parce que la Russie n'admet point qu'il n'y ait pas réciprocité. En commentant le discours prononcé par un des collègues de M. Gladstone, au sujet de l'incident de Penjdeh, *le Nord* disait, le 1^{er} mars : « M. Cross a raison d'exprimer sa confiance dans le respect de la Russie pour les engagemens actuels au sujet de l'Afghanistan, qui excluent toute agression contre Hérat, mais ces engagemens sont bilatéraux. En les contractant au nom de l'Afghanistan, le gouver-

nement anglais a assumé la responsabilité de leur observation par l'émir. » Cette prétention est fondée ; mais combien est fragile une paix qui dépend de la conduite de nomades adonnés au pillage !

La situation actuelle est la conséquence de la faute que lord Palmerston commit, en 1838, lorsque, pour empêcher Hérat de retomber au pouvoir des Persans, il humilia et ruina la Perse et jeta pour toujours cette puissance dans les bras de la Russie. Hérat est une dépendance naturelle de la Perse ; aucune frontière apparente ne sépare son territoire du Khorassan, dont il a fait longtemps partie : population, langue, mœurs, croyances, industrie, tout est persan à Hérat. Lord Palmerston enleva donc Hérat à la seule puissance qui pût avoir de l'intérêt à conserver et à défendre cette place. Elle n'a été qu'un embarras pour les émirs de Caboul, parce que ceux-ci ont toujours dû lui laisser une indépendance presque complète, et lui donner pour gouverneur un de leurs fils ou de leurs frères pour n'avoir point de révolte à appréhender. Le fils de Shire-Ali, le vainqueur de Malwand, Ayoub-Khan, y serait encore le maître s'il n'avait essayé de renverser son cousin Abdurrhaman. Il est aujourd'hui réfugié en Perse, mais n'ayant abdiqué aucune de ses espérances, entretenant correspondance avec ses partisans et n'attendant qu'une occasion favorable ou l'appui de la Russie pour ressaisir sa principauté. Pourquoi la Russie chercherait-elle à s'emparer d'Hérat, lorsqu'il dépend d'elle d'y faire régner un allié ? mais il ne lui convient pas en ce moment de laisser accomplir la restauration d'Ayoub, parce qu'elle estime plus avantageux de tenir Abdurrhaman dans l'inquiétude que de lui donner de justes griefs.

Là est l'incurable faiblesse de la position des Anglais. Ils ne sauraient sans folie entreprendre d'annexer l'Afghanistan ; ils ont besoin de pouvoir compter absolument sur le souverain de ce pays, et il est impossible que celui-ci ne trompe pas leur confiance. Shire-Ali leur devait sa couronne ; sans leur appui, il n'aurait jamais pu triompher d'Abdurrhaman, son compétiteur ; il recevait d'eux un large subside et il finit par se déclarer contre eux et par leur faire la guerre. Ils ont rappelé Abdurrhaman de l'exil, ils l'ont mis sur le trône, ils lui ont donné Candahar ; en 1883, ils lui ont garanti ses états par un traité et lui ont assuré un subside annuel de trois millions ; peuvent-ils compter sur sa fidélité, et, à le supposer fidèle, dans quelle mesure peut-il leur être utile ?

Lorsque la guerre a paru possible et même probable, on a voulu s'assurer des dispositions de l'émir, et le vice-roi lui a fait proposer une entrevue. Abdurrhaman a hésité, il n'osait s'éloigner de sa capitale ; il n'avait personne à qui il pût, en toute confiance, laisser le pouvoir en son absence ; il appréhendait de tenter son cousin

germain, Izhak-Khan, le compagnon de ses campagnes, dont il a fait le gouverneur des provinces du nord, mais à qui il a refusé Maïmena, et dont il redoute l'ambition. Il se décida, cependant, et l'entrevue eut lieu, le 28 mars, à Rawul-Pindi, dans le Pendjab. Rien ne fut négligé pour flatter l'émir, pour le gagner à l'Angleterre et pour produire une impression sur son esprit. Dès le lendemain de son arrivée, il reçut une cassette contenant 22,000 roupies, pour l'indemniser de ses dépenses. Indépendamment des cadeaux personnels, on lui fit présent d'une batterie de six pièces de campagne, approvisionnées à cent coups, et d'une quantité considérable de sabres et de fusils; 22,000 hommes de troupes de toutes armes, grand effort pour l'armée anglo-indienne, avaient été réunis pour qu'il les passât en revue et prît une haute idée de la puissance anglaise. Outre une suite nombreuse, le vice-roi avait amené la plupart des hauts fonctionnaires, un certain nombre de rajahs et un des fils de la reine, le duc de Connaught : cependant, dans toutes les cérémonies, la place d'honneur fut attribuée à l'émir. Au durbar, ou réception solennelle, un trône avait été élevé pour lui, à côté de celui du vice-roi. Comment n'être pas flatté de tant d'hommages? L'attitude et le langage de l'émir furent des plus corrects. Il exprima sa reconnaissance et son respect pour la reine, il lui souhaita de longues années de prospérité; mais lorsqu'en tête-à-tête avec le vice-roi il fut question de la crise actuelle, l'émir, tout en acceptant le secours des Anglais s'il venait à être attaqué par les Russes, ne voulut point consentir à l'entrée d'un corps de troupes anglaises sur son territoire, alléguant qu'il lui en coûterait immédiatement la confiance et les sympathies de son peuple. Il n'a pas accepté davantage qu'un détachement, même de 500 hommes seulement, vint tenir garnison dans Hérat : tout ce qu'il concéda fut que le colonel Stewart, avec deux ou trois officiers, vint inspecter les fortifications de cette ville et en diriger la reconstruction; mais il promit d'y envoyer quelques-uns de ses meilleurs régimens.

Abdurrhaman se souvient de son exil et des années qu'il a passées à Samarcande, où il recevait de la Russie une pension de 25,000 roubles. Il suivait avec une attention extrême les moindres événemens qui s'accomplissaient dans l'Asie centrale : il a vu la puissance russe écraser tous ses adversaires et s'avancer toujours par une marche régulière et irrésistible. Pourquoi s'exposerait-il, dans un intérêt étranger, à l'hostilité d'un ennemi aussi redoutable, qui peut, à tout instant, lui susciter des compétiteurs? Pourquoi irait-il au-devant d'attaques que sa sagacité naturelle et son expérience lui font regarder comme fort improbables? Pourquoi ne se réserverait-il pas d'être, suivant les circonstances, l'allié aussi bien

que l'adversaire des Russes ? Il sait bien qu'il n'est pour les Anglais qu'un instrument qui serait bientôt rejeté, s'il cessait d'être utile : il n'a donc point de reconnaissance à leur garder ; il connaît les sentimens de son peuple pour eux, et il les partage. Un voyageur américain, M. Eugène Schuyler, eut avec lui, à Samarcande, en 1874, un long entretien : « Abdurrahman, rapporte M. Schuyler, se déclarait certain que la population entière se prononcerait pour lui, parce que Shire-Ali était détesté par tous les Afghans à cause de sa complaisance pour l'Angleterre. Je lui demandai si le subside accordé à Shire-Ali par les Anglais avait quelque influence sur les sentimens des Afghans. Il me répondit que, quant à les bien disposer pour l'Angleterre, ce subside n'avait aucun effet, bien qu'il pût exercer une influence sur Shire-Ali personnellement. Les Anglais auraient beau donner à l'Afghanistan la totalité des revenus de l'Inde, le peuple ne les en aimerait pas davantage. Je lui demandai alors si, dans le cas d'une guerre entre l'Angleterre et une autre puissance, les Afghans seraient disposés à se joindre à une attaque contre l'Inde. Il répondit que si l'assurance était donnée aux Afghans qu'une attaque allait être dirigée contre les Anglais dans l'Inde, et qu'ils fussent convaincus que, cette attaque n'était pas dirigée contre l'Inde, mais contre la domination anglaise dans l'Inde, ils y prendraient part volontiers sans aucun subside, et sans qu'il fût nécessaire de les presser beaucoup. » Ces sentimens du peuple afghan pour les Anglais n'ont pas changé, ainsi que l'attestent les précautions qu'il a fallu prendre pour protéger la commission anglaise de délimitation. Dira-t-on que cette répulsion et cette haine s'étendent à tous les infidèles ? Les Russes ne les inspirent certainement pas au même degré, car c'est dans l'Asie centrale elle-même qu'ils ont toujours recruté les troupes à l'aide desquelles ils l'ont conquise ; et ils ont déjà dans leur armée des corps de cavalerie turcomane. Le général Sobolef écrivait dans son célèbre article : « Que les Anglais comparent la façon dont la Russie gouverne l'Asie centrale avec leur administration dans l'Inde, ils apercevront bien vite pourquoi la Russie exerce un tel prestige en Asie et pourquoi les Hindous haïssent la domination anglaise et mettent en la Russie l'espoir de leur délivrance. La Russie laisse aux indigènes pleine liberté de suivre leurs usages, et, non-seulement elle ne surcharge pas ses sujets de nouvelles taxes, mais elle leur accorde les exemptions et les privilèges les plus étendus. L'Angleterre est un vampire qui suce jusqu'à la dernière goutte de sang de l'Inde. » Tout n'est pas exagération dans ce tableau. L'administration russe est certainement un grand bienfait pour l'Asie centrale ; en assurant le rétablissement et l'entretien des canaux d'irrigation, elle a fait renaître

l'agriculture presque complètement disparue ; elle a ravivé le commerce par une énergique répression du brigandage ; elle a rendu aux populations une prospérité et un degré de bien-être qu'elles ne connaissaient plus depuis longtemps ; mais le plus grand mérite de l'administration russe aux yeux de ses nouveaux sujets est l'absence de tout esprit de prosélytisme. Le Coran interdit sévèrement toute controverse religieuse, et rien ne blesse plus profondément un musulman que de le provoquer à discuter ses croyances. La Russie veille avec d'autant plus de soin au maintien de la paix religieuse, qu'elle peut, dans une certaine mesure, se considérer comme une puissance musulmane. En Europe, dans les seuls gouvernemens de Samara et d'Orenbourg, elle n'a pas moins de deux millions de sujets musulmans, auxquels elle ne se borne pas à laisser toute liberté pour la pratique de leur religion ; elle les traite sur le pied de la plus complète égalité avec les chrétiens, leur ouvrant toutes les carrières civiles et militaires. Elle en agit de même avec la population du Caucase et du Turkestan. Le colonel Alikhanof, qui a négocié la soumission de Merv, qui en a été le premier gouverneur, et qui commande aujourd'hui la cavalerie sous le général Komarof, est un musulman ; les escadrons cosaques et turcomans placés sous ses ordres ne sont composés que de musulmans. L'armée russe d'Asie n'est donc pas nécessairement considérée comme une armée d'infidèles : aucun scrupule religieux n'interdirait aux Afghans de coopérer avec elle. Joignez-y le prestige de la longue suite de succès qu'elle a remportés ; a otez-y, enfin, ce qui n'est pas sans influence sur des peuples fatalistes, une croyance superstitieuse à l'irrésistible destinée de la Russie : voici, en effet, près d'un siècle, qu'Afghans et Turcomans répètent comme une prophétie ce vers de leur poète national Makhdoumkouli : « Ce monde doit un jour appartenir à la Russie. » C'est en vain que l'Angleterre cherchera à attacher à sa fortune, par des traités et de l'or, les émirs de Caboul : l'amitié du souverain est un roseau fragile dans un pays où dix ans ne s'écoulent jamais sans une révolution. La Russie pourra toujours donner à ce souverain le choix entre son amitié ou la perte de la couronne : or, le jour où un escadron turcoman apparaîtra à la passe de Khyber, l'Inde musulmane tressaillera tout entière, et l'empire anglo-indien traversera une crise plus redoutable encore que la rébellion des cipayes.

EN DEÇA ET AU DELA DU DANUBE

I.

L'ÉVÊQUE STROSSMAYER.

J'entreprends une excursion au Danube et dans la péninsule des Balkans, d'abord pour y étudier à nouveau ces formes curieuses de propriété primitive, les communautés de famille ou *zadrugas*, qui se sont conservées parmi les Slaves méridionaux, et, en second lieu, pour me rendre exactement compte des progrès économiques accomplis, depuis le traité de Berlin, dans la Bosnie occupée et administrée par l'Autriche, dans la Serbie, devenue un royaume indépendant, dans la principauté de Bulgarie presque complètement affranchie, et dans la Roumélie orientale, encore rattachée à Constantinople par un lien que, de divers côtés, l'on voudrait rompre. L'illustre évêque de Djakovo, M^{sr} Strossmayer, a bien voulu m'engager à venir visiter les *zadrugas* de son domaine, et je me rends à son aimable invitation.

I.

En descendant du train, je vois s'avancer vers moi un jeune prêtre, suivi d'un superbe hussard, à moustache retroussée, pantalon collant brun, couvert de soutaches rouge et noir, et dolman à brandebourgs de mêmes couleurs. L'abbé est l'un des secrétaires

de l'évêque Strossmayer, dont il m'apporte une lettre de bienvenue. « Donnez-moi votre bulletin, me dit-il, mon pandour soignera vos bagages. — Mais, lui répondis-je, je n'ai d'autre bagage que cette petite valise et ce sac de nuit que je porte à la main. C'est le vrai moyen de n'en jamais être séparé. Vous devez m'approuver de suivre à la lettre la devise du philosophe : *Omnia mecum porto*. » — Sur un signe de l'abbé, le pandour s'approche respectueusement, me baise la main, suivant la coutume du pays, et prend mes effets. Je rapporte ce menu détail, parce qu'il me rappelle un mot de M. de Lesseps. Il y a trois ans M. de Lesseps était venu à Liège nous parler du canal de Panama. J'étais délégué pour le recevoir à la gare. Deux jours avant, il avait parlé à Gand. Dans l'intervalle, il avait couru à Londres et il en revenait de son pied léger. Il descend de voiture, portant une valise et un gros paletot quoiqu'on fût en juillet. « Veuillez monter en voiture, lui dis-je ; j'aurai soin de vos bagages. — Mais je n'en ai jamais plus que je n'en puis porter moi-même, répond-il. L'an dernier, votre roi, que j'aime et que je vénère, m'invite à loger au palais de Bruxelles. Il envoie à ma rencontre un officier d'ordonnance, une voiture de la cour et un fourgon. Après m'avoir salué, l'aide-de-camp m'indique la voiture de service pour mes gens et mes bagages. Je lui dis : « Mes gens, je n'en ai pas, et quant à mes bagages, les voilà. Je les porte à la main. » L'officier parut surpris, mais le roi m'aurait compris. » Domestiques et grosses malles sont des *impedimenta*. Moins une armée en traîne à sa suite, mieux elle fait la guerre. Il en est de même du voyageur.

Ce prêtre accompagné de ses pandours, c'est bien l'image de la Hongrie d'autrefois, où magnats et évêques entretenaient une véritable armée de serviteurs, qui les gardaient en temps de paix, et qui, en temps de guerre, montaient à cheval avec leurs maîtres ; c'étaient là ces fameux hussards qui ont sauvé la couronne de Marie-Thérèse : *Moriamur pro rege nostro*, et qui, en 1848, auraient détrôné ses descendants sans l'intervention de la Russie. A la sortie de la gare, une légère victoria découverte nous attend. L'attelage est de toute beauté : quatre chevaux gris pommelé, de la race de Lipitça, c'est-à-dire de ce haras impérial situé près de Trieste, en plein Karst, dans cette région étrange, toute couverte de grandes pierres calcaires qui, éparpillées au hasard, ressemblent aux ruines d'un édifice cyclopéen. De sang arabe, mais avec adjonction de sang anglais pour leur donner de la taille, les chevaux s'y fortifient les poumons à respirer un air sec, qui devient très âpre quand souffle la bora, et les jarrets à graver les rochers et les pentes. On les recherche pour les officiers de cavalerie. Nos quatre jeunes

étalons sont ravissans ; la croupe droite, la queue bien détachée, les jambes sèches et très fines, le paturon haut et flexible, la tête petite, avec de grands yeux pleins de feu. Ils sont doux comme des agneaux et complètement immobiles. Mais dès qu'ils voient qu'on se prépare à partir, leurs naseaux s'ouvrent, leur sang s'agite, ils piaffent, ils bondissent en avant, et le pandour les contient avec peine, reproduisant exactement le groupe des chevaux de Castor et de Pollux sur la place du Quirinal. Nous partons, et les nobles bêtes s'élancent, joyeuses de faire emploi de leur force et de leur jeunesse. « Je crains, dis-je à l'abbé, que la traite ne soit un peu longue. — Nullement, me répond-il, d'Essek à Djakovo il y a environ 36 de vos kilomètres, il nous faudra deux heures et demie. » L'allure des chevaux hongrois m'a toujours frappé. Chez nous un bon cheval part plein d'ardeur ; mais, au bout de 10 à 12 kilomètres, il se met volontiers au pas pour reprendre haleine, et les cochers, au besoin, l'y contraignent. Ici, l'allure naturelle du cheval attelé est le trot ; il ne lui semble pas qu'il puisse aller au pas ; quand il y est forcé, parce que le chemin est trop mauvais, il se sent humilié, il rechigne et parfois ne veut plus avancer. Même les maigres haridelles des paysans pauvres trottent toujours. L'une des causes m'en paraît être l'habitude, qui est générale dans les pays danubiens, de laisser courir le jeune poulain derrière la mère, dès que celle-ci est de nouveau attelée. Précisément en sortant d'Essek, où il y a eu jour de marché, la route est couverte de voitures retournant dans les villages voisins, et beaucoup d'entre elles sont accompagnées de poulains qui trottent allégrement à la suite, en faisant des bonds de chevreaux. Ils prennent ainsi les poumons et l'allure de leurs parens. L'hérédité confirme l'aptitude.

La charrette des paysans de toute la région sud-orientale de l'Europe est la même, depuis la Leitha jusqu'à la Mer-Noire, et je l'ai retrouvée jusqu'au milieu de la Russie. Elle apparaît déjà dans les bas-reliefs anciens. Rien de plus simple et de mieux en rapport avec les conditions du pays. Deux larges planches forment le fond de la caisse. Elle est garnie de chaque côté d'une sorte d'échelle, qui est retenue en place par des pièces de bois coudées, fixées sur les essieux à l'extérieur des longs moyeux des roues, de façon à empêcher absolument que celles-ci s'échappent. Pas de bancs : on s'assied sur des bottes de foin ou de fourrage vert, dont une partie est destinée à l'attelage. Tout est en bois. En Hongrie, l'essieu est en fer, mais dans certaines parties de la Russie et des Balkans, il est également en bois. Les roues sont hautes et fines, et la charrette pèse si peu qu'un enfant la met en mouvement et qu'un homme la porte sur son dos. Pour ramener les récoltes, on en a parfois qui

sont un peu plus grandes et plus solides ; toutefois le type n'est pas modifié.

La route sur laquelle nous roulons est très large. Quoique le milieu soit macadamisé, les paysans et même notre cocher préférèrent rouler sur les accotemens ; c'est qu'ici, l'été, l'argile, tassée et durcie par les pieds des chevaux, devient comme de l'asphalte. Le pays que nous traversons est plat et parfaitement cultivé. Les fromens sont les plus beaux que l'on puisse voir ; ils ont des feuilles larges comme des roseaux. Ce qui n'est pas emblavé en céréales, blé ou avoine, est occupé par des maïs ou par la jachère ; pas de fermes éparpillées dans les campagnes. Les maisons des cultivateurs sont groupées dans les villages. C'est le *Dorfsystem*, comme disent les économistes allemands. Ce groupement a deux causes : d'abord la nécessité de se réunir pour se défendre ; en second lieu, l'usage ancien de répartir périodiquement le territoire collectif de la commune entre ses habitans. Si, dans certains pays, comme en Angleterre, en Hollande, en Belgique, dans le nord de la France, les bâtimens d'exploitation sont placés au milieu des champs qui en dépendent, c'est que la propriété privée et la sécurité y existent depuis longtemps.

L'élégant attelage qui nous entraîne rapidement me rappelle un mot que l'on m'a conté précédemment à Pest et qui peint la Hongrie d'autrefois. Un évêque passait le Danube sur le pont de bateaux qui conduit à Bude, royalement étendu dans un beau carrosse attelé de six chevaux. C'était un comte Batthiany. Un député libéral lui crie : « Monseigneur, vous semblez oublier que vos prédécesseurs les apôtres et Jésus votre maître allaient pieds nus. — Vous avez raison, réplique le comte, comme évêque j'irais certainement à pied ; mais comme magnat hongrois, six chevaux est le moins que je puisse atteler, et malheureusement l'évêque ne peut fausser compagnie au magnat. » — J'imagine que M^{sr} Strossmayer donnerait une meilleure raison. Il dirait qu'il exploite en régie les terres du domaine épiscopal ; qu'il y a établi un haras dont il vend les produits ; qu'il contribue ainsi à améliorer la race chevaline et qu'il augmente la richesse du pays, ce qui est de tous points conforme aux prescriptions économiques les plus élémentaires. Élevant beaucoup de chevaux, il faut bien qu'on les promène et qu'on les dresse. Je ne m'en plains pas, car c'est plaisir de voir trotter ces charmantes bêtes, toujours gaies, heureuses de courir d'une allure de plus en plus relevée, à mesure qu'elles approchent de leur écurie.

Nous nous arrêtons quelques momens au village de Siroko-Polje, où l'abbé désire voir sa mère. Nous entrons chez elle. Veuve d'un

simple cultivateur, elle occupe une maison de paysan un peu mieux soignée que les autres. A la différence des villages hongrois, les maisons présentent du côté de la route, non leur pignon, mais la face antérieure dans le sens de la longueur. La façade, avec la véranda sur colonnettes de bois, regarde la cour, où erre la collection habituelle des divers volatiles. Toutes les habitations du village sont, comme celles-ci, plafonnées et récemment blanchies à la chaux, de sorte qu'on ne peut voir si elles sont construites en briques d'argile séchée ou en torchis. Elles sont toujours posées sur un soubassement en pierres. La chambre où la veuve nous reçoit est le salon et en même temps la chambre à coucher des hôtes étrangers. Sur les murs soigneusement blanchis, des gravures enluminées représentent des saints et des épisodes bibliques. Aux fenêtres des rideaux de mousseline; deux grands lits avec force matelas, recouverts d'une grosse courtépointe d'ouate capitonnée en indienne à ramage rouge et noir; sur la table un tapis de lin brodé de dessins en laine de couleurs très vives; un grand sofa et quelques chaises en bois, voilà le mobilier. La veuve ne porte plus le costume pittoresque du pays, mais une jaquette et un jupon en cotonnade violette, comme les femmes de la campagne dans la France du Nord. Elle ne parle que le croate et pas l'allemand. Je l'interroge, par l'entremise de son fils, sur les zadrugas.

« Dans ma jeunesse, dit-elle, la plupart des familles restaient unies et cultivaient en commun le domaine patrimonial. On se soutenait, on s'entraidait. L'un des fils était-il appelé à l'armée, les autres travaillaient pour lui, et comme il savait que la place à la table commune l'attendait toujours, il y revenait le plus tôt possible. Aujourd'hui, quand la zadruga est détruite et que nos jeunes gens partent, ils restent dans les grandes villes. Le foyer, avec ses veillées en commun, avec ses chansons, avec ses fêtes, ne les rappelle plus. Les petits ménages, qui vivent seuls, ne peuvent pas résister à une maladie, à une mauvaise année, maintenant surtout que les impôts sont si lourds. Arrive un accident, ils s'endettent et les voilà dans la misère. Ce sont les jeunes femmes et le luxe qui sont la perte de nos vieilles et sages institutions. Elles veulent avoir des bijoux, des étoffes, des souliers qui sont apportés par les colporteurs; pour en acheter, il leur faut de l'argent; elles se fâchent si le mari, travaillant pour la communauté, fait plus que les autres. S'il gardait tout pour lui, nous serions plus riches, pense-t-elle. De là des comptes, des reproches, des querelles. La vie de famille devient un enfer; on se sépare. Il faut alors pour chacun un feu, une marmite, une cour, un gardien pour les animaux. Puis, les soirs d'hiver, c'est l'isolement. Le mari s'ennuie et commence à aller au

cabaret. La femme, laissée seule, se dérange aussi parfois. Et puis, monsieur, si vous saviez quelles saletés les marchands nous vendent si cher ! De laids bijoux en verre de couleur et en cuivre doré, qui ne valent pas deux kreutzers, tandis que les colliers de pièces d'or et d'argent, que nous portions autrefois, conservaient leur valeur et nous allaient beaucoup mieux. A force d'épargner, les jeunes filles de mon temps, avec le produit de leurs broderies et des tapis qu'elles faisaient, arrivaient à se former une belle dot en sequins et en thalers de Marie-Thérèse, qu'elles portaient sur la tête, au cou, à la ceinture et qui reluisaient au soleil, de sorte que les maris ne manquaient pas à celles qui étaient adroites, laborieuses et économes. Au lieu de nos bonnes et solides chemises en grosse toile inusable, si jolies à voir, avec leurs broderies de laine bleue, rouge et noire, on nous apporte maintenant des chemises de coton, fines, glacées, brillantes comme de la soie, mais qui sont en trous et en loques après deux lavages. Vous connaissez notre chaussure nationale, l'opanka : un solide morceau de cuir de buffle, bien épais, rattaché au pied par des courroies de cuir lacées ; nous la faisons nous-mêmes ; cela tient au pied et dure longtemps. Nos jeunesses commencent à porter des bottines de Vienne ; on sort, il pleut, notre terre alors devient tenace comme du mortier ; les bottines y restent ou sont perdues. Au-dessus de nos chemises, le dimanche ou l'hiver, nous portons une veste en grosse laine ou en peau de mouton, toison en dedans, que nous ornons de dessins faits avec de petits morceaux de cuir de couleurs voyantes, piquées à l'aiguille, avec des fils d'argent ou d'or. Rien ne me paraît plus beau, et cela passe d'une génération à l'autre. Aujourd'hui, celles qui veulent faire les fières et imiter les Autrichiennes portent du coton, de la soie ou du velours, des articles de pacotille, que le soleil déteint, que la pluie défraîchit et que le moindre usage trône aux coudes et dans le dos. Tout cela paraît bon marché, car, pour faire un de nos vêtements, il fallait travailler des mois et des mois. Mais je prétends que cela coûte très cher, car l'argent sort de nos poches et les objets, à peine achetés, sont déjà usés. Et puis nos soirées d'hiver, qu'en fera-t-on à l'avenir ? Se tourner les pouces et cracher dans le foyer ! Et nos anciennes chansons qu'on chantait dans les veillées en travaillant toutes ensemble, autour d'un grand feu, elles seront oubliées ; déjà les enfans, qui en apprennent d'autres à l'école, les trouvent bêtes et n'en veulent plus. Les savans comme vous, monsieur, disent que tout va de mieux en mieux. Moi, je ne suis qu'une pauvre vieille ; seulement je vois ce que je vois. Il y a maintenant dans nos villages des pauvres, des ivrognes et de mauvaises femmes, ce qu'on ne connaissait pas jadis. Nous payons deux fois plus d'impôts qu'au-

trefois, et cependant nos vaches ne donnent toujours qu'un veau et la tige de maïs qu'un ou deux épis. M'est avis que tout va de mal en pis. — Mais, lui dis-je, vous-même, vous portez le costume étranger que vous blâmez avec tant de raison. — C'est vrai, monsieur, mais quand on a la joie et l'honneur d'avoir un fils prêtre, il faut bien renoncer à s'habiller comme une paysanne. » Après que nous eûmes pris une rasade d'un petit vin rose et douceâtre, que l'aimable vieille femme récoltait dans sa vigne et qu'elle nous offrit de bon cœur, nous remontâmes en voiture, et je dis à l'abbé : « Votre mère a raison. Les costumes et les usages locaux adaptés aux conditions particulières des diverses populations avaient beaucoup de bon. Je regrette leur disparition, non-seulement comme artiste, mais comme économiste. On les abandonne pour prendre ceux de l'Occident, parce que ceux-ci représentent la civilisation et le comme il faut. C'est le motif qui a porté votre mère à quitter son costume national. Ce que l'on nomme le progrès est une puissante locomotive qui, dans sa marche irrésistible, broie tous les usages anciens, et qui est en train de faire de l'humanité une masse uniforme, dont toutes les unités seront semblables les unes aux autres, de Paris à Calcutta et de Londres à Honolulu. Avec le costume national et traditionnel, rien ne se perd ; tandis que les changemens continuels du goût ruinent les industriels, mettent sans cesse au rebut une foule de marchandises et surexcitent les recherches luxueuses et les dépenses. Un économiste renommé, J.-B. Say, a dit parfaitement : « La rapidité successive des modes appauvrit un état de ce qu'il consomme et de ce qu'il ne consomme pas. — M^{re} Strossmayer, répond l'abbé, fait tout ce qu'il peut pour soutenir nos industries domestiques. Certainement il vous parlera de ce qu'il a tenté pour cela. »

Entre Siroko-Polje et Djakovo, nous franchissons une très légère montée : c'est le faite de partage presque imperceptible de la Sirmie, entre la Drave, au nord, et la Save, au sud. Sur un certain espace, les belles cultures de froment sont remplacées par un terrain boisé. Seulement, il ne reste que des broussailles. Les gros arbres jonchent le sol, et on les débite en douves, hélas ! La fertilité du sol se révèle par l'abondance de l'herbe qui pousse entre les souches. Un troupeau de bœufs et de chevaux y pâit.

La route s'engage bientôt entre deux rangées de magnifiques peupliers d'Italie, hauts comme des flèches de cathédrale. A droite, un bois de grands arbres entouré de hautes palissades : c'est le parc aux daims. Nous approchons de la résidence épiscopale. Nous voici à Djakovo (en hongrois, la terminaison *vo* devient *var*). Chez nous, ce serait un gros village. Ici, c'est un bourg, un lieu de

marché, *Marktflecken*, comme disent les Allemands. Il y a environ quatre mille habitants, tous Croates, y compris quelques centaines d'israélites, qui sont les richards de l'endroit. — « Ce sont eux, me dit l'abbé, qui font tout le commerce, celui des marchandises au détail, et aussi celui de l'achat en gros des denrées agricoles, du bois, de la laine, des animaux domestiques, de tout enfin, jusqu'aux volailles et aux œufs. Le crédit et l'argent sont entre leurs mains. Ils font la petite et la grosse banque. Ces maisons, solidement construites, que vous voyez dans la rue principale que nous traversons, ces boutiques d'épicerie, d'étoffes, de quincaillerie, de modes, la plupart de ces boucheries, notre unique hôtel, tout cela est occupé par eux. Sur seize boutiques que nous avons à Djakovo, deux seulement appartiennent à des chrétiens. Il faut bien l'avouer, les juifs sont plus actifs que nous. Et aussi, ils ne pensent qu'à gagner de l'argent. — Mais, lui répondis-je, les chrétiens, chez nous, ne cherchent pas à en perdre, et j'imagine qu'il en est de même en Croatie. »

Nous entrons dans la cour du palais de l'évêque. Je ne puis me défendre d'une vive émotion en revoyant ce noble vieillard, — le grand apôtre des Jougo-Slaves. — Il me serre affectueusement dans ses bras et me dit : « Ami et frère, soyez le bienvenu. Vous êtes ici parmi des amis et des frères. » — Il me conduit dans ma chambre et m'engage à me reposer, jusqu'au souper, des fatigues de ma nuit passée en chemin de fer. La chambre que j'occupe est très grande, et les meubles, tables, sofas, commodes en noyer style de Vienne, sont très grands aussi. Par la fenêtre ouverte, je vois un parc tout rempli d'arbres magnifiques : chênes, hêtres, épicéas. Un grand acacia tout couvert de ses grappes blanches remplit l'atmosphère d'un parfum pénétrant. Devant une vaste serre sont rangées toute espèce de plantes exotiques, auxquelles les jardiniers donnent l'arrosage du soir. Rien ne me rappelle que je suis au fond de la Slavonie. Je profite de ces deux heures de repos, les premières depuis mon départ, pour résumer tout ce que j'ai appris concernant mon illustre hôte.

La première fois que je suis venu en Croatie, son nom m'était inconnu. Je trouvais son portrait partout, aux vitrines des libraires d'Agram et de Carlstadt, dans toutes les auberges, dans la demeure des paysans, et jusque dans les petits villages des Confins militaires. Quand on me raconta tout ce qu'il faisait pour favoriser le développement de l'instruction, de la littérature et des arts, parmi les Jougo-Slaves, j'en fus émerveillé. Inconnu, sans lettre d'introduction, je n'osai aller le voir ; mais, depuis lors, l'un de mes vœux les plus ardents était de le rencontrer. J'eus cette bonne fortune,

non en Croatie, mais à Rome. En décembre 1878, il était venu entretenir le pape du règlement des affaires ecclésiastiques de la Bosnie. M. Minghetti m'invita à déjeuner avec lui. Quand je lui fus présenté, Strossmayer me dit : « J'ai lu ce que vous avez écrit sur mon pays, dans la *Revue des Deux Mondes*. Vous êtes un ami des Slaves; vous êtes donc le mien. Venez me voir à Djakovo; nous causerons. » L'impression que me fit cet homme extraordinaire fut profonde. Je reproduis quelques détails de cette entrevue, parce que le programme de Strossmayer est celui des patriotes éclairés de son pays. Il m'apparut comme un saint du moyen âge, peint par fra Angelico, dans les cellules de Saint-Marc à Florence. Sa figure est fine, maigre, ascétique; des cheveux cendrés et relevés entourent sa tête d'une auréole. Ses yeux gris sont clairs, lumineux, inspirés. Une flamme en jaillit, vive et douce, reflet d'une grande intelligence et d'un grand cœur. Sa parole est abondante, colorée, pleine d'images; mais, quoiqu'il parle également bien, outre les langues slaves, le français, l'allemand, l'italien et le latin, aucun de ces idiomes ne lui fournit des mots assez expressifs pour rendre complètement sa pensée, et ainsi il les emploie tour à tour. Il emprunte à chacun d'eux le mot, l'épithète dont il a besoin, ou bien il accumule les synonymes que tous lui fournissent. C'est quand il arrive enfin au latin, que la phrase se déroule avec une ampleur et une puissance sans pareille. Il dit nettement ce qu'il pense, sans réticences, sans réserves diplomatiques, avec l'abandon d'un enfant et la profondeur de vues du génie. Absolument dévoué à sa patrie, ne désirant rien pour lui-même, il ne craint personne ici-bas. Comme il ne poursuit que ce qu'il croit bien, juste et vrai, il n'a rien à cacher.

Pendant ce séjour à Rome, il était tout occupé de l'avenir de la Bosnie. — « Vous avez eu raison, me dit-il, de soutenir, contrairement à l'avis de vos amis les libéraux anglais, que l'annexion des provinces bosniaques est une nécessité; mais le point de savoir si c'est un avantage pour l'Autriche dépendra de la politique qu'on y suivra. Si Vienne ou plutôt Pest entend gouverner les nouvelles provinces par des Hongrois ou des Allemands et à leur profit, les Autrichiens finiront par être plus détestés que les Turcs. Ce sont des populations exclusivement slaves; il faut entretenir et élever leur esprit national. Les journaux magyares et allemands disent que je suis l'ami de la Russie, l'ennemi de l'Autriche, c'est une calomnie. Pour notre chère vieille Autriche, je donnerais ma vie à l'instant. C'est dans son sein que nous devons, nous Slaves occidentaux, vivre, grandir, arriver à l'accomplissement de nos destinées. On a voulu autrefois nous germaniser. Aujourd'hui on rêve de nous magyariser; cela n'est pas moins impossible! A une race

nombreuse, assise sur un grand territoire contigu, où il y a place pour trente, pour quarante millions d'hommes, à un peuple qui a une histoire, des souvenirs dont il est fier, on ne peut enlever sa langue, sa nationalité. Ceux qui le tenteraient ou qui voudraient entraver notre légitime développement, ceux-là seuls travaillent au profit de la Russie. Les Hongrois sont une race héroïque. Ils ont l'esprit politique. Pour reconquérir leur autonomie, ils ont déployé une constance admirable; maintenant ils gouvernent en réalité l'empire; mais leur hostilité contre les Slaves et leur chauvinisme magyar les aveuglent parfois complètement. Ils doivent s'appuyer franchement sur nous, sinon ils seront noyés dans l'océan panslave.»

Je lui rappelai que, lors de mon premier séjour à Agram, j'avais trouvé les patriotes croates, revenant de la fameuse exposition ethnographique de Moscou, tout enflammés, et ne cachant nullement leurs sympathies pour la Russie. — « C'est vrai, reprit l'évêque, à cette époque le compromis Deak, qui nous abandonnait complètement à la merci des Hongrois, avait surexcité au plus haut degré les appréhensions des Croates. Mais depuis lors cet engouement en faveur de la Russie a disparu. Seulement il se reproduira, chaque fois que l'Autriche-Hongrie, soit aux bords de la Save et de la Bosna, soit au-delà du Danube, voudra s'opposer au légitime développement des races slaves. Si on pousse celles-ci à bout, il est inévitable qu'elles diront unanimement : « Plutôt Russes que Magyars ! » Écoutez, mon ami, il y a en Europe deux grandes questions : la question des nationalités et la question sociale. Il faut relever les populations arriérées et les classes déshéritées. Le christianisme apporte la solution, car il nous ordonne de venir en aide aux humbles et aux pauvres. Nous sommes tous frères. Mais il faut que la fraternité cesse d'être un mot et devienne un fait. »

Après que Strossmayer nous eut quittés, Minghetti me dit : « J'ai eu l'occasion de voir de près tous les hommes éminents de notre temps. Il y en a deux qui m'ont donné l'impression qu'ils étaient d'une autre espèce que nous, ce sont Bismarck et Strossmayer. » Voici quelques détails sur ce grand évêque, qui a tant fait pour l'avenir des Jougo-Slaves. Chose étrange, on m'a affirmé que sa biographie n'est pas encore écrite, sauf peut-être en croate.

Joseph-George Strossmayer est né, le 4 février 1815, à Essek, d'une famille peu aisée, qui était venue de Linz vers 1700. Celle-ci était donc allemande, comme son nom l'indique; mais elle s'était croatisée au point de ne plus parler que le croate. On a fait un grief aux Jougo-Slaves d'avoir eu besoin d'un Allemand pour patronner leur mouvement national. Il en est souvent ainsi. Le plus éclatant représentant du magyarisme, Kossuth, est de sang slave; Rieger, le principal promoteur du mouvement tchèque, est d'origine alle-

mande; Conscience, le plus éminent initiateur du mouvement flamand, est né d'un père français. Strossmayer fit ses études humanitaires au gymnase d'Essek, de la façon la plus brillante, et ses études théologiques, d'abord au séminaire de Djakovo, puis à l'université de Pest, où il passa ses examens avec un éclat tout à fait exceptionnel. Dans l'épreuve sur la dogmatique, il déploya tant de savoir et une telle force de dialectique, que le président du jury d'interrogation dit à ses collègues : *Aut primus hereticus sæculi, aut prima columna catholica ecclesiæ*. Il n'a pas dépendu de Pie IX et du concile du Vatican que ce ne fût la première partie de la prophétie qui se réalisât. En 1837, il est nommé vicaire à Peterwardein. Trois ans après, il est placé à l'école supérieure de théologie, l'Augustineum de Vienne, où il obtient la dignité de docteur, aux applaudissemens des examinateurs « qui ne trouvent point de mots pour exprimer leur admiration. » Après avoir rempli pendant peu de temps les fonctions de professeur au lycée épiscopal de son pays natal, il est appelé, en 1847, à diriger l'Augustineum, et il est nommé en même temps prédicateur de la cour. C'était une très haute position pour son âge : il avait à peine trente ans. Depuis plusieurs années, il suivait avec la plus ardente sympathie le réveil de la nationalité croate. C'est pendant son séjour à Vienne qu'il commença à écrire pour défendre cette cause à laquelle il avait dès lors voué sa vie. En 1849, l'évêque de Djakovo, Kukovitch, se retira; l'empereur appela Strossmayer pour le remplacer. La cour impériale était alors encore tout entière à sa reconnaissance envers les Croates, qui avaient versé pour elle des flots de sang sur les champs de bataille de l'Italie et de la Hongrie. Les deux défenseurs les plus influens des droits de la Croatie, le baron Metellus Ozegovitch et le ban Jellachitch avaient vivement appuyé Strossmayer, dont ils connaissaient le dévouement à leur commune patrie. Détail assez curieux, sept ans auparavant, le jeune prêtre avait annoncé à son évêque, dans un écrit qui est encore conservé à Djakovo, qu'il lui succéderait.

Les dix premières années de son épiscopat s'écoulèrent sous le ministère Bach. Un grand effort se fit alors pour unifier l'empire et pour en germaniser les différentes races. Strossmayer comprit admirablement, et c'est là ce qui fait sa gloire, que, pour rendre vaine toute tentative pareille, il faut éveiller et fortifier le sentiment national par la culture intellectuelle, par le développement de la littérature et par un retour aux sources historiques de la nation. La devise qu'il avait choisie et qui est, non en latin, suivant l'usage, mais en croate, résume l'œuvre de sa vie : « *Še za vjenu i domovinu* : Tout pour la foi et pour la patrie. » Sa vie entière a été consacrée à la traduire en actes utiles à son pays.

Tout d'abord, il consacre des sommes importantes à fonder des bourses, afin de permettre aux jeunes gens pauvres de faire des études humanitaires; il dote ainsi presque tous les gymnases croates, et entre autres ceux d'Essek, de Varasdin, de Fiume, de Vinkovce, de Seny, de Gospitch, et plus tard l'université d'Agram; à Djakovo même, ses largesses en faveur de l'instruction sont incessantes et considérables. Il y crée un gymnase, une école supérieure de filles, une école normale de filles, un séminaire pour les Bosniaques, et tout cela est entretenu à ses frais. Plus tard il y organise une école normale d'instituteurs, et cela seul lui coûte 200,000 francs de premier établissement. Il ne ménage rien pour contribuer au développement des différentes littératures jougo-slaves. Il patronne et de toute façon les créateurs de la langue serbe officielle Vuk Karadzitch et Danichitch, puis les deux frères Miladinovci, qui, accueillis dans sa demeure, y travaillent à leur édition des chansons populaires bulgares, un des premiers livres parus en cette langue, et qui préparait le réveil de cette jeune nationalité. Dans son séminaire épiscopal, il fonde et dote une chaire pour l'étude des anciennes langues slaves. En même temps, il commence à former cette vaste bibliothèque qu'il compte laisser aux différentes écoles de Djakovo et le musée de tableaux qu'il destine à Agram. Enthousiaste de l'art, il va en Italie pour en admirer les merveilles et en rapporter quelques spécimens, chaque fois que sa santé exige quelque repos. Toutes les institutions, toutes les publications, tous les hommes de lettres qui se sont occupés de la Croatie ont reçu de lui un généreux appui.

Quoique toujours prêt à défendre les droits de son pays, ce grand patriote n'est entré dans l'arène politique que pour obéir à un devoir qu'on lui imposait. Après la chute du ministère Bach, quand s'ouvrit à Vienne l'ère constitutionnelle, Strossmayer fut appelé par l'empereur dans le « Reichstag renforcé, » avec le baron Wrancianji. Ils y réclamèrent, en toutes circonstances, avec la plus grande énergie, l'autonomie complète de la Croatie. J'ai toujours pensé qu'on aurait pu alors établir en Autriche un régime rationnel et durable, reposant sur l'indépendance historique des différents états, mais avec un parlement central pour les affaires communes, comme en Suisse et aux États-Unis. On laissa passer le moment opportun, et après Sadowa, il fallut subir l'*Ausgleich* et le dualisme imposé par la Hongrie. L'empire fut coupé en deux et la Croatie livrée à Pest. Lorsque s'engagèrent les négociations pour régler les rapports entre la Hongrie et la Croatie, on crut nécessaire d'écarter Strossmayer, qui ne voulait à aucun prix sacrifier l'autonomie de son pays, fondée sur les traditions de l'histoire.

Il passa le temps de son exil à Paris, où il se livra à une étude spéciale des grands écrivains français. Depuis son retour à Djakovo, pendant les quinze dernières années, il s'est abstenu scrupuleusement de toute action politique; il ne veut même pas siéger à la diète de la Croatie, pour qu'on ne puisse pas l'accuser d'apporter l'appui de ses sympathies à l'agitation et à l'opposition qui fermentent dans le pays. On sait à Vienne et à Pest qu'il déplore le mode actuel d'union entre la Croatie et la Hongrie. On dit que sa manière de voir est celle du « parti des indépendans » (*neodvisne stranke*), dont les principaux chefs sont des hommes très estimés dans leur pays et même dans toute l'Autriche, le président de l'Académie, Racki et le comte Vojnoritch; mais l'évêque de Djakovo reste à l'écart. Il croit assurer l'avenir de sa nation surtout en y suscitant la vie intellectuelle et scientifique. Ce qui est l'œuvre de l'esprit est inattaquable et survit. Dans ce domaine, la force est impuissante. « En marchant dans cette voie, a-t-il dit quelque part, rien, non, rien au monde ne pourra nous empêcher d'accomplir la mission à laquelle la Providence semble nous appeler parmi nos frères de sang de la péninsule balkanique. »

Dès 1860, Strossmayer avait démontré la nécessité de fonder à Agram une académie des sciences et des arts, et il avait ouvert la souscription publique par un don de 200,000 francs, qu'il augmenta encore notablement. Depuis lors, le pays tout entier répondit à son appel: plus de 800,000 francs furent réunis, et le 28 juillet 1867, fut inauguré le nouvel établissement dont la Croatie était justement fière. Le grand évêque y prononça un discours resté célèbre, où il vanta, en termes d'une magnifique éloquence, le génie de Bossuet et de Pascal. L'Académie a publié soixante-sept volumes de ses annales, intitulées *Rad*, « Travail », et spécialement consacrées à l'histoire de la Croatie, et elle a commencé la publication d'un grand Dictionnaire de la langue croate, sur le modèle de ceux de Grimm et de Littré.

Au mois d'avril 1867, au sein de la diète d'Agram, Strossmayer avait démontré la nécessité pour la Croatie d'avoir une université, et, à cet effet, il mit 150,000 francs à la disposition de son pays. Au mois de septembre 1866, le jour où l'on célébrait le trois-centième anniversaire du Léonidas croate, le ban Nikolas Zrinyiski, il prononça un discours qui, répandu partout, souleva un enthousiasme indescriptible en faveur d'une œuvre essentiellement scientifique. La souscription monta bientôt à un demi-million, et l'université fut inaugurée le 19 octobre 1874. Les fêtes furent, pour le noble initiateur de tant d'œuvres utiles, plus qu'un triomphe; ce fut une apothéose, et jamais il n'y en eut de plus méritée. Le ban ou gouverneur général, qui présida à la cérémonie, était Ivan Maru-
va-

nitch, le meilleur poète épique de la Croatie. Les délégués des autres universités, et surtout ceux des sociétés littéraires ou politiques des Slaves autrichiens et même transdanubiens, étaient accourus en grand nombre à Agram. La ville était pavoisée, une foule énorme remplissait les rues. Un cri unanime se fit entendre : « Saluons le grand évêque ! Vive le père de la patrie ! » Dans nos pays, où les centres d'instruction abondent, nous avons peine à comprendre combien est importante la création d'une université ; mais pour toutes les populations jougo-slaves, si longtemps comprimées, c'était une solennelle affirmation de l'idée nationale et pour l'avenir une garantie de leur développement spirituel. C'est ainsi qu'au *xvi^e* siècle, la réforme s'est empressée de fonder des universités en Allemagne, en Hollande, en Écosse. Tandis qu'elle luttait encore pour son existence à Gand, les protestans flamands, le cou, pour ainsi dire, sous la hache de l'Espagne, profitèrent des quelques mois de liberté pour créer des cours universitaires, ainsi que vient de le montrer un de nos professeurs d'histoire, M. Paul Fredericq. L'enseignement supérieur est le foyer d'où rayonne l'activité intellectuelle des peuples.

En religion, Strossmayer est un chrétien selon l'évangile, adversaire de l'intolérance, ami de la liberté, des lumières, du progrès sous toutes ses formes, entièrement dévoué à son peuple et surtout aux malheureux. On n'a pas oublié avec quelle énergie et quelle éloquence il a combattu le nouveau dogme, l'infaillibilité du pape. Dans les dernières années, il s'est efforcé d'amener une réconciliation entre le rite oriental et le rite occidental. Il a consacré à développer ses vues à ce sujet ses deux derniers mandemens de carême (1881 et 1882). C'est certainement sous son inspiration que le Vatican a récemment exalté les deux grands apôtres des Slaves, les saints Cyrille et Méthode, que l'église orientale vénère tout particulièrement. On admire réunies en lui les vertus d'un saint et les goûts d'un artiste. Tout sentiment personnel est extirpé : ni égoïsme ni ambition. Sa vie est un dévouement de chaque jour ; pas une de ses pensées qui ne soit tournée vers le bien de ses semblables et l'avenir de son pays. Qui a jamais fait plus que lui pour le réveil d'une nationalité, et avec autant de perspicacité et d'efficacité ? Parmi les nobles figures qui, en ce siècle, font honneur à l'humanité, je n'en connais pas qui lui soient supérieures. La Croatie peut être fière de lui avoir donné le jour.

M^{re} Strossmayer vient me prendre pour le souper. Nous traversons une immense galerie remplie d'un bout à l'autre de caisses à tableaux. J'en demande l'explication à l'évêque. « Vous savez, dit-il, que nous avons fondé un musée à Agram. Depuis que j'ai eu un peu d'argent disponible, j'ai acheté, chaque fois que j'allais en

Italie, quelques tableaux que je destinai à ce musée, qui est un des rêves de ma vie. Ce rêve va prendre corps. Mais voyez la misère et la contradiction des choses humaines, ceci devient pour moi la cause d'un vrai chagrin, puéril peut-être, mais réel, je dois l'avouer. Donner mes revenus ne me coûte rien. La fortune de l'évêché est le patrimoine des pauvres, je l'administre et je l'emploie le mieux que je peux ; je ne me prive de rien, car de besoins personnels je n'en ai guère ; mais mes tableaux, mes chers tableaux, il m'est dur de m'en séparer. Je les connais tous, je me rappelle où je les ai achetés, je les aime ; mes regards s'y reposent volontiers, car j'ai beaucoup, et trop sans doute, les goûts de l'artiste, et maintenant ils partent, ils doivent partir. A Agram, nos jeunes élèves de l'Académie les attendent pour les copier et pour s'en inspirer. Ils en ont besoin. Sans l'efflorescence des beaux-arts, une nationalité est incomplète. Nous avons une université, nous aurons la science ; il nous faut aussi l'architecture, la peinture et la sculpture. Je suis vieux ; je n'ai plus longtemps à vivre ; je croyais les garder jusqu'à ma mort, mais c'est une pensée égoïste dont je me repens. L'an prochain, si vous allez à Agram, vous les y verrez. Voici précisément venir M. Krsujavi, professeur d'esthétique et d'histoire de l'art à l'Université d'Agram. Il est aussi directeur de notre musée et d'une école d'art industriel que nous venons de fonder. Il est venu chez moi pour emballer avec soin toutes ces toiles qui désormais sont confiées à sa garde. »

Nous regardons les tableaux qui sont encore à leur place. Il y en a cent soixante-dix, dont plusieurs excellents, de Titien, des Carrache, de Guido Reni, de Sasso Ferrato, de Paul Véronèse, de fra Angelico, de Ghirlandajo, de fra Bartolommeo, d'Andrea Schiavone, « le Slave, » qui était Croate et s'appelait Murilitch, de Dürer, de Claude Lorrain. On estime qu'ils valent un demi-million. Quelques toiles modernes, peintes par des artistes croates, représentant des sujets de l'histoire nationale. Les meilleurs se trouvent dans la chambre à coucher et dans le bureau de travail de l'évêque.

Après avoir traversé une enfilade de beaux et grands salons de réception, solennels comme ceux des ministères de Vienne, parquet très brillant, tentures de soie et, tout autour, une rangée de chaises et de fauteuils dans le style de l'empire français, nous prenons place à la table du souper, dans la salle à manger. C'est une grande chambre avec des murs blanchis à la chaux, auxquels sont pendues quelques bonnes gravures représentant des sujets de piété. Les convives de l'évêque sont, outre le professeur Krsujavi, sept ou huit jeunes prêtres attachés à l'évêché ou au séminaire. Nous sommes servis par les pandours à grandes moustaches, en uniforme de hussard. Après que l'évêque a dit le *Benedicite*, l'un des prêtres lit en latin,

avant chaque repas, un chapitre de l'évangile et un autre de l'*Imitation*. La conversation s'engage. Elle est toujours intéressante, grâce à la verve, à l'esprit, à l'érudition de M^{re} Strossmayer. Je parle des industries locales des paysans. Je rappelle que j'ai vu précédemment à Sissek, un dimanche, au sortir de la messe, les paysannes vêtues de chemises brodées en laine de couleurs vives qui étaient des merveilles : « Nous faisons tous nos efforts, répond l'évêque, pour maintenir ce goût traditionnel. A cet effet, nous avons établi à Agram un petit musée, où nous collectionnons des types de tous les objets d'ameublement et de vêtement confectionnés dans nos campagnes. Nous tâchons ensuite de répandre les meilleurs modèles. Ce sera une des branches de l'enseignement dans notre académie des beaux-arts. M. Krsujavi s'en occupe spécialement et il prépare des publications à ce sujet. » Ce qui est extraordinaire, dit M. Krsujavi, c'est que ces broderies, où se révèle toujours une entente parfaite de l'harmonie et du contraste des couleurs, et qui sont parfois de vrais chefs-d'œuvre d'ornementation, sont faites d'instinct, sans dessin, sans modèle. C'est une sorte de talent inné chez nos paysannes : il se forme peut-être par la vue de ce qu'elles ont sous les yeux, mais elles ne copient pas cependant. Il en est de même pour la confection des tapis. Cela vient-il des Turcs, qui eux-mêmes n'ont fait que reproduire, en tons plus voyans, les dessins de l'art persan ? J'en doute ; car les décorations slaves sont plus sobres de couleur et les dispositions sont plus géométriques, plus sévères, moins « fleuries. » Cela rappelle le goût de la Grèce antique et on les retrouve chez tous nos Slaves du midi et jusqu'en Russie. « N'oublions pas, reprit l'évêque, que cette contrée où nous sommes et où ne survit plus en fait d'arts que celui qui nous fournit le pain et le vin, je veux dire l'agriculture, la Slavonie, a été, à deux reprises différentes, le siège d'une haute et brillante culture littéraire et artistique. Dans l'antiquité, Sirmium était une grande ville où florissait dans toute sa gloire la civilisation romaine. Nos fouilles mettent au jour, à chaque instant, des restes de cette époque. Puis, au moyen âge, seconde période de splendeur : une véritable renaissance, comme vous allez vous en convaincre à l'instant. Plus tard sont venus les Turcs. Ils ont tout brûlé, tout anéanti, et, sans le christianisme, ils nous auraient ramenés aux temps de la barbarie primitive. »

L'évêque fait apporter des vases sacrés en or et en argent. Ils proviennent de la Bosnie, qu'il visitait au temps où il en était encore le vicaire apostolique. Il y a des crosses, des croix, des calices qui datent du x^e jusqu'au xiv^e siècle et qui sont admirables. Voici un calice en émail cloisonné, style byzantin ; un autre avec des ciselures et des gravures pur roman ; un troisième fait penser aux déco-

rations normandes de l'Italie méridionale ; un quatrième est en filigrane sur fond d'or plat, comme certains bijoux étrusques. La Bosnie, avant l'invasion turque, n'était pas le pays sauvage qu'elle est devenue depuis. En communication constante et facile, par la côte de la Dalmatie, avec la Grèce et Constantinople d'une part, avec l'Italie d'autre part, ses artistes se maintenaient au niveau des productions de l'art dans ces deux centres de la culture. — « Aujourd'hui encore, reprend l'évêque, il y a à Serajewo des orfèvres qui n'ont jamais appris à dessiner, mais qui font des chefs-d'œuvre. Ainsi, voyez cette croix épiscopale en argent et ivoire : Agram a fourni le dessin, mais quelle perfection dans l'exécution ! Ne croyez pas que je sois collectionneur. Sans doute, j'en ai l'instinct comme un autre ; mais avec mes faibles moyens, je poursuis un grand but : rattacher le présent au passé, à ce glorieux passé de notre race, dont je vous parlais tantôt : réveiller, entretenir, développer la part d'originalité que Dieu a départie aux Jougo-Slaves, briser la croûte épaisse d'ignorance sous laquelle notre génie national s'est trouvé étouffé pendant tant de siècles d'oppression, et faire en sorte que la domination turque ne soit plus qu'un intermède, une sorte de cauchemar que l'aurore de notre résurrection aura définitivement dissipé. »

Le lendemain matin, un gai soleil de juin me réveille de bonne heure. J'ouvre ma fenêtre. Les oiseaux chantent dans les arbres du parc et l'odeur enivrante des acacias me transporte parmi les orangers de Sorrente. Les parfums réveillent des souvenirs précis, non moins que les sons. A huit heures, le domestique m'apporte le déjeuner à la viennoise. Excellent café, crème et petits pains de farine de Pest, la meilleure du monde. Je parcours seul le palais épiscopal. C'est un très grand bâtiment à un étage, qui date, dans sa forme actuelle, du milieu du dernier siècle. Il forme les deux côtés d'une grande cour centrale carrée, dont le côté du fond est fermé par des dépendances et un vieux mur, et le quatrième par l'église. Le premier étage seul est occupé par les appartemens de maître ; le rez-de-chaussée l'est par les cuisines, buanderies, magasins, état domestique, etc., suivant la coutume des pays méridionaux. Le plan est très simple : c'est celui des cloîtres. Donnant sur la cour, se prolonge une galerie, où s'ouvrent toutes les chambres, qui se succèdent en enfilade, comme les cellules d'un couvent.

L'évêque vient me prendre pour visiter sa cathédrale, qui est une des choses où il a pris le plus de plaisir, parce qu'il y donnait satisfaction aux rêves et aux sentimens du chrétien, du patriote et de l'artiste. Il s'en est occupé pendant seize années. Cette église lui a coûté plus de 3 millions de francs. Elle est assez grande pour une population cinq à six fois plus considérable que celle du Djakovo actuel, mais son fondateur espère qu'elle durera assez pour ne pas

pouvoir contenir les fidèles du Djakovo de l'avenir. Elle est bâtie en superbes briques de premier choix, d'un grain très fin et d'un rouge vif, comme celles de l'époque romaine. Les encadrements des fenêtres et les moulures sont en pierre calcaire apportée d'Illyrie. Les marbres de l'intérieur viennent de la Dalmatie. On devine ce qu'a dû coûter le transport, qui, depuis le Danube ou la Save, a dû se faire par chariots. Le style de l'édifice est italo-lombard très pur. Tout l'intérieur est polychrome et peint à fresque par les Seitz père et fils. Les sujets sont empruntés à l'histoire sainte et à celle de l'évangélisation des pays slaves. Christianisme et nationalité, c'est la préoccupation constante de Strossmayer. Le maître-autel est surtout très bien conçu. Il est en forme de sarcophage. Au-dessus, s'élève, comme dans les basiliques de Rome, une sorte de baldaquin, soutenu par quatre colonnes monolithes d'un beau marbre de l'Adriatique, avec des bases et des chapiteaux en bronze. Tout est d'un goût sévère : ni oripeaux, ni statues habillées comme des poupées, ni vierges miraculeuses. On est au ^{xii}^e siècle, bien avant que les jésuites aient matérialisé et paganisé le culte catholique.

L'évêque me conduit dans la crypte. Des niches ont été réservées dans l'épaisseur du mur ; il y a transporté les restes de trois de ses prédécesseurs. Sur la pierre, rien qu'une croix et un nom ; une quatrième dalle n'a pas d'inscription : « C'est là ma place, me dit-il ; ici seulement je trouverai du repos. J'ai encore beaucoup à faire ; mais il y a trente-trois ans que je suis évêque, et l'homme, comme l'humanité, ne peut jamais espérer d'achever son œuvre. » Les paroles de Strossmayer me rappellent la sublime devise d'un autre grand patriote, l'ami du Taciturne, l'un des fondateurs de la république des Provinces-Unies, Marnix de Sainte-Aldegonde : *Repos ailleurs*. En sortant, je remarque un vieux mur crénelé envahi par le lierre. C'est tout ce qui reste de l'ancien château-fort, brûlé et rasé par les Turcs. Quand on trouve ainsi à chaque pas les traces des dévastations commises par les bandes musulmanes, on comprend la haine qui subsiste au cœur des populations slaves.

Au dîner, qui a lieu au milieu du jour, on parle du mouvement national en Dalmatie. « J'ai reçu la nouvelle, dit l'évêque, qu'aux élections récentes des villes dalmates, les candidats slaves l'ont emporté sur les Italiens. Il devait en être ainsi ; le mouvement des nationalités est partout irrésistible, parce qu'il est favorisé par la diffusion de l'instruction. Naguère les Italiens dominaient à Zara, à Spalato, à Sebenico, à Raguse. Ils représentaient la bourgeoisie, mais le fond de la population est complètement slave. Tant qu'elle a été ignorante et comprimée, elle n'avait rien à dire ; mais dès qu'elle a eu quelque culture intellectuelle, elle a revendiqué le pouvoir politique, qui de droit lui revenait. Elle l'obtient aujourd'hui. Et

dire que souvent, par crainte du progrès du slavisme, on favorisait les Italiens, dont une partie au moins est acquise à l'irrédentisme ! Le ministère actuel revient de cette erreur et pour toujours, il faut l'espérer. Remarquez bien que d'ici jusqu'aux bouches de Cattaro, et de la côte dalmate jusqu'au Timok et à Pirot, c'est-à-dire jusqu'aux confins de la Bulgarie, la même langue est parlée par les Serbes, les Croates, les Dalmates, les Bosniaques, les Monténégrins, et même par les Slaves de Trieste et de la Carniole. Les Italiens de la côte dalmate sont pour la plupart les descendants de familles slaves italianisées sous la domination de Venise, mais en tout cas la gloire de la cité des doges et de sa noble civilisation rejaillit sur eux. Nous les respectons, nous les aimons ; on ne proscriera pas la langue italienne ; mais il faut bien que la langue nationale, la langue de la majorité de la population l'emporte. »

Les convives citent à l'envi des faits pour démontrer les éminentes qualités de la race illyrienne : l'un vante la bravoure de ses soldats, l'autre l'énergie de ses femmes. Mais, dit-on, chez les Monténégrins toutes ces vertus sont portées à l'extrême, parce que, seuls, ils ont su conserver toujours leur liberté et se préserver du contact corrupteur d'un maître. L'un des jeunes prêtres, qui a résidé et voyagé le long de la côte dalmate, affirme qu'au Montenegro on n'admet pas qu'une femme puisse faillir ; aussi toute faute est punie d'une façon terrible. La femme mariée qui s'en rend coupable était autrefois lapidée, ou bien le mari lui coupait le nez. La jeune fille qui se laisse séduire est impitoyablement chassée ; aussi d'ordinaire elle se suicide, et ses frères ne manquent pas de tuer le séducteur, ce qui donne lieu à des vendettas et à des guerres de famille qui durent des années. M. von Stein-Nordheim, de Weimar, raconte que, pendant la dernière guerre, un Turc nommé Mehmed-pacha s'était emparé, dans une razzia, d'une jeune Monténégrine, la belle Joke. Elle le supplie de ne pas donner aux soldats le spectacle de sa honte. On était dans la montagne. Ils s'écartent ; la jeune fille voit que le sentier longe un précipice, elle se laisse tomber à terre, vaincue par l'émotion. Mehmed la saisit dans ses bras. Elle lui rend son étreinte, elle s'attache à lui, puis tout à coup se renverse et entraîne son vainqueur au-delà d'un rocher à pic, et tous deux tombent dans l'abîme, où on retrouva leurs cadavres mutilés. L'action héroïque de Joke fait l'objet d'un chant populaire tout récent. Autre fait du temps de la guerre de 1879. Tous les hommes d'un village de la frontière étaient partis pour rejoindre le gros de l'armée. Les Turcs arrivent et pénètrent dans le village. Les femmes se réfugient dans une vieille tour et s'y défendent comme des amazones ; mais elles n'ont que quelques vieux fusils. La tour va être prise d'assaut. « Il faut nous faire sauter, » dit Yela Marunow. On met en tas tous les barils de

poudre ; les femmes et les enfans se réunissent en groupe pour les cacher ; on ouvre la porte, plus de cinq cents Turcs entrent et se précipitent. Yela met le feu, et tous meurent foudroyés et ensevelis sous les ruines. Au Montenegro, quand une fille est née, la mère lui dit : « Je ne te souhaite pas la beauté, mais la bravoure ; l'héroïsme seul fait aimer des hommes. » Voici une strophe d'un *lied* que chantent les jeunes filles : « Grandis, mon bien-aimé ; et quand tu seras devenu grand et fort, et que tu viendras demander ma main à mon père, apporte-moi alors, comme don du matin, des têtes de Turcs fichées sur ton yatagan. »

Un convive prétend que les Croates ne sont pas moins braves que les Monténégrins. Ils l'ont bien prouvé, dit-il, sous Marie-Thérèse, dans les guerres contre Napoléon, et sur les champs de bataille italiens en 1848, 1859 et 1866. Ce sont eux qui sous le ban Jellachitch ont sauvé l'Autriche, après la révolution de mars ; sans leur résistance, les Hongrois prenaient Vienne avant même que les Russes eussent songé à intervenir. L'Anglais Paton, qui a écrit l'un des meilleurs ouvrages qui aient été faits sur ces contrées, raconte que, se trouvant à Carlstadt en Croatie, le gouverneur, le baron Baumgarten, lui raconta la mort héroïque du baron de Trenck. Pour récompenser François de Trenck qui, avec ses Croates, avait vaillamment combattu au siège de Vienne, l'empereur lui avait donné d'immenses domaines en Croatie. Son descendant, le baron Frédéric de Trenck, se ruine en procès, se fait mettre en prison par le roi Frédéric II, s'échappe, écrit ses fameux *Mémoires* qui, comme dit Grimm, font une sensation prodigieuse, et vient enfin se fixer à Paris, pour s'abreuver de première main à la source de la philosophie. Pendant la terreur, il est arrêté et accusé d'être l'espion des tyrans parce qu'il suit les réunions des clubs. Il se défend en montrant la trace des fers du roi de Prusse et les lettres de Franklin. Mais il parle avec respect de la grande impératrice Marie-Thérèse. Fouquier-Tinville l'interrompt : « Prenez garde, dit-il, ne faites pas l'éloge d'une tête couronnée dans le sanctuaire de la justice. » Trenck relève fièrement la tête : « Je répète : Après la mort de mon illustre souveraine Marie-Thérèse, je suis venu à Paris pour m'occuper d'œuvres utiles à l'humanité. » C'en était trop. Il est condamné et exécuté le soir même. La bravoure un peu sauvage des Pandours était proverbiale au XVIII^e siècle. Au commencement de la terreur, l'impératrice Catherine écrit : « Six mille Croates suffiraient pour en finir de la révolution. Que les princes rentrent dans le pays, ils y feront ce qu'ils voudront. » Je cite ces faits pour montrer comment le souvenir des exploits guerriers de leur race entretient parmi les Croates un patriotisme ardent, exigeant et ombrageux.

L'après-midi, nous visitons la ferme qui dépend directement de la résidence épiscopale, *die Oekonomie*, comme on l'appelle en allemand. Le mot est juste. Comme le montrent les *Économiques* de Xénophon, les Grecs entendaient principalement par ce mot l'administration d'un fonds rural. L'intendant, qui est aussi un prêtre, me donne quelques détails : « Les terres de l'évêché, dit-il, mesurent encore 27,000 jochs de 57 ares 55 centiares, dont 19,000 en bois, 200 en vignes et le reste en culture. Les contributions sont énormes : elles montent à 32,000 florins (1). Autrefois, ce domaine était beaucoup plus étendu ; mais, après 1848, lors de l'émancipation des paysans à qui on a attribué, en propriété, une partie du sol qu'ils cultivaient comme tenanciers à corvée, l'évêque a donné l'ordre de faire le partage de la façon la plus avantageuse pour les cultivateurs. En réalité, les conditions de culture sont peu favorables ici. La main-d'œuvre est chère, nous payons un journalier 1 florin 1/2, et le prix de nos produits est peu élevé, car il est grevé de frais de transport énormes jusqu'aux marchés consommateurs. Chez vous c'est l'opposé. La terre, chère chez vous, est à bas prix ici. Nous vendons nos chevaux de la race de Lipitça environ 1,000 florins ; un bel étalon vaut 1,400 à 1,500 florins, une bonne vache 100 florins, un porc de trois mois 9 florins. La terre se loue 6 à 7 florins le joch. Mais le domaine épiscopal est presque complètement exploité en régie. Les paysans, ayant tous des terres et peu de capitaux, ne sont guère disposés à louer. Il faudrait concéder nos fermes aux juifs, qui ne nous donneraient pas ce que nous obtenons par le faire-valoir direct. » — L'évêque intervient : « Ne disons pas de mal des juifs, ce sont eux qui achètent tous mes produits et à de bons prix. J'ai voulu vendre aux marchands chrétiens ; je recevais le tiers ou le quart en moins. Comme j'emploie mon revenu à des œuvres utiles, je ne puis faire à celles-ci un tort aussi considérable pour obéir à un préjugé. J'ai construit un moulin à vapeur pour moudre mon grain sans être à la merci des meuniers israélites, mais je dois avouer que ces messieurs s'y entendent mieux que nous. » — On m'a dit depuis que le revenu de l'évêché de Djakovo s'élève, bon an mal an, à 150,000 florins. A nos yeux, c'est beaucoup, mais c'est peu en comparaison des revenus de l'évêque d'Agram qui montent à 250,000 florins ou de ceux de l'évêque de Gran, primat de Hongrie, qui dépassent 500,000 florins.

Les bâtimens de la ferme ont des murs très épais, de façon à pouvoir résister aux incursions des Turcs, qui occupaient naguère encore l'autre bord de la Save à dix lieues d'ici. L'évêque me

(1) Le florin autrichien argent vaut au pair 2 fr. 50 ; mais avec le cours forcé du papier-monnaie, sa valeur varie chaque jour entre 2 fr. 10 et 2 fr. 15.

montre sa vacherie, « sa suiserie, » *Schweizererei*, comme il l'appelle. C'est une innovation. Il a fait venir des vaches de race suisse, qui, bien nourries à l'étable, donnent beaucoup de lait et de beurre. Je me permets de dire que c'est de ce côté que devraient se tourner ici les efforts de l'agronome : « Le prix du froment baisse, celui du beurre et de la viande reste toujours très élevé. La terre ici se couvre spontanément d'une herbe très nourrissante. Vous pourriez facilement, grâce aux chemins de fer, expédier sur nos marchés occidentaux le produit de vos étables. Vous avez des légions de porcs dans vos forêts. Imitiez les Américains ; améliorez la race, engraissez avec du maïs qui vient ici comme nulle part ailleurs, et envoyez-nous des jambons et du lard. On ne les repoussera pas sous prétexte de trichines. »

Nous allons visiter, à deux lieues de Djakovo, le grand parc aux daims. Deux victorias, attelées chacune de quatre chevaux gris, nous y conduisent. Je me trouve avec l'évêque. Il me fait admirer sa belle allée de peupliers d'Italie : « J'aime cet arbre, dit-il, non-seulement parce qu'il me rappelle un pays qui m'est cher, mais parce qu'il est, à mes yeux, un indice de civilisation. Quiconque le plante est mu par un sentiment esthétique. Apprécier le beau dans la nature, puis dans l'art, est un grand élément de culture. » — Nous causons de la question politico-religieuse. Sachant combien ce sujet est délicat et peut-être pénible pour lui, je ne fais que l'effleurer. Je lui demande comment il lui avait été donné au concile de parler le latin de façon à émerveiller la haute et docte assemblée et à mériter l'éloge qu'elle lui accorda d'être le *primus orator christianitatis*. « Je l'ai parlé avec facilité, me répond-il, et rien de plus. Autrefois j'ai enseigné en latin, comme professeur de théologie. Pour éviter les rivalités des langues nationales, le latin était notre langue officielle jusqu'en 1848. En me rendant au concile, j'ai relu mon Cicéron, et ainsi les expressions latines, pour exprimer ma pensée, se présentaient à mon esprit, avec une abondance dont j'ai été moi-même très surpris. Le fait est que le latin est encore la langue où je dis le plus clairement ce que je veux dire. »

Strossmayer a fini, dit-on, par accepter le nouveau dogme de l'infailibilité papale, qu'il avait combattu à Rome avec tant d'éloquence ; mais il parle avec une égale bienveillance de Dupanloup qui s'est soumis, et de Dollinger qui résiste encore. — « Quand un homme, dit-il, obéit à sa conscience et au devoir, en sacrifiant ses intérêts temporels et en manifestant ainsi la supériorité de la nature humaine, nous ne pouvons que nous incliner. Il appartient à Dieu seul de prononcer le jugement final. » — Il exprime aussi la plus vive sympathie pour lord Acton, qui a fait avec lui la campagne

anti-infaillibiliste. « Il était avec nous à Rome, dit-il. J'ai vu de près les angoisses de cette noble âme, au moment où les décisions du concile étaient en balance. Nul peut-être ne connaît plus à fond l'histoire ecclésiastique; c'est un père de l'église. » — J'avais rencontré lord Acton à Menton, en janvier 1879, et j'avais été, en effet, confondu de sa prodigieuse érudition et de son aptitude à tout lire. Ainsi, quoiqu'il ne s'occupât qu'en passant d'économie politique, je trouvai sur sa table, lus et annotés, les principaux ouvrages publiés sur cette matière en français, en anglais, en allemand et en italien. Lord Acton est certes le plus instruit et le plus éminent des catholiques libéraux anglais, mais sa position m'a paru singulièrement difficile et même douloureuse.

Je ne voulus pas demander à l'évêque ce qu'il pensait du pouvoir temporel, mais il m'a semblé qu'il ne le regardait nullement comme indispensable à la mission spirituelle de son église. « Les ennemis de la papauté, dit-il, ont voulu lui porter un coup mortel en lui enlevant ses états. Ils se sont trompés. Plus l'homme est dégagé des intérêts matériels, plus il est libre et puissant. On a dit que le pape espère qu'une guerre étrangère lui rendra son royaume. N'en croyez rien : n'est-il pas le successeur de Celui qui a dit : Mon royaume n'est pas de ce monde. Il ne peut vouloir ni de Rome, ni du monde entier, s'il doit l'acheter au prix du sang. »

Nous arrivons au parc aux daims. C'est une partie de la forêt antique, soustraite à la hache des défricheurs et des marchands de bois; elle est entourée de hautes palissades pour la défendre des loups, qui sont encore très nombreux dans cette contrée. Les grands chênes y réunissent en dôme leurs ramures puissantes, semblables à des arceaux de cathédrale. Dans les clairières vertes passent les daims, qui vont boire à la source cachée sous les grandes feuilles des tussilages. L'homme respecte ce sanctuaire, où la nature apparaît dans sa majesté et dans sa grâce primitives. Tandis que nous y errons à l'aventure, à l'ombre des grands arbres, l'évêque me dit : « L'homme que je désire le plus rencontrer, c'est Gladstone. Nous avons à plusieurs reprises échangé des lettres. Il souhaite le succès de l'œuvre que je poursuis ici, mais je n'ai jamais eu le temps d'aller jusqu'en Angleterre. Ce que j'admire et vénère en Gladstone, c'est que, dans toute sa politique, il est guidé par l'amour de l'humanité et de la justice, par le respect du droit, même chez les faibles. Quand il a bravé l'opinion de l'Angleterre, toujours favorable aux Turcs, pour défendre, avec la plus entraînante éloquence, la cause de nos pauvres frères de Bulgarie, nous l'avons béni du fond du cœur. Cette politique est celle que dicte le christianisme. Gladstone est un vrai chrétien. Oh! si tous les ministres l'étaient,

quel radieux avenir de paix et d'harmonie s'ouvrirait pour notre malheureuse espèce! »

Je confirme ce que dit Strossmayer, en rappelant un discours que j'ai entendu prononcer par M. Gladstone en 1870. C'était au banquet annuel du *Cobden Club*, à Greenwich. Invité étranger, j'étais assis à côté de M. Gladstone, qui présidait. La guerre entre la France et l'Allemagne venait d'être déclarée. Il me dit que cette affreuse nouvelle l'avait privé de sommeil et qu'elle lui avait fait le même effet que si la mort était suspendue sur la tête de sa fille. Quand il se leva pour porter le toast de rigueur, sa voix était solennelle, profondément triste et comme trempée de larmes contenues. Il parla de cet horrible drame qui allait se dérouler devant l'Europe consternée, de cette lutte fratricide entre les deux peuples qui représentaient à un si haut degré la civilisation; des cruelles déceptions qu'éprouvaient les amis de Cobden, qui pensaient, avec lui, que les facilités du commerce, faisant sentir la solidarité des peuples, empêcheraient la guerre. Ses paroles émues, que le sentiment religieux emportait dans les plus hautes régions, rappelaient celles de Bossuet et de Massillon. C'était l'éloquence de la chaire dans sa forme la plus pure, mais appliquée aux affaires et aux intérêts des sociétés humaines. L'émotion des auditeurs était si vive, qu'elle se traduisit non par des applaudissemens, mais par ce silence qui accueille l'adieu aux morts prononcé au bord d'une tombe. Tout en partageant ce sentiment, qui nous mettait à tous une larme à la paupière, je pensais à ce mot terrible du « cœur léger, » prononcé quelques jours auparavant à la tribune française. Sans doute, la langue avait trahi la pensée; mais si le ministre français avait éprouvé, en quelque mesure, l'amère tristesse qui accablait l'homme d'état anglais, jamais cette méprise n'aurait eu lieu.

« Pour moi aussi, reprend l'évêque, la guerre de 1870 a été un objet de cruelles angoisses. Quand j'ai vu qu'elle continuait après Sedan, quand j'ai entrevu la source de conflits futurs que les conditions de la paix préparaient à l'Europe, j'ai oublié la réserve que m'imposait ma position; je ne me suis souvenu que de Jésus, qui nous fait un devoir de tout tenter pour arrêter l'effusion du sang. J'allai trouver l'ambassadeur de Russie, que je connaissais, et je lui dis : Tout dépend du tsar. Il lui suffit d'un mot pour mettre fin à la lutte et pour obtenir une paix qui ne soit pas à l'avenir une cause certaine de guerres nouvelles. Je voudrais pouvoir me jeter aux genoux de votre empereur, qui est un homme de bien et un ami de l'humanité. » L'ambassadeur me répondit : « Nous regrettons, comme tout homme sensible, la continuation de cette guerre, mais c'est trop exiger de la Russie que de lui demander de se brouiller avec l'Alle-

magne pour se priver de l'avantage de trouver, le cas échéant, un allié certain et dévoué dans la France. » Si je me permets de reproduire ce mot, c'est parce que cette manière de voir de la Russie n'est pas un secret. Je l'ai exposée ici même en rendant compte d'un écrit très remarquable du général Fadéef (1), qui est mort récemment à Odessa.

Au souper, on s'entretient de l'origine du mouvement national en Croatie et en Serbie, et spécialement du littérateur patriote Danitchitch. « N'est-il pas honorable, dit l'évêque, que le réveil littéraire a ici, comme partout, précédé le réveil politique? En réalité, tout sort de l'esprit. Au début, nous autres Serbo-Croates, nous n'avions plus même de langue : rien que des patois méprisés, ignorés. Les souvenirs de notre ancienne civilisation et de l'empire de Douchan étaient effacés ; ce qui survivait, c'étaient les chants héroïques et les *lieder* nationaux dans la mémoire du peuple. Il a fallu d'abord reconstituer notre langue, comme Luther l'a fait pour l'Allemagne. C'est là le grand mérite de Danitchitch. Il est mort récemment, le 4 novembre 1882. Les Croates et les Serbes se sont unis pour le pleurer. A Belgrade, où son corps avait été amené d'Agram, on lui a fait des funérailles magnifiques aux frais de l'état. Le roi Milan a assisté à la cérémonie des obsèques. La bière était ensevelie sous les couronnes envoyées par toutes nos associations et par toutes nos villes. Sur l'une d'elles on lisait : *Nada* (Espérance). C'a été une imposante manifestation de la puissance du sentiment national. Djouro Danitchitch était né en 1825, parmi les Serbes autrichiens, à Neusatz, dans le Banat, en Hongrie. Son vrai nom était Popovitch, ce qui signifie fils de pope, car cette terminaison *itch*, qui caractérise presque tous les noms propres serbes et croates, signifie « fils de, » ou « le petit, » comme *son* dans Jackson, Philipson, Johnson en anglais et dans les autres langues germaniques. Le nom littéraire qu'il avait adopté vient de *Danitcha*, Aurore... Il s'appela « fils de l'Aurore » pour marquer qu'il se dévouerait entièrement au réveil de sa nationalité. A l'âge de vingt ans, il rencontra à Vienne Vuk Karadzitch, qui s'occupait de reconstituer notre langue nationale. Il s'associa à ces travaux, et c'est dans cette voie qu'il nous a rendu des services inappréciables. Ce qu'il a accompli est prodigieux ; c'était un travailleur sans pareil ; il s'est tué à la peine, mais son œuvre a été accomplie : la langue serbo-croate est créée. En 1849, il fut nommé à la chaire de philologie slave, à l'académie de Belgrade, et, en 1866, je suis parvenu à le faire nommer à l'académie d'Agram, où il s'occupait à

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 novembre 1871, la *Politique nouvelle de la Russie*.

achever son grand *Dictionnaire de la langue slave*, quand la mort est venue lui apporter le repos qu'il n'avait jamais goûté. Voici un incident de sa vie peu connu. Ayant déplu à un des ministres serbes, il fut relégué dans une place subalterne au télégraphe. Il l'accepta sans se plaindre et continua ses admirables travaux. Je fis dire au prince Michel, qui avait confiance en moi, que Danitchitch ferait honneur aux premières académies du monde et qu'il était digne d'occuper les plus hautes fonctions, mais qu'il fallait surtout lui procurer des loisirs. Peu de temps après, il fut nommé membre correspondant de l'académie de Saint-Petersbourg. Il avait appris le serbe à la comtesse Hunyady, la femme du prince Michel de Serbie.»

J'ajoute ici quelques autres détails relatifs au grand philologue jougo-slave. Ils m'ont été communiqués par M. Vavas seur, attaché au ministère des affaires étrangères à Belgrade. Au moyen âge, les Serbes parlaient le vieux slave, qui n'était guère écrit que dans les livres liturgiques. Au XVIII^e siècle, quand on commença à imprimer le serbe chez les Serbes de Hongrie, cette langue n'était autre que le slovène avec une certaine addition de mots étrangers. C'est à Danitchitch que revient surtout l'honneur d'avoir reconstitué la langue officielle de la Serbie telle qu'elle se parle, s'écrit, s'imprime et s'enseigne aujourd'hui depuis qu'elle a été officiellement adoptée par le ministre Tzernobaratz en 1868. Il en a déterminé et épuré le vocabulaire et fixé les règles grammaticales dans des livres devenus classiques : *la Langue et l'Alphabet serbes* (1849); *la Syntaxe serbe* (1858); *la Formation des mots* (1878), et enfin dans son grand *Dictionnaire*. Il a beaucoup fait aussi pour répandre la connaissance des anciennes traditions nationales. A cet effet, il a publié à Agram en Croatie, de 1866 à 1875, *les Proverbes et les Chants de Marro Vetranitch-Sarcitch*, et *la Vie des rois et archevêques serbes* (Belgrade et Agram, 1866). Comme Luther, il a voulu que la langue nouvellement constituée servît de véhicule au culte national, et il publia *les Révits de l'Ancien et du Nouveau-Testament et les Psaumes*. L'évêque de Schabatz, en les lisant pour la première fois, trouva cette traduction si supérieure à l'ancienne qu'il ne voulut plus se servir du vieux psautier. Le service rendu par Danitchitch est énorme, car il a donné à la nationalité serbe cette base indispensable : une langue littéraire. Professeur de philologie slave, tour à tour à Agram et à Belgrade, il a été le trait d'union entre la Serbie et la Croatie, car il était également populaire dans les deux pays.

Je n'ai entendu émettre au sujet de la fixation de la langue serbe que les deux regrets suivans. D'abord, il est fâcheux que l'on y ait conservé les anciens caractères orientaux au lieu de les rem-

placer par l'alphabet latin, comme l'ont fait les Croates. Dans l'intérêt de la fédération future des Jougo-Slaves, il faut supprimer, autant que possible tout ce qui les divise, surtout ce qui, en même temps, les éloigne de l'Occident. En second lieu, il est regrettable aussi que l'on ait accentué les différences qui distinguent le serbo-croate du slovène, dont le centre d'action est à Laybach et qui est la langue littéraire de la Carniole et des districts slaves environnans. Le slovène est, d'après Miklovitch, l'une des principales autorités en cette matière, le plus ancien dialecte jougo-slave. Il était parlé, aux premiers siècles du moyen âge, par toutes les tribus slaves, depuis les Alpes du Tyrol jusqu'aux abords de Constantinople, depuis l'Adriatique jusqu'à la Mer-Noire. Vers le milieu du ^{vii}^e siècle, les Croato-Serbes, descendant des Karpathes et les Bulgares, de race finnoise, s'établissant encore plus à l'est, modifièrent chaque groupe à sa façon. Toutefois, dit-on, l'antique idiome, le slovène, et le croate sont si rapprochés qu'il n'eût pas été impossible de les fusionner en une langue identique. Slovènes et Croates se comprennent parfaitement ; mieux encore que les Suédois et les Norvégiens.

Le dimanche matin, M^{re} Strossmayer vient me prendre pour assister à la messe, dans sa cathédrale. L'évêque n'officie pas. L'épître et l'évangile sont lus en langue vulgaire, me semble-t-il. Les chants liturgiques, accompagnés par les sons d'un orgue excellent, sont bien conduits. L'assistance présente un aspect très particulier : elle occupe à peine un quart de la nef centrale, tant l'étendue de la cathédrale est hors de proportion avec le nombre actuel des habitans. Je ne vois que des paysans en costume de fête, les hommes debout avec leurs dolmans bruns soutachés, les femmes avec leurs belles chemises brodées, assises à terre sur des tapis, qu'elles apportent avec elles, à l'imitation des Turcs dans les mosquées. Tous suivent l'office avec la plus attentive componction ; mais aucun n'a de livre de prière. Pas un costume bourgeois ne vient faire tache dans cette assemblée, où tous, laïques et ecclésiastiques, portent les vêtements traditionnels d'il y a mille ans. Personne de la classe « bourgeoise, » parce que celle-ci, étant juive, a été, la veille, à la synagogue. L'impression est complète. Absolument rien ne rappelle l'Europe occidentale.

Au sortir de l'église, l'évêque me conduit visiter l'école supérieure pour filles et l'hôpital qu'il a également fondés. Les classes, au nombre de huit, sont grandes, bien aérées, garnies de cartes et de gravures pour l'enseignement. On y apprend aussi les ouvrages de main dans le genre de ceux qu'exécutent les paysannes. On y forme des institutrices pour les écoles primaires. A l'hôpital,

il n'y a que cinq personnes, trois vieilles femmes très âgées, mais nullement indisposées, un vieillard de cent quatre ans, très fier de lire encore sans lunettes, et un tzigane qui souffre d'une bronchite. Les familles patriarcales, de la campagne gardent leurs malades. Grâce aux zadrugas, personne n'est isolé et abandonné. L'évêque se rend auprès de la supérieure des sœurs de charité qui desservent l'hôpital. — « Elle est de la Suisse française, me dit-il, vous pourrez causer avec elle ; mais elle est en grand danger. Elle doit aller à Vienne pour subir une grave opération ; j'ai obtenu qu'elle soit faite par le fameux professeur Billroth. Nous la transporterons par le Danube, mais je crains même qu'elle ne puisse plus partir. » — Et, en effet, ses pommettes rouges enflammées par la fièvre, ses yeux cerclés de noir, son visage émacié, ne laissent point de doute sur la gravité de la maladie. « Croyez-vous, monseigneur, dit la supérieure, que je puisse revenir de Vienne ? — Je l'espère, ma fille, répond l'évêque de sa voix grave et douce, mais vous savez comme moi que notre vraie patrie n'est pas ici-bas. Que nous restions quelques jours de plus ou de moins sur cette terre importe peu, car qu'est-ce que nos années auprès de l'éternité qui nous attend ? C'est après la mort que commence la véritable vie... C'est au-delà qu'il faut fixer nos yeux et placer notre espérance ; alors nous serons toujours prêts à partir quand Dieu nous appellera. » — Cet appel à la foi réconforta la malade, elle reprit courage, ses yeux brillèrent d'un éclat plus vif : « Que la volonté de Dieu se fasse ! » répondit-elle ; je me remets en ses mains !... » — Décidément, le christianisme apporte aux malades et aux mourans des consolations que ne peut offrir l'agnosticisme. Qu'aurait dit ici le positiviste ? Il aurait parlé de résignation sans doute. Mais cela est inutile à dire, car à l'inévitable on se résigne toujours d'une façon ou d'une autre. Seulement, la résignation de l'agnostique est sombre et morne ; celle du chrétien est confiante, joyeuse même, puisque les perspectives d'une félicité parfaite s'ouvrent devant lui.

M^r Strossmayer me montre l'emplacement où il bâtera le gymnase et la bibliothèque. Au gymnase, les jeunes gens apprendront les langues anciennes et les sciences, de façon à les préparer à l'université et au séminaire. A la bibliothèque, il placera l'immense collection de livres qu'il réunit depuis quarante ans, et ainsi les professeurs trouveront ce qu'il leur faut pour leurs études et leurs recherches. Toutes les institutions publiques que réclament les besoins et les progrès de l'humanité sont ici fondées et entretenues par l'évêque, au lieu de l'être par la municipalité. Il veut aussi rebâtir l'école communale, et il y consacra une centaine de mille francs. Du grand revenu des terres épiscopales rien n'est gaspillé

en objets de luxe ou en jouissances personnelles. Supposez ce domaine aux mains d'un grand seigneur laïque, quelle différence! Le produit net du sol, au lieu de créer, sur place, un centre de civilisation, serait dépensé à Pest ou à Vienne, en plaisirs mondains, en diners, en bals, en équipages, en riches toilettes, peut-être au jeu ou en distractions plus condamnables encore.

Audîner du milieu du jour, assistent les dix chanoines que j'avais vus le matin à la cathédrale. Ce sont des prêtres âgés, dont l'évêque paie la pension. Tous parlent parfaitement l'allemand, mais peu le français. La conversation est animée, gaie et instructive. On boit des vins du pays, qui sont parfumés et agréables, et au dessert on verse le vin de France. Je note quelques faits intéressants. On cite les Bulgares comme des travailleurs hors ligne et d'une sobriété vraiment inouïe. Aux environs d'Essek, ils louent un joch de terre 50 florins, ce qui est le triple de sa valeur locative ordinaire, et ils trouvent moyen, en y cultivant des légumes, d'y gagner encore 200 florins, dont ils rapportent la plus grande partie à leur famille, restée en Bulgarie. Ils font la même chose autour de toutes les grandes villes du Danube, jusqu'à Agram et jusqu'à Pest. Sans eux les marchés ne seraient pas fournis de légumes; les gens du pays ne songent pas à en produire. L'un des prêtres, qui est Dalmate, affirme que dans son pays les ministères autrichiens ont longtemps voulu étouffer la nationalité slave. Dans l'Istrie, qui est complètement slave, on avait un évêque dalmate-italien, qui ne savait pas un mot de l'idome national. Aux cures vacantes il nommait des prêtres italiens qui n'étaient pas compris des fideles. Ceux-ci devaient se confesser par interprète. Nul pays n'est plus exclusivement slave que le cent de l'Istrie. Il s'y trouve un district où on dit la messe en langue vulgaire, c'est-à-dire en vieux slovène. On commence à comprendre partout, sauf peut-être à Pest, que le vrai remède contre l'irréductisme est le développement du slavisme.

Avant de faire la promenade habituelle de l'après-midi, chacun se retire dans sa chambre pour se reposer. L'évêque m'envoie des revues et des journaux, entr'autres, le *Journal des Économistes*, la *Revue des Deux Mondes*, le *Temps*, la *Nuova Antologia* et la *Rassegna nazionale*. Je dois avouer que le choix n'est pas mauvais, et que même, à Djakovo, on peut suivre la marche des idées de notre Occident. Vers quatre heures, quand la chaleur est moins forte, deux victorias à quatre chevaux nous attendent et nous partons pour visiter les zadrugas de Siroko-Polje. Ces associations agraires, — le mot *zadruga* signifie association, — sont des familles patriarcales, vivant sur un domaine collectif et indivisible. La zadruga constitue une personne civile, comme une fondation. Elle a une durée perpétuelle. Elle peut agir en justice. Ses membres associés n'ont

pas le droit de demander le partage du patrimoine, ni d'en vendre ou d'en hypothéquer une part indivise. Au sein de ces communautés de famille, le droit de succession n'existe pas plus que dans les communautés religieuses. A la mort du père ou de la mère, les enfans n'héritent pas, sauf de quelques objets mobiliers. Ils continuent à avoir leur part des produits du domaine collectif, mais en vertu de leur droit individuel et comme membre de la famille perpétuelle. Autrefois, rien ne pouvait détruire la zadruga, sauf la mort de tous ceux qui en faisaient partie. La fille qui se marie reçoit une dot; mais elle ne peut réclamer une part du bien commun. Celui qui quitte sans esprit de retour perd ses droits. L'administration, tant pour les affaires intérieures que pour les relations extérieures, est confiée à un chef élu, qui est ordinairement le plus âgé ou le plus capable. On l'appelle *gospodar*, seigneur, ou *starechina*, l'ancien. Le ménage est dirigé par une matrone, investie d'une autorité despotique pour ce qui la concerne : c'est la *domatchika*. Le *starechina* règle l'ordre des travaux agricoles, vend et achète; il remplit exactement le rôle du directeur d'une société anonyme, ou plutôt encore d'une société corporative; car les zadrugas sont de tout point des sociétés corporatives agricoles, ayant pour lien, au lieu de l'intérêt pécuniaire, les coutumes séculaires et les affections de famille.

La communauté de famille a existé dans le monde entier, aux époques primitives. C'est le *γένος* des Grecs, la *gens* romaine, la *cognatio* des Germains dont parle César (*De Bello Gallico*, VI, 22); c'est encore le *lignage* des communes du moyen âge. Ce sont des zadrugas qui ont bâti, en Amérique, ces constructions colossales divisées en cellules, qu'on nomme *pueblos* et qui sont semblables aux alvéoles des ruches d'abeilles. Les communautés de famille ont existé jusqu'à la révolution dans tout le centre de la France, avec des caractères juridiques identiques à ceux qu'on rencontre aujourd'hui chez les Slaves du sud. Dans les zadrugas françaises, le *starechina* s'appelait le *mayor*, le maître de communauté ou le chef du « chanteau, » c'est-à-dire du pain. Nous arrivons au village de Siroko-Polje. Comme c'est dimanche, hommes et femmes portent leur costume des jours de fêtes. Pendant la semaine, les femmes ont pour tout vêtement une longue chemise, brodée aux manches et à l'ouverture du cou, avec un tablier de couleurs vives, et sur la tête un mouchoir rouge ou des fleurs. Elles marchent pieds nus; même quand elles vont aux champs ou qu'elles gardent les troupeaux, elles fixent dans la ceinture la tige de la quenouille et elles filent la laine ou l'étope de lin ou de chanvre, en faisant tourner entre les doigts le fil auquel est suspendu le fuseau. Elles préparent ainsi la chaîne et la trame du linge, des étoffes et des tapis qu'elles tissent elles-mêmes l'hiver. Leur chemise est en très grosse toile de chanvre. Elle re-

tombe en plis sculpturaux, comme la longue tunique des statues drapées de Tanagra. Elle est entièrement semblable à celle des jeunes Athéniennes qui marchent aux panathénées, sous la conduite du maître des chœurs, dans la frise du Parthénon. Depuis l'antiquité la plus reculée, ce costume si simple et si noble est resté le même. Nul ne se prête mieux à la statuaire. C'est le premier vêtement qu'a dû imaginer la pudeur à la sortie de l'état de nature. Les cheveux des jeunes filles retombent sur le dos en longues nattes, tressées avec des fleurs ou des rubans. Ceux des femmes mariées sont relevés derrière la tête. Les hommes sont aussi vêtus tout de blanc, d'une large chemise et d'un pantalon en étoffe de laine ou de toile, mais qui ne flotte pas en larges plis, comme un jupon, à la mode hongroise. Le dimanche, les hommes et les femmes portent une veste brodée où l'art décoratif a fait merveille. Les motifs semblent empruntés aux arabesques des tapis turcs, mais il est probable qu'ils sont nés spontanément de cet instinct esthétique qui porte partout l'homme à imiter les dessins et les couleurs qu'offrent les corolles des fleurs, le plumage des oiseaux et surtout les ailes des papillons. Les mêmes motifs se retrouvent sur les vases polychromes des époques les plus anciennes, depuis l'Inde jusque dans les monumens mystérieux de l'Amérique préhistorique. Ces broderies sont formées de petits morceaux de drap ou de cuir, de couleurs très vives, fixées sur l'étoffe du fond, au moyen de piqûres faites en gros fil de tons tranchans. Dans les vestes des femmes on met parfois des fragmens de miroir, et les piqûres sont en fils d'or. Les ceintures sont aussi brodées et piquées de la même façon. La chaussure est la sandale à lanières de cuir, l'*opanka*, qui est propre au Jongo-Slave, depuis Trieste jusqu'aux portes de Constantinople. Je vois ici à quelques élégantes des bas de filoselle et des bottines en étoffes à bouts de cuir laqué; sous l'ancien costume national, cela est d'un effet hideux. Autour de la tête, du cou et de la ceinture, les femmes portent des pièces de monnaies d'or et d'argent percées et enfilées. Les plus riches en ont deux ou trois rangs, tout un trésor de métaux précieux.

L'arrivée de l'évêque a mis tous les habitans du village sur pied. C'est un ravissant spectacle que la réunion de ces femmes en costumes si bien faits pour charmer l'œil du peintre. Cet assemblage de vives couleurs, où rien ne détonne, fait l'effet d'un tapis d'Orient à fond clair. Quand les voitures s'arrêtent devant la maison de la zadruha, que nous visitons d'abord, le starechina s'avance vers l'évêque pour nous recevoir. C'est un vieillard, mais très vigoureux encore; de longs cheveux blancs tombent sur ses épaules. Il a les traits caractéristiques de la race croate : le nez fin, aquilin, aux narines relevées, des yeux gris, très brillans et rapprochés, la bouche pe-

tite, les lèvres minces, ombragées d'une longue moustache de hus-sard. Il baise la main de M. Strossmayer avec déférence, mais sans servilité, comme on baisait jadis la main des dames. Il nous adresse ensuite un compliment de bienvenue que me traduit mon collègue d'Agram. Le petit speech est très bien tourné. L'habitude qu'ont ici les paysans de débattre leurs affaires, au sein des communautés et dans les assemblées de village, leur apprend le maniement de la parole. Les starechinas sont presque tous orateurs. La maison de la zadruga est plus élevée et beaucoup plus grande que celle des familles isolées. Sur la façade vers la route, elle a huit fenêtres, mais pas de porte. Après qu'on a franchi la grille qui ferme la cour, on trouve sur la façade antérieure une galerie couverte en vérandah, sur laquelle s'ouvre la porte d'entrée. Nous sommes reçus dans une vaste pièce où se prennent les repas en commun. Le mobilier se compose d'une table, de chaises, de bancs, et d'une armoire en bois naturel. Sur les murs, toujours parfaitement blanchis, des gravures coloriées représentent des sujets de piété. A gauche, on entre dans une grande chambre presque complètement vide. C'est là que couchent, l'hiver, toutes les personnes formant la famille patriarcale, afin de profiter de la chaleur du poêle placé dans le mur séparant les deux pièces, qui sont ainsi chauffées en même temps. L'été, les couples occupent chacun une petite chambre séparée.

J'ai noté en Hongrie un autre usage plus étrange encore. En visitant une grande exploitation du comte Eugène Zichy, je remarquai un grand bâtiment où habitaient ensemble les femmes des ouvriers, des bouviers et des valets de fermes avec leurs enfants. Chaque mère de famille avait sa chambre séparée. Dans la cuisine commune, sur un vaste fourneau, chacune d'elles préparait isolément le repas des siens. Mais les maris n'étaient pas admis dans ce gynécée. Ils couchaient dans les écuries, dans les étables et dans les granges. Les enfants cependant ne manquaient pas.

Le poêle que je trouve ici dans la maison de cette zadruga est une innovation moderne, de même que ces murs et ces plafonds blanchis. Jadis, comme encore dans quelques maisons anciennes, même à Siroko-Polje, le feu se faisait au milieu de la chambre et la fumée s'échappait à travers la charpente visible, et par un bout de cheminée formée de planchettes, au-dessus de laquelle une large planche inclinée était posée sur quatre montans, afin d'empêcher la pluie et la neige de tomber dans le foyer. Toutes les parois de l'habitation se couvraient de suie; mais les jambons étaient mieux fumés. Le nouveau poêle est, dit-on, emprunté aux Bosniaques. Il est particulier aux contrées transdanubiennes. Je l'ai rencontré jusque dans les jolis salons du consul de France à Serajewo. Il donne, dit-on, beaucoup de chaleur et la conserve longtemps. Il est rond, formé

d'argile durcie, dans laquelle on incruste des disques en poterie verte et vernissée, tout à fait semblables à des fonds de bouteille.

Le starechina nous fait boire de son vin. Seul des siens, il s'assied à table avec nous et nous adresse des toasts auxquels répond l'évêque. Dans le fond de la chambre se presse toute la famille : au premier plan les nombreux enfans, puis les jeunes filles aux belles chemises brodées. J'apprends que la communauté se compose de trente-quatre personnes de tout âge, quatre couples mariés et deux veuves, dont les maris sont morts dans la guerre en Bosnie. La zadruga continue à les nourrir avec leurs enfans. Le domaine collectif a plus de cent jochs de terre arable ; il entretient deux cents moutons, six chevaux ; une trentaine de bêtes à cornes et un grand nombre de porcs. Les nombreuses volailles de toute espèce qui se promènent dans la cour permettent de réaliser ici le vœu de Henri IV et de mettre souvent la poule au pot. Le verger donne des poires et des pommes, et une grande plantation de pruniers de quoi faire la slivovitzza, l'eau-de-vie de prunes qu'aime le Jougo-Slave.

Derrière la grande maison commune et, en équerre avec celle-ci, se trouve un bâtiment plus bas, mais long, aussi précédé d'une véranda, dont le sol est planchéié. Sur cette galerie couverte s'ouvrent autant de cellules qu'il y a de couples et de veuves : si un mariage crée un nouveau ménage au sein de la grande famille, le bâtiment s'allonge d'une nouvelle cellule. L'une des femmes nous montre la sienne ; elle est complètement bondée de meubles et d'objets d'habillement ; au fond, un grand lit avec trois gros matelas superposés, des draps de lin garnis de broderies et de dentelles, et comme courtpointe un fin tapis de laine aux couleurs éclatantes ; contre le mur, un divan recouvert aussi d'un tapis du même genre, et à terre, sur le plancher, de petits tapis en laine bouclée aux teintes sombres, noir, bleu foncé et rouge brun. Le long des murs, des planches où s'étalent les chaussures, et entre autres, les bottes hongroises du mari pour les jours où il se rend à la ville. Deux grandes armoires remplies de vêtemens, puis trois immenses caisses contiennent des chemises et du linge brodés. Il y en a des mètres cubes qui représentent une belle somme. La jeune femme nous les étale avec orgueil : c'est l'œuvre de ses mains et sa fortune personnelle. Pour les décrire, il faudrait épuiser le vocabulaire des lingères. Je remarque surtout certaines chemises faites en une sorte de bourre de soie légèrement crépelée et ornée de dessins en fils et en paillettes d'or. C'est ravissant de goût et de délicatesse. Les couples associés doivent à la communauté tout le temps qu'exigent les travaux ordinaires de l'exploitation, mais ce qu'ils font aux heures perdues leur appartient en propre. Ils peuvent se constituer ainsi un pécule, qui consiste en linge, en vête-

mens, en bijoux, en argent, en armes et en objets mobiliers de différente nature. Il en est de même dans les *family-communities* de l'Inde.

Au fond de la cour s'élève la grange, qui est aussi « le grenier d'abondance. » Tout autour, à l'intérieur, sont disposés des réservoirs en bois, remplis de grains : froment, maïs et avoine. Nous approchons du moment de la récolte, et ils sont encore plus qu'à moitié pleins. La *zadruga* est prévoyante comme la fourmi ; elle tient à avoir une réserve de provisions pour au moins une année, en prévision d'une mauvaise récolte ou d'une incursion de l'ennemi. A côté, dans un bâtiment isolé, sont réunis des pressoirs et des fûts pour faire le vin et l'eau-de-vie de prunes. Le *starechina* nous montre avec satisfaction toute une rangée de tonneaux pleins de *slivovitza* qu'on laisse vieillir avant de les vendre. C'est le capital-épargne de la communauté.

Je m'étonne de n'apercevoir ni grandes étables, ni bétail, ni fumier. On m'explique qu'ils se trouvent dans des bâtimens placés au milieu des champs cultivés. C'est un usage que j'avais déjà remarqué en Hongrie, dans les grandes exploitations. Il est excellent ; on évite ainsi le transport des fourrages et du fumier. Les animaux de trait sont sur place pour exécuter les labours et pour accumuler l'engrais. En même temps, la famille, résidant dans le village, jouit des avantages de la vie sociale. Les jeunes gens se relaient pour soigner le bétail. Dans une autre *zadruga* que nous visitons, je trouve les mêmes dispositions, les mêmes costumes et le même bien-être ; mais la réception est encore plus brillante : tandis que nous prenons un verre de vin avec le *starechina*, en présence de toute la nombreuse famille debout, les habitans du village se sont groupés devant les fenêtres ouvertes. Le maître d'école s'avance et adresse un discours à l'évêque en croate, mais il parle aussi facilement l'italien, et il me raconte qu'étant soldat, il a résidé en Lombardie et qu'il s'est battu à Custoza en 1866. Il me vante avec l'éloquence la plus convaincue les avantages de la *zadruga*. A ma demande, les jeunes filles chantent quelques chants nationaux. Elles paraissent gaies ; leurs traits sont fins ; plusieurs sont jolies. En somme, la race est belle. Les cheveux noirs, si fréquens en Hongrie, sont très rares ici ; on en voit de blonds, mais le châtain domine. Les deux types très marqués, noir et blond, se trouvent à la fois chez les Slaves occidentaux et méridionaux. Les Slovaques de la Hongrie sont, en majorité, blond-filas. Les Monténégrins ont les cheveux très foncés. A une grande foire à Carlstadt, en Croatie, j'ai vu des paysans venant des districts méridionaux de la province et appartenant au rite grec orthodoxe ; ils avaient d'une

façon très marquée les cheveux et les yeux noirs, le teint bilieux, basané ou mat, et d'autres cultivateurs, Croates aussi, mais du rite grec uni à Rome, étaient la plupart blonds, avec la peau claire et des yeux gris. La race slave pure est certainement blonde. Si quelques tribus ont les cheveux bruns ou noirs, cela doit provenir de la proportion plus ou moins grande d'autochtones que les Slaves se sont assimilés quand ils ont occupé les différentes régions où ils dominent aujourd'hui. Ma visite des zadrugas confirme l'opinion favorable que je m'en était formée précédemment et augmente mes regrets de les voir disparaître. Ces communautés ont plus de bien-être que leurs voisins; elles cultivent mieux, parce qu'elles ont, ôme relativement, plus de bétail et plus de capital.

En raison de leur caractère coopératif, elles combinent les avantages de la petite propriété et de la grande culture. Elles empêchent le morcellement excessif; elles préviennent le paupérisme rural; elles rendent inutiles les bureaux de bienfaisance publique. Par le contrôle réciproque, elles empêchent le relâchement des mœurs et l'accroissement des délits. De même que les conseils municipaux sont l'école primaire du régime représentatif, ainsi elles servent d'initiation à l'exercice de l'autonomie communale, parce que des délibérations, sous la présidence du starechina, précèdent toute résolution importante. Elles entretiennent et fortifient le sentiment familial, d'où elles bannissent les cupidités malsaines qu'éveillent les espoirs de succession. Quand les couples associés se séparent, par la dissolution de la communauté, souvent ils vendent leurs biens et tombent dans la misère. Mais, dira-t-on, si les zadrugas réunissent tant d'avantages, d'où vient que leur nombre diminue sans cesse? L'idée que toute innovation est un progrès s'est tellement emparée de nos esprits, que nous sommes portés à condamner tout ce qui disparaît. J'en suis revenu. Est-ce l'âge ou l'étude qui me transforme en *laudator temporis acti*? En tout cas, ce qui tue les zadrugas, c'est l'amour du changement, le goût du luxe, l'esprit d'insubordination, le souffle de l'individualisme et les législations dites « progressives » qui s'en sont inspirées. J'ai quelque peine à voir en tout ceci un véritable progrès.

Au retour, j'admire de nouveau la beauté des récoltes. Les fromens sont superbes. Presque pas de mauvaises herbes: ni bluets, ni coquelicots, ni sinapis. Le maïs, intercalé dans l'assolement, nettoie bien la terre, parce qu'il exige deux binages. Je ne vois dans les environs du village rien qui annonce qu'on s'y livre à des jeux, et je le regrette. La Suisse est sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, un modèle à imiter, surtout parmi des populations comme celles-ci, dont les mœurs simples ont tant de rapports avec

celles des montagnards des cantons alpestres. Voyez l'importance qu'on attache en Suisse aux tirs à la carabine, aux luttes, aux jeux athlétiques de toute sorte. C'est comme dans la Grèce antique. Ainsi faisaient nos vaillans communiers flamands au moyen âge, imitant les chevaliers, contre lesquels ils apprirent de cette façon à lutter sur les champs de bataille. Ces exercices de force et d'adresse forment les peuples libres. Il faudrait les introduire ici partout, en offrant des prix pour les concours. C'est aux jeux auxquels s'adonne la jeunesse d'Angleterre qu'elle doit sa force, son audace, sa confiance en elle-même, ces vertus héroïques qui lui font occuper tant de place sur notre globe. Récemment, le ministre de l'instruction publique de Prusse a fait une circulaire que je voudrais voir reproduite en lettres d'or dans toutes nos écoles, pour recommander qu'on pousse les enfans et les jeunes gens à se livrer à des jeux et à des exercices, où se développent les muscles, en même temps que le sang-froid, la rapidité du coup d'œil, la décision, l'énergie, la persévérance, toutes les mâles qualités du corps et de l'esprit. Il ne faut plus faire des gladiateurs comme en Grèce, mais des hommes forts, bien portans, décidés, et capables, au besoin, de mettre un bras vigoureux au service d'une cause juste. Les dimanches et les jours de fêtes, les campagnards dansent ici le *kolo* avec entrain, mais cela ne suffit pas.

En rentrant à Djakovo, je demande à l'évêque comment va le séminaire qu'il avait fondé en 1857 pour le clergé catholique bosniaque, avec le concours et sous le patronage de l'empereur. Je venais d'en lire un grand éloge dans le livre du capitaine G. Thöemmel sur la Bosnie. Le visage de M^{re} Strossmayer s'assombrit. Pour la première fois ses paroles trahissent une profonde amertume. — « En 1876, on l'a transporté à Gran, me dit-il. Je n'en plains pas pour moi ; plus on m'ôte de responsabilité devant Dieu, plus on diminue mes soucis et mes soins, qui déjà dépassent mes forces, mais quelle injustifiable mesure ! Voilà de jeunes prêtres, d'origine slave, destinés à vivre au milieu de populations slaves, et pour faire leurs études, on les place à Gran, au centre de la Hongrie, où ils n'entendront pas un mot de leur langue nationale, la seule qu'ils parleront jamais, et celle qu'ils devraient cultiver avant toute autre. Que veut-on à Pest ? Espère-t-on magyariser la Bosnie ? Mais les malheureux Bosniaques n'ont pu rester à Gran ; ils se sont enfuis. Il est vraiment étrange combien, même les Hongrois qui ont le consciencieux désir de se montrer justes envers nous ont de la peine à l'être. En voici un exemple. Je rencontrai, par hasard, Kossuth à l'exposition universelle de Paris, en 1867. Il venait d'exprimer, dans des discours et des brochures, que le salut de la Hongrie exi-

geait qu'on respectât l'autonomie et les droits de toutes les nationalités, *Gleichberechtigung*, comme disent les Allemands. C'était aussi mon avis. Il fallait oublier les querelles de 1848 et se tendre une main fraternelle. Mais, par malheur, je prononçai le nom de Fiume. Fiume est en réalité une ville slave. Son nom est Rieka, mot croate signifiant « rivière, » et dont Fiume est la traduction en italien; c'est l'unique port de la Croatie; d'ailleurs la géographie même s'oppose à ce qu'elle soit rattachée à la Hongrie, dont elle est séparée par toute l'étendue de la Croatie. Les yeux de Kossuth s'enflammèrent d'indignation. « Fiume, s'écria-t-il, est une ville hongroise, c'est le *littus Hungaricum* : jamais nous ne la céderons aux Slaves. »

— J'avoue, dis-je à l'évêque, que je comprends peu l'acharnement des Hongrois et des Croates à se disputer Fiume. Accordez à la ville une pleine autonomie, et comme le port sera ouvert au trafic de tous, il appartiendra à tous.

— Autonomie complète, voilà, en effet, la solution, répondit l'évêque. Nous ne demandons rien de plus pour notre pays.

Le soir, au souper, on parla du clergé transdanubien appartenant au rite grec. Je demande si son ignorance est aussi grande qu'on le prétend. « Elle est grande, en effet, répond Strossmayer, mais on ne peut la lui reprocher. Les évêques grecs, nommés par le Phanar de Constantinople, étaient hostiles au développement de la culture nationale. Les popes étaient si pauvres qu'ils devaient cultiver la terre de leurs mains et ils ne recevaient aucune instruction. Maintenant que les populations sont affranchies du double joug des Turcs et des évêques grecs, et qu'elles ont un clergé national, celui-ci pourra se relever. J'ai dit, j'ai surtout fait dire qu'il fallait avant tout créer de bons séminaires. Dans ces jeunes états, c'est le prêtre instruit qui doit être le missionnaire de la civilisation. Songez bien à ceci : d'un côté, par ses études théologiques, il touche aux hautes sphères de la philosophie, de la morale, de l'histoire religieuse, et, d'un autre côté, il parle à tous et pénètre jusque dans la plus humble chaumière. Je vois avec la plus vive satisfaction les gouvernements de la Serbie, de la Bulgarie et de la Roumélie faire de grands sacrifices pour multiplier les écoles; mais qu'ils ne l'oublient pas, rien ne remplace de bons séminaires. »

Ces paroles prouvent que, quand il s'agit de favoriser les progrès des Jougo-Slaves, Strossmayer est prêt à s'associer aux efforts du clergé du rite oriental, sans s'arrêter aux différences dogmatiques qui l'en séparent. Ce clergé lui a cependant vivement reproché le passage suivant de sa lettre pastorale écrite pour commenter l'encyclique du pape *Grande munus*, du 30 septembre 1880, concer-

nant les saints Cyrille et Méthode. « O Slaves, mes frères, vous êtes évidemment destinés à accomplir de grandes choses en Asie et en Europe. Vous êtes appelés aussi à régénérer par votre influence les sociétés de l'Occident, où le sentiment moral s'affaiblit, à leur communiquer plus de cœur, plus de charité, plus de foi, et plus d'amour pour la justice, pour la vertu et pour la paix. Mais vous ne parviendrez à remplir cette mission, à l'avantage des autres peuples et de vous-même, vous ne mettrez fin aux dissensions qui vous divisent entre vous que si vous vous réconciliez avec l'église occidentale, en concluant un accord avec elle. » Cette dernière phrase provoqua des répliques très vives, dont on trouvera des échantillons dans *le Messager chrétien*, que publie en serbe le pape Alexa Hlitch (livraison de juillet 1881). L'évêque du rite orthodoxe oriental Stefan, de Zara, répondit à Strossmayer dans sa lettre pastorale datée de la Pentecôte 1881. « Que cherchent, dit-il, parmi notre peuple orthodoxe, ces gens qui s'adressent à lui sans y être appelés? Le plus connu d'entre eux nous fait savoir « que le saint-père le pape n'exclut pas de son amour ses frères de l'église d'Orient et qu'il désire de tout son cœur l'unité dans la foi, qui leur assurera la force et la vraie liberté » et il souhaite « qu'à l'occasion de la canonisation des saints Cyrille et Méthode, un grand nombre d'entre eux aille à Rome se prosterner aux pieds du pape, pour lui présenter leurs remerciements. » L'évêque de Zara continue en s'élevant vivement contre les prétentions de l'église de Rome, et certes il est dans son droit, mais il doit admettre qu'un évêque catholique s'efforce de ramener à ce qu'il considère comme la vérité des frères, d'après lui, égarés. La propagande doit être permise, pourvu que la tolérance et la charité n'aient pas à en souffrir; toutefois ces rivalités religieuses sont très regrettables et elles peuvent longtemps mettre obstacle à l'union des Jougo-Slaves. Dans la lettre que m'écrivit lord Edmond Fitz-Maurice, au moment où je partis pour l'Orient, il résume la situation en un mot : « L'avenir des Slaves méridionaux dépend en grande partie de la question de savoir si le sentiment national l'emportera chez eux sur les différences en fait de religion, et la solution de ce problème est, pour une large part, entre les mains du célèbre évêque de Djakovo. » Je ne crois pas qu'il soit possible ni désirable que sa propagande en faveur de Rome réussisse; mais l'œuvre à laquelle il a consacré sa vie, la reconstitution de la nationalité croate, est désormais assez forte pour résister à toutes les attaques et à toutes les épreuves.

ÉMILE DE LAVELEYE.

L'ARMÉE ET LA DÉMOCRATIE

I.

LE SERVICE DE TROIS ANS.

Il y a pour une nation un malheur plus grand que d'être vaincue, c'est de se tromper sur les causes de sa défaite.

La lutte de 1870 sembla livrée non-seulement entre deux races d'hommes, mais entre deux systèmes de guerre. Pour la soutenir, la France avait levé ses soldats, l'Allemagne s'était levée elle-même. D'un côté, on avait vu des troupes, les plus renommées du monde, s'anéantir dans une double capitulation, le pays laissé par elles sans défense opposer en vain son courage à l'envahisseur, la destinée d'un grand peuple enfin, toujours surprise par une force supérieure et mal défendue par des efforts convulsifs, tomber en un abaissement que n'espérait pas la haine de ses ennemis. De l'autre côté, un million d'hommes subitement rassemblés, partout présents, tous semblables et toujours égaux à eux-mêmes, courageux dans les batailles, rapides dans les marches, si réguliers dans l'accomplissement des tâches les plus difficiles qu'elles paraissaient aisées, ayant leurs victoires pour seules haltes dans ce mouvement infatigable et sûr qui les conduisit en une campagne au cœur du pays ennemi, avait déployé la puissance non d'une armée qui manœuvre, mais d'un peuple qui se déplace, comme si après quinze siècles recommençait à couler le flot des migrations germaniques.

Devant les grands succès et devant les grands revers l'âme française manque de constance. L'orgueil qu'elle avait eu jusque-là d'elle-même se tourna en admiration pour un rival devenu si facilement un maître. A la profondeur de la blessure ouverte dans son flanc, le vaincu mesurait la puissance de l'arme qui l'avait atteint. il voulut arracher de sa plaie ce fer pour s'en servir à son tour. Comme il condamna ses institutions politiques, il condamna ses institutions militaires. Un cri s'éleva unanime : il fallait mettre à profit l'expérience payée si cher, prendre ses lois au vainqueur.

La force la plus visible de l'Allemagne avait été le nombre. L'assemblée nationale, par un vote unanime, déclara soldats tous les Français. Les Français voulurent cette loi non-seulement parce qu'ils la croyaient nécessaire, mais parce qu'elle était généreuse. Le régime qui avait rendu la science des armes étrangère à la plupart des citoyens, permis à chacun d'acheter un autre homme pour mourir à sa place, chargé l'état lui-même de vendre aux Français le droit de ne pas défendre la France, pesait sur tous comme un remords. Altérés de sacrifices, ils voulaient préparer à de grandes fautes la revanche de grandes vertus. Gardienne de l'unité nationale, l'armée en devait être l'image. Il fallait y rassembler toutes les conditions, l'enrichir de toutes les intelligences, apaiser les haines des classes dans la piété d'un devoir commun, rendre impossibles, soit les divisions entre les soldats et le peuple, soit l'oppression du peuple par les soldats, et renouveler chez tous à la fois la conscience des libertés publiques et le sentiment de l'autorité. Sociale ou militaire, l'œuvre était également auguste. Le plus grand péril semblait alors que la pureté d'un tel patriotisme fût altérée par le mélange de sentimens moins nobles. Dans ces troupes il n'y avait plus de place pour des soldats vieilliss par l'oisiveté des garnisons ou recrutés par un appât mercenaire. L'offre de la vie devenue un acte religieux ne pouvait être ni un métier ni un trafic. Aux portes de l'armée, qu'il s'agit d'entrer ou de sortir, l'argent perdait sa puissance. La suppression du remplacement et des primes fut la conséquence de cette conception héroïque : en écartant de l'armée le lucre, l'assemblée crut chasser les vendeurs d'un temple.

La paix, qui avait étendu l'Allemagne et réduit la France, donnait à l'une et à l'autre la même population. En décidant, à l'imitation de l'Allemagne, que tout homme devrait le service de vingt à quarante ans, — neuf ans dans l'armée active, onze dans l'armée territoriale, — la France s'assurait la même quantité de soldats. Restait à leur donner des qualités égales. Ainsi que l'éducation des premières

années prépare la vie entière, la valeur militaire de chaque homme durant vingt années pouvait être assurée ou perdue par l'école du service actif.

Or, le changement apporté au nombre des combattans entraînait une révolution dans la nature du service militaire. Tant qu'une faible partie de la jeunesse formait toute l'armée, le service militaire était long. Sa durée, infligée à un petit nombre d'hommes, ne paralysait pas la société, et à ses victimes offrait une carrière. Du jour où tout le monde devenait soldat, la carrière de soldat devait disparaître sous peine de mettre obstacle à toutes les autres. Il ne pouvait plus s'agir de donner aux citoyens par de longues habitudes la vocation des armes ; il suffisait de leur en apprendre l'usage. L'intérêt des finances, la vie même de la société défendaient que cet enseignement se prolongeât, et plus il avait à former d'hommes, plus il devait être court. Là encore l'exemple du vainqueur sembla le meilleur à suivre. Le service de trois ans avait permis à une nation de l'emporter au commencement du siècle sur le plus grand des capitaines, et dans les dernières années sur deux puissances de premier ordre. Peu s'en fallut que les troupes allemandes obtinssent ce dernier triomphe de voir, sur le sol encore occupé par elles, le régime prussien consacré par le vote d'un parlement français.

Mais ce parlement comptait en grand nombre les généraux que la nation, comme Rome après Trasimène, honorait pour n'avoir pas désespéré de la patrie. Un seul éleva la voix pour donner raison à l'instinct populaire : c'était le général Trochu. Sauf lui, tous furent unanimes. S'ils acceptaient le don offert par le pays de toute sa population valide, ils rappelaient qu'en France cinq années avaient toujours paru nécessaires à l'éducation des soldats : ils ne consentaient pas, pour former les uns, à déformer les autres. Garder cinq ans toute la jeunesse eût été étouffer la nation sous le poids de son armure ; mieux valait ne donner au contingent autrefois étranger à l'armée qu'une instruction élémentaire, et maintenir l'ancienne durée du service pour le contingent qui seul était appelé autrefois. A leurs yeux, il demeurerait dans l'avenir, comme il avait été dans le passé, la force véritable, et ils adjurèrent leur pays de ne pas achever l'œuvre de l'ennemi en brisant la seule de nos institutions militaires que la guerre eût trouvée forte et laissée intacte. Or ils étaient de ceux dont l'Écriture dit que leur parole est une épée : avec Changarnier apparaissaient les gloires de la conquête africaine, avec Duerot une vigilance qui avait prévu nos désastres et un courage victorieux malgré lui de la mort, avec Chanzy l'honneur de nos revers, l'homme auquel des troupes improvisées avaient suffi pour balan-

cer un jour et sans cesse inquiéter la fortune allemande ; avec tous, le passe héroïque de la France adressait à l'avenir dans une suprême leçon une prière suprême. Au-dessus d'eux enfin, témoin par ses travaux et son âge de nos grandeurs guerrières, condamné par nos désastres à manier la force dont il avait étudié les secrets et raconté l'histoire, chargé de reprendre avec des troupes hier captives la capitale en révolte, grandi par l'autorité de services militaires autant que civils, chef de l'état, dictateur de l'opinion, plus soldat que tous, M. Thiers osait regretter l'armée de Reischofen et de Metz. Il réclamait pour elle dans sa patrie la justice qu'elle avait trouvée chez l'adversaire, demandait pour sauvegarder l'avenir des gouvernemens plus sages et non des soldats meilleurs, acceptait le nombre comme une concession nécessaire à l'erreur générale, mais plutôt que de souscrire par la réduction du service à l'affaiblissement de la France, était prêt à quitter le pouvoir.

L'assemblée nationale ne fut pas convaincue peut-être, mais elle ne se reconnut pas le droit d'accomplir une réforme militaire malgré les généraux et, pour l'accomplir, de renverser le gouvernement. Née entre la guerre étrangère et la guerre civile, rappelée par toutes les douleurs de sa carrière au deuil de la patrie, elle savait plus aisément qu'une autre faire au bien public le sacrifice de ses préférences. L'important n'était pas que l'armée lui semblât forte, mais qu'elle fût telle, et pour la créer elle s'en fiait aux hommes de guerre. Leur influence dicta le compromis de 1872. Le contingent fut partagé en deux moitiés, l'une astreinte au service pour un an, l'autre pour cinq. L'ancienne armée survivait avec les mêmes effectifs et le même temps de service. La loi nouvelle y ajoutait des réserves inépuisables par le nombre et assez instruites pour se mêler sans les trop affaiblir aux véritables soldats. Le service militaire était universel mais inégal.

A cette inégalité justifiée par l'intérêt de la guerre s'en ajoutaient d'autres consenties dans l'intérêt de la paix. La paix aussi a son armée. La nature, par des infirmités, interdit à certains la vie des camps. La conservation des familles serait compromise si elles étaient privées de leurs chefs et de leurs soutiens. L'intérêt général n'a pas moins d'exigences : la paix ne saurait pas plus se passer de lumières et de morale que la guerre de discipline et de courage, et la société, comme l'armée, a besoin de préparer ses serviteurs par une éducation. Imposer la vie militaire à ceux qui se destinent aux fonctions publiques, c'est, en leur enlevant le loisir et peut-être le goût de l'étude, causer à l'état même un préjudice, et pour le mieux défendre contre un péril incertain, oublier ses besoins permanens. L'assemblée nationale n'avait garde de les méconnaître.

Elle confirma, en les augmentant, les dispenses établies par les lois précédentes : si elle les accorda aux infirmes au nom de leur propre malheur, aux orphelins, aux fils de veuves, aux frères de soldats au nom des intérêts domestiques, plus soucieuse encore de l'intérêt général, elle étendit de larges immunités sur tous ceux qui, candidats aux grandes écoles, à l'enseignement, au sacerdoce, empruntaient à leur vocation le caractère d'hommes publics. Ceux qui, sans briguer les charges de l'état, se destinent aux carrières libérales ou dirigent des industries importantes ne lui paraissaient pas jouer dans la société un rôle moins utile, puisqu'ils y développent l'intelligence et la richesse. Elle ne songea pas à dispenser cette élite du service, tenant au contraire que l'exemple vint de haut ; mais elle ne voulut pas que, durant cinq années, la société fût exposée à s'appauvrir par leur inaction. Comme leur culture leur permettait de s'instruire plus vite, elle leur permit de quitter plus tôt la caserne, et elle leur imposa en échange de cette faveur l'obligation de fournir à leurs dépenses. La seule institution qui passa sans changements de l'armée allemande dans la nôtre fut le volontariat d'un an.

L'armée comptait d'abord les hommes, officiers, sous-officiers, soldats, qui ne se recrutent pas par des appels ; cette portion qu'on nomme permanente et qu'on pourrait appeler volontaire de l'armée est de 120,000 hommes.

Le recrutement procurait le reste. Chaque année 300,000 Français atteignent l'âge du service.

Il en fallait déduire :

Exempts pour infirmités.....	80.000 hommes.
Dispensés comme nécessaires à leur famille.	55.000 —
— comme liés à un service public.	5 000 —
	<hr/> 140.000 hommes.

Restaient 160,000 hommes destinés à l'armée (1). Sur ce nombre 20,000 servaient comme volontaires d'un an ; 140,000 étaient d'après l'ordre des numéros partagés en deux portions sensiblement égales : 70,000 hommes servant un an, 70,000 hommes cinq ans.

(1) On a compris dans ces calculs les hommes du contingent destinés aux troupes de la marine ; ces troupes, on le sait, doivent faire retour à l'armée de terre.

L'effectif moyen sous les drapeaux était :

Partie permanente.....	120.000	hommes.
Cinq classes de 70.000 hommes.....	350.000	—
Une classe de 70.000 servant de six mois à un an.....	70.000	—
Une classe de volontaires d'un an.....	20.000	—
Total.....	560.000	hommes.
Cet effectif se réduisait par les pertes na- turelles à.....	500.000	— (1)

Le contingent annuel de 160,000 hommes donnait les forces suivantes :

Armée active, 5 classes.

160.000 hommes, diminués de 12 pour 100, se réduisaient à 140,800. Cinq con- tingens donnaient	704.000	hommes.
--	---------	---------

Réserve de l'armée active, 4 classes :

140.800 hommes, diminués de 8 1/2 pour 100, se réduisaient à 128,800. Quatre contingens donnaient.....	515.200	—
--	---------	---

Armée territoriale, 5 classes :

128.800 hommes, diminués de 10 1/2 pour 100, se réduisaient à 115,200. Cinq contingens donnaient	576.000	—
--	---------	---

Réserve de l'armée territoriale, 6 cl. :

115.200 hommes, diminués de 12 pour 100, se réduisaient à 101,400. Six contin- gens donnaient	608.400	—
---	---------	---

Total..... 2.403.600 hommes.

En ajoutant à ces forces la portion permanente, la France avait plus de 2 millions 1/2 de combattans.

Tant que dura l'assemblée nationale, l'œuvre parut solide. Ceux qui l'avaient faite veillaient sur elle, ceux contre qui elle était faite demeuraient présens à la pensée française. Même quand l'assemblée commença à se distraire de ses deuils par ses discordes, elle tint au-dessus de ses discordes l'arche d'alliance où elle avait

(1) On calcule que l'effectif est réduit par les morts, désertions, etc., de 4 pour 100 dans la première année et de 2 pour 100 dans chacune des années suivantes.

déposé la force et l'unité de la patrie. M. Thiers, auteur de la loi sur l'armée, put tomber du pouvoir, c'est l'armée elle-même qui y monta avec le maréchal de Mac-Mahon. Elle eut à la fois à la tête du gouvernement son plus haut dignitaire et à la tête de l'opposition son plus illustre défenseur. Mais les luttes qui la respectaient déchirèrent bientôt les partis. L'assemblée nationale par ses fautes devint impopulaire. La sagesse de sa conduite au dehors, en éloignant les périls, détournait les esprits des craintes qui auraient rappelé ses services, le bien qu'elle avait accompli donna tout le loisir de condamner le mal qu'elle avait fait, et la fin de son mandat fut la fin de sa politique.

Les élections de 1876 et de 1877 donnèrent le pouvoir à un parti nouveau. En même temps qu'il pénétrait dans la chambre, les représentants de l'armée en sortaient. L'assemblée nationale avait jugé que, la réforme militaire faite, la place des officiers était à la tête de leurs troupes et non au milieu des querelles, et on les avait déclarés inéligibles. M. Thiers, plus puissant que jamais, était, au moment où se préparait son triomphe, surpris par la mort. Le maréchal, vaincu par la défaite de ceux qui l'avaient porté au pouvoir, et isolé dans la foule des triomphateurs inconnus, abandonna le pouvoir où il devenait prisonnier. Ainsi se brisèrent tout à coup les liens entre le présent et le passé.

Les hommes qui se trouvaient les maîtres avaient appliqué toute la force de leur esprit ou de leurs passions aux affaires intérieures. Leur incompétence les aurait détournés de toucher aux institutions militaires s'ils eussent été d'un temps où pour décider il faut savoir. Mais l'armée tenait dans la vie des citoyens une trop grande place pour ne pas attirer le regard des législateurs. Ne pouvant demander conseil ni à leur propre expérience ni à celle des conseillers autorisés, ils n'avaient pour guides que leurs idées accoutumées. Leur victoire était le triomphe de certaines doctrines dans le gouvernement et l'état, il était inévitable qu'ils cherchassent à les répandre. A une assemblée qui avait tout organisé dans la nation pour le développement de la force militaire succédait une assemblée qui allait tout disposer dans l'armée pour le triomphe de la démocratie.

La démocratie aime l'égalité, l'armée pour des égaux était un scandale. A son origine même, la division entre les privilégiés qui servaient six mois et les infortunés qui servaient cinq ans plaçait une injustice universelle. Dès l'avènement des républicains, le service de trois ans apparut comme une conséquence.

L'esprit de l'assemblée nationale, survivant encore dans le sénat, ne permettait pas d'effacer la loi de 1872; mais sans la détruire, on pouvait ne la pas appliquer. En fixant la durée du service, elle avait

laissé au ministre le droit de congédier les hommes par anticipation. Dans l'assemblée nationale, on avait profité de la latitude pour renvoyer après six mois les hommes qui devaient un an de présence et garder cinq ans ceux qui devaient cinq ans. Dès 1877, on garda un an les hommes de la seconde portion afin de renvoyer après quatre ans ceux de la première. La classe qui, cette année, bénéficia de la mesure était celle de 1873, la première appelée d'après la loi de 1872 : les républicains avaient triomphé assez tôt pour que le service de cinq ans ne fût pas une fois appliqué. Celui de quatre ans ne le fut pas davantage. Sous des ministres de plus en plus instables et de plus en plus dociles aux volontés parlementaires, la présence de la première portion fut bientôt réduite à trois ans et demi, puis à quarante mois ; enfin elle cessa de dépasser trois ans. Le volontariat d'un an ne reçut pas de moindres atteintes. Mal appliqué dès le principe, il avait donné à ses adversaires le droit de dire qu'il était un privilège accordé à la richesse et une exonération hypocrite. Le nombre des volontaires à admettre chaque année n'étant pas fixé par la loi, tomba de 20,000 hommes à moins de 5,000.

Mais ces réformes ne portaient que des remèdes partiels et détournés à un mal général. Il ne pouvait être détruit qu'avec l'œuvre de 1872 : il fallait au parti nouveau une loi nouvelle. Préparée par les élections successives qui portaient au Luxembourg les idées du Palais-Bourbon, elle a été formulée l'an dernier (1). Votée alors en première lecture, soumise en ce moment à la seconde lecture, la loi est faite, puisqu'il lui manque seulement la confirmation de la chambre et le consentement du sénat, assemblées incapables l'une de juger l'autre, l'autre de se déjuger.

Cette loi se résume en deux dispositions. Le service est réduit à trois ans pour tous les Français. Le service de trois ans est imposé à tous les Français. Les dispenses deviennent le privilège de la pauvreté. L'homme qui, par son travail, est l'unique ressource des siens est laissé aux siens et à son travail. Sauf la misère, rien n'est épargné. Les infirmités même sont suspectes : l'homme incapable de faire campagne doit être utilisé dans les services auxiliaires de tout ce qui lui reste de vie, il faut qu'il paie sa dette. L'intérêt des familles est écarté : la femme veuve, le père septuagénaire ou aveugle n'ont plus droit de garder leur fils unique, les orphelins leur frère aîné. L'intérêt même de l'état ne compte plus : les carrières libérales, la grande industrie, chargées de défendre cette puissance nationale qui ne se perd pas seulement sur les champs de bataille, les écoles célèbres qui répandent sur la France une gloire encore

(1) Le débat eut lieu à la chambre en mai et juin 1884.

incontestée et alimentent les services publics, se videront pour fournir des soldats.

Une telle loi portait en elle sa clarté : les débats ont montré au grand jour le secret dessein de ses auteurs. Le moindre était de faire une œuvre militaire. Les conséquences du changement pour l'avenir de nos forces ont été indiquées à peine, l'on n'a poursuivi avec zèle, applaudi avec chaleur que l'œuvre politique et sociale. Elle était bonne parce qu'elle nivelait : elle apportait à la démocratie la joie de soulager ceux qui portent plus que leur part et la joie plus grande de charger ceux qui avaient échappé au fardeau. Chose étrange, en effet, cette démocratie prenait un plaisir inégal à faire à tous une condition égale, les réformes à accomplir lui étaient d'autant plus chères qu'elles concernent moins de personnes et ont moins d'importance pour l'armée. Le sort du contingent la passionnait moins que celui des anciens volontaires, et celui des volontaires que celui des anciens dispensés. Eux seuls en réalité étaient en cause, et dès qu'il s'est agi d'eux, les mots opposés de prolétaires et de bourgeois, de riches et de pauvres ont soudain laissé voir sous le voile déchiré de l'égalité les haines des classes. Ce n'est pas le respect de la justice commune qui emportait en ces fureurs les mandataires du peuple, c'est la volupté des représailles contre les supériorités sociales. La richesse en est une et aussi l'intelligence ; ils ont, à la jeunesse qui réclamait le temps d'apprendre et de produire, répondu comme la révolution à Lavoisier qui demandait aussi du temps pour ses découvertes : « La république n'a pas besoin de chimistes. » On a dit : « A la caserne ! » du même air qu'à d'autres époques on disait : « A la prison ! » A la caserne ceux dont la fortune insulte à la détresse du peuple ; leur sort y sera par le contraste plus dur que celui du pauvre ! A la caserne ceux dont le savoir humilie l'ignorance du peuple ; que leur esprit avide y trouve sa torture dans l'oisiveté ! Sans doute, tous dans le parlement n'avaient pas ce fanatisme. Nombre d'entre eux auraient voulu ne porter atteinte ni aux carrières ni aux fonctions publiques. Parmi les fonctions une surtout avait été tenue pour essentielle par la république : celle du maître d'école. Peut-être la république aurait-elle épargné ces fils du peuple qui enseignent les fils du peuple. Mais d'autres éducateurs avaient le même privilège : les prêtres. C'est à eux qu'elle voulait enlever l'empire des intelligences, c'est eux qu'elle rêvait d'anéantir par un coup décisif. Elle n'osait pas arrêter leur recrutement par une loi qui les condamnât seuls à servir, mais, pour les perdre, elle n'hésitait pas à supprimer toutes les immunités ; aucune ruine n'était trop vaste pourvu que le sacerdoce y demeurât enseveli.

Tel est le résultat dernier de la gestion des intérêts militaires par des hommes politiques. L'armée organisée par leurs soins cesse d'être une force militaire contre les ennemis du dehors : elle devient une arme politique contre les adversaires du dedans.

II.

Quels soldats prépare le service de trois ans ? Comme la loi qui le proclame consacre un état déjà existant en fait, pour connaître l'armée de demain il suffit d'étudier l'armée d'aujourd'hui.

Rien n'y rappelle l'armée d'autrefois. Le soldat qui trouvait dans sa rude existence la douceur d'une habitude, croyait à la dignité de sa profession, mettait son honneur à la bien accomplir et couronnait ses vertus militaires par quelque dédain des vertus civiles, n'existe plus. L'obéissance est partout, nulle part le goût d'obéir. Durant le service le sentiment qui domine n'est pas la fierté de l'accomplir, mais l'impatience de l'achever. L'homme est toujours trop près de la liberté qu'il vient de perdre ou de celle qu'il va retrouver pour considérer sa condition présente comme durable. Son corps seul est captif ; sa pensée erre autour du foyer natal, des champs paternels, des travaux accoutumés, que la servitude militaire interrompt sans affaiblir leur charme toujours présent.

L'existence qu'il mène rend le contraste plus amer. Plus le temps de service se réduit, plus l'instruction demande d'efforts. Dans les armes spéciales le travail est extrême. L'homme demeure accablé par l'excès de ce qu'il doit apprendre, sent s'échapper sans cesse les connaissances qu'il tente d'introduire trop vite dans un cerveau trop étroit, ne parvient jamais à cette possession assurée de savoir qui est le commencement du repos. Le service de trois ans le rebute par ses fatigues. Dans les autres armes, où l'homme a plus vite achevé d'apprendre, il se demande, dès qu'il connaît ses théories, pourquoi il est retenu à l'armée. Il sait que le service n'est pas un métier, mais une école ; pourquoi l'école n'est-elle pas close quand la leçon est finie ? Le service de trois ans l'étonne par son illogisme. Ces dispositions entretiennent dans les esprits une secrète résistance ; pour la briser, il faut fortifier la discipline. L'homme sent peser sur lui la menace, vit dans la crainte d'être coupable sans même connaître sa faute, ne trouve pas de proportion entre le mal qu'il fait et celui qu'on lui fait, et le moyen employé pour le soumettre achève de le dégoûter.

Le jour où le contingent tout entier sera retenu trois années, on compte que la similitude des conditions apaisera les regrets et que la présence d'hommes instruits éveillera le zèle de tous. Il est plus

probable que des résultats contraires se produisent. On aura transporté la société dans l'armée, la société continuera d'y vivre avec les divisions que crée la différence d'intelligence, de fortune, de rang. Dans la société, elles sont comme adoucies par la distance qui sépare les conditions diverses ; dans l'armée, elles seront exaspérées par le contact. Les hommes cultivés apprendront il est vrai sans efforts, mais l'allure de l'instruction, convenable pour eux, sera trop emportée pour la masse des conscrits, accoutumés à creuser de lents sillons dans leur pensée comme sur le sol. Assembler des hommes trop inégaux pour accomplir la même tâche n'est pas développer chez tous l'émulation, mais chez les uns le découragement et chez les autres le dédain. Ce dédain sera le sentiment naturel à quiconque se croira de l'élite envers les détails du métier. Il faut, pour pénétrer l'importance profonde des petites choses, une étude trop patiente pour des yeux de vingt ans. Rien n'est plus irritant que l'orgueil de la première science : elle trouble la tête comme la fumée d'un vin nouveau. C'est pourquoi les mutineries sont le fléau des grandes écoles, même militaires. De pareils désordres ne seront pas à craindre dans les régimens, mais là aussi la jeunesse instruite sera la plus prompte à tout mettre en question, ordres et chefs, et jusque dans son obéissance se trahira la révolte de son esprit. Enfin, comme elle trouvera le métier plus pénible que personne, elle aspirera plus que personne à le quitter. Sa supériorité intellectuelle ne servira qu'à affaiblir la discipline, à diminuer chez les hommes de condition médiocre le sentiment du respect, à développer un sentiment, qui, jusqu'ici, n'était pas français, mais le deviendra, si l'on y prend garde, la honte d'être soldat.

Moins une troupe a de vertus militaires, plus les cadres doivent être solides. Le vieux soldat d'autrefois formait le sous-officier. Retenu pour de longues années au service, le conscrit songeait qu'il valait la peine de s'y créer une vie supportable : avec trois ans d'efforts il pouvait s'assurer pour le reste de son temps les avantages attachés au grade de sous-officier. Le concours était chaud, et, parmi les promus, la satisfaction d'un succès si disputé commençait à développer le goût du métier. Beaucoup en venaient à l'adopter comme celui de leur choix, et, pour le garder, rengageaient. L'état de sous-officier était une profession. Ceux qui l'exerçaient dix à vingt ans ne connaissaient ni surprise, ni embarras ; toutes les difficultés n'étaient guère pour eux que des souvenirs, presque tous avaient fait campagne ; en paix comme en guerre ; ils inspiraient confiance et respect au soldat. Dans cette élite, l'élite aspirait au rang d'officier. Les meilleurs y parvenaient vers leur trentième année, la plupart étaient atteints par la retraite comme capitaines après avoir déployé

dans tout leur service la soumission exacte et la science des détails qui sont les qualités les plus précieuses chez les chefs subalternes. Comme ils obtenaient l'épaulette dix ans après les élèves des écoles, il n'y avait pas entre les deux catégories d'officiers rivalité de carrière : ces derniers parvenaient à peu près seuls aux hauts emplois. Il se faisait entre eux la séparation que réclamait l'intérêt militaire. La majorité des grades inférieurs était occupée par les officiers sortis du rang et ayant acquis, par leur longue pratique, l'autorité nécessaire pour la conduite des hommes. La majorité des grades supérieurs appartenait aux officiers aptes par la variété de leurs connaissances à résoudre les multiples problèmes que pose la conduite des opérations. Comme enfin entre ces deux catégories il n'y avait pas conflit d'intérêts, chacune rendait justice à l'autre, sentait le profit de leur coopération commune, et ce corps d'officiers, le plus divers par ses origines, par ses aptitudes, par son avenir, était le plus uni qui fût en Europe.

Avec le service de trois ans, cette hiérarchie croule par la base. Le soldat ne peut être promu sous-officier avant le commencement de la seconde année : en fait, il ne l'est guère avant le commencement de la troisième. Briguer les galons, c'est se soumettre à un travail immédiat et long, avec la perspective d'une récompense lointaine et courte. La philosophie d'un conscrit suffit à conclure : il aime mieux mener trois ans l'existence de troupiier que subir deux ans la rude épreuve des candidatures aux grades. Le soldat les fuit, et l'armée est le seul corps en France où il faille imposer les honneurs par ordre. Les gradés exercent leurs fonctions comme ils les ont reçues, de peur d'être punis. Ils n'ont ni par l'âge ni par l'expérience d'autorité sur les hommes. Ils ne tiennent pas à se faire d'affaires avec des subordonnés hier leurs égaux et demain peut-être leurs supérieurs dans la vie civile, la seule importante à leurs yeux : ils n'aspirent qu'à partir avec leurs compagnons de captivité, et l'état qui les forme en deux ans n'a pas un an pour s'en servir.

L'infériorité de ces cadres est telle que la nécessité d'avoir des sous-officiers plus mûrs a apparu au moment même où l'on réduisait le temps de service, et pour obtenir qu'ils restassent on leur a, oubliant les répugnances de 1872, proposé des hautes paies et des primes. Mais ces avantages ne sauraient être égaux à ceux que présente à des hommes de vingt-trois ans l'industrie privée, et elle y joint l'indépendance dont leur âge est avide. Sur les 40,000 sous-officiers dont l'armée a besoin, les avantages offerts ne retiennent pas au service plus de 12,000. Insuffisants par le nombre, ils le sont plus encore par la valeur.

On compte que l'incorporation de la jeunesse instruite permettra

de former plus vite dans la classe des gradés plus capables. Sans doute ils sauront en un an tout ce qui se retient par la mémoire, mais, s'ils sont promus de façon à servir deux ans comme sous-officiers, ils n'auront pas eu le loisir d'apprendre la vie du soldat. Leur zèle ne viendra pas en aide à leur inexpérience : quiconque dans un certain rang social aime l'armée y entre par les écoles ou l'engagement volontaire, quiconque n'y entre pas ainsi n'aspire qu'à reprendre sa carrière ou son oisiveté. Si on les nomme par préférence, à cause des services plus immédiats qu'ils peuvent rendre, les candidats moins instruits et moins riches, les seuls parmi lesquels on puisse espérer des rengagemens, seront écartés. Si, au contraire, dans l'intérêt de l'avenir, on préfère aux jeunes gens qu'on désespère de garder les candidats sans études et sans éducation, la hiérarchie des grades ne sera plus conforme à la hiérarchie des aptitudes. Des hommes plus capables resteront sous les ordres d'hommes moins aptes à commander. Les sous-officiers, aux yeux des hommes, n'avaient pas le prestige que donne le temps, ils perdront même celui que donne l'intelligence. La présence de la jeunesse instruite dans les rangs affaiblira encore les cadres inférieurs.

Il est commun de dire que les bons officiers font les bons soldats : il n'est pas moins vrai que les médiocres soldats font les médiocres officiers. Le commandement, fût-il confié au génie même, perd sa force si des rouages trop grossiers le transmettent. Rien ne décourage les meilleurs chefs comme la résistance passive, également éloignée de la révolte et du zèle, et qui, faisant obstacle à tout progrès, ne donne même pas prise à une rigueur salutaire. Cette obéissance morte les dégoûte de vouloir, le sentiment de l'autorité même les empêche d'exiger ce qu'ils désespèrent d'obtenir, et l'inertie qu'ils ont combattue sans succès les gagne à leur tour. Le service à court terme prépare d'une façon plus directe cette ruine du commandement. Les deux tiers des sous-lieutenans viennent des sous-officiers. Dans une armée où ceux-ci disparaissent presque tous avec leur classe, il n'y a plus à choisir pour l'épaulette les meilleurs, mais à accepter ceux qui consentent, plus à leur faire des conditions, mais à subir les leurs. Leur offrir, comme autrefois aux meilleurs, le grade d'officier comme la récompense d'un long noviciat serait rebuter les plus médiocres. Ils sont d'un temps où tout désir est une impatience. Voilà pourquoi il a fallu fonder pour toutes les armes des écoles où les sous-officiers peuvent se présenter, et d'où les admis sortent après un an avec le grade d'officier. Si le jeune homme, que les gains et la liberté de carrière civile sollicitent, n'a pour le retenir dans la servitude militaire que la

chance d'entrer à l'école, il ne restera pas. L'espoir ne lui suffit plus, il lui faut la certitude. D'où cette conséquence : les sous-officiers voudront se présenter à l'école durant leur première période de service. Ceux qui ne seront pas admis au moment où cette période expire quitteront l'armée; ceux qui seront admis contracteront un engagement, mais pour entrer à l'école. Avec le service de trois ans, les sous-officiers formés dans la première année, nommés dans la seconde, seront candidats officiers dans la troisième.

Ce seul fait entraîne une révolution dans la manière de juger le mérite militaire. On tenait jusqu'ici pour les qualités les plus précieuses dans l'homme d'épée le sang-froid et l'audace sur le champ de bataille, la discipline et le sentiment du devoir partout. Ces vertus que l'occasion révèle et que l'habitude confirme trouvaient à se produire sous les yeux des chefs dans les devoirs longuement pratiqués de chaque grade : ce sont elles qui décidaient avant toutes autres de l'avancement. Laquelle se pourrait aujourd'hui manifester? Ceux qui semblent plus intelligens sont, dès leur arrivée au corps, isolés de leurs camarades, dressés à peine conscrits aux fonctions de sous-officier, et, dès qu'ils ont obtenu leur nouvel emploi, distraits d'une responsabilité déjà trop lourde par l'étude de fonctions plus hautes. Où trouveraient-ils le temps d'accomplir les devoirs de leur grade? Ils ont à peine celui de les apprendre. L'armée dégénère en pédagogie. Comme elle fait des élèves et non des soldats, il est naturel qu'elle choisisse les officiers par un examen : comme elle n'exerce que leur mémoire, elle établit entre eux toute la différence d'après ce qu'ils savent. Mais cet examen n'indique pas ce qu'ils sont, aucune des qualités qui font l'homme n'y peut être évaluée : le courage, l'honneur, les qualités morales disparaissent devant les qualités intellectuelles. Et quelle preuve même est apportée de celles-ci? Le savoir modeste, la sûreté d'un esprit sans éclat, sont vaincus par la promptitude d'une mémoire passagère, l'agrément d'une parole même vide. Ce ne sont pas seulement les dons secondaires, c'est l'apparence de ces dons qui va prendre la place jusqu'ici réservée aux mérites essentiels et ouvrir la carrière aux deux tiers des officiers. Ces officiers n'auront à aucun degré l'expérience militaire et les connaissances pratiques de leurs aînés, et malgré l'excès des cours suivis par eux, ils demeureront ainsi inférieurs par leur éducation générale aux élèves sortis de Saint-Cyr.

Or, les élèves sortis de Saint-Cyr obtiennent l'épaulette de vingt-et-un à vingt-trois ans. Les sous-officiers la recevront de vingt-trois à vingt-cinq ans. La différence d'âge entre les deux catégories étant effacée, la rivalité va naître. Déjà elle est visible et dans l'unité

naguère si fraternelle de nos cadres creuse une division. Elle deviendra plus profonde et va s'étendre à tous les grades que les officiers de l'une et de l'autre origine brigueront. Si les officiers de Saint-Cyr sont préférés, leurs concurrens se croiront victimes d'une injustice. Si le partage des grades est égal entre tous, le recrutement de Saint-Cyr deviendra impossible. Il est déjà compromis par cela seul que le service de trois ans existe. Comme tout soldat pourvu de quelque instruction aura la certitude d'atteindre en quatre ans le grade d'officier, comme l'enseignement dans l'armée est gratuit, les jeunes gens que les épreuves classiques rebutent ou éliminent, ceux qui sont las de la discipline paternelle ou pauvres et qui se croient la vocation militaire, au lieu de se présenter à Saint-Cyr, laisseront là leurs humanités et iront droit au régiment. Il n'y aura pour eux, à suivre cette voie, qu'un retard minime et compensé par la facilité du succès. Ils pourront même, par l'armée, arriver plus vite, il leur suffira de s'engager à dix-huit ans. Saint-Cyr ne gardera que les jeunes hommes, braves devant le travail, soucieux avant tout de compléter leurs études et de donner à leur vie entière la solidité de bonnes fondations. Mais ils comptent obtenir dans leur carrière des avantages proportionnés aux efforts qu'ils ont faits et à la supériorité qu'ils acquièrent. Si cette récompense leur est enlevée, la plupart se refuseront à des épreuves stériles pour leur avenir. Saint-Cyr formera de moins en moins d'élèves et bientôt si peu qu'il le faudra fermer. L'unité d'origine sera faite, mais combien le corps d'officiers où l'on pourra entrer sans connaissances générales, faire son chemin sans épreuves difficiles et dont la médiocrité écartera les intelligences d'élite, aura-t-il perdu de sa valeur!

Telle sera l'armée sous les drapeaux. Mais cette armée ne comprend que les cadres et les hommes non exercés : elle est l'école et non la force du pays. Pour devenir apte à combattre, elle doit se grossir des soldats exercés. Elle compte neuf classes : les troupes sous les drapeaux formant trois classes, les réserves en forment six. Les troupes âgées de vingt à vingt-trois ans se dégagent encore de l'adolescence et elles ont en moyenne un an et demi de service. Les soldats des réserves ont un effectif double, ont servi trois ans, sont âgés de vingt-quatre à vingt-neuf ans. Que l'on compare le nombre, l'instruction militaire, la vigueur physique, la force de cette armée est dans les réserves.

Cette force apparente fait sa faiblesse. L'homme, dès qu'il a quitté les drapeaux, se tient pour libéré envers sa patrie et croit avoir gagné le droit de vivre pour soi-même. Il fonde une famille, prend un état, se mêle à des intérêts qui bientôt affaiblissent en lui la vertu militaire, si elle était forte, et, si elle était faible, la détrui-

sent. Qu'une guerre éclatant le rappelle, elle lui semble une déloyauté du sort. Il est sans exemple que les vétérans aient apporté aux armées de l'élan et de la discipline. Ils se sont reformés et assez vite quand ils sont venus se fondre dans une armée douée elle-même de qualités solides. Mais il faut qu'ils les y trouvent, et à un haut degré, pour redevenir ce qu'ils étaient autrefois. Dans une armée active où les plus vieux soldats comptent vingt-trois ans, les esprits ne sont pas plus faits que les corps. Elle subira l'ascendant de l'âge et du nombre, au lieu d'encadrer ses réserves, elle se perdra en elles, et loin de leur rendre l'esprit militaire, elle en recevra l'esprit civil. Si bien que plus cette armée accroîtra ses effectifs, plus elle perdra sa vigueur.

Mais la plus grande des difficultés est de la réunir. Non pas que l'appel des réserves soit une opération lente ni hasardeuse, si l'on ne considère que le mécanisme de la mobilisation. Il est souple autant que fort et permet de porter au complet de guerre la fraction qu'on veut de l'armée. Dans les guerres de 1866 et de 1870, la Prusse avait besoin de toutes ses troupes, elle les a rassemblées plus tôt que l'Autriche et la France. En 1864, il lui suffisait contre le Danemark d'un moindre effort, elle a mobilisé 23,000 hommes. L'obstacle à de telles mesures n'est pas matériel mais moral. Dans un état où l'armée est composée pour la plus grande part de réserves, tout conflit menace dans sa liberté et ses intérêts la population civile. Sans doute c'est pour défendre l'existence même du pays que le service universel a été créé après Iéna par la Prusse, adopté par la France après Metz et Sedan. Mais ces luttes suprêmes ne sont pas les seules qui agitent le monde ; celles où il s'agit non d'existence, mais d'ambition, d'intérêt, de dignité, de représailles sont plus fréquentes et presque habituelles aux peuples qui ont des possessions lointaines. Pour soutenir ces moindres guerres comme pour les plus grandes, il faut faire appel aux citoyens.

Les bons citoyens sont prêts si le salut public commande : mais il ne faut pas moins qu'un extrême péril pour légitimer à leurs yeux le sacrifice extrême que la guerre leur impose. S'il leur est demandé pour l'avantage douteux ou secondaire du pays, l'exigence leur devient excessive, et si elle devient fréquente, insupportable. Plus ils seront exposés à ces surprises, moins ils s'y résigneront. Leur épée, toujours suspendue sur leur tête, leur inspirera l'horreur des armes. Une nation où chacun est soldat perd bientôt l'esprit militaire.

Le mal n'est pas irréparable quand elle a un gouvernement maître de lui-même et soucieux de l'avenir. S'il a besoin de troupes, il les lèvera malgré l'opinion. Comme il ne dépend pas d'elle, il

suffit que le mécontentement ne monte pas à ce point où il affaiblirait l'armée par la démoralisation, ou ébranlerait l'état lui-même par l'émeute. Il sait que beaucoup de colère s'apaise dans un peu de gloire et il entretient les vertus guerrières dans un peuple partagé entre la crainte des épreuves et l'orgueil des résultats.

Mais quand le peuple se gouverne lui-même, ceux qui décident s'il faut combattre sont ceux qui auraient à combattre. Pour chacun de ces juges, l'avantage public est l'avantage des autres, les mauvaises chances un mal personnel. Chaque conflit les met en demeure de se sacrifier au bien général. Les hommes qui en délibèrent trouvent rarement l'occasion suffisante pour se faire tuer. Un tel peuple ne contempera pas la victoire, mais la bataille, mais le sang : même pour arriver à la terre promise il ne voudra pas traverser la Mer-Rouge. Les chefs nommés par le peuple sauront que l'intérêt le plus important est de ne pas troubler l'existence de tous. Si, mandataires infidèles, ils menaçaient d'envoyer leurs électeurs à la gloire, leurs électeurs les rendraient au repos. Jamais ce gouvernement ne prendra l'initiative d'une des luttes par lesquelles s'affirme ou se rétablit le rang d'une nation dans le monde. Jamais, fût-ce pour un grand résultat, il ne hasarderait même un faible effort. Si réduite que soit la guerre, à qui l'imposer ? Sur quelles contrées faire peser la charge d'une mobilisation partielle ? De quel droit dans une démocratie égalitaire établir, en appelant une partie des citoyens à la lutte, la plus arbitraire des inégalités ? Comment un régime d'opinion oserait-il provoquer la colère des pays désignés pour fournir les troupes et des députés qui les représentent ? Une armée dont les soldats sont des citoyens maîtres dans l'état ne peut être levée : un gouvernement sans armée ne peut avoir de politique extérieure. Il sera condamné à ne pas saisir d'occasion et à en fournir aux autres, à supporter beaucoup d'injustices aggravées par beaucoup de dédains, et dans les cœurs pacifiques la crainte des aventures émoussera peu à peu les fiertés de l'honneur.

S'il se trouve au pouvoir des hommes en qui le goût de l'action survive, ou que tentent les avantages d'une entreprise au dehors, ils ont une seule chance d'être absous, même s'ils réussissent : c'est de suffire à leurs projets avec les soldats sous les drapeaux. Or, pour former avec eux des corps aptes à combattre, il faut augmenter les effectifs des unités appelées à l'action, et pour augmenter les unes il faut réduire les autres. Employer une partie de cette armée, c'est porter le trouble dans celle même qu'on n'emploie pas. Qu'à ce moment surgisse un de ces dangers qui exigent l'effort de tous, cette armée, en partie au loin, en partie exsangue, ne présente nulle part de forces. Aussi les expéditions partielles, pour

lesquelles elle n'est pas faite la rendent incapable d'une guerre générale, la seule à laquelle elle soit destinée.

Ces maux ne sont plus à prévoir, attestés déjà par l'expérience de deux campagnes. Les expéditions de Tunisie et du Tonkin ont été résolues, l'une pour donner la sûreté à notre possession africaine l'autre pour établir notre prépondérance dans l'Indo-Chine. Le but valait un effort, les moyens étaient préparés, la mobilisation d'un ou deux corps d'armée pouvait fournir en quelques jours des troupes rassemblées avec ordre, l'occasion enfin se présentait d'éprouver par un essai sans danger le mécanisme qu'il serait si hasardeux d'expérimenter pour la première fois dans une grande guerre. Le gouvernement ni les chambres n'ont osé le faire mouvoir. Plutôt que d'appeler les réserves, ils auraient renoncé aux expéditions. Dans l'une et dans l'autre, on n'a employé que l'armée déjà sous les drapeaux et chaque fois on a vu le même spectacle : les soldats, recrutés partout, enlevés aux officiers qui les formaient pour passer sous les ordres de chefs qui ne les connaissaient pas, les corps auxquels ils étaient pris ne conservant pas même les effectifs suffisants pour les exercices, les corps destinés à la campagne formant des masses sans cohésion, sur quelques points l'aspect d'une armée qui se constitue malaisément, sur tous les autres d'une armée qui se débande, un va-et-vient tumultueux d'hommes et de matériel, tous les mécomptes de l'improvisation, toutes les difficultés qui naissent quand il ne s'agit pas seulement de se servir d'une force, mais de la créer. Avant le départ des troupes, la France a pu juger le vice de son organisation militaire.

La guerre a permis de juger les soldats. Recrutées en grand nombre de ceux qui avaient demandé à partir, ces troupes comprenaient les élémens les plus vigoureux de l'armée. Elles ont eu des heures brillantes et plus d'un acte accompli par elles mérite le nom d'héroïque. Mais ce serait se faire une bien faible idée des vertus militaires que les réduire au courage. Dans la Tunisie l'adversaire unique, au Tonkin l'adversaire principal était le climat. Trop jeunes et trop neuves, nos armées se sont mal défendues contre lui : elles ont semé leurs traînards sur les routes et rempli les hôpitaux de leurs malades. Quand elles se sont battues, elles ont remporté des victoires, mais jamais l'ennemi n'a été cerné, dispersé, poursuivi dans ses retraites, réduit à abandonner le pays. Le petit nombre des Français ne suffit pas à tout expliquer : ils avaient pour adversaire le peuple le moins militaire du monde. Sans doute il le devient et les Chinois d'aujourd'hui ne ressemblent guère à ceux que nos soldats avaient connus en 1862. Mais s'ils sont nouveaux, sommes-nous demeurés les mêmes, s'ils ont changé de sys-

tème, avons-nous gardé le nôtre, et les uns ne semblent-ils pas avoir d'autant plus gagné que les autres auraient aussi perdu? La comparaison entre nos ordres du jour si différens aux deux époques, si calmes alors même après de grands succès, aujourd'hui si enthousiastes après le moindre engagement, suffirait à un soldat pour conclure à la différence des armées. Les troupes éprouvées sont délicates sur la louange, il faut la leur donner sobrement. Une parole suffit pour satisfaire ou réveiller en elles l'honneur militaire. L'excès des éloges prouve la médiocrité des troupes. Cette médiocrité est apparue en plus d'une occasion. La facilité avec laquelle les Chinois se sont dérobés quand il leur a plu de perdre le contact, se sont échappés, même battus, ne prouve pas que notre armée marche bien. Des surprises, comme celles de Bac-Lé, sont la preuve qu'elle se garde mal. Son dernier fait de guerre a été une panique. A Lang-Son, après une offensive hardie, après mille preuves de bravoure, tout à coup des troupes se sont repliées en désordre, abandonnant une partie de leurs morts, la caisse de l'armée et du canon. A qui? A personne. Les Chinois ne songeaient pas à l'offensive; et la dernière leçon de cette campagne a rappelé que pour abattre certains soldats il n'est pas besoin de danger devant eux : le danger est en eux-mêmes.

Le danger est dans ce mélange de vertus et de défaillances qui rend notre armée à la fois brillante et fragile. Toutes les qualités que nos soldats possèdent, l'élan, la vaillance, le goût du combat, sont des qualités que la nature donne. Toutes les qualités qu'ils ne possèdent pas, la résistance du corps aux fatigues, la calme possession de soi, l'obéissance aux chefs, sont des qualités que donne l'habitude. Il est visible à la fois et qu'à ces hommes rien ne manque pour faire d'admirables soldats, et que ces soldats ne sont pas formés. Le patriotisme sent à la fois la joie qu'ils n'aient pas dégénéré de leur race, et la tristesse que cette richesse naturelle ne soit pas mieux employée. Même en face des barbares, leur courage s'est un instant troublé : qu'advierait-il en face d'adversaires autrement faits pour répandre la crainte et pour en profiter? Autant l'armée qu'on pourrait faire devrait inspirer de confiance, autant l'armée qu'on a faite doit inspirer d'inquiétude.

Le mal est si visible qu'il inquiète même ses auteurs. La chambre n'a pas renié son armée, mais elle a reconnu que cette armée ne peut servir aux expéditions restreintes. En même temps qu'elle votait la loi de recrutement, elle créait par une autre loi des troupes coloniales. Par le service de trois ans, elle diminuait pour l'armée le temps de service actif et augmentait le temps de service dans la réserve. Pour l'armée coloniale elle ne jugeait pas que ce fût pour

les sous-officiers et les soldats trop de quinze ans de services et voulait des effectifs au complet. C'est avec cette armée qu'elle compte pourvoir à la défense des intérêts lointains. Elle lui assigne même un rôle dans la guerre continentale, s'avise que même en Europe ces vieux soldats ne seront pas inutiles, et les proclame supérieurs aux jeunes. Ils auront acquis « par une longue pratique du métier des armes des qualités exceptionnelles, » et formeront « un corps d'élite d'une incomparable vigueur, une admirable réserve qui, jetée à propos sur un champ de bataille, pourrait décider de la victoire (1) ».

Que vaut le remède? Quelque chose ou rien selon l'emploi. Le rôle permanent des troupes qu'on veut former sera la garde des colonies. Si elles ne comprennent guère que les effectifs nécessaires aux garnisons, elles ne peuvent ni assembler leurs forces ni les opposer à un adversaire imprévu. Pour toute opération de quelque importance, il faudra réclamer, comme il l'a fallu deux fois, le concours de l'armée continentale, et les mêmes difficultés qu'on croit apaisées seront encore à résoudre. Si l'on veut y mettre fin, il est nécessaire que les troupes coloniales aient des effectifs toujours libres et ils doivent être assez considérables pour soutenir seuls les querelles qui peuvent mettre en conflit les nations civilisées avec les nations barbares.

Or leur querelle sera la grande lutte des temps qui s'ouvrent. Le globe, qui semble moins vaste à mesure qu'il est plus connu, est désormais trop petit pour que la civilisation et la barbarie se le partagent et y vivent séparées. L'activité des peuples qui produisent sera leur ruine, s'ils ne trouvent dans ceux qui ne produisent pas des consommateurs. Voilà pourquoi les territoires et autant qu'eux les marchés et les routes du commerce sont dans le monde entier disputés. Chaque nation les recherche avec un soin d'autant plus hâtif qu'il en reste moins à occuper, s'en saisit comme de gages compensateurs contre les avantages obtenus par les nations rivales, et chacune, dans la poursuite de sa primauté particulière, exécute la loi générale portée contre la barbarie. Or celle-ci oppose une résistance croissante. Les terres vacantes ou occupées par de faibles races ne sont plus à prendre : le monde civilisé entre en contact avec les grandes agglomérations de l'Asie et de l'Afrique. Elles ont l'intelligence du péril qu'elles courent, empruntent à ceux qu'elles redoutent leurs armes, leur tactique ; pour lutter contre la civilisation, la barbarie prend la civilisation à sa solde. Aussi les guerres deviennent sérieuses. A Madagascar, au Soudan, au Tonkin, des ar-

(1) M. Baillue, rapport au nom de la commission de l'armée, 1883.

mées sont nécessaires. La dernière expérience faite par la France prouve que, pour réduire telle puissance naguère tenue pour quantité négligeable, 60,000 hommes auraient trouvé leur emploi. Une nation qui peut avoir à combattre sur plusieurs points à la fois ne saurait se contenter de moins pour son armée expéditionnaire. La France, à l'heure présente, occupe à la garde de ses possessions 35,000 hommes formant l'armée d'Afrique et 25,000 formant les troupes de la marine. Ces 60,000 hommes n'en peuvent, sous peine de s'épuiser, fournir plus de 20,000 pour une campagne. Pour compléter l'effectif nécessaire, il faut ajouter 40,000 hommes. Les troupes coloniales atteindront ainsi le chiffre de 100,000.

Elles ne peuvent être tirées du contingent, comme aujourd'hui l'infanterie de marine. Déjà l'on tient pour injuste le hasard du sort qui voue quelques milliers d'hommes aux atteintes des climats meurtriers. Si, par surcroît, ils étaient seuls exposés aux dangers des expéditions lointaines, l'inégalité de charges entre eux et les soldats de l'armée métropolitaine deviendrait révoltante. Dans l'armée coloniale, l'homme ne paie pas la dette ordinaire que tous doivent à la patrie; destiné à des épreuves insolites, il ne les doit pas subir contre sa volonté. Ce serait une illusion d'espérer cette volonté chez beaucoup de conscrits. Il s'en trouvera pour préférer la vie d'aventures à la monotonie des casernes, mais peu. Sous les armes mêmes un peuple cherche à satisfaire sa vocation naturelle: s'il n'a pas l'habitude d'étendre sa pensée par-delà les frontières, ignore l'émigration et vit d'intérêts et d'affections proches, ses soldats seront retenus par leurs familles, leur carrière à venir, leurs rêves mêmes sur le sol natal. Il faudrait, pour les en détacher, l'attrait d'un avantage pécuniaire. Même faible, il déciderait sans doute un certain nombre de conscrits à accomplir, dans l'armée coloniale, le temps de service qu'ils doivent à l'état. Mais en trois années, s'il leur fallait aller aux colonies et en être revenus, il ne leur manquerait que le loisir d'y séjourner, cette armée, sans cesse transportée, s'épuiserait à relever ses garnisons, elle n'aurait pas les vieux soldats dont elle a besoin. Pour donner à ces troupes la fixité qui les acclimatent, les discipline, et éviter l'énorme dépense que coûtent leurs déplacements, il faut les composer d'hommes attachés eux-mêmes pour de longues années au drapeau. Les libérés du service actif peuvent seuls les fournir. La dépense faite pour les attirer est, tout compté, moindre; seule, elle donne des soldats déjà formés et qui manifestent une vocation pour la vie militaire.

L'effectif de l'armée coloniale ne se confondra donc pas avec l'effectif fourni par le contingent. Sur les 100,000 hommes qui la doivent composer, 15,000 seulement existent dès aujourd'hui dans

nos troupes : ce sont les corps étrangers ou indigènes qui figurent à la portion permanente. 85,000 hommes devront être demandés aux engagements volontaires. La démocratie, alors, aura deux armées : l'une conforme à la logique démocratique, l'autre à la tradition militaire ; l'une destinée à former les hommes pour la grande guerre d'Europe, l'autre à agir dans toutes les occasions et sous tous les climats. Plus diverses encore par leur composition que par leur rôle, l'une mettra sa force dans les vieux soldats, l'autre dans les jeunes ; l'une dans le service court, l'autre dans le service long ; l'une dans ses réserves, l'autre dans ses effectifs toujours présents. Si contraires, elles ne peuvent être de valeur égale ; pour quoi la meilleure ne sert-elle pas de modèle unique ? Trois ans suffisent-ils pour former un soldat à la grande guerre ; comment ne suffiraient-ils pas à le rendre apte aux expéditions moindres ? Des troupes du métier sont-elles utiles contre les barbares, comment ne seraient-elles pas plus nécessaires contre des adversaires plus redoutables ? Ainsi, chacune de ces deux armées met en question l'autre, et toutes deux ruinent l'autorité morale du pouvoir qui les a faites en même temps.

Reste à examiner ce que ce double instrument coûtera à la France.

Le contingent incorporé d'après la loi de 1872 était de 160,000 hommes. La loi nouvelle y ajoutera :

1° Les fils de veuve ou aînés d'orphelins qui ne sont pas soutiens de famille ; leur nombre est évalué par les statistiques ministérielles à	7,000 hommes
2° Les anciens dispensés comme élèves des diverses écoles	5,000
3° Les Français nés aux colonies	5,000
Total	<u>17,000 hommes</u>

Ce contingent de 177,000 servant trois années formera sous les drapeaux un effectif de 531,000 hommes, que 8 pour 100 de pertes réduisent à 488,000 hommes

La portion permanente, de 120,000 hommes en 1872, s'est accrue, dans les dernières années, de 12,000 sous-officiers rengagés et monte à 132,000

L'effectif annuel sera donc de 620,000

Au lieu de 500,000

Différence. 120,000 hommes

Enfin à ces 620,000 hommes il faut ajouter pour l'armée coloniale, 85,000 hommes.

L'effectif entretenu dépassera de 200,000 le chiffre fixé en 1872, il atteindra 700,000 hommes.

Quel accroissement de dépenses produira l'accroissement de l'effectif? Les calculs officiels évaluent à 725 francs le coût de chaque soldat. Si la somme est suffisante pour un soldat de l'armée continentale, elle est trop faible à coup sûr pour un soldat de l'armée coloniale. Les primes, les retraites, le prix plus élevé de la nourriture dans les pays chauds, les frais de transport portent au moins au double le coût d'un homme. L'entretien de ces 200,000 hommes coûtera par an plus de 200 millions.

Que l'on contemple maintenant les avantages assurés à la France par la réforme. Elle ne diminue pour personne la durée du service : depuis longtemps déjà la portion du contingent qui sert le plus longtemps ne demeure pas plus de trois années sous les drapeaux. Elle augmente la durée du service pour plus de la moitié des appelés : ceux qui étaient exempts, ceux qui, inscrits dans la seconde portion du contingent, servaient un an, serviront trois. Personne ne gagne, la majorité perd à cette réforme accomplie au nom du peuple. Elle lui prépare, par l'universalité du fardeau militaire, un état dont la rigueur épouvante. Quand les anciens voulaient exprimer le dernier terme de la misère pour une cité vaincue, ils disaient : « La jeunesse fut emmenée en esclavage. » Cet esclavage, ordonné par les prétendus serviteurs du peuple, va s'abattre durant trois années sur toute la jeunesse française. Dans cette saison qui sépare l'enfance de la virilité comme la fleur de la récolte, et qui tient toute l'espérance de la vie suspendue à la sérénité du printemps, chaque génération sera tout entière arrachée au sol où elle jetait ses racines. On la replantera, il est vrai, trois ans après. On verra alors combien garderont assez de sève pour rattacher leur existence nouvelle à l'ancienne, et dans cette armée funeste à elle-même combien de penseurs, de savans, d'ouvriers, d'hommes enfin auront été tués par le soldat! Elle épargnera du moins au pays la cruauté des souffrances lentes. Le nombre, sur lequel elle fonde sa force, l'accable. Pour enrôler tout le monde, elle doit atteindre des effectifs que jamais puissance n'a comptés : pour les entretenir engager des dépenses que les finances les plus florissantes ne sauraient supporter. L'essai du système est le défi, sa durée la banqueroute.

III.

Plus d'un politique le sait et s'en accommode. Le service de trois ans était populaire ; l'intérêt a obligé à le promettre, la difficulté de

l'établir dispensera de tenir parole. La loi qui le consacre est une affiche électorale. Il faut qu'elle frappe les yeux au jour du vote qui s'approche. Elle se déchirera ensuite d'elle-même. Elle n'est rien si le sénat ne la vote ; on le persuadera de ne pas donner sa sanction, quitte à le dénoncer pour l'avoir refusée. D'autres soucis détourneront l'attention, le peuple met plus de bonheur à former ses désirs qu'à les réaliser, et le service de trois ans, s'il l'amuse jusqu'à un nouvel espoir, aura duré assez longtemps.

Ces habiles oublient eux-mêmes que les âmes simples prennent tout au sérieux ; surtout elles n'entendent pas raillerie sur les biens qu'on leur promet, et peu importe qu'ils soient impossibles si elles les tiennent pour nécessaires. Le châtiment de ceux qui trompent le peuple est sa foi. Les hommes qui depuis des années lui annoncent la réforme militaire ignorent leur propre puissance s'ils le supposent capable d'être distrait ou patient. Quand il exigera, comment résisteront-ils, eux qui ont voté la mesure et la vont promettre encore ? Ils attendent le lendemain des élections pour être fermes, mais dans un pays parlementaire, n'est-on pas toujours à la veille des élections ? Ils ont établi le service de trois ans : dès la prochaine législature il le faudra appliquer. Par cela même qu'on imposera aux finances cette surcharge, il sera impossible de constituer les troupes coloniales. En établissant le nouveau régime, on renoncera au remède qui aurait atténué le mal. Le triomphe de l'égalité en sera plus grand, et la démocratie en jouira tout d'abord. Mais le fardeau supporté par les autres ne diminue pas le poids du fardeau qu'on porte soi-même. Au bout de peu de temps chacun sera las du sien, irrité des impôts accrus, effrayé des ateliers déserts, honteux des écoles vides, et, tout à coup, de toutes les campagnes et de toutes les villes s'élèvera la voix de la France réclamant ses fils. Dès lors le service de trois ans ne pourrait durer que si la nécessité du sacrifice demeurerait évidente. Cette évidence n'existe pas pour le pays. Les partisans du service à court terme lui ont enseigné que la science militaire consiste à donner à la mémoire la familiarité de certains préceptes et au corps l'habitude de certains mouvemens, et que l'armée est l'école de cette science. Il leur a suffi, pour ruiner le service de cinq ans, d'affirmer que trois ans suffisent à cette instruction. Mais l'oreille qu'ils ont convaincue reste ouverte et, pour ruiner le service de trois ans, il suffira de prouver qu'un moindre temps suffit à dresser les hommes. La preuve déjà n'est plus à faire. Le prestige du chiffre si célébré a reçu sa première atteinte par la loi même qui le consacre. Les hommes entrent au service à la fin de novembre, ils le quitteront dans le cours de la troisième année après les grandes manœuvres, c'est-à-dire au commencement de

septembre. La même pratique est suivie en Allemagne, où trois mois s'écoulent entre le départ d'une classe et l'appel de celle qui la remplace. Le service de trois ans n'est donc qu'un service de trente-trois mois.

En Allemagne, ce service n'est pas imposé à tout le monde. Au bout de deux ans, les meilleurs soldats, environ vingt par compagnie, obtiennent comme récompense le « congé du roi. » Dans le débat sur la loi de 1885, la même idée a été soutenue et ses défenseurs l'ont faite française par le développement logique qu'ils lui ont donné. Selon eux, la durée du service est calculée sur l'aptitude moyenne des hommes à apprendre. Il est juste de l'abréger pour ceux qui déploient une promptitude plus grande, et comme ces mérites exceptionnels ne peuvent être connus d'avance, on ne saurait fixer sans arbitraire ni le nombre des hommes qui seront formés, ni le temps après lequel ils le seront. Il a donc été proposé que chaque année des examens fussent passés par tous les soldats, et que tous les soldats instruits fussent libérés soit après leur seconde, soit après leur première année. Sans doute, les auteurs du projet n'ont pas plus triomphé que n'avaient triomphé en 1872 les défenseurs du service de trois ans (1) : mais le temps travaille pour les uns comme il a conspiré pour les autres. Rien de plus simple que de proportionner la durée de l'enseignement aux progrès accomplis par ceux qui le reçoivent. Refuserait-on le privilège accordé autrefois à la fortune et à l'éducation? Pourquoi pas des libérés d'un an, après les volontaires d'un an? Et comment le délai serait-il trop court pour faire avec les uns des soldats, puisqu'il permettait aux autres de sortir avec les galons de sous-officiers?

Et si l'intelligence et le zèle sont encore une aristocratie qu'on refuse de favoriser par un traitement d'exception, n'est-ce pas à tous et par mesure générale qu'il faut appliquer le service d'un an? N'y a-t-il pas à l'heure présente dans l'armée des hommes, la plupart sans culture, et peut-être les moins instruits des Français, qui, en moins de temps, achèvent leur école militaire? Les fusiliers et les canonniers de la marine passent pour connaître leur métier : les cours où ils l'apprennent durent huit mois. Preuve vivante qu'avec une bonne méthode une année suffit à tout le monde pour se former aux exercices d'infanterie et au tir des pièces. Elle ne suffit pas, il est vrai, pour dresser à l'équitation et par suite pour former l'artillerie de campagne et la cavalerie. Mais cette difficulté

(1) L'amendement de M. de Lanessan, qui proposait l'examen annuel avait été pris en considération le 12 juin 1884 par 305 voix contre 281, il a fallu toute l'influence du ministre de la guerre pour le faire repousser par 293 voix contre 201, dans la séance du 14 juin.

se résout par un moyen bien simple et qu'a recommandé un ministre de la guerre (1). Un certain nombre de jeunes gens ont acquis avant l'âge du service l'habitude du cheval. On les choisira pour les deux armes auxquelles leur aptitude les appelle, et comme ils auront seulement à acquérir les connaissances militaires, eux aussi seront faits en un an. Pourquoi s'arrêter même à cette limite? Durant l'année, l'importance du travail est fort inégale : il y a des moments où il est à peu près arrêté. Si la loi nouvelle a congédié en septembre les soldats qui achèvent leur temps en novembre, si l'Allemagne les renvoie trois mois avant l'époque de leur libération, c'est qu'à ce moment l'armée ne s'instruit plus, elle se repose. Cette période de calme, régulière comme les saisons, commence et s'achève avec la brièveté des jours et la rigueur du climat : elle dure d'octobre à avril. C'est sur cette inégalité du travail qu'était fondé le service de quarante mois. Son inventeur, M. le général Farre, n'affirmait-il pas qu'en envoyant en congé durant un semestre les hommes il ne retardait pas d'une façon sensible leur instruction? Un autre ministre, M. le général Lewal, n'a-t-il pas reconnu que « la perte totale est de plus de moitié du temps de service, » et qu'il s'écoule « plus de deux tiers d'année sur trois sans profit aucun? » Cette intermittence d'efforts et de repos est nécessaire aux hommes qui demeurent plusieurs années au service. Mais si l'enseignement d'une année leur suffit, ce qui leur est utile dans ce laps de temps, c'est la période où l'enseignement se donne, ce n'est pas la période où il est suspendu. Il n'y a pas à leur ménager de repos, puisqu'ils n'auront pas à recommencer d'efforts. Il faut qu'ils entrent dans l'armée au moment où le travail commence, et qu'ils la quittent au moment où il se termine. Le service d'un an amène pour conséquence nécessaire le service de six mois.

Ce dernier n'a-t-il pas aussi ses titres? N'a-t-il pas, après la loi de 1872, été appliqué à la seconde portion du contingent, créé par les hommes de guerre qui déclaraient ce délai suffisant pour instruire les soldats? S'il suffisait aux conscrits de 1872, dépourvus de toute notion militaire, comment ne suffirait-il pas avec les conscrits de demain, formés dès l'enfance et rompus aux manœuvres des bataillons scolaires? Ce noviciat qui les prépare de si loin n'est pas seulement un progrès, mais une révolution. Puisqu'il s'agit de

(1) L'artillerie, en effet, qui va être déchargée d'une grande partie de son instruction, par suite de la création d'une artillerie de forteresse distincte, et la cavalerie, dont le recrutement sera assuré avec soin en raison de la désignation exclusive pour cette arme des hommes sachant monter à cheval, pourront suffire en trois ans à leur programme d'instruction. (Lettre du général Thibaudin, ministre de la guerre, à la commission de l'armée, mai 1883.)

façonner la mémoire et le corps, le moment le meilleur est celui où la mémoire est plus fidèle et le corps plus souple. Comme tous les élémens, ceux de la science militaire doivent être enseignés à l'enfance. Mais si le conscrit se forme à l'école, que lui restera-t-il à faire, devenu homme? A conserver le savoir, et il le conservera par les mêmes moyens qui le lui ont donné. Il l'aura appris enfant sans être enlevé au foyer paternel, à ses études ordinaires, par des exercices passagers. Homme, il se tiendra en haleine par des exercices qui ne l'éloigneront pas davantage de son domicile et de ses travaux.

Le jour où ces idées auront triomphé, une grande révolution sera en effet accomplie : au système des armées permanentes succédera le système des milices.

Douter que ce changement soit réclamé, c'est douter qu'il y ait des hommes épris de logique et avides de se créer des titres auprès du peuple. Douter que ce changement s'accomplisse, c'est douter que ce peuple soit las de ses charges. Il est souverain, la meilleure manière de le conduire est de le flatter ; il souffre, la meilleure manière de le flatter est de le plaindre. Nulle souffrance n'est faite pour exciter sa pitié sur lui-même à l'égal de la servitude militaire qui saisit chaque homme et lui vole trois années de vie. Les ambitieux qui rôdent autour de la foule pour surprendre les moindres secrets de son cœur ne laisseront pas sans la satisfaire son ardeur passionnée pour le repos. La réduction du service est la première des réformes que devront au peuple ses amis, et s'ils accordent la plus petite, comment ne pas consentir toutes les autres? Sur quel point de la pente où ils sont engagés s'arrêteront-ils? Pour rester les premiers dans la faveur publique, ils descendront toujours plus bas sur le penchant des promesses, et ils ne s'arrêteront que le jour où il n'y aura plus rien à réduire dans les charges militaires.

Livrée à l'improbité sans scrupules des politiciens, comment résisterait la candeur sans prévoyance du peuple? S'obstinera-t-il à des sacrifices qu'on lui démontrera inutiles, et repoussera-t-il des réformes qui allègent ses charges en satisfaisant sa raison? Le souvenir de nos malheurs ni l'ambition d'un rôle à jouer dans le monde ne le défendront contre les sophismes. La salutaire tristesse des deuils n'est pas durable, et l'on se lasse de craindre comme de pleurer. La démocratie ajoute à ses oublis ses ignorances. Elle ne regarde pas au dehors ; elle a des ambitions, des intérêts et des haines plus proches. Les progrès des peuples étrangers comme leurs desseins lui échappent, et parce qu'elle n'est pas menaçante elle ne se croit pas menacée. L'armée lui semble d'autant plus

lourde qu'elle songe moins à s'en servir. Ses dépenses doublent l'impôt; sa force éveille l'inquiétude, les partis redoutent le témoin silencieux qui contemple leurs querelles, son existence même est une étrangeté. Vouée à l'obéissance au milieu de leurs discussions, indifférente à ce qui les émeut, passionnée pour ce qu'ils oublient, elle apparaît comme un démenti donné à la société civile. Toute corporation qui à la dictature des opinions régnantes peut opposer la résistance d'un esprit particulier, est suspecte comme un état dans l'état. Pour n'être pas suspecte au peuple, il faut que l'armée soit formée par le peuple, qu'en elle comme dans la nation les mêmes idées, les mêmes passions, pénètrent et dominent, que le soldat apporte sous le drapeau ses vertus civiques et qu'il n'y séjourne pas, de peur de les oublier.

Cette armée a paru en France dès que la démocratie a commencé à triompher. 1789 produisit les gardes nationales que la révolution opposa d'abord à la monarchie puis à l'Europe. Trop faibles contre l'étranger, trop fortes contre les Français, elles semblaient condamnées tant que le génie militaire régna avec Napoléon. La liberté politique les ranima; sous le régime parlementaire, le roi et le peuple eurent chacun son armée. Quand le peuple devint seul maître, son armée triompha avec lui : en 1870 comme en 1792, la défense du pays fut confiée à des soldats citoyens qui nommaient leurs chefs. Leur dernier fait de guerre fut de se mesurer contre les restes de l'armée comme si l'une des deux institutions devait supprimer l'autre. Victorieuse, l'armée demeure seule. Nos malheurs l'avaient rétablie, nos sophismes la corrompent. On ne lui oppose plus les gardes nationales; on tend à les rétablir en les transformant. L'entreprise poursuivie d'appliquer à l'armée les principes qui triomphent dans l'état tend à cette fin. On y prépare l'esprit public. Pour avoir osé dire le jugement des faits sur les volontaires de 1792, un historien n'était-il pas banni naguère des Archives, où il avait puisé la vérité? La légende ne commence-t-elle pas pour la commune quand l'histoire est encore visible dans les ruines de nos monumens? Le parti qui votait en 1871 contre la dissolution des gardes nationales n'est-il pas dans les chambres? Et ne voyons-nous pas au pouvoir les hommes qui réclamaient il y a quinze ans l'abolition des armées permanentes?

Le jour où seront établies, sous quelque nom que ce soit, les milices, l'harmonie sera faite entre les institutions militaires et les institutions politiques. De même que tout citoyen est réputé apte à gouverner le pays, il sera réputé apte à le défendre, et il n'aura pas besoin de se préparer plus à l'un des devoirs qu'à l'autre. Le même orgueil qui le présente comme naturellement sage le pré-

sentera comme naturellement brave, et, couronnement logique d'une société idolâtre de la matière, le droit et la force auront tous deux, pour expression suprême, le nombre.

Il n'y a pas à rechercher quelle force une telle armée opposera à un ennemi extérieur. Dire qu'elle comptera seulement des réserves et que ces réserves seront formées de conscrits, n'est-ce pas avoir tout dit ? Mais quand, par un bonheur nouveau dans l'histoire, une nation sans défense cesserait d'être une proie, quand la France pourrait compter sur une paix garantie par sa faiblesse, l'avenir ne serait pas assuré. Les guerres les plus menaçantes pour une démocratie sont les guerres civiles. Le siècle présent aux luttes politiques ajoute les luttes sociales. Dans le monde, où nulle autorité n'existe qui ait été édiflée en commun et que le respect de tous maintienne, la paix publique a pour garant la force, et la force est l'armée. Un jour peut se lever où dans les hommes de désordre la crainte sera moindre que la haine. Comment la société se défendra-t-elle, si pour soldats elle a des citoyens, quand au lieu d'esprit militaire ils auront des opinions ? Devant l'émeute, qui étonne le courage des meilleures troupes, seront-ils même unis ? Ne mettront-ils pas leur fidélité à servir chacun sa faction ? Si leur unité se brise, l'anarchie triomphe. Non que l'erreur l'emporte toujours dans les consciences, mais autre chose est d'adhérer au bien dans le secret du cœur, autre chose de le soutenir dans le péril. Sauf de rares et héroïques réveils, l'honnêteté est mêlée dans l'homme d'indolence, il semble qu'il y ait dans la vertu une lassitude, et seuls sont infatigables les ouvriers du mal. C'est pourquoi il faut dans un état une force qui dispense les bons d'assurer eux-mêmes l'ordre ; c'est assez pour eux de le vouloir. Si cette force s'affaiblit ou disparaît, la lutte qui s'engage n'est pas longue. Après quelques élans honorables, la multitude déconcertée des honnêtes gens se soumet au joug des minorités audacieuses. Voilà pourquoi la démagogie pousse avec une ardeur si persévérante à la ruine de l'armée. Elle sait pour qui elle travaille : chaque coup porté aux traditions militaires ouvre une brèche dans le rempart qui défend contre elle la société. Dernière ironie des faits contre les mots, partout le service universel et égal prépare la défaite du nombre : il ouvre les frontières à l'ennemi du dehors, il ouvre le pouvoir à l'ennemi du dedans.

Quelles institutions militaires peuvent défendre la France ? On le recherchera dans un prochain travail.

LA

FEMME DE MOLIÈRE

Molière avait près de quarante ans, l'âge où le célibat et la solitude deviennent pénibles. Il était las des amours banales ; la fortune et le succès commençaient à lui sourire, mais son triple métier pesait sur lui d'un poids de plus en plus lourd. Il en vint, naturellement, à examiner pour son compte l'embarrassante question que soulève le Panurge de Rabelais et que lui-même devait porter à la scène dans *le Mariage forcé*, c'est-à-dire à se demander pourquoi il n'associerait pas à son existence une jeune femme qui en serait la joie et le délassément. Sans doute, c'était là une expérience dangereuse à tenter ; et l'impitoyable railleur des maris trompés ne pouvait méconnaître cette vérité d'expérience qu'à la jeunesse il faut unir la jeunesse. Mais on a beau savoir les choses et la vie, on rêve toujours des exceptions pour soi-même. La gloire qu'il voyait prochaine, le génie dont il avait conscience, ne sauraient-ils compenser, pour un jeune cœur facile à l'enthousiasme, ce que l'âge lui avait enlevé ? Il dut forcément chercher autour de lui. Sa profession et le préjugé qui pesait sur elle restreignaient son choix ; il ne pouvait guère prendre sa femme qu'au théâtre ou dans une famille qui tint au théâtre. Or, depuis dix ans, il voyait grandir près de lui une jeune fille à laquelle il s'était attaché d'abord d'une affection presque paternelle, mais qui, en grandissant, semblait diminuer la distance qui les séparait et venir d'elle-même au-devant de lui. On s'imagine volontiers, en pareil cas, que l'on reste à la même place tandis que les autres marchent ; on voit les enfans devenir de jeunes

hommes ou de jeunes filles, et on ne se doute pas que, tout le chemin qu'ils ont fait vers la jeunesse, on l'a fait soi-même vers la vieillesse. Molière s'avisa donc un jour qu'Armande Béjart, sœur de sa camarade et amie Madeleine, pouvait devenir sa femme. Elle avait sans doute pour lui cette affection que les enfans rendent aisément à ceux dont ils se sentent aimés ; ce sentiment n'aurait pas de peine à se changer en amour conjugal. Quant à la jeune fille, elle ne pouvait qu'être flattée de se voir rechercher par le chef de cette troupe à laquelle appartenaient tous les siens et où elle-même devait entrer.

I.

Il paraît peu probable que la première enfance d'Armande Béjart se soit passée sur les grandes routes. Ce que l'on sait de sa culture d'esprit et de ses talens donne à croire qu'elle reçut une autre éducation que celle d'une petite bohémienne. D'après l'auteur de *la Fameuse Comédienne*, Armande aurait « passé sa plus tendre jeunesse dans le Languedoc, chez une dame d'un rang distingué dans la province. » Rien n'empêche de tenir le renseignement pour exact. Un biographe de Molière, Petitot, a déterminé de son chef, sans donner, du reste, aucune preuve, dans quelle ville on la laissa ; il veut que ce soit Nîmes, sans doute parce que l'on y a trouvé un des portraits auxquels on applique son nom. Toujours d'après *la Fameuse Comédienne*, lorsque la troupe, relativement plus stable, eut pris Lyon pour quartier général, en 1653, Armande, alors âgée d'une dizaine d'années, fut retirée de chez la « dame d'un rang distingué », et, depuis, elle ne quitta plus sa famille. A Lyon, la troupe joua l'*Andromède* de Corneille. Un exemplaire de cette tragédie, qui faisait partie de la bibliothèque Solesinne, donne, en face des personnages, une liste manuscrite d'acteurs ; ces noms sont ceux des camarades de Molière, on prétend même y reconnaître l'écriture de celui-ci. Parmi ces noms se trouve celui d'une M^{lle} Menou, qui faisait la néréide Éphyre, rôle de figuration à peu près muet, car il ne compte pas plus de quatre vers, et, dans cette M^{lle} Menou, on veut voir la petite Armande Béjart, sous prétexte que c'est là un diminutif de son prénom d'usage. Mais d'abord, Menou supposerait plutôt Germaine qu'Armande. De plus, Éphyre, comme les deux autres néréides de la pièce, ne peut être jouée que par une jeune fille ou une jeune femme, car la seule raison d'être du personnage est de servir à un effet plastique. Enfin, Armande semble n'être montée sur le théâtre qu'après son mariage ; elle ne fait point partie de la troupe de Molière telle

que nous la trouvons constituée en 1658, lors de l'arrivée à Paris, et, jamais, lorsqu'elle est devenue comédienne en renom et dont on parle, il n'est fait allusion au nom prétendu qu'elle aurait autrefois porté.

On retrouve M^{lle} Menou dans une lettre mêlée de prose et de vers écrite par Chapelle à Molière et, malheureusement, non datée. Cette lettre, assez entortillée et obscure, fait allusion aux embarras de tout genre qu'éprouvait Molière au milieu des trois principales actrices de sa troupe ; Chapelle l'y compare à Jupiter tiraillé entre Junon, Minerve et Vénus durant la guerre de Troie. De ces trois actrices, M^{lle} Menou est la seule nommée ; les deux autres, M^{lle} du Parc et M^{lle} de Brie sans doute, se disputent avec elle le cœur de Molière, mais surtout la distribution des rôles. Si Armande est la même personne que M^{lle} Menou, il faut donc admettre qu'elle était déjà un des premiers sujets de la troupe, et c'est peu vraisemblable, car elle n'avait encore que seize ans. On ne s'expliquerait guère non plus qu'elle eût entièrement disparu de 1658 à 1663, époque où elle paraît pour la première fois sur la scène du Palais-Royal. Molière se serait bien gardé de la tenir à l'écart, au moment où sa troupe avait besoin de toutes ses forces pour soutenir de redoutables rivalités et conquérir de haute lutte la faveur publique. L'identité prétendue d'Armande avec cette énigmatique M^{lle} Menou prête donc à beaucoup d'objections. Le plus sage est de se résigner à ne la voir paraître dans la troupe qu'en 1663, lorsqu'elle est devenue la femme de Molière.

On peut admettre, en revanche, que son influence est profondément marquée dans cette *École des maris*, dont la première représentation ne précéda son mariage que de quelques mois. Je n'hésite pas à y voir le contre-coup des réflexions de Molière ; réflexions mêlées d'espérance et de crainte. Qu'il y ait peint tout à fait et au juste son état d'esprit, il était trop poète pour cela. Mais est-il possible que, sur le point de tenter l'expérience qui fait le sujet de l'*École des maris*, il n'ait rien mis de lui-même et de sa fiancée dans deux des héros de sa pièce : cet Ariste qui lui ressemble comme un frère, cette Léonor où l'on retrouve si aisément Armande Béjart ? Ami intime de Madeleine, il avait dû partager avec elle le soin de l'éducation d'Armande, et cette éducation, terminée dans les coulisses d'un théâtre, n'eut sans doute rien de bien austère. De même Ariste a élevé Léonor avec une philosophie très indulgente ; elle a vu « les belles compagnies, les divertissemens, les bals, les comédies ; » on lui permet de satisfaire ses goûts d'élégance, de « dépenser en habits, linge et nœuds. » Il est, ce rôle d'Ariste, plein d'une franchise de brave homme, d'une bonté sereine et

douce, avec une pointe de mélancolie ; et les beaux vers qui le composent, d'un tour si net et d'un mouvement si aisé, ont jailli sans effort du cœur du poète, car ils traduisaient l'état de son âme. Enfin, Molière supposait les sentimens d'Armande, ou plutôt il lui indiquait, sous le couvert d'une allusion transparente, ceux qu'il désirait qu'elle eût lorsqu'il montrait Léonor excédée de tous « ces jeunes fous » qui « la raillent sottement sur l'amour d'un vieillard, » et déclarant qu'elle préfère de beaucoup cet amour à « tous les beaux transports de leurs jeunes cervelles. » Si une jeune fille peut parler ainsi d'un « vieillard » qui recherche sa main, à plus forte raison peut-elle consentir sans effroi à devenir la femme d'un homme jeune encore, dans la maturité de l'âge. Tout, dans ce rôle de Léonor, par la raison sereine et l'honnêteté virile qu'il respire, laisse voir quel caractère, quelle plénitude de consentement Molière eût souhaité chez celle qu'il allait épouser.

L'École des maris est du 24 juin 1661. Dès le mois d'avril précédent, Molière avait fait part à ses camarades de ses projets de mariage et pris ses mesures comme directeur. Sœur et femme de comédiens, Armande devait naturellement être comédienne ; aussi Molière s'inquiétait-il, au début d'une nouvelle année théâtrale, de lui assurer une place dans la troupe. A la rentrée, La Grange écrivait sur son registre : « Avant que de recommencer, après Pâques, au Palais-Royal, M. de Molière demanda deux parts au lieu d'une qu'il avait. La troupe (les) lui accorda, pour lui ou pour sa femme s'il se mariait. » Le contrat de mariage fut signé, le 23 janvier 1662, dans la maison de Marie Hervé, rue Saint-Thomas-du-Louvre. Molière se présentait assisté de son père, Jean Poquelin, et de André Boudet, beau-frère de celui-ci. Marie Hervé, « veuve de feu Joseph Béjart, écuyer, sieur de Belleville, » stipulait pour sa fille Armande-Grésinde-Claire-Élisabeth Béjart. Les futurs époux adoptaient le régime de la communauté, tout à l'avantage d'Armande. Marie Hervé promettait de donner à sa fille, « la veille des épousailles, la somme de 10,000 livres tournois, dont un tiers entrerait dans la communauté et les deux autres tiers demeureraient propres à la future épouse et aux siens de son côté et ligne. » On sait ce qu'il faut penser de cette dot, et pourquoi, si elle a vraiment été payée, elle dut venir de Madeleine Béjart ou de Molière lui-même. Celui-ci, de son côté, constituait à sa future 4,000 livres tournois de douaire. Un mois après, le lundi 20 février 1662, le mariage était célébré à Saint-Germain-l'Auxerrois, en présence des mêmes parens, de Madeleine et Louis Béjart, « et d'autres, » qui ne sont pas désignés nommément et dont la signature ne figure pas au bas de l'acte.

A la seule lecture de ces deux pièces, contrat et acte de célé-

bration, tombent les diverses fables imaginées sur le mariage de Molière. La présence de Jean Poquelin et de André Boudet aux deux cérémonies prouve d'abord que l'union projetée ne rencontra pas, dans la famille du poète, les résistances dont on a parlé, ou, s'il y eut des difficultés, qu'elles n'empêchèrent pas un accord final. Quant à l'origine d'Armande, elle est aussi nettement spécifiée que possible : deux fois la jeune femme est dite fille de Joseph Bédart et de Marie Hervé. Or si, alors comme aujourd'hui, les notaires se montraient fort accommodans et inscrivait de bonne grâce les noms et titres qu'on voulait ; en revanche, pas plus alors qu'aujourd'hui, un mariage ne pouvait être célébré à l'église sans la production de l'acte de baptême des époux. L'âge de Marie Hervé, se donnant, à soixante-sept ans, comme mère d'une fille de vingt, était pour éveiller l'attention, et, certainement, le clergé de Saint-Germain-l'Auxerrois ne se contenta pas d'une simple déclaration verbale. Enfin, rien ne tient moins que cette autre hypothèse d'après laquelle Molière, en raison de l'état civil douteux de sa femme et pour éviter le bruit, se serait marié un mardi gras, jour où les églises sont désertes, à dix heures du soir, en présence de rares témoins, et après dispense de deux bans obtenue par grâce spéciale. D'abord, le 20 février 1622 n'était pas un mardi, mais un lundi, lendemain du premier dimanche de carême ; l'église n'était pas déserte ce jour-là ; il y eut sept autres mariages avec celui de Molière ; ce mariage n'eut pas lieu à dix heures du soir, mais entre neuf et dix heures du matin, car il est le premier inscrit de la série des huit ; quant à la dispense de deux bans, elle était d'usage comme elle l'est encore : on la demandait et on l'accordait couramment. Enfin, les mots *et autres*, qui suivent la mention des témoins, prouvent que ces derniers n'étaient pas les seuls assistans et permettent de supposer un cortège d'amis aussi nombreux que l'on voudra. Un passage du registre de La Grange donne à croire que le mardi précédent, au sortir d'une représentation « en visite » chez M. d'Équevilly, Molière avait officiellement annoncé son mariage à ses camarades assemblés. Rencontre piquante : c'était *l'École des maris* que la troupe donnait ce jour-là. Les encourageantes répliques de Léonor sonnaient encore à son oreille, lorsque au dénouement pour rire de la comédie, il faisait succéder ce prologue d'une pièce vraie, autrement sérieuse, et qui devait tourner au drame.

II.

Pas plus d'Armande Bédart que de Madeleine, il ne nous reste de portrait peint ou gravé d'une authenticité certaine. En

revanche, les portraits écrits ne manquent pas, et ils se complètent les uns par les autres, car ils sont de mains et d'intentions bien différentes. En 1670, dans *le Bourgeois gentilhomme*, où Armande tenait le rôle de Lucile, Molière la représentait avec une délicatesse de flatterie et un parti-pris d'admiration, qui témoignent, après huit ans de mariage, d'un amour aussi vif et aussi ardent que le premier jour. On se rappelle la situation ; dans une de ces ravissantes scènes de dépit amoureux, souvent reprises par le poète et toujours traitées avec le même bonheur, Cléonte s'excite à la colère contre Lucile : « Donne la main à mon dépit, dit-il à son valet Covielle, et soutiens ma résolution contre tous les restes d'amour qui me pourroient parler pour elle. Dis-m'en, je t'en conjure, tout le mal que tu pourras. Fais-moi de sa personne une peinture qui me la rende méprisable ; et marque-moi bien, pour m'en dégoûter, tous les défauts que tu peux voir en elle. » Rebuté comme son maître et animé contre sa Nicole du même ressentiment, Covielle s'empresse d'obéir et prend très au sérieux son rôle d'aristarque galant : « Elle, monsieur, voilà une belle mijaurée, une pimpesouée bien bâtie, pour vous donner de l'amour ! Je ne lui vois rien que de très médiocre et vous trouverez cent personnes qui seront plus dignes de vous. » Il commence donc un portrait tout en laid ; mais à mesure que Covielle relève les défauts de Lucile, Cléonte les transforme en traits de beauté, avec une impatience et une chaleur croissantes : « Premièrement, elle a les yeux petits. — Cela, est vrai, elle a les yeux petits, mais elle les a pleins de feu, les plus brillans, les plus perçans du monde, les plus touchans qu'on puisse voir. — Elle a la bouche grande. — Oui, mais on y voit des grâces qu'on ne voit point aux autres bouches ; et cette bouche, en la voyant, inspire des désirs, est la plus attrayante, la plus amoureuse du monde. — Pour sa taille, elle n'est pas grande. — Non, mais elle est aisée et bien prise. — Elle affecte une nonchalance dans son parler et dans ses actions. — Il est vrai, mais elle a grâce à tout cela, et ses manières sont engageantes, ont je ne sais quel charme à s'insinuer dans les cœurs. — Pour de l'esprit.... — Ah ! elle en a, Covielle, du plus fin, du plus délicat. — Sa conversation... — Sa conversation est charmante. — Elle est toujours sérieuse. — Veux-tu de ces enjouemens épanouis, de ces joies toujours ouvertes ? et vois-tu rien de plus impertinent que des femmes qui rient à tout propos ? — Mais enfin elle est capricieuse autant que personne du monde. — Oui, elle est capricieuse, j'en demeure d'accord ; mais tout sied bien aux belles ; on souffre tout des belles ! »

C'est un petit chef-d'œuvre que ce dialogue ; chef-d'œuvre d'art

et de poésie, de finesse comique et de grâce, de vérité aussi. Pris un à un, les traits d'Armande Béjart étaient défectueux, mais l'ensemble respirait un charme souverain. Vers le milieu du XVIII^e siècle, une comédienne qui l'avait vue encore jeune, M^{lle} Poisson, disait d'elle, en ayant soin de rappeler que son portrait était dans le *Bourgeois gentilhomme* : « Elle avoit la taille médiocre, mais un air engageant, quoique avec de très petits yeux, une bouche fort grande et fort plate, mais faisant tout avec grâce. » Grandval le père s'accorde avec M^{lle} Poisson : « Sans être belle, elle étoit piquante et capable d'inspirer une grande passion. » Il n'est pas jusqu'à l'auteur de la *Fameuse Comédienne*, auquel le même aveu n'échappe, enveloppé de toutes sortes de restrictions. Elle n'avait, dit-il, « aucun trait de beauté ; » mais il confesse que sa physionomie et ses manières la rendaient « très aimable au goût de bien des gens, » que, surtout, elle était « fort touchante quand elle vouloit plaire. » Il nous apprend qu'elle aimait « extrêmement » la parure, et M^{lle} Poisson ajoute qu'elle « se mettoit dans un goût extraordinaire et d'une manière presque toujours opposée à la mode du temps ; » ce qui l'étonne : elle n'a pas vu qu'Armande possédait cet art piquant et rare de s'habiller elle-même, en dehors et en dépit de la mode, et de donner à sa beauté ce ragoût d'étrangeté dont ceux-là mêmes qui le blâment ou le méconnaissent ne peuvent s'empêcher de subir l'effet. Les frères Parfaict rapportent l'avis d'un meilleur juge en ce genre : « Personne n'a mieux su se mettre à l'air de son visage par l'arrangement de sa coiffure, et plus noblement par l'ajustement de son habit. » Non-seulement elle ne suivait pas servilement la mode, mais elle la corrigeait quelquefois avec une telle sûreté de goût qu'elle la faisait et l'imposait. La toilette des femmes sous Louis XIV était majestueuse, mais un peu lourde ; elle cachait sous des plis trop amples la grâce des formes. Armande réagit avec succès contre ce caractère peu esthétique. Le *Mercurie galant* de 1673 disait : « Tous les manteaux de femmes que l'on fait présentement ne sont plus plissés ; ils sont tout unis sur le corps, de manière que la taille paraît plus belle ; ils ont été inventés par M^{lle} Molière. » Est-il téméraire de conclure de ce renseignement qu'Armande avait la taille bien faite ?

La comédienne fut vite hors de pair et fit encore valoir la femme. D'abord, Armande était une Béjart, c'est-à-dire qu'elle avait dans le sang la passion et l'instinct du théâtre. Outre sa beauté, elle y apportait « une voix extrêmement jolie, » elle « chantoit avec un grand goût le français et l'italien, elle dansoit à ravir. » Molière, nous apprend de Visé, se vantait « de faire jouer jusques à des fagots ; » on devine quel maître eut en lui une élève si bien douée

et dont le succès lui tenait au cœur autant que le sien propre. L'ampleur et la force manquaient à Armande ; elle ne put donc tenir dans la tragédie que les seconds emplois ; mais, là même, relevant le luxe très grand de ses costumes par le même goût d'originalité hardie qui lui allait si bien à la ville, ou par un tour de fantaisie romanesque, elle obtenait des succès éclatans ; ainsi, dans une *Circé* où elle charmaient les yeux, « en habit de magicienne, avec une quantité de cheveux épars. » En revanche, elle excellait dans « les rôles de femmes coquettes et satiriques, » lesquels s'accordaient d'eux-mêmes avec sa nature, et dans ceux d'ingénues, bien qu'elle eût sans doute plus d'efforts à y faire.

Dans ceux-ci elle trouvait un partenaire accompli en la personne de La Grange, le type du parfait amoureux, tel qu'on le voulait alors : tendre avec noblesse, empressé avec respect, d'une simple et grande politesse, comme le Cléonte du *Bourgeois gentilhomme*, à l'occasion dédaigneux ou hautain, d'une fine ironie ou d'une insolence méprisante, comme le Clitandre des *Femmes savantes*. Ils se faisaient valoir l'un l'autre et, lorsqu'ils jouaient ensemble, c'était un enchantement. Un anonyme a tracé de ce couple rare un portrait enthousiaste. Ils sont, dit-il, d'un naturel accompli, et lorsqu'une fois on les a vus dans un rôle, on ne peut plus y voir qu'eux ; ils produisent l'illusion complète ; certains de leurs jeux de scène, par leur justesse ou leur force, leur finesse ou leur pathétique, valent les tirades les mieux composées. Jamais, chez eux, de ces oublis de la situation, de ces distractions d'ennui ou de coquetterie qui détournent sur la salle l'attention de l'acteur : « Leur jeu continue encore, lors même que leur rôle est fini ; ils ne sont jamais inutiles sur le théâtre, ils jouent presque aussi bien lorsqu'ils écoutent que lorsqu'ils parlent. Leurs regards ne sont jamais dissipés ; leurs yeux ne parcourent pas les loges ; ils savent que leur salle est remplie, mais ils parlent et agissent comme s'ils ne voyaient que ceux qui ont part à leur rôle et à leur action. » Ainsi qu'Armande, La Grange excelle à composer ses costumes, il les porte avec la même élégance. Mais, si tous deux « se mettent parfaitement bien, ils ne pensent plus à leur parure dès qu'ils sont en scène. » Le croirait-on, Armande n'y est coquette que dans la mesure où son rôle l'exige : « Si M^{lle} Molière retouche quelquefois à ses cheveux, si elle raccommode ses nœuds ou ses pierreries, ces petites façons cachent une satire judicieuse et naturelle ; elle entre par là dans le ridicule des femmes qu'elle veut jouer. » Enfin, elle n'est jamais semblable à elle-même ; elle change à volonté le caractère de sa voix ; « elle prend autant de divers tons qu'elle a de rôles différens. »

III.

Mais elle excelle surtout dans les ingénues et les grandes coquettes du théâtre de son mari. M^{lle} Poisson et Grandval s'accordent encore à dire qu'il « faisoit ces rôles pour elle » et « travailloit exprès pour ses talens. » Elle parut pour la première fois dans *la Critique de l'École des femmes*, représentée le 1^{er} juin 1663, c'est-à-dire un an et quatre mois après son mariage : Molière n'avait voulu la laisser débiter qu'après le temps d'études nécessaire, et sûr pour elle du succès. Comment n'eût-elle pas réussi avec l'aimable petit rôle qu'il lui confiait : celui d'Élise ? Il en est peu d'aussi propres à faire valoir une actrice. Élise est une jeune femme sensée, spirituelle et maniant l'ironie avec un sérieux qui en double la force. Sa verve mordante s'exerce aux dépens de tous les ridicules qui défilent devant elle et va jusqu'à la mystification, d'abord avec la précieuse Climène; puis avec le marquis et le poète Lysidas, celui-ci pédant et pesant, celui-là fat, évaporé, turlupin. Ce premier rôle a si bien fait valoir Armande qu'elle en reçoit un autre du même genre dans *l'Impromptu de Versailles*, représenté le 14 octobre suivant : « M^{lle} Molière, satirique spirituelle, » ainsi l'appelle la distribution. Outre une petite escarmouche avec Molière, en qui elle raille plaisamment le directeur et le mari, elle a toute une scène à part, et des plus brillantes, avec M^{lle} du Parc, l'autre étoile de la troupe; elle reprend le malheureux Lysidas, ramené sous son feu. De petites tirades, pas trop longues, sont ménagées pour elle, et Molière, en distribuant ses conseils, lui a fait le même compliment qu'à La Grange et à M^{lle} du Parc, les deux parfaits comédiens : « Pour vous, je n'ai rien à vous dire. » L'actrice que sera M^{lle} Molière se laisse déjà voir avec ses traits essentiels dans ces deux rôles de début; la femme y est aussi, ce me semble, avec son caractère : bon sens net, mais un peu étroit; humeur railleuse, par suite un peu méchante; assez d'esprit; peu de bonté.

Elle ne joue pas dans *le Mariage forcé*, qui est du 29 janvier 1664, car le 19 elle a donné un fils à Molière. Il y a cependant pour elle un joli rôle de figuration, dont elle prendra possession après ses relevailles, car on trouve, dans l'inventaire dressé à la mort de Molière, parmi les costumes de sa femme, « un habit d'Égyptienne du *Mariage forcé*, en satin de plusieurs couleurs. » *La Princesse d'Élide*, représentée au mois de mai suivant, est une pièce

fade et mal venue, retour malheureux vers le genre noble auquel appartenait *Don Garcie de Navarre*; elle ne dut qu'au divertissement dans lequel elle était intercalée de réussir pour un temps. Armande faisait la princesse, une sorte de Diane farouche, ennemie de l'amour, mais qui ne tarde pas à s'humaniser en faveur du prince d'Ithaque, Euryale, un Hippolyte promptement revenu, lui aussi, de son orgueilleuse froideur. Toute la pièce était conçue pour mettre en relief ses diverses qualités, art de la parure, chant, danse; et Euryale, représenté par La Grange, détaillait en son honneur un portrait qui dut être salué de longs applaudissemens : « Elle est adorable en tout temps, il est vrai; mais ce moment l'a emporté sur tous les autres, et des grâces nouvelles ont redoublé l'éclat de ses beautés. Jamais son visage ne s'est paré de plus vives couleurs ni ses yeux ne se sont armés de traits plus vifs et plus perçans. La douceur de sa voix a voulu se faire paraître dans un air tout charmant qu'elle a daigné chanter, et les sons merveilleux qu'elle formoit passoient jusqu'au fond de mon âme et tenoient tous mes sens dans un ravissement à ne pouvoir en revenir. Elle a fait éclater ensuite une disposition toute divine, et ses pieds amoureux sur l'émail du tendre gazon traçoient d'aimables caractères qui m'enlevaient hors de moi-même et m'attachoient par des nœuds invincibles aux doux et justes mouvemens dont tout son corps suivait les mouvemens de l'harmonie. »

En paraissant devant la cour avec l'Elmire du *Tartufe*, Armande aborde un caractère autrement sérieux que les rôles d'aimable fantaisie et de convention romanesque où nous venons de la voir. Cette fois, elle entre en même temps dans la grande comédie et dans les grands emplois. Ce type de la parfaite honnête femme telle que la comprenait Molière, d'une raison si calme et d'un si ferme bon sens, pourrait sembler un peu froid. Molière eut soin d'y mêler un peu de coquetterie, qui, loin d'en altérer le caractère, le rendait encore plus vrai, et aussi le rapprochait davantage des moyens d'Armande. Elmire a, du reste, les goûts de luxe et d'élégance d'Armande elle-même; ce « train » de maison, ces robes de « princesse, » qui excitent les colères de M^{me} Pernelle, étaient le cadre que Molière avait donné à la beauté de sa femme. Aussi Armande crut-elle pouvoir aborder le rôle avec tous ses avantages : le jour de la première représentation publique, elle s'était parée si magnifiquement que son mari dut lui rappeler qu'elle faisait « le personnage d'une honnête femme » et l'engager à prendre un costume moins éclatant. Elle tint compte de l'observation, et le public ne s'aperçut en rien de cet incident de coulisses, car le chroniqueur Loret déclare qu'on ne saurait jouer avec plus de naturel qu'elle ne fit.

Un an avant que *Tartufe* parût devant les Parisiens, elle avait incarné la Célimène du *Misanthrope*, son triomphe, la plus fameuse de ses créations, celle où son empreinte est restée le plus profondément. Célimène est le type de femme le plus original et le plus complet qui soit sorti du génie de Molière; c'est aussi le plus difficile du répertoire classique. Tentation éternelle des comédiennes, celles qui l'ont abordé s'appellent légion, celles qui ont pu s'en rendre maîtresses forment un groupe d'élite, admiré, envié: telle actrice de génie, comme Rachel, y échoua misérablement, et une vraie Célimène, comme M^{lle} Mars, est sûre de transmettre son nom à la postérité. On a noté, cependant, les intonations et les gestes des grandes interprètes du rôle: la tradition les conserve et ils s'enseignent; mais une élève intelligente aura beau en savoir tout ce qui peut s'apprendre, si elle ne tire de son propre fond le sentiment du personnage, elle ne fera que grossir le nombre effrayant des vaines tentatives qu'enregistre l'histoire théâtrale. Célimène a vingt ans et son expérience est celle d'une femme de quarante. Coquette et féline avec Alceste, d'une médianse légère avec les petits marquis, d'une ironie terrible avec Arsinoé, à chaque acte, à chaque scène, elle se montre sous un aspect différent. Contemporaine, ou à peu près, de M^{mes} de Châtillon, de Luynes, de Monaco, de Soubise, des nièces de Mazarin, elle doit éveiller comme un vague souvenir de ces grands noms; elle est le produit exquis et rare d'une civilisation aristocratique dans le plein éclat de son développement, et souvent elle parle une langue d'une franchise d'allures et d'une verdure presque populaires. Dans le salon où elle règne, il faut qu'elle donne le sentiment de l'aisance parfaite et de la suprême distinction; et, au dénoûment, elle subit une humiliation cruelle, sans revanche possible; elle a une sortie écrasante, et, même alors, elle ne doit rien perdre de sa fière attitude et de son sourire tranquille. La comédienne qui, la première, sut porter un tel rôle et s'y incarner fut vraiment une grande actrice. Or, Armande s'y surpassa elle-même; ce fut, dit un contemporain, ce pauvre Robinet, qui sent mieux qu'il n'exprime, ce fut « un charme, » « un ravissement, » expressions que le temps devait rendre banales, mais qui retenaient encore toute leur force.

Qu'il y ait beaucoup d'elle-même dans le rôle, on ne saurait le méconnaître. Célimène est, par excellence, la grande coquette, et il semble bien qu'à la ville Armande tenait le rôle comme au théâtre. A défaut d'autres preuves, son goût de la parure et ses recherches de fantaisie originale suffiraient pour l'indiquer. Que l'on se rappelle son portrait dans le *Bourgeois gentilhomme*: sa

beauté toute dans le regard, le sourire et les manières, cette beauté, où la nature a la moindre part et la volonté de plaire la plus grande était, par excellence, une beauté coquette. N'est-ce pas le genre d'attraits que l'on voit à la Célimène idéale, celle qui n'est point telle ou telle actrice, mais le type créé par le poète? Armande avait aussi de la coquette l'humeur impérieuse et vaine; elle « vouloit, dit la *Fameuse Comédienne*, être applaudie en tout, n'être contredite en rien, et surtout elle prétendoit qu'un amant fût soumis comme un esclave. » On se rappelle de quel air et de quel ton, au second acte du *Misanthrope* notamment, Célimène réprime les révoltes d'Alceste. Cette foule d'amans qui l'entoure, et dont le poète ne met en scène que le nombre nécessaire à l'action, se retrouvait certainement autour d'Armande. Quelle que pût être la conduite de celle-ci, — grosse question qu'il faudra bien aborder, — les adorateurs affluaient autour d'elle, attirés par une profession qui la mettait si en vue.

A la grande comédie du *Misanthrope* (4 juin 1666) succède, deux mois après, la simple farce du *Médecin malgré lui*. Armande y fait Lucinde, petit rôle d'ingénue sans grande importance, car le personnage n'ouvre pas la bouche durant la plus grande partie de la pièce; il n'y a guère pour elle que des jeux de scène et une situation très plaisante vers la fin, lorsque la fausse muette s'épanche tout à coup en un bavardage torrentiel. Elle se dédommage par un luxe assez déplacé chez une jeune fille de moyenne condition : son habit se composait d'une « jupe de satin couleur de feu, avec trois guipures et trois volans et le corps de toile d'argent et soie verte. » Elle n'eut qu'une part secondaire dans les représentations de *Mélicerte*, du *Sicilien* et d'*Amphitryon* : on ne sait même pas si elle joua dans la première et la dernière de ces pièces; dans la seconde elle tenait le rôle de Zaïde, personnage de simple figuration, et elle dut s'y contenter d'un succès de costume, sous une « riche mante, » présent du roi. Pourquoi cette série de méchans lots dans trois pièces successives? Il sera peut-être possible de les expliquer par le très mauvais ménage qu'elle faisait à ce moment avec son mari. En revanche, dans le rôle d'Angélique, elle est au premier plan de *George Dandin*. Sans pousser plus loin qu'il ne convient la ressemblance du personnage et de l'actrice, il est probable que celle-ci n'eut pas trop à violenter sa nature pour entrer dans l'esprit du rôle, et qu'Angélique, avec son humeur impérieuse et son ironie froide, ne pouvait être mieux représentée que par Armande. On la verrait volontiers dans Élise de *l'Avare*, d'abord parce qu'elle y aurait eu son partenaire habituel, La Grange, et aussi parce que le caractère de cette fille exaspérée lui conviendrait

mieux que le rôle passif de Mariane; cependant, c'est bien celui-ci que lui attribue une distribution datée de 1685. L'incertitude continue avec *M. de Pourceaugnac*, quoique le rôle de Lucette, la « feinte Gasconne, » y semble fait pour elle : si elle fut vraiment élevée en Languedoc, elle put retrouver dans les souvenirs de sa jeunesse l'accent nécessaire au patois qui étourdit le gentilhomme limousin. Les renseignemens positifs manquent aussi sur le personnage qu'elle fit dans *les Amans magnifiques*; on voudrait pouvoir lui attribuer en toute certitude celui d'Ériphyle, la princesse aimée par un homme d'une condition inférieure à la sienne et qui lutte entre l'amour qu'elle-même ressent et le sentiment de sa dignité : sorte de Grande Mademoiselle, tendre et fière, engageante et réservée, chez laquelle on a vu, non sans raison, le premier modèle de quelques héroïnes de Marivaux. Mais nous savons par Molière lui-même ce qu'elle fut dans la capricieuse Lucile du *Bourgeois gentilhomme*; on a vu quel ravissant portrait elle lui inspirait alors. A ce moment, la concorde régnait entre les deux époux et le poète n'avait pour sa femme qu'ingénieuses prévenances et délicates flatteries.

Aussi lui ménage-t-il dans *Psyché* un triomphe égal à celui qu'elle avait obtenu dans *le Misanthrope*, mais dans un rôle tout sympathique cette fois et tout aimable. Il y a, certes, des œuvres plus fortes que cette « tragédie-ballet; » il n'y en a guère qui soient une plus fidèle image de la société qui les inspira. Molière y avait mis le comique tempéré de ses travestissemens mythologiques, Corneille sa galanterie héroïque, Quinault la molle harmonie de ses vers, Lulli sa musique spirituelle et passionnée, Vigarani la fastueuse ordonnance de ses décorations : l'ensemble se trouva réaliser l'idéal dramatique des contemporains de Louis XIV. Au milieu d'une pompe royale, c'est l'apothéose de leur manière d'entendre l'amour; tous les sentimens y sont grandioses et nobles, presque naturels avec cela. Quant à l'héroïne, bien éloignée assurément de son modèle antique, charmante encore cependant, avec sa pudeur fière, sa tendresse réglée par le sentiment de « sa gloire » et de son rang, elle est entourée d'une véritable idolâtrie. Armande dut éprouver dans ce rôle d'enivrantes joies d'amour-propre; princesse, amante adorée, déesse, elle s'offrait aux applaudissemens avec toutes les séductions que l'art et la poésie peuvent réunir autour d'une comédienne. Il n'y a, malheureusement, que Robinet pour nous dire l'impression qu'elle produisait, et, cependant, quelque chose de cette impression nous arrive à travers la burlesque poésie du pauvre rimeur : il compare ses attraits au javelot infailible de Céphale, « elle est merveilleuse, elle joue divinement, elle fait courir les gens à tas. » Enfin,

on entrevoit la splendeur de ses costumes dans la sèche description du notaire qui inventoria « les habits pour la représentation de *Psyché* : en tout cinq costumes, un par acte. »

Il n'est pas sûr qu'elle ait été l'Hyacinthe assez insignifiante des *Fourberies de Scapin*; dans la *Comtesse d'Escarbagnas*, elle ne parut certainement pas : au contraire de sa sœur Madeleine, qui, dans toute sa carrière, jouait tous les rôles, les plus modestes comme les plus importants, elle agissait en étoile, dédaignant ceux où elle n'aurait fait que rendre service au théâtre, sans profit pour son amour-propre. En dehors des grandes créations, elle se réservait pour les seuls petits emplois capables de la flatter, comme dans ce divertissement, que nous n'avons plus, de la *Pastorale comique*, où elle représentait à la fois « une bergère en femme » et « une bergère en homme, » ne dédaignant pas l'attrait piquant du travesti. On la vit ensuite dans l'Henriette des *Femmes savantes*, ce type délicieux de la jeune fille française, dont la grâce facile, le bon sens, aiguisé d'ironie mais tempéré de bonté, montrent, en quelque sorte, l'Elmire du *Tartufe* avant le mariage. Angélique du *Malade imaginaire* fut le dernier rôle qu'elle dut au génie de son mari. Plus ingénue qu'Henriette, mais point trop naïve, Angélique est d'un ordre à part; elle tempère par un sourire mouillé de larmes l'exubérante gaieté de la pièce et mêle la plainte mélancolique d'une Iphigénie bourgeoise aux terreurs burlesques d'Argan, aux compliments niais de Thomas Diafoirus, aux éclats de colère de M. Purgon. La voix touchante d'Armande était bien celle qu'il fallait au rôle, et c'est surtout le souvenir du *Malade imaginaire* qui inspirait à l'auteur des *Entretiens galants* son double portrait de La Grange et de M^{lle} Molière.

IV.

Telle fut la comédienne dans Armande Béjart : très digne d'attention, comme on le voit. Mais, si remarquables qu'aient été ses talens dramatiques, ils comptent pour la moindre part dans la curiosité que son nom excite. Ce que l'on veut surtout connaître, c'est la conduite privée de la femme, la place qu'elle tint dans l'existence de son mari. On a déjà beaucoup écrit sur elle, et presque toujours en se plaçant à ce point de vue exclusif. Pour la grande majorité des biographes de Molière, Armande fut une épouse indigne; elle tortura, elle couvrit de ridicule le grand homme dont elle portait le nom. Une fois lancé dans cette voie, on

ne s'arrête plus; on amoncelle autour d'elle, sans trop y regarder, les imputations les plus graves; on interprète hardiment les renseignements les plus suspects. Cependant, à examiner d'un peu près les faits qu'on lui reproche, il n'en résulte clairement qu'une seule chose, c'est qu'elle rendit Molière très malheureux. Mais pour quels motifs? Est-ce de l'inconduite, est-ce seulement de la coquetterie de sa femme que souffrait l'auteur de *Sganarelle* et du *Misanthrope*? Il est difficile de trancher la question. A part deux ou trois allusions, on n'a contre Armande que deux dépositions contemporaines, toutes deux bien suspectes; le reste n'est que tradition vague ou conjecture. Je ne crois pas qu'il y ait, dans l'histoire littéraire, de question qui montre davantage les dangers de l'à-peu-près et du parti-pris en matière d'érudition. Que de critiques, et des mieux intentionnés, sont prompts à l'épithète vengeresse dès qu'ils prononcent le nom d'Armande! On les embarrasserait beaucoup en leur demandant des preuves: ils déclament et ne peuvent que déclamer.

Consultons d'abord le principal intéressé dans la question, Molière lui-même. S'il a plusieurs fois emprunté certains traits à sa femme pour les appliquer aux personnages qu'il lui donnait à représenter, il est impossible qu'il ne laisse pas voir çà et là à travers ces personnages les sentimens qu'elle lui inspirait. Et d'abord, s'est-il peint lui-même dans le rôle d'Arnolphe de *l'École des femmes*, l'a-t-il peint dans celui d'Agnès? On l'a dit, mais, si cela était, la lune de miel de ce ménage aurait vraiment trop duré: le mariage est du 20 février 1662 et *l'École des femmes* du 26 décembre suivant. En outre, peut-on admettre que, de gaieté de cœur et pour le seul plaisir, un homme se représente lui-même sous les traits du grotesque tuteur d'Agnès et se bafoue aussi cruellement? Molière, enfin, n'avait trace de l'égoïsme et de la sotte infatuation qu'il prête à Arnolphe; sa femme, spirituelle et hardie, ressemblait encore moins à la timide et passive Agnès. On invoque des analogies; ainsi l'histoire d'Agnès, remarquée par Arnolphe dès l'âge de quatre ans, obtenue par lui d'une mère pauvre et par ses soins élevée. Voilà, dit-on, Armande prise par Molière aux Bézart, vers le même âge, et confiée dans le Languedoc aux soins d'une honnête et sûre famille. Comme si l'éducation d'Agnès, tenue dans l'ignorance de tout, « rendue idiote autant qu'il se pouvoit, » n'était pas juste le contraire de celle d'Armande, telle qu'on la connaît ou qu'on la devine par *l'École des maris*! Tout ce qu'il est possible d'admettre c'est que, mari déjà mûr d'une très jeune femme plus exposée qu'aucune autre aux entreprises des « blondins, » Molière se trouvait, en écrivant sa pièce, dans un état d'esprit dont il n'avait peut-

être pas encore une conscience bien nette et qu'il laissa percer çà là quelque chose de ses vagues appréhensions.

La petite querelle de directeur et de mari qu'il introduit dans *l'Impromptu de Versailles* laisserait même croire qu'il vivait encore à ce moment dans une parfaite sécurité. Sur une observation d'Armande, il l'interrompt : « Taisez-vous, ma femme ! vous êtes une bête. — C'est une chose étrange, réplique Armande sans s'émouvoir, c'est une chose étrange qu'une petite cérémonie soit capable de nous ôter toutes nos belles qualités, et qu'un mari et un galant vous regardent la même personne avec des yeux si différens ! » Molière impatienté : « Que de discours ! » Armande poursuit avec le même flegme : « Ma foi, si je faisais une comédie, je la ferois sur ce sujet. Je justifierois les femmes de bien des choses dont on les accuse, et je ferois craindre aux maris la différence qu'il y a de leurs manières brusques aux civilités des galans. » Et les critiques de s'écrier : « La menace est assez claire ! Molière prévoyait le sort qui l'attend, puisqu'il le fait pressentir lui-même. » Non ; il se sert ici, pour un effet plaisant, d'un simple lieu-commun de comédie, et, par cela même qu'il l'emploie, c'est qu'il n'en redoute pas l'application pour lui-même.

Le Mariage forcé et *George Dandin* offrent peut-être des allusions plus directes à son ménage. Il ne serait pas impossible qu'aus sitôt marié il ait entendu de la bouche de sa femme la déclaration que Dorimène fait à Sganarelle : « Je crois que vous ne serez point de ces maris incommodes qui veulent que leurs femmes vivent comme des loups-garous. Je vous avoue que je ne m'accommoderois pas de cela et que la solitude me désespère. J'aime le jeu, les visites, les assemblées, les cadeaux et les promenades ; en un mot, toutes les choses de plaisir. » Angélique, de son côté, dit à George Dandin : « C'est une chose merveilleuse que cette tyrannie de messieurs les maris et je les trouve bons de vouloir qu'on soit morte à tous les divertissemens et qu'on ne vive que pour eux ! Je me moque de cela et ne veux point mourir si jeune... Je veux jouir, s'il vous plaît, de quelque nombre de beaux jours que m'offre la jeunesse, prendre les douces libertés que l'âge me permet, voir un peu le beau monde et goûter le plaisir de m'ouir dire des douceurs. » Ces deux passages rappellent ce que nous apprend Grimarest du ménage de Molière. Aussitôt mariée, Armande « se croit une duchesse, » se pare avec fureur et coquette « avec le courtisan désœuvré qui lui en conte ; » elle hausse les épaules aux observations de son mari ; ces leçons lui paraissent « trop sévères pour une jeune personne qui, d'ailleurs, n'a rien à se reprocher. » Avec *le Mariage forcé* nous sommes au commence-

ment de 1664, au milieu de 1668 avec *George Dandin*; après deux ans de mariage, à plus forte raison après six ans, les conséquences fatales de la différence d'âge et de caractère ont dû se produire pour les deux époux. Avidé de plaisirs et de vie bruyante, Armande aurait voulu imposer ses goûts à son mari; revenu de bien des choses, souffrant, écrasé de travail et de soucis, Molière aspirait à la vie de famille, intime et cachée. Profondément bon, mais nerveux et irritable comme les hommes de vive sensibilité, il dut quelquefois contrarier et rudoyer la créature frivole et de petit jugement qu'était Armande. Mais la ressemblance des situations s'arrête ici; il est peu probable que Molière ait vu son propre sort dans celui que l'avenir réserve à Sganarelle et que le présent est en train de faire à George Dandin.

En arrivant au *Misanthrope*, la question se précise. On veut qu'Alceste soit tout Molière comme Célimène toute Armande. Si l'on admet, comme j'ai essayé de l'établir, que le rapprochement ne manque pas de justesse pour Armande, il est difficile de le rejeter complètement pour Molière. Le poète dut éprouver les mêmes souffrances que son héros, avec ce surcroît d'irritation et d'inquiétude que donne la qualité de mari, c'est-à-dire la crainte de perdre non pas seulement ce que l'on désire, mais ce que l'on possède, et le souci de l'honneur en danger. Il y a, dans le rôle d'Alceste, je ne sais quoi de profondément vrai que la puissance créatrice du poète ne suffirait pas à expliquer, une mélancolie profonde où percent les souvenirs d'une expérience personnelle. On objecte qu'un assez grand nombre de vers, et des plus passionnés, du rôle d'Alceste, notamment aux scènes deuxième et troisième du quatrième acte, se trouvaient déjà dans *Don Garcie de Navarre*, représenté un an avant le mariage de Molière. En revanche, que de tirades brûlantes sont dans *le Misanthrope* qui ne sont pas dans *Don Garcie*! Il y a surtout, dans tout le rôle d'Alceste, un relief et une vérité dont le pâle et chimérique amant de la princesse de Léon ne saurait donner le modèle. Après le naufrage d'une première pièce où il avait déjà peint la jalousie, Molière voulut sauver quelques beaux vers qu'il regrettait et il leur donna place dans *le Misanthrope*. En quoi la portée de celui-ci en est-elle diminuée? Une tirade heureuse, une scène bien venue, sont peu de chose au théâtre; un caractère vrai, une action qui donne l'illusion de la vie, sont tout, et, de quelques éléments empruntés ou repris que soit formée cette création, il n'importe guère.

Toutefois, de ce qu'il y a beaucoup de Molière et de sa femme dans *le Misanthrope*, on ne saurait conclure autre chose sinon qu'Armande était une fort méchante coquette; il faut renoncer à en tirer une présomption contre sa conduite. Célimène est impeccable,

si je ne m'abuse ; elle n'a ni cœur ni sens. Quant à Molière, si on le voit sous les traits d'Alceste, il y apparaît malheureux, mais nullement ridicule. Le reste de son théâtre ne fournit pas de nouvelles preuves contre Armande ; il fortifie, au contraire, l'impression que, tout en souffrant beaucoup du caractère de sa femme, il ne crut jamais à une indignité de sa part.

V.

Cette impression semble bien avoir été celle des contemporains du poète. Ils le savaient jaloux, et, de fait, n'eussent-ils pas pris soin de nous éclairer sur ce côté de son caractère, nous le devinerions aisément, car la jalousie sous toutes ses formes, presque tragique comme dans *Don Garcie et le Misanthrope*, burlesque comme dans *Sganarelle* et *George Dandin*, inspire une bonne part de son théâtre. Aussi, avec la prévoyance de la haine, s'efforçaient-ils de l'attaquer dans ce qu'il avait de plus sensible, de peser sur sa blessure intime. Mais aucun d'eux ne l'accusa d'être ce qu'il craignait tant de devenir.

Vers la fin de son *Impromptu de l'hôtel de Condé*, Montfleury le fils faisait dire par un de ses personnages :

... L'on doit finement dessus certain chapitre...

Un autre répondait par ces deux vers de l'*École des femmes* :

Hé, mon Dieu ! notre ami, ne te tourmente point ;
Bien huppé qui pourra l'attraper sur ce point.

L'allusion est anodine, et ce serait trop en tirer que d'y prendre un argument contre Armande mariée depuis deux ans à peine. Bientôt, un comédien de l'hôtel de Bourgogne, de Villiers, lance sa *Vengeance des marquis*. Venant après Montfleury, il éprouve le besoin d'insister sur l'insinuation de son prédécesseur. Dans l'*Impromptu de Versailles*, Molière avait dit du *Portrait du peintre* de Boursault : « Je réponds de douze marquis, de six précieuses, de vingt coquettes et de trente c...s, qui ne manqueront pas d'y battre des mains. » Le raisonneur de la *Vengeance des marquis*, Ariste, relève et reprend le mot : « Il a été plus de c...s qu'il ne dit voir le *Portrait du peintre* : j'y en comptai un jour jusqu'à trente et un. Cette représentation ne manqua pas d'appro-

bateurs: trente de ces c...s applaudirent fort, et le dernier fit ce qu'il put pour rire, mais il n'en avoit pas beaucoup d'envie. » Le dernier, c'est évidemment Molière; mais ne voit-on pas qu'il n'est incorporé dans la bande que pour donner lieu à retourner contre lui le trait qu'il avait lancé? De Villiers ne croyait pas lui-même au bien fondé de son allusion, et la preuve c'est que, dans un recueil par lui publié en cette même année 1663, les *Nouvelles nouvelles*, il disait de Molière: « Si vous voulez savoir pourquoi, presque dans toutes ses pièces, il raille tant les c...s et dépeint naturellement les jaloux, c'est qu'il est du nombre de ces derniers. Ce n'est pas que je ne doive dire, pour lui rendre justice, qu'il ne témoigne pas sa jalousie hors du théâtre: il a trop de prudence et ne voudroit pas s'exposer à la raillerie publique; mais il voudroit faire en sorte par le moyen de ses pièces que tous les hommes pussent devenir jaloux et témoigner leur jalousie sans en être blâmés, afin de pouvoir faire comme les autres, et de témoigner la sienne sans crainte d'être raillé. » Voilà qui est bien alambiqué, mais la réserve, du moins, est expresse: dans Molière, De Villiers ne voyait qu'un jaloux.

Sept ans après, en 1670, alors que la réputation d'Armande, si elle fut jamais compromise, devait l'être définitivement, Le Boulanger de Chalussay, l'auteur d'*Élomire hypocondre*, n'était pas plus affirmatif que De Villiers. Il représentait Élomire, c'est-à-dire Molière, se plaignant de sa santé à L'Orviétan et à Bary. Élomire « a une grosse toux et l'oreille lui corne de mille tintoins. » Bary répond :

Les cornes sont toujours fort proches des oreilles.

ÉLOMIRE.

J'aurois des cornes, moi? moi je serais c...u.

L'ORVIÉTAN.

On ne dit pas qu'encor vous le soyez *actu*;
Mais, étant marié, c'est chose très certaine
Que vous l'êtes, du moins, en puissance prochaine.

Du vivant de Molière, il ne fut pas imprimé autre chose sur son ménage. Après sa mort, à une époque indéterminée, un grossoyeur de notes et d'anecdotes, de petits papiers et d'extraits de journaux, dont le recueil manuscrit est venu jusqu'à nous, le sieur Jean-Nicolas de Tralage, paraît-il, s'amusait à dresser un double catalogue des comédiens qui « vivaient bien » et de ceux qui « vivoient mal, » et, parmi ces derniers, il rangeoit « la femme de Molière entretenue à diverses fois par des gens de qualité et séparée de son

mari ». C'est là un renseignement à la Tallemant des Réaux, un on-dit recueilli et enregistré sans critique; comme on le verra, l'entretien et la séparation sont purement imaginaires. Il y a bien encore le factum du Guichard que nous connaissons, mais il se retrouvera bientôt.

J'arrive enfin à l'acte d'accusation formel et détaillé qui pèse le plus lourdement sur la mémoire d'Armande, à *la Fameuse Comédienne*. C'est un petit livre, publié à Francfort en 1688, réimprimé jusqu'à cinq fois en neuf ans, et anonyme. On pouvait donc se donner carrière pour lui chercher un auteur, et on n'y a pas manqué; on l'a attribué successivement à La Fontaine, à Racine, à Chapelle, à Blot, le chansonnier de la Fronde, à M^{lle} Guyot, comédienne de la rue Guénégaud, à M^{lle} Boudin, comédienne de campagne, à Rosimont, autre acteur de la rue Guénégaud, etc. Il n'y a lieu de discuter aucune de ces attributions, également dénuées de preuves; les deux premières surtout sont d'une haute fantaisie: ni La Fontaine, malgré sa médiocre dignité de caractère, ni Racine, bien qu'il ait eu des torts envers Molière, n'étaient capables de commettre une infamie, et *la Fameuse Comédienne* en est une. Racine, en particulier, repentant, converti, entièrement retiré de la littérature depuis 1677, avait d'autres soucis en tête que d'écrire des libelles orduriers. Tout ce que l'on est en droit de supposer, c'est que le livre part de la main d'un homme ou d'une femme de théâtre. Il dénote, en effet, du tripot comique et de la vie des comédiens, une si exacte et si minutieuse connaissance, que l'auteur masqué dut être non pas seulement un écrivain dramatique ou un amateur très répandu dans ce milieu spécial, mais un comédien. Toute profession très absorbante, — et aucune plus que celle-là ne prend son homme tout entier, — imprime une marque spéciale aux idées et au langage; quelle que soit l'originalité de caractère que la nature ait donnée à un comédien, il sent et pense, voit et parle d'une manière qui lui est plus ou moins commune avec tous ceux qui montent sur les planches. Or, quiconque est un peu familier avec l'envers du théâtre, reconnaît dans *la Fameuse Comédienne* un parfum de coulisses prononcé. Mais si un comédien pense et écrit de façon spéciale, encore plus une comédienne, qui joint au tour d'esprit et de langage particuliers à sa profession celui qu'elle doit à son sexe. C'est le cas du livre qui nous occupe. La place prépondérante qu'il donne aux femmes, la manière dont il parle des hommes, la haine jalouse qui l'inspire, le choix des médisances ou des calomnies, je ne sais quoi d'oblique et d'insinuant, tout cela dénote une main féminine; comme aussi la finesse de certaines remarques, la grâce facile et l'agréable négligence des tours.

Car si le livre est odieux, il s'en faut de beaucoup qu'il soit mal écrit; il a sa valeur littéraire, et assez grande, par sa langue, qui est de la meilleure époque et du meilleur aloi, par son style libre et souple, périodique sans lourdeur, familier sans trivialité. Il n'est aucunement pour donner tort à la boutade célèbre de P.-L. Courier que « la moindre femmelette de ce temps-là vaut mieux pour le langage que les Jean-Jacques et les Diderot. » Quant au fond, les inventions haineuses dominent, mais tout n'est pas à rejeter. Il faut distinguer d'abord les faits généraux se rapportant au milieu où vivait Armande : ils sont généralement exacts; et les faits particuliers qui lui sont attribués : la plupart sont imaginaires. L'auteur a certainement vu de près Molière et Armande, elle a probablement fait partie de leur troupe, elle connaît par le menu l'histoire de leur théâtre. Le caractère et la manière d'être qu'elle prête aux deux époux, les incidens publics de leur existence qu'elle raconte, tout cela montre en elle un témoin bon à entendre. Mais c'est tout. Possédée contre Armande d'une haine féroce, haine de femme et de comédienne, elle n'a qu'un but qui est de la rendre odieuse; ce qu'elle sait des actions de son ennemie, elle le dénature, ou, tout au moins, l'exagère; ce qu'elle ne sait pas, elle l'invente. Qui veut déshonorer un homme lui attribue des actes d'indélicatesse ou de lâcheté; qui veut déshonorer une femme lui prête des amans : ce sont les moyens les plus sûrs. Aussi notre auteur fait-elle d'Armande une vraie Messaline, et une Messaline du dernier ordre, de celles que l'on paie. Malheureusement pour l'effet de son récit, elle voulut trop prouver, et, surtout en pareille matière, qui veut trop prouver ne prouve rien. La réputation d'une femme est chose fragile; mais, par cela même, redoubler les coups est une tactique maladroite. A celui qui s'acharne dans l'attaque comme dans la défense, on est toujours tenté de répondre avec la marquise de Las-say : « Comment faites-vous donc pour être si sûr de ces choses-là? » Et dans la *Fameuse Comédienne* les affirmations abondent, avec pièces à l'appui, lettres, conversations, etc. Il y a trop de faits précis articulés, trop de détails complaisamment énumérés sur des actes qui, par leur nature même, ne sont exactement connus que des seuls participants. Aussi, dès les premières pages, l'incrédulité naît chez le lecteur; il voit trop bien qu'il a sous les yeux un ramassis d'histoire suspectes, et, s'il lui prend fantaisie de les contrôler, il reconnaît que toutes celles que l'on peut contrôler sont démenties par des faits positifs, et que les autres pèchent contre la plus simple vraisemblance.

Le premier amant attribué à Armande est l'abbé de Richelieu, petit-neveu du grand cardinal; il était, en effet, d'humeur galante avec une préférence marquée pour les comédiennes. Et voici com-

ment se seraient établies ses relations avec la femme de Molière : « Comme il étoit libéral et que la demoiselle aimoit la dépense, la chose fut bientôt conclue. Ils convinrent qu'il lui donneroit quatre pistoles par jour sans ses habits et les régals. L'abbé ne manquoit pas de lui envoyer tous les matins par un page le gage de leur traité et de l'aller voir toutes les après-midi. » Ce marché d'amour est commode et simple ; mais, outre que l'on sait par les contemporains les noms des principales amies de l'abbé et que M^{lle} Molière n'en est pas, il faut admettre, Molière et sa femme demeurant dans la même maison, ou bien que les allées et venues du page et de l'abbé ont passé inaperçues pour le mari, ou bien qu'il en a su le motif et les a tolérées : deux hypothèses également inadmissibles. Si maintenant nous consultons les dates, l'in vraisemblance devient une impossibilité. Armande s'étoit mariée le 20 février 1662, et, le 19 janvier 1664, elle donnoit un fils à Molière. Veut-on placer une intrigue galante entre ces deux époques ? Ce serait faire commencer son inconduite de bien bonne heure. Quant à l'abbé, il part, dès le mois de mars 1664, avec l'expédition organisée pour défendre la Hongrie contre les Turcs et meurt à Venise le 9 janvier 1665. Cela n'empêche point *la Fausse Comédienne* de faire durer sa liaison avec M^{lle} Molière jusqu'après les représentations de *la Princesse d'Élide*, à Chambord ; or cette pièce ne fut jouée qu'après le départ de l'abbé, le 8 mai 1664, et à Versailles.

Une nouvelle et double aventure se serait greffée sur celle-là. Durant les représentations de *la Princesse*, « Armande devint folle du comte de Guiche, et le comte de Lauzun devint fou d'elle ; » irritée des dédains du premier, elle se jeta résolument à la tête du second. Ici encore se présentent une impossibilité et une invraisemblance. Éloigné de la cour depuis 1663, à la suite d'un petit complot contre M^{lle} de La Vallière, le comte de Guiche étoit ensuite parti pour la Pologne et se trouvoit encore à Varsovie en mai 1664. Quant à Lauzun, on ne le trouve pas nommé parmi les personnages qui figuraient dans les fêtes où fut donnée *la Princesse d'Élide* ; plusieurs, cependant, étoient à la fois moins qualifiés et moins en vue que lui. En outre, tout plein à ce moment de sa passion pour M^{me} de Monaco, il étoit peu désireux, sans doute, de se prêter aux caprices d'une comédienne aussi bruyante et encombrante que l'Armande représentée dans *la Fausse Comédienne*. Ainsi, la médisante ennemie a eu la main malheureuse ; entre les grands seigneurs célèbres à la cour par leurs aventures galantes, elle a choisi trois des plus connus, se disant que, dans la foule de leurs maîtresses, une de plus passerait sans difficulté ; mais elle savoit mal ce monde-là et son ignorance l'a trahie.

Bien que l'abbé de Richelieu soit en route pour la Hongrie,

notre libelle le retient en scène, et pour lui faire jouer un fort vilain rôle. Furieux d'être abandonné par Armande, il aurait « fait apercevoir à Molière que le grand soin qu'il avoit de plaire au public lui ôtoit celui d'examiner la conduite de sa femme; et que, pendant qu'il travailloit pour divertir tout le monde, tout le monde cherchoit à divertir sa femme. » Une grosse querelle conjugale suit naturellement cette confidence. Armande joue la comédie des larmes; elle avoue son penchant pour Guiche, mais elle proteste que « tout le crime a été dans l'intention, » ne dit mot de Lauzun, demande un pardon qu'elle obtient sans peine, et profite de la crédulité de son mari pour continuer ses intrigues « avec plus d'éclat que jamais. » Cette fois, elle y met une indifférence de cœur, une régularité et une âpreté au gain qui la rangent parmi les femmes galantes de profession. Elle prend une entremetteuse en titre, la Châteauneuf, et ne refuse aucun des nombreux amans que cette matrone lui présente « pendant qu'elle fait languir une infinité de sots qui la croient d'une vertu sans exemple. » Ne voilà-t-il pas deux choses assez difficiles à concilier, « l'éclat » d'une vie galante et une cour d'amoureux transis? Cependant Molière, averti de nouveau, se met dans une fureur violente et il menace sa femme « de la faire enfermer. » Nouvelle scène de cris et de larmes; mais, au lieu de s'humilier une seconde fois, Armande le prend de haut, et exige une séparation. En vain, sa famille, celle de Molière, leurs amis communs essaient de l'apaiser : « Elle conçut dès lors une aversion terrible pour son mari, elle le traita avec le dernier mépris; enfin, elle porta les choses à une telle extrémité que Molière, commençant à s'apercevoir de ses méchantes inclinations, consentit à la rupture qu'elle demandoit incessamment depuis leur querelle; si bien que, sous arrêt du parlement, ils demeurèrent d'accord qu'ils n'auroient plus d'habitude ensemble. » Il y eut donc non pas séparation judiciaire, comme l'a cru Tralage, mais séparation à l'amiable. D'autres témoignages s'accordant ici avec celui de *la Fausse Comédienne*, on peut tenir le fait pour assuré.

VI.

Cette rupture ne saurait être antérieure au mois d'avril 1665, car à cette époque Armande donnait à son mari un second enfant : une fille qui eut pour parrain M. de Modène et pour marraine Madeleine Béjart. Peu de temps après, Molière tombait malade; nous le savons par Robinet, qui annonce, le 21 février 1666, sa guérison et sa rentrée au théâtre. Si l'on admet que *le Misanthrope* reflète quelque chose de l'état d'esprit du poète et de ses sentimens envers sa

femme, la séparation peut être rapportée au moment où cette pièce fut jouée, c'est-à-dire en juin 1666, ou, au plus tard, vers le mois d'août de la même année, après *le Médecin malgré lui*. On a vu que, dans les trois pièces qui suivent celle-ci : *Mélicerte*, *le Sicilien* et *Amphitryon*, Armande est laissée de côté : c'est M^{lle} de Brie qui en obtient les beaux rôles ; ne serait-ce point un effet du ressentiment de son mari, effet très naturel et d'autant plus pénible pour elle que jusqu'alors elle avait eu dans les distributions une part plus flatteuse et plus large ?

Depuis ce moment ils ne se virent plus qu'au théâtre, Armande restant à Paris avec sa mère et ses sœurs, Molière passant ses rares loisirs dans une petite maison de campagne qu'il avait louée à Auteuil. Un jour, il rêvait tristement dans son jardin, lorsque, selon *la Fameuse Comédienne*, il reçut la visite de son ami Chapelle, et, « comme il étoit alors dans une de ces plénitudes de cœur si connues par les gens qui ont aimé, » il s'épancha dans une confiance que l'auteur du pamphlet prétend reproduire tout au long et au vrai :

Je suis né, disait-il, avec les dernières dispositions à la tendresse ; et, comme j'ai cru que mes efforts pouvoient lui inspirer par l'habitude des sentimens que le temps ne pourroit détruire, je n'ai rien oublié pour y parvenir. Comme elle étoit jeune quand je l'épousai, je ne m'aperçus pas de ses méchantes inclinations, et je me crus un peu moins malheureux que la plupart de ceux qui prennent de pareils engagements. Aussi le mariage ne ralentit point mes empressemens ; mais je lui trouvai tant d'indifférence que je commençai à m'apercevoir que toute ma précaution avoit été inutile et que tout ce qu'elle sentoit pour moi étoit bien éloigné de ce que j'aurois souhaité pour être heureux. Je me fis à moi-même des reproches sur une délicatesse qui me sembloit ridicule dans un mari, et j'attribuai à son humeur ce qui étoit un effet de son peu de tendresse pour moi. Mais je n'eus que trop de moyens de m'apercevoir de mon erreur ; et la folle passion qu'elle eut, peu de temps après, pour le comte de Guiche, fit trop de bruit pour me laisser dans cette tranquillité apparente. Je n'épargnai rien, à la première connaissance que j'en eus, pour me vaincre, dans l'impossibilité que je trouvai à la changer. Je me servis pour cela de toutes les forces de mon esprit ; j'appelai à mon secours tout ce qui pouvoit contribuer à ma consolation ; je la considérai comme une personne de qui tout le mérite est dans l'innocence, et que son infidélité rendoit sans charmes. Je pris dès lors la résolution de vivre avec elle comme un honnête homme qui a une femme coquette, et qui est bien persuadé, quoi qu'on puisse dire, que sa réputation ne dépend point de la méchante conduite de son épouse. Mais j'eus le chagrin de voir

qu'une personne sans beauté, qui doit le peu d'esprit qu'on lui trouve à l'éducation que je lui ai donnée, détruisoit, en un moment, toute ma philosophie. Sa présence me fit oublier mes résolutions, et les premières paroles qu'elle me dit pour sa défense me laissèrent si convaincu que mes soupçons étoient mal fondés, que je lui demandai pardon d'avoir été si crédule.

Pendant mes bontés ne l'ont point changée; et si vous saviez ce que je souffre, vous auriez pitié de moi. Ma passion est venue à un tel point qu'elle va jusques à entrer avec compassion dans ses intérêts; et quand je considère combien il m'est impossible de vaincre ce que je sens pour elle, je me dis en même temps qu'elle a peut-être une même difficulté à détruire le penchant qu'elle a d'être coquette, et je me trouve plus dans la disposition de la plaindre que de la blâmer. Vous me direz sans doute qu'il faut être père pour aimer de cette manière; mais, pour moi, je crois qu'il n'y a qu'une sorte d'amour, et que les gens qui n'ont point senti de semblables délicatesses n'ont jamais véritablement aimé. Toutes les choses du monde ont du rapport avec elle dans mon cœur. Mon idée en est si fort occupée que je ne sais rien en son absence qui me puisse divertir. Quand je la vois, une émotion et des transports qu'on peut sentir, mais qu'on ne sauroit dire, m'ôtent l'usage de la réflexion. Je n'ai plus d'yeux pour ses défauts, il m'en reste seulement pour ce qu'elle a d'aimable. N'est-ce pas là le dernier point de la folie, et n'admirez-vous pas que tout ce que j'ai de raison ne sert qu'à me faire connaître ma faiblesse sans en pouvoir triompher?

Le passage est éloquent et une grande émotion s'en dégage; non-seulement il ne part pas d'une plume ordinaire, mais je n'hésite pas à y voir, malgré quelques tournures languissantes et quelques faiblesses d'expression, un des beaux morceaux de la prose française en sa plus belle époque. Faut-il aller plus loin, et y reconnaître, comme on le veut, l'esprit ou la main de Molière lui-même, que ce soit un compte-rendu écrit de souvenir par Chapelles, ou une lettre adressée par Molière à son ami, compte-rendu ou lettre tombés dans les mains du libelliste? Il n'est besoin, ce semble, de recourir ni à l'une ni à l'autre de ces deux hypothèses. Si l'on admet que *la Fameuse Comédienne*, malgré sa détestable inspiration, n'est pas l'œuvre du premier venu, mais d'une actrice douée d'un talent de style naturel, le plus simple serait d'admettre encore que ce morceau est aussi bien son œuvre que tout le reste. Rompue à la pratique du théâtre, elle combine certaines parties de son récit comme autant de petites pièces. La situation est ici de celles qui inspirent et portent; soutenue donc par le souvenir du *Misanthrope*, l'ima-

gination échauffée par les plaintes brûlantes d'Alceste, sa haine contre Armande venant par-dessus, elle a réussi la scène et la tirade. Sauf en un point, toutefois, le rôle prêté à Chapelle. Epicurien insouciant, Chapelle n'en était pas moins sensible aux peines de ses amis ; il l'a prouvé en plusieurs circonstances. Or, le langage qu'il tient dans la scène d'Auteuil est celui d'un fort vilain égoïste ; jamais confident ne joua son rôle de façon plus piteuse. Il ne comprend rien à la douleur de Molière, qui est obligé de lui dire : « Je vois bien que vous n'avez encore rien aimé. » La confession achevée, mal à l'aise, dérangé dans sa quiétude d'esprit, il se dérobe au plus vite : « Je vous avoue à mon tour que vous êtes plus à plaindre que je ne pensois ; mais il faut tout espérer du temps. Continuez cependant à faire vos efforts ; ils feront leur effet lorsque vous y penserez le moins. Pour moi, je vais faire des vœux afin que vous soyez bientôt content. » C'est l'attitude et le langage de ce solennel imbécile de baron dans *On ne badine pas avec l'amour*, lorsqu'il répond aux supplications passionnées de la pauvre Camille : « Cela me jettera dans le désespoir pour tout le carnaval... Je serai vêtu de noir ; tenez-le pour assuré... Je vais m'enfermer pour m'abandonner à ma douleur ! »

Les consolations de l'amitié sont insuffisantes pour adoucir des amertumes aussi douloureuses que celles dont souffrait Molière. Seul, un autre amour peut les rendre supportables, en attendant que l'on revienne au premier. C'est M^{lle} de Brie qui aurait rempli auprès de Molière ce rôle d'abnégation. Dans *le Misanthrope*, elle avait représenté Éliante, et, de même qu'Éliante eût volontiers consolé Alceste des caprices de Célimène, de même M^{lle} de Brie accueillit Molière rebuté par Armande. Mais elle n'eut pas la pudique réserve d'Éliante, son intervention dans une passion troublée fut moins irréprochable ; enfin sa liaison avec Molière ne saurait leur valoir à l'un et à l'autre une sympathie sans mélange. Elle l'aimait avant son mariage avec Armande ; et, quoi qu'en dise l'auteur de *la Fameuse Comédienne*, elle semble s'y être résignée facilement ; elle nous apparaît, en effet, comme très accommodante, sans rancune, admettant l'abandon ou le partage et ne tenant pas rigueur à qui lui revenait. Mais il est fâcheux pour Molière qu'une fois marié il n'ait pas pris à son égard une attitude nette et n'admettant aucune interprétation de nature à froisser Armande. Au lieu de cela, un an à peine après son mariage, on le voit habiter la même maison que son ancienne maîtresse. Si la femme légitime avait des torts, quelle arme pour elle ! Armande ne manqua donc pas, dans l'occasion, d'employer cette tactique, féminine entre toutes, qui consiste à attaquer au lieu de se défendre. Dans

la grande querelle qui précéda la séparation de 1666, elle déclara bien haut « qu'elle ne pouvoit plus souffrir un homme qui avoit toujours conservé des liaisons particulières avec la de Brie, qui demeurait dans leur maison et qui n'en étoit point sortie depuis leur mariage. » Elle exagérait sans doute un peu en précisant ainsi son grief; Molière était alors trop épris de sa femme pour l'abandonner si tôt. Mais ne lui avait-il pas fourni lui-même cette triomphante réponse? Et il paraît bien que, une fois rebuté, il acheva de lui donner raison en revenant à M^{lle} de Brie. C'étoit une maladresse, et ses amis ne le lui cachèrent pas. L'un d'eux, selon Grimarest, lui en faisait un jour le reproche, et, comme de raison, traitait fort mal M^{lle} de Brie; elle n'avait, disait-il, ni vertu, ni esprit, ni beauté. Molière en convenait, mais en ajoutant : « Je suis accoutumé à ses défauts, et il faudroit que je prisse trop sur moi pour m'accommoder aux imperfections d'une autre; je n'en ai ni le temps ni la patience. » Il y a bien des choses dans ce peu de mots : de la tristesse, de la résignation, le dédain amer de soi-même et d'autrui, peut-être aussi cette espèce d'inconscience qui résulte de certains états d'esprit et de certaines situations. Molière était un très grand homme, mais un homme, et qui avait ses faiblesses; il serait puéril de les nier et de l'absoudre en tout et pour tout avec un parti-pris d'admiration. Comédien, sa profession admettait alors bien des licences, et il en prit sa part. Il ne faut donc pas chercher dans sa conduite, ou plutôt y mettre les yeux fermés une régularité bourgeoise qui n'y est pas et n'y saurait être. En l'espèce, il commit ou une faute ou une maladresse, les deux si l'on veut.

Faute ou maladresse, au surplus, la réconciliation n'en fut pas empêchée. L'auteur de *la Fameuse Comédienne* n'en parle pas : cela dérangerait sa thèse. Entre temps, le libelle place une nouvelle intrigue d'Armande. Durant les représentations de *Psyché*, au carnaval de 1671, elle se serait éprise d'une passion violente pour le très jeune Baron, qui faisait l'Amour, et ils auraient continué leur rôle hors du théâtre. Cette liaison n'est guère admissible; non parce que Baron était tenu envers Molière par les devoirs d'une reconnaissance filiale : ce que l'on sait de cet insupportable fat, très dégagé de préjugés comme tous les dons Juans, permet de penser qu'une telle considération ne l'aurait pas retenu. Mais il était encore bien jeune : il avait à peine dix-sept ans et Armande n'était pas assez âgée elle-même pour rechercher les passions d'adolescents; les Rosines ont passé la trentaine lorsqu'elles font chanter la romance aux Chérubins. De plus, il semble prouvé que Baron, traité par Molière avec la plus grande bonté, eut au contraire beaucoup à se

plaindre d'Armande, qu'il dut même, rebuté par ses mauvais procédés, quitter la troupe pendant quelque temps, et qu'il y rentra malgré elle, sur les vives instances de Molière. Ce qui est certain, c'est que, aussitôt Molière mort, il s'empressa d'aller à l'hôtel de Bourgogne, dans un moment où Armande, devenue chef de la troupe, aurait eu grand besoin de lui.

A côté de toutes ces intrigues apocryphes ou douteuses, plus répugnantes les unes que les autres, on est heureux de rencontrer non pas un amour, mais un hommage aussi pur qu'honorable pour Armande, et où son souvenir se trouve mêlé à celui du vieux Corneille. Modèle des époux et père de six enfants, l'auteur de tant de stances à Iris n'en aimait pas moins jouer auprès des reines de théâtre le rôle du don Guritan de *Ruy Blas* auprès de doña Maria de Neubourg. Il y avait quelque chose d'espagnol dans son âme comme dans son génie, et lorsqu'il rencontrait un type de grâce charmante ou noble, il s'en faisait avec une galanterie fière l'admirateur et le servant. Devenu l'ami de Molière, il offrit à sa jeune femme une admiration platonique, et il paraît bien qu'il exprimait ses propres sentimens pour M^{lle} Molière lorsque, dans *Psyché*, il faisait parler à l'Amour le langage délicieusement précieux qui est dans toutes les mémoires. Mais cette déclaration voilée ne suffit pas au poète; il voulut écrire pour sa déesse une tragédie dont elle jouerait le principal rôle et où il se représenterait lui-même sous les traits d'un de ces vieillards amoureux qu'il dessinait d'une touche si fière. De là *Pulchérie*, son avant-dernière pièce, qui, l'on ne sait trop pourquoi, au lieu d'être jouée par la troupe de Molière, parut sur le théâtre du Marais; pièce étrange, languissante et froide dans l'ensemble, d'une donnée qui fait un peu sourire, mais où se trouvent beaucoup de beaux vers et un caractère original, le vieux sénateur Martian, c'est-à-dire, nous apprend Fontenelle, Corneille lui-même. Le sentiment que l'Amour murmurait avec une espérance passionnée, Martian le gronde avec plus de mélancolie que de résignation; il met dans son regret de ses jeunes années autant de force et de noblesse que le chevalier romain Laberius exhalant devant César sa plainte fameuse :

Moi qui me figurois que ma caducité
Près de la beauté même étoit en sûreté!
Je m'attachois sans crainte à servir la princesse,
Fier de mes cheveux blancs et fort de ma faiblesse;
Et, quand je ne pensois qu'à remplir mon devoir,
Je devenois amant sans m'en apercevoir.
Mon âme, de ce feu nonchalamment saisie,
Ne l'a point reconnu que par ma jalousie;

Tout ce qui l'approchoit vouloit me l'enlever,
 Tout ce qui lui parloit cherchoit à m'en priver ;
 Je tremblois qu'à leurs yeux elle ne fût trop belle ;
 Je les haïssois tous comme plus dignes d'elle,
 Et ne pouvois souffrir qu'on s'enrichît d'un bien
 Que j'enviois à tous sans y prétendre rien.

Ces beaux vers durent charmer Armande et faire sourire Molière. Il serait imprudent de juger les comédiennes d'après les hommages poétiques qui leur sont consacrés ; mais on sait gré à Armande d'avoir inspiré celui-là et, au sortir de *la Fameuse Comédienne*, on est quelque peu dédommagé en retrouvant, grâce à Corneille, quelque chose d'elle dans l'idylle héroïque de *Psyché*, dans une noble scène de *Pulchérie*.

La réconciliation de Molière et de sa femme était peut-être chose faite lors de *Psyché* ; en tout cas, elle n'eut pas lieu plus tard que la fin de 1671, entre les *Fourberies de Scapin* et la *Comtesse d'Escarbagnas*. Des amis communs, entre autres Chapelle et le marquis de Jonzac, s'y étaient employés avec dévouement. Vers le milieu de l'année suivante, les deux époux allèrent habiter rue de Richelieu. En s'éloignant de cette maison de la place du Palais-Royal, où il avait longtemps vécu avec les Bérart et M^{lle} de Brie, Molière vouloit sans doute mettre son foyer à l'abri des causes de discorde qui l'avaient troublé. Il semble que peu de temps après son mariage, il avait déjà pris semblable mesure et s'était installé dans cette même rue de Richelieu, bien inspiré en cela ; mais, on ne sait pour quelle cause, il serait revenu bientôt habiter avec les Bérart. Cette fois, au contraire, il prit toutes les mesures qui annoncent une installation définitive. La demeure commode et vaste qu'il avait choisie, il s'efforça de la rendre agréable à Armande : il y déploya un grand luxe, il y porta des recherches et des attentions d'amoureux, combinant le choix de l'ameublement, la disposition des tentures, l'harmonie des couleurs, la distribution des pièces pour la commodité et l'agrément de sa femme. Quelle différence avec le pauvre et froid petit logis où nous avons vu mourir Madeleine Bérart ! Il semble qu'une seconde lune de miel suivit cette réconciliation, et que le pauvre grand homme connu, du moins, avant de mourir, quatre mois de bonheur intime et de tranquillité. Le 15 septembre 1672, il devenait père pour la troisième fois ; il lui naissait un fils. Courte joie : l'enfant ne vivait que onze jours, précédant son père dans la tombe de quatre mois et demi. Cette réconciliation, en effet, si heureuse en elle-même, devait être funeste à Molière et l'on peut y voir une des causes de sa mort prématurée. Atteint depuis longtemps d'une grave maladie de poitrine, il avait dû se sou-

mettre à un régime sévère, ne vivant que de lait, gardant le silence en dehors de la scène et confiné dans la solitude. Heureux, il se crut guéri, et, ne voulant pas imposer à sa femme la triste société d'un valétudinaire, il se remit à la viande, rouvrit sa maison, reprit son existence d'autrefois. Les suites de ce brusque changement furent une aggravation rapide de son mal et une catastrophe foudroyante : on sait dans quelles circonstances dramatiques, le 17 février 1673, il était surpris par la mort.

VII.

Des témoignages que l'on vient de parcourir se dégagent sur la conduite et le caractère d'Armande une opinion assez nette pour qu'il ne soit pas nécessaire de l'exposer longuement. C'était une femme très séduisante, mais, comme la plupart des coquettes, égoïste et d'esprit borné quoique vif. Unie trop jeune à un mari trop âgé et d'une sensibilité très vive, elle le fit beaucoup souffrir par une humeur très différente de la sienne; mais elle dut souffrir autant que lui. C'était, il est vrai, un homme de génie; avec un jugement plus large, elle aurait rempli près de lui le beau rôle que bien des femmes surent prendre en pareil cas, celui de l'abnégation et du dévouement. Mais elle n'avait rien de ce qu'il faut pour cela; elle voulait vivre pour elle-même. De là des froissemens continuels, une irritation croissante, et bientôt la vie commune insupportable. Peut-on dire, cependant, que Molière ne rencontra près d'elle qu'indifférence? Il serait imprudent de l'affirmer. On trouve, en effet, dans cet *Élomire hypocondre*, qui n'est pas plus suspect de partialité envers elle qu'envers son mari, une scène que l'on n'a pas assez remarquée et qui donne à penser. Le Boulanger de Chalussay représente Molière tourmenté par ces souffrances imaginaires aussi douloureuses que les maladies les plus certaines et se livrant aux accès de colère futile et violente si communs en pareil cas. Sa femme est près de lui et s'efforce à le calmer; sincèrement affligée de l'état où elle le voit, elle le raisonne comme un enfant; si Chalussay lui prête quelques duretés de parole, c'est qu'il en veut à tout ce qui touche Molière et qu'il tient à ne pas représenter sous un aspect trop sympathique la femme de son ennemi. Il semble, cependant, qu'il ne puisse, malgré qu'il en ait, s'empêcher de lui conserver un peu du rôle qu'elle avait dans la réalité.

Reste la conduite. En somme, tout ce que les contemporains d'Armande ont écrit contre elle se trouve faux si on l'examine d'un peu près; à plus forte raison ce qu'une admiration mal entendue pour Molière a fait imaginer depuis. Mais prétendre qu'elle fut une

épouse irréprochable serait aussi hasardeux qu'affirmer son conduite. Il n'y a pas, dit-on, de fumée sans feu, et ici la fumée est particulièrement épaisse et noire. Le mieux est de garder une réserve fort sage en pareil cas. On peut, tout au plus, admettre comme l'expression possible de la vérité ces paroles que Grimarest met dans la bouche de Molière : « Cette femme, cent fois plus raisonnable que je ne le suis, veut jouir agréablement de la vie ; elle va son chemin ; et, assurée par son innocence, elle dédaigne de s'assujettir aux précautions que je lui demande. Je prends cette négligence pour du mépris ; je voudrais des marques d'amitié pour croire que l'on en a pour moi, et que l'on eût plus de justesse dans sa conduite pour que j'eusse l'esprit tranquille. Mais ma femme, toujours égale et libre dans la sienne, qui seroit exempte de tout soupçon pour tout autre homme moins inquiet que je ne le suis, me laisse impitoyablement dans mes peines ; et, occupée seulement du désir de plaire en général comme toutes les femmes, sans avoir de dessein particulier, elle rit de ma faiblesse. » Il y a bien là un air d'arrangement, une insistance maladroite sur la parfaite innocence d'Armande, qui compromettent la cause même que Grimarest veut servir. Mais, en fait, il ne serait pas impossible que ce passage traduisit l'opinion moyenne des contemporains de Molière et que cette opinion fût conforme à la vérité. Ainsi Molière aurait été malheureux surtout de n'être pas aimé, jaloux, mais sans croire à l'infidélité de sa femme, et Armande une coquette aimant plus les manèges de l'amour et les satisfactions de vanité qu'ils procurent que l'amour lui-même. Si ce n'est point là un caractère très sympathique, encore vaut-il mieux que l'Armande de convention.

Du reste, une fois veuve, il semble qu'elle comprit tout à coup la perte qu'elle avait faite et s'efforça de réparer son erreur dans la mesure du possible. Elle porta dignement le deuil de son mari, elle assura le respect de sa mémoire, elle contribua grandement à empêcher la ruine du théâtre qu'il avait fondé, et lorsque enfin elle put songer à elle-même, elle sut, quoiqu'on en ait dit, concilier ce qu'elle devait au grand nom qu'elle avait partagé avec son droit d'arranger son existence à sa guise.

On sait les tristes incidens qui marquèrent les funérailles de Molière. Frappé d'une mort presque subite, il n'avait pu faire la renonciation dont l'église s'assurait toujours avant d'accorder aux comédiens la sépulture religieuse. Il est certain que les souvenirs de *Tartufe* et de *Don Juan* furent pour beaucoup, d'abord, dans le refus du curé de Saint-Eustache, puis dans la mauvaise grâce de l'archevêque à exécuter la volonté de Louis XIV ; mais, en somme, le prélat comme le curé ne faisaient qu'appliquer une règle stricte-

ment suivie en pareil cas. La veuve de Molière eut donc à vaincre des résistances d'autant plus fortes qu'elles s'appuyaient sur une prescription formelle et sur une antipathie particulière inspirée au clergé par le défunt. Il faut lui tenir compte de la douleur sincère dont elle donna les marques, de la noblesse de son attitude, de son énergie. Accompagnée du curé d'Auteuil, elle courut à Versailles se jeter aux pieds du roi; elle supplia, mais avec fierté, avec courage. Non contente de s'écrier : « Quoi ! l'on refuse la sépulture à un homme qui, dans la Grèce, eût mérité des autels ! » elle ne craignit pas de dire que « si son mari était criminel, ses crimes avaient été autorisés par Sa Majesté même. » C'était logique, mais hardi. Avec ce tact qui était une de ses qualités royales, Louis XIV fit respecter à la fois sa dignité, celle de l'archevêque, Harlay de Chanvalon, fort méprisable comme homme, mais, en somme, son archevêque de Paris, et la justice due à Molière : il congédia la veuve en disant que l'affaire ne dépendait pas de lui et il manda au prélat « qu'il fit en sorte d'éviter l'éclat et le scandale. » Le soir des funérailles, la foule s'amassait devant la maison mortuaire, non sans doute, comme on le dit habituellement, pour insulter le cercueil : les Parisiens n'ont jamais été de grands rigoristes. Molière les avait beaucoup amusés ; enfin, ils sont presque toujours respectueux devant la mort. Il est à croire qu'ils obéissaient ce soir-là à des sentimens assez mêlés : leur curiosité très vive pour tout ce qui touche au théâtre, la sympathie, enfin, et surtout leur éternel esprit badaud. Grimarest donne clairement à entendre que cette affluence de populaire était inoffensive et que, si la veuve en fut épouvantée, c'est qu'elle « ne pouvoit pénétrer son intention. » Dans l'incertitude, Armande employa un moyen infaillible de tourner à la bienveillance déclarée des dispositions douteuses : elle fit répandre par les fenêtres un millier de livres « en priant avec des termes si touchans le peuple amassé de donner des prières à son mari, qu'il n'y eut personne de ces gens-là qui ne priât Dieu de tout son cœur. » Sur la tombe elle fit placer une large pierre, et, deux ou trois ans après, durant un hiver rigoureux, on y alluma par son ordre un grand feu, auquel vinrent se chauffer les pauvres du quartier. Symbole touchant du génie de Molière ; la veuve ne voulait qu'honorer la mémoire de son mari par un acte de bienfaisance, mais la postérité a bien le droit de voir l'allégorie involontaire qui se dégage de cet acte. Ce foyer de chaleur, accessible à tous, et qui semble sortir de la tombe même du poète, n'est-ce pas l'image de son génie, cet autre foyer de raison, de poésie et de gaieté ?

Malgré le coup terrible qui la frappait, la troupe ne fit relâche

que six jours ; il n'y avait pas de temps à perdre si elle voulait prouver son intention de survivre. Elle aurait pu se joindre immédiatement à l'hôtel de Bourgogne ; le roi le souhaitait et l'hôtel n'eût pas mieux demandé à ce moment que d'accueillir le Palais-Royal : une longue rivalité aurait ainsi pris fin. Mais, accepter cette réunion, n'était-ce pas, de la part des camarades de Molière, manquer de respect à la mémoire de leur chef, auquel « les grands comédiens » avaient fait une guerre acharnée ? S'il devait un jour y avoir réunion, il fallait non pas que l'hôtel absorbât la troupe de Molière, mais qu'il fût absorbé par elle, qu'il y eût là pour les camarades de Montfleury et de Villiers défaite et non victoire. La Grange et Armande parvinrent à réaliser ce projet ; avec Louis XIV et Colbert, ils furent vraiment les fondateurs de la Comédie-Française. Il n'y a pas lieu, pour le moment, de raconter en détail par quels moyens : la part de La Grange y fut trop considérable, et il faudrait mêler à l'histoire d'Armande trop de faits qui regardent plutôt son camarade. Mais, comme lui, elle s'y dévoua tout entière ; elle y engagea une grosse part de sa fortune, elle y déploya une activité méritoire, car, Molière nous l'a dit, elle était naturellement nonchalante. Elle aussi triomphait, lorsqu'une lettre de cachet du 21 octobre 1680 ordonna qu'il n'y aurait plus à Paris qu'un seul théâtre français, le sien.

A cette date, un grand événement avait eu lieu dans l'existence d'Armande : depuis le mois de mai 1677, elle avait échangé le nom glorieux de Molière contre celui, beaucoup plus modeste, de son camarade François Guérin d'Estriché. On lui a reproché ce second mariage avec beaucoup de sévérité. La veuve de Molière se remarier ! On dirait vraiment qu'elle a commis un crime, ou plutôt un sacrilège ; car, depuis tantôt un siècle, Molière est passé dieu. Il faut pourtant tenir compte, en ceci comme en toutes choses, de la différence des temps et des idées. Dans les années qui suivirent sa mort, Molière n'était pas encore regardé comme le génie prodigieux que nous voyons en lui. Sauf pour quelques-uns, comme Boileau, qui mesuraient toute l'étendue de cette perte, ce n'était qu'un très amusant comédien, qu'un excellent auteur, dont on regrettait la mort prématurée, mais dont on ne songeait nullement à faire l'apothéose. Quant à sa veuve, elle ne songeait pas davantage à faire d'elle-même une relique. Elle était jeune encore, plus belle que jamais ; elle n'avait pas été heureuse dans son premier mariage ; la vie lui devait un dédommagement. Ce dédommagement s'offrit à elle sous les espèces d'un fort honnête homme, bien fait, estimé dans son art ; pourquoi aurait-elle joué sans conviction le rôle d'une Andromaque inconsolable ?

Soyons indulgens pour elle, en raison même de cette délicatesse morale et de ces scrupules qui nous honorent et qui lui manquaient.

D'autant plus qu'elle avait bien besoin d'un homme pour la protéger et mettre fin par sa seule présence à une situation des plus pénibles. Depuis son veuvage, en effet, elle se trouvait en butte à des attaques multipliées. Outre le soin de ses affaires, ses intérêts dans l'exploitation du théâtre, sa situation jalousée dans la troupe, elle avait eu de très graves ennuis. C'avait été d'abord son affaire avec un président au parlement de Grenoble, M. de Lescot. Magistrat galant et coureur, ce Lescot était par surcroît, emporté, brutal, capable de toutes les maladresses. Il s'était déjà compromis dans de fâcheuses aventures; à la suite d'une escapade nocturne, on l'avait trouvé roué de coups et laissé pour mort sur le pavé de Paris. Très épris d'Armande, mais n'osant se déclarer directement, il se servit d'une entremetteuse, la Ledoux. Par une rencontre singulière, celle-ci avait à sa disposition une femme La Tourelle, qui ressemblait à s'y méprendre à M^{lle} Molière et qui en profitait de façon très lucrative dans l'exercice de son métier, se faisant passer auprès des naïfs ou des ignorans pour la brillante comédienne de la rue Guénégaud. Facilement abusé par les deux femmes, Lescot profita quelque temps en secret de sa prétendue bonne fortune; il suivait assidûment les représentations d'Armande, mais il gardait sur le théâtre une réserve que La Tourelle lui avait expressément ordonnée. Un soir il n'y tient pas, s'introduit dans la loge d'Armande et se permet des familiarités. Elle s'indigne, il s'empporte; dans un collier qu'elle portait, il croit en reconnaître un dont il avait fait présent à La Tourelle et il le lui arrache; la garde arrive au bruit et il est arrêté. Une information judiciaire suivit naturellement, et un arrêt du parlement de Paris, en date du 17 octobre 1675, condamna le président à faire amende honorable devant témoins à M^{lle} Molière, et les femmes Ledoux et La Tourelle à être « fustigées, nues, de verges, au-devant de la principale porte du Châtelet et devant la maison de M^{lle} Molière; ce fait, bannies pour trois ans de Paris. » On est frappé de l'étrange ressemblance que présente cette affaire avec celle du *Collier*, qui, en 1785, compromit le nom de Marie-Antoinette. Les mêmes rôles sont repris à cent dix ans de distance, celui d'Armande par la reine, celui de l'entremetteuse Ledoux par la comtesse de La Motte, celui de la femme La Tourelle par la demoiselle Oliva, enfin celui du président Lescot par le cardinal de Rohan. Et pour que rien ne manque au parallèle, de même que la reine fut salie par un infâme libelle publié à Londres par M^{me} de La Motte, Armande eut à subir la *Fameuse Comédienne*.

Moins d'un an après éclatait un nouveau scandale, plus pénible encore pour la veuve de Molière, le procès Guichard. Ce fut le 16 juillet 1676 que l'ennemi de Lulli lança le *factum* où elle était si maltraitée. J'ai assez parlé du personnage pour qu'il ne soit pas utile de le présenter à nouveau. Mais les imputations infamantes que nous connaissons déjà n'étaient qu'une faible partie des injures dont il couvrait Armande. Il est impossible de transcrire au long le passage qui la concerne; quelques lignes feront juger du reste : « La Molière, disait-il, est infâme de droit et de fait, » c'est-à-dire par sa profession et son inconduite; « avant que d'être mariée, elle a toujours vécu dans une prostitution universelle; pendant qu'elle a été mariée, elle a toujours vécu dans un adultère public; enfin, qui dit La Molière dit la plus infâme de toutes les infâmes. » L'exagération même de ces injures leur enlève jusqu'à l'apparence du sérieux, d'autant plus que Guichard traite avec la même violence de calomnies sans preuves tous ceux dont il redoute le témoignage. Il était très protégé, semble-t-il, en raison de sa charge d'intendant des bâtimens de Monsieur; mais il n'y eut pas moyen de lui épargner les conséquences de sa male rage. L'accusation d'empoisonnement qui pesait sur lui fut reconnue fondée et, le 27 février 1676, il s'entendit condamner au blâme, à l'amende honorable, à 4,000 livres de dommages-intérêts et 200 livres d'amende; les imprimeurs de son *factum* devaient être appréhendés au corps et poursuivis. On remarquera la sévérité avec laquelle la justice frappait à deux reprises deux accusateurs d'Armande. Si elle eût été la femme absolument décriée que disent ses ennemis, aurait-elle obtenu réparation aussi complète?

On trouvera sans doute que les ennuis suscités à la malheureuse femme par ces deux affaires suffisaient, avec le soin de son théâtre et l'exercice de sa profession, pour l'absorber tout entière et lui enlever tout désir de suivre des intrigues galantes. Aussi n'y a-t-il pas lieu de discuter celles que la *Fameuse Comédienne* lui prête encore à la même époque. Pouvait-elle, ainsi tourmentée, calomniée, surchargée d'embarras de tout genre, ne pas désirer un protecteur et un appui? Peut-on, sa situation une fois connue, ne pas reconnaître que la nécessité d'un second mariage s'imposait à elle? Ce qui prouve bien que, dans le premier, tous les torts n'étaient pas de son côté, c'est que, devenue la femme de Guérin, elle vécut parfaitement heureuse et que sa conduite ne donna plus lieu à aucun bruit fâcheux. L'auteur de la *Fameuse Comédienne*, lui-même, est obligé de le reconnaître; il s'empresse, naturellement d'expliquer cette sagesse à sa façon en disant qu'Armande avait trouvé cette fois un maître impérieux et dur; mais les témoignages désintéressés

s'accordent à représenter Guérin comme un excellent homme. Il faut ajouter à l'honneur de l'un et de l'autre que, dans leur ménage, la mémoire de Molière fut entourée non-seulement de « respect, » mais de « vénération. » Ce sont les propres termes qu'employait en parlant du premier mari de sa mère, un fils né de leur mariage : en 1698, à peine âgé de vingt ans, ce jeune homme avait imaginé d'achever et de mettre en vers libres la *Mélicerte* de Molière, et c'est dans la préface de ce travail bien inutile qu'il s'exprimait de cette façon.

Depuis lors, Armande continua sans incidens sa carrière de comédienne, jusqu'à ce qu'elle prit sa retraite, en 1694, à la clôture de Pâques. Le bonheur qu'elle trouvait dans sa nouvelle famille, et aussi la nonchalance naturelle que nous lui connaissons par Molière, l'avaient détachée peu à peu de son art ; elle n'avait encore que cinquante-deux ans, et elle aurait pu briller longtemps encore, à une époque où les comédiennes, même les ingénues et les grandes coquettes, s'éternisaient volontiers dans leur emploi, car, dans un théâtre où un public constant les voyait chaque jour, il ne s'apercevait pas qu'elles vieillissaient. Mais elle s'attachait de plus en plus à son intérieur, où elle vivait très retirée, au fils qu'elle avait eu de Guérin, enfin à une riante maison des champs qu'elle possédait à Meudon et où elle passait tout le temps que lui laissait le théâtre. Cette maison existe encore, au n° 11 de la rue des Pierres, à peu près telle qu'Armande l'a laissée, avec sa porte à plein cintre et ses pavillons dans le style du temps, comme aussi le jardin avec ses allées géométriques, ses charmilles et son berceau de vigne. Elle mourut à Paris, rue de Touraine, le 30 novembre 1700, âgée de cinquante-huit ans. Son acte de décès, ne fait, naturellement, aucune mention de Molière, dont elle ne portait plus le nom : elle n'en reste pas moins pour la postérité, en dépit de ce brave Guérin, la veuve de Molière, celle qui a vécu onze ans près de lui, l'interprète et l'inspiratrice de ses chefs-d'œuvre. Elle le fit souffrir, mais la souffrance est une part de l'inspiration, et, peut-être, sans elle, n'aurions-nous pas le *Misanthrope*.

LA PEINTURE

AU

SALON DE 1885

Si un critique d'art pouvait rendre la vie à un maître des siècles passés et le conduire au Salon de peinture de 1885, comme Dante a évoqué Virgile pour le conduire aux enfers, que cela serait intéressant et instructif ! Avec quelle avide curiosité on lirait sur le visage du maître d'autrefois les impressions multiples que feraient naître en lui les œuvres si diverses et parfois si contradictoires de l'école moderne ! Comme on noterait avec soin ses stupéfactions, ses approbations et plus souvent encore ses sourires ! Mais comprendrait-il bien tout d'abord ce qu'on lui mettrait sous les yeux ? Qu'on le suppose de Venise ou de Florence, coloriste ou dessinateur, lui serait-il possible de s'habituer vite à ces masses profondes de tableaux hétérogènes dont les auteurs se sont inspirés de tout et quelquefois même de la nature ? Aurait-il la compréhension bien nette de ce qui l'entourerait, lui l'homme austère et religieux à sa façon, qui est entré à l'atelier comme les dévots entrent à l'église, qui a regardé son maître, Raphaël ou Véronèse, comme une sorte de prêtre, comme le gardien vénéré de mystères augustes, et qui, toute sa vie, a conservé pieusement les saintes traditions d'un art local ? Ne se sentirait-il pas troublé, étourdi, anéanti, triste peut-

être, et ce que nous appelons une exposition de peinture ne lui apparaîtrait-il pas comme un marché ou un bazar?

L'art était autrefois, en effet, quelque chose de particulier, d'aristocratique et de mystérieux. Il ressemblait par beaucoup de côtés à la religion : comme elle, il avait ses traditions et ses dogmes, comme elle ses prêtres, et souvent aussi ses martyrs. Pour pénétrer ses mystères, pour goûter les joies infinies qu'il réserve à ses élus, il fallait une foi robuste. L'artiste devait vivre en dehors ou plutôt à côté de la société. Il rompait avec le monde, il partageait l'existence des humbles, et si, arrivé à l'éclosion complète de son génie, il se trouvait appelé à la cour d'un prince ou d'un pape, c'était pour être traité en ouvrier habile et pour être classé dans la domesticité intelligente. L'anecdote de Charles-Quint ramassant le pinceau du Titien m'a toujours semblé aussi apocryphe que le déjeuner de Molière à la table du grand roi.

La vérité vraie, je la vois dans la misère d'Andrea del Sarto payant d'une Madone immortelle un morceau de pain et l'hospitalité d'une nuit ; elle m'apparaît dans la soupente où Michel-Ange, vieilli et abandonné, soigne son domestique malade. C'était une vie pénible que la vie de ces hommes qui n'avaient d'autres joies que celles de l'idéal, à peu près réalisé, entre les grands dont ils se faisaient les serviteurs et la foule, pour laquelle ils restaient ignorés ou incompris. Leur foi seule les soutenait, peu différente de la foi religieuse, aussi fervente et parfois aussi exclusive, et leur donnait la force d'officier dans ces petites chapelles antagonistes qu'ils avaient élevées à Florence, à Rome, à Venise, ou bien encore à Amsterdam ou à Séville. Cherchaient-ils la fortune ou même la gloire ? Non, certes, à ce qu'il semble, car, l'œuvre achevée, combien négligeaient de placer dans un coin ou leurs initiales ou leurs signatures ! L'anonymat cachait la personnalité comme le capuchon la figure du moine qui chante à l'église. Peu leur importait l'obscurité où ils demeureraient volontairement. Ils voulaient léguer à la postérité la grandeur d'une doctrine et l'éblouissement d'une œuvre plutôt que le retentissement d'un nom. C'est cette abnégation, cette passion exclusive du beau qui explique leur petit nombre. Mais aujourd'hui tout a changé pour eux et en eux. En se modifiant, la société a modifié profondément leur manière d'être. L'art est descendu de la sphère élevée où l'avaient maintenu ses premiers adeptes, les traditions ont été oubliées et les chapelles sont tombées en ruines. Le dirons-nous, enfin, on n'a plus distingué les artistes des autres hommes ; ils ont été mêlés au monde, qui autrefois les tenait à distance ; ils se sont trouvés en présence du public, et, au lieu de poursuivre uniquement l'idéal, ils ont dû, coûte que coûte, chercher le succès.

Jusqu'ici nos sculpteurs ont échappé en partie à cette contagion et à ses conséquences. L'âpre carrière à laquelle ils se sont voués, une sorte de rudesse native, spéciale et respectable, qui est l'apanage des forts et des convaincus, les difficultés de la route, les nécessités de l'existence, l'impossibilité de risquer sur un succès incertain le patient labeur que connaissent seuls ceux qui se sont donné pour mission de faire parler la pierre, tout a concouru à préserver du monde ces hommes qui sont l'honneur de l'école française de sculpture. Mille raisons les ont protégés et leur ont permis de conserver en eux un autre idéal que celui de la plaine Monceau, jusqu'à cette apparence d'artistes ouvriers qui n'ont pas toujours pris le temps, au milieu de leurs durs colloques avec le marbre, d'étudier le maniérisme raffiné des salons, et qui ont préféré approfondir les mystères émouvans de la nature plutôt que de s'enfoncer, pour égaler les bourgeois, dans les subtilités de la syntaxe.

Au contraire, c'est une justice à rendre à la plupart de nos peintres, ils ont cherché le succès partout ; et par tous les moyens ils ont tenté de ressusciter les écoles mortes, de rajeunir les traditions oubliées : ils ont exploité l'Italie, la Hollande, l'Espagne, et quelques-uns même ont songé à faire du neuf. N'était-il point nécessaire d'être remarqué et de suivre les goûts, les fantaisies et les caprices des acheteurs ? De là sont venus le tohu-bohu et l'incohérence des Salons actuels de peinture, où se rencontrent côte à côte toutes les tendances du présent, toutes les réminiscences du passé, toutes les influences étrangères, tous les courans cosmopolites. Une école de peinture, véritablement française, ayant un caractère propre, particulier, national, serait en vain cherchée au milieu de tout cela par le mieux intentionné des critiques d'art. Aucune pensée d'ensemble, aucune vue générale, aucun principe, aucun idéal ne relie entre elles les œuvres diverses accrochées le long des murs du palais de l'Industrie. « Chacun pour soi » semble être la seule devise commune à tous les auteurs, qui, depuis le plus grand jusqu'au plus mince, depuis celui qui couvre trente mètres de toile jusqu'à celui dont les œuvres ne se peuvent juger qu'à la loupe, s'abandonnent tous aux jouissances enivrantes d'un individualisme sans frein.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Qui sait ? Au demeurant, mieux vaut constater les faits que les discuter, et celui-ci crève littéralement les yeux. Le Salon ressemble à l'un de ces livres qu'un professeur érudit a intitulé : « Morceaux choisis de littérature française, » et où il a rangé dans un ordre savant, c'est-à-dire alphabétique, Racine à côté de Rabelais, Coppée à côté de Corneille, Lamartine à côté de La Fontaine, et Viennet à côté de Victor Hugo.

Dans cette masse hétérogène, il est cependant possible encore de reconnaître des embryons d'écoles différentes qui essaient, soit de lutter contre une mort prématurée, soit de naître à la lumière et au jour. En cherchant bien, vous trouverez les tableaux de l'école néo-classique, école officielle patronnée par l'Institut et subventionnée par le gouvernement. C'est une école généralement grave, sage, réservée, modérée, correcte, dont les élèves ont presque tous appris le dessin, l'anatomie, la perspective, plus beaucoup d'autres choses que les peintres doivent laborieusement apprendre quand leur génie ne les leur a pas révélées. Cette école a produit de grands maîtres autrefois : M. Ingres, le plus grand peut-être, M. Flandrin, M. Baudry, M. Dubois, d'autres encore, sans compter M. G. Boulanger, qui, aujourd'hui, écrit des brochures. Malheureusement la fécondité de l'école néo-classique semble se ralentir un peu et un grand nombre de ceux qu'elle a formés tombent dans la peinture anecdotique et bourgeoise.

M. Gérôme en est un exemple frappant, lui qui a commencé par un tableau grand comme les *Noces de Cana*, le *Siècle d'Auguste*, et qui finit aujourd'hui par des miniatures à l'huile. Mais que vais-je parler de M. Gérôme ! J'ai admiré dans les salles, cinquante ou soixante Gérôme qui n'étaient point de Gérôme. Serons-nous jamais délivrés des copistes et des imitateurs ? Le seul vrai, l'unique Gérôme du Salon de cette année porte le n° 1087 et représente la *Piscine de Brousse*. C'est un tableau aussi correctement dessiné, aussi soigneusement peint, aussi fini, aussi brillant, aussi minutieux dans les détails, aussi froid dans son ensemble que les meilleures œuvres du maître. Je donnerais même tous les autres Gérôme du Salon pour celui-là. M. Gérôme a passé par l'école avant d'entrer à l'Institut ; aussi dessine-t-il mieux, compose-t-il mieux et peint-il mieux que ses plagiaires. C'est un peintre classique de beaucoup de valeur égaré dans une photographie. N'attendez pas que ses tableaux éveillent en vous des sensations profondes ou nouvelles, qu'ils vous prennent par le cœur autant que par les yeux, non certes ! Mais si vous êtes amateur de faïences, de pierres rares, d'architecture délicatement ouvragée, si vous avez le goût de la symétrie et de l'exactitude, vous pourrez admirer tout à votre aise chez l'auteur du *Combat de coqs*, chez le peintre de *Phryné devant l'Aréopage*, ces qualités très respectables : l'archéologie n'y trouve rien à reprendre, la minéralogie en est satisfaite, l'ethnographie n'a que des éloges à lui adresser. Des rayons, venus d'en haut, éclairent dans cette piscine différents groupes de femmes très déshabillées comme il convient à d'honnêtes personnes qui se disposent à entrer au bain, à en sortir, ou qui se plongent jusqu'à

mi-corps dans les eaux transparentes. Ces femmes nues sont très exactement peintes, mais leur nudité n'est pas respectable. Elle n'éveille pas en nous le souvenir des fières déesses que les artistes grecs ont enfantées, nues comme la vérité, pudiques comme elle, types impérissables de la beauté idéale et chaste.

Quel que soit le talent de M. Gérôme, l'école néo-classique n'est point faite pour former des maîtres aussi infidèles. Elle veut qu'on ne déserte jamais ce qu'elle appelle quelquefois à tort le « grand art ; » et les écrits de M. Boulanger contiennent sur ce point toute sa doctrine. Mais qu'entend-on par le grand art ? Un tableau de dimensions énormes peut appartenir au « genre ; » un petit tableau au grand art. Ce n'est pas parce qu'il est petit que le tableau de M. Gérôme n'est qu'une vignette admirablement colorée ; c'est du grand art que la *Lady Macbeth* de Delacroix et l'on peut dire que la *Jeanne Grey* de Delaroche appartient à la peinture anecdotique. Le grand art consiste, si toutefois il n'échappe pas à la définition, en une conception absolument personnelle qui étonne ou qui charme par des qualités spéciales qu'on ne rencontre point ailleurs. Il comprend toutes les manières et il admet tous les procédés. Michel-Ange fait du grand art sur les murs de la chapelle Sixtine ; Rembrandt fait aussi du grand art quand il peint la *Ronde de nuit* ou la *Leçon d'anatomie* ; Véronèse quand il réunit dans un palais de marbre blanc les invités des *Noces de Cana*. Et pourquoi ? C'est que chacun de ces maîtres a interprété la nature d'une façon particulière : le premier a réalisé par la perfection de la forme, comme le second a exprimé par la lumière, comme le troisième a rendu par la couleur l'idéal qui était en lui ; tous trois ont imprégné leurs œuvres de ce je ne sais quoi qui est immortel.

Qu'on l'entende bien, nous ne prétendons pas ici mettre ces grands artistes sur le même rang et au même plan ; ce que nous voulons dire seulement, c'est que le grand art est multiple et que l'on arrive aux plus hautes expressions de la beauté par des chemins très divers. Le génie seul est impuissant à faire atteindre le but, il faut que la science le soutienne en route. Léonard de Vinci disait : « Nul ne doit connaître plus de choses que le peintre, » et, passé maître en architecture, en littérature, en sciences diverses, l'auteur de la *Joconde* se plaignait encore de son ignorance. Il voulait tout savoir, peut-être pour ne se souvenir de rien devant la nature et quand son imagination l'entraînait à des compositions magistrales. C'est que le grand art, s'il exige des connaissances profondes, demande en même temps que l'effort du savant ne se fasse nulle part sentir. Il lui faut la spontanéité, l'élan et je dirai presque

une certaine quantité d'inconscience. Est-ce que Corneille ou Racine, Lamartine ou Musset pensent, quand ils écrivent, à la grammaire et aux règles de la prosodie? Non, certes, car il semble que ce qu'ils disent ne peut être dit autrement. Et pour le dire ainsi cependant, avec cette précision et cette admirable propriété d'expression, il faut qu'ils aient été pénétrés de la grammaire et de la prosodie. En termes vulgaires, nul ne peut devenir maître s'il ne commence par être ouvrier; mais le travail de l'ouvrier ne se laisse jamais voir dans l'œuvre du maître.

Aussi, qu'ils sont lourds et fatigans ces peintres qui n'ont pour eux que la science et qui vous forcent à reconnaître et à proclamer les talens qui vous ennuiant! Vous n'avez rien à reprendre aux proportions de leurs personnages, rien à reprocher à leur perspective, rien à redire à leur composition. Tout cela est correct, combiné avec sagesse, que dis-je? Toutes les objections sont prévues comme toutes les critiques. C'est seulement le don de séduire et d'émouvoir qui leur manque. Ils présentent au public des œuvres irréprochables qui ont l'apparence de pensums. Nous n'oserions pas dire que ce soit le cas de l'illustre auteur de *L'Adoration des mages* et de *L'Adoration des bergers*. En lui accordant la médaille d'honneur, les artistes ont bien prouvé qu'ils n'étaient pas des révolutionnaires. Ce qu'ils demandent à leurs élus, ce qu'ils récompensent en eux, ce n'est pas la fougue ardente et infatigable qui s'efforce sans cesse de découvrir une formule neuve, un coloris raffiné et personnel, un jeu de lumière et d'ombre inattendu et saisissant; non pas! Ce qui les charme, c'est la correction réelle ou apparente, élégante ou conventionnelle de l'exécution. Tous les grands peintres, les maîtres les plus suaves de l'Italie, les peintres les plus énergiques de l'Espagne, Bernardino Luini, et Ribera, et Rubens avaient fait leur *Adoration des bergers* et leur *Adoration des mages*: il restait à M. Bouguereau à faire la sienne. Elle lui a valu la médaille d'honneur.

Il y a vingt ans que M. Cabanel a pour la première fois obtenu la médaille d'honneur. Comme M. Bouguereau, il a passé par l'école de Rome et il est une des plus hautes expressions de l'école néo-classique; c'est un des grands peintres de portraits de ce temps. Il expose au Salon une *Fille de Jephté*. C'est là encore un de ces sujets où se complaît l'école néo-classique: sujet mélancolique, gracieux, légèrement poétique, fait pour attendrir les dames qui ont lu la Bible et qui connaissent le secret motif des douleurs de la Galaadite. La jeune fille qui, selon le texte biblique, devrait se trouver dans les montagnes, a choisi pour pleurer sa virginité le centre d'une immense plaine. Elle s'appuie sur une de ses com-

pagnes, dont elle tient une main dans sa main. Une autre jeune Israélite, à demi couchée et à demi nue semble essayer de la consoler, et les deux vides laissés entre le groupe principal et les bords de la toile sont remplis par des femmes qui se lamentent à différens plans. La fille de Jephthé qui n'a plus, il est vrai, aucune raison pour prendre des poses gracieuses, a choisi une attitude raide et gênée. Elle exprime sa douleur par un geste banal et nous sommes tentés de saluer cette jeune personne comme une très vieille connaissance. Que de fois nous l'avons vue sous différens noms et dans des attitudes différentes ! Le maître ne l'a pas renouvelée. Malgré tout son talent, il n'a point cette fois rencontré le beau ; malgré toute sa science, il n'a pas trouvé le vrai. Il est resté dans la convention. Rien de personnel ne se dégage de cette toile. On pardonnerait volontiers à la fille de Jephthé de n'être pas la fille de Jephthé si elle était au moins la fille de M. Cabanel : malheureusement elle est la fille de tout le monde. Aucun signe n'indique sa filiation particulière.

Est-ce bien aussi la fille de Scipion l'Africain que M. Boulanger a exposée sous ce titre : « Cornélie, mère des Gracques ? » M. Boulanger a peint une jeune femme quelconque. Enveloppée dans un peplum, elle descend un escalier de marbre blanc, appuyée sur deux enfans, dont l'aîné peut avoir quinze ans et dont le moins âgé est un bambin. Ce sont Tiberius et Caius Gracchus que nous sommes invités à reconnaître dans ces deux jeunes gens. Caius Gracchus est armé d'un fouet et d'une toupie. Tiberius se retourne vers sa mère et paraît inquiet de la façon dont elle descend son escalier. Tous deux seront tribuns du peuple, feront de grandes choses pour la liberté et mourront assassinés ! Qui le croirait ? Il faut s'arrêter devant cette toile : elle n'est pas du premier venu. Nous avons eu déjà l'occasion de dire que l'auteur est un peintre doublé d'un écrivain qui manie la plume avec autant d'autorité que le pinceau. Il a publié cette année les suprêmes leçons de l'école néo-classique et il convient de regarder sa peinture de près pour y rechercher les tendances d'une école qui ne veut pas mourir.

Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent restreindre la liberté de personne et surtout celle du critique. Comme l'artiste, le critique a tous les droits, y compris celui de se tromper. Comme l'artiste, il travaille pour le public. C'est un fait passé dans les mœurs : après le Salon des peintres, on a le Salon des critiques. Après la pièce, le compte-rendu. A peine le rideau est-il baissé que le journaliste examine l'œuvre et la dissèque à loisir pour confier à la foule indiscrète les défauts et les qualités qu'il y trouve. M. Sarcey, M. J.-J. Weiss, sont des juges en matière de théâtre comme M. Paul Mantz

est un juge en matière d'art. Personne n'a le droit de se plaindre, car le public est là pour juger les juges eux-mêmes. Aussi le critique peut-il indifféremment examiner les œuvres au point de vue de l'esthétique particulière qui résume ses aspirations ou ne faire choix d'aucune esthétique. Il peut être partisan de telle ou telle doctrine ou se passer de toute doctrine. Il regarde l'œuvre, donne son avis, le motive s'il se peut et expose son travail comme l'auteur dramatique sa pièce et le peintre son tableau. En bonne justice, on ne saurait attendre de lui davantage, pourvu qu'il ait la sagesse de se renfermer dans son rôle. Certains auteurs se retournent contre les critiques et leur demandent de faire leurs preuves : « Faites donc une pièce, puisque vous prétendez vous y connaître si bien; faites donc un tableau meilleur que le mien, puisque le mien n'a pas su trouver grâce à vos yeux. » Le critique a le droit de répondre : « A chacun son métier. » Quant à nous, nous nous garderons de jamais demander à un peintre son avis sur les ouvrages de ses confrères; son savoir-faire vous est un sûr garant d'une compétence particulière et pour ainsi parler, professionnelle, et personne ne nous paraît plus incapable que M. Josse de donner un avis sur les morceaux d'orfèvrerie qui ne sortent pas de sa maison.

Cornélie, mère des Gracches, était une femme très illustre, même de son vivant. Elle avait eu pour père Scipion l'Africain, et elle avait recueilli dignement le noble héritage de ses hautes vertus. Pour rester citoyenne de Rome, elle avait refusé la main d'un roi et Rome lui avait élevé une statue en bronze au bas de laquelle on lisait, comme sur le tableau de M. Boulanger, cette inscription : « A Cornélie, mère des Gracches. » Il est invraisemblable que, sortant de son palais, la matrone romaine ait revêtu les apparences sous lesquelles se présenterait aujourd'hui la servante d'une famille patricienne de Naples ou de Florence allant promener les enfans de son maître sous les ombrages des Cascines ou sur les pentes du Viale-dei-Colli. Je vois bien que la femme que nous présente M. Boulanger ne porte aucun bijou, mais cette abstention historique ne me paraît pas suffisante pour donner son véritable caractère à la mère dont l'artiste a voulu faire revivre le souvenir. Tout est bourgeois dans cette œuvre, tout est conventionnel, et, n'était le titre, on aurait pu croire à la fantaisie d'une famille qui aurait demandé au savant peintre le portrait de ses enfans en costumes romains, comme une autre famille demandait il y a quelques années à M. Comerre le portrait d'une jeune fille en costume japonais, comme le Salon de cette année nous montre une autre jeune fille du même peintre en poudre et en paniers au milieu d'une gamme savante et suave de bleus habilement combinés.

Cette supposition nous paraissait d'autant plus vraisemblable que jusqu'ici l'histoire ne nous avait pas appris ce que M. Boulanger nous révèle, à savoir que Caius Gracchus eût eu la jambe droite cassée dans son enfance. Cette jambe cassée, comme les grands yeux tristes et pensifs de l'enfant qui va jouer à la toupie, n'enlève rien au charme de ce tableau de genre : il est d'une vulgarité très agréable. Le peintre ne s'est inspiré ni de l'histoire, ni de la nature, mais il n'est pas une famille bourgeoise qui, passant au Salon devant l'œuvre du maître, ne se soit senti touchée en la contemplant. Nous soupçonnons fort M. Boulanger d'avoir composé son tableau avant d'avoir écrit sa brochure, et c'est à lui-même, en même temps qu'à ses disciples, qu'il adresse, pour l'avenir sans doute, des conseils pleins d'autorité et peut-être aussi de repentir, quand il a écrit les paroles suivantes que nous nous permettons de livrer à ses méditations : « Soyez des savans, toujours et quand même, mais soyez avant tout des poètes; soyez des enthousiastes, des fanatiques, des délicats, des raffinés, soyez des amans passionnés de la nature dans son expression la plus élevée et rejetez loin de vous cette nouvelle esthétique basée sur la vulgarité. Elle n'est en raison de son principe même, proscrivant toute poésie, qu'une émanation de l'esprit bourgeois par excellence et la négation de tout art, puisque l'art c'est justement le choix dans l'expression de la pensée et de la forme. »

On ne saurait mieux dire et voilà qui est écrit de main de maître, comme Ingres qui aurait volontiers passé condamnation sur quelques-uns de ses tableaux, pourvu qu'on voulût bien reconnaître son talent sur le violon. M. Boulanger peut être satisfait. Oui, la médiocrité en art est insupportable. L'art ne vit que par le sublime. Accorder à tous les hommes le maximum d'instruction, le maximum de confort, est un but louable, humanitaire, démocratique; leur inculquer à tous un sentiment raisonné de la beauté est une entreprise généreuse; mais faire de tous les hommes, ou d'une grande catégorie d'hommes des exécutans en matière d'art ou de littérature : voilà un projet odieux. Cette révolution s'est produite cependant et, au grand détriment du génie, le niveau général s'est amélioré. Rien n'est devenu plus commun qu'un certain don de talent, rien ne s'est fait plus rare qu'une certaine quantité d'idéal dans les ouvrages de l'esprit. A la vérité, les œuvres tout à fait mauvaises sont de moins en moins nombreuses; partout, et même au Salon, les œuvres tout à fait insignifiantes pullulent, les œuvres tout à fait remarquables font défaut, ou du moins elles n'éblouissent plus les yeux par la sensation lumineuse du sublime, il les faut longuement chercher, et, après une recherche minutieuse, il convient de se résigner

à une douloureuse constatation. Nous ne vivons pas à une époque héroïque. Jamais l'art n'a eu autant de disciples que de nos jours, jamais il ne s'est formulé dans des manifestations plus diverses, devant un public plus nombreux dans des expositions plus fréquentes; mais il semble qu'à s'étaler ainsi sous les yeux des masses plus ou moins profanes, l'art ait perdu quelque chose de cette fièvre chasteté, de ce mépris de la foule, de cet unique souci de la réalisation longuement caressée du beau qui produit les œuvres véritablement originales.

Comme les industriels, les artistes produisent trop, et produisent trop vite. Si l'on n'y prend garde, les formules chères à l'économie politique s'imposeront bientôt à la critique d'art elle-même, et sous peu elle serait amenée à reconnaître que la production en art est sur le point de dépasser la consommation. Un tel langage pourrait être considéré, à juste titre, comme le malheur de notre temps.

M. Boulanger expose encore au Salon de cette année un souvenir du vieil Alger, un *Porteur d'eau juif*, très bien peint, véritable morceau classique selon la formule et qui a réuni tous les suffrages.

Rien de plus pénible pour nous que la critique, respectueuse cependant, des maîtres glorieux de notre école; elle veut une explication. Le Salon de cette année contient, en effet, comme l'ont pu constater tous ceux qui l'ont fréquenté, une série d'ouvrages assez honorables, produits de ce talent moyen si fort de mise aujourd'hui; une foule de jeunes gens ont présenté des peintures convenables. A l'encontre de ce qu'un auteur dramatique célèbre demandait, impatienté, à l'un de ses interprètes: « Un peu moins de génie, je vous prie, monsieur, et un peu plus de talent, » nous voudrions bien demander aux peintres un peu moins de talent et un peu plus de génie. Avec cette idée préconçue, nous aurions cru manquer de courage, de franchise, en un mot d'honnêteté, si nous nous étions attaqués aux ouvrages honorables des jeunes hommes qui se sont inspirés des qualités, mais aussi des défauts de leurs maîtres, et nous nous sommes crus plus respectueux des situations légitimement acquises en adressant aux maîtres eux-mêmes quelques critiques dont leur illustration leur permet de ne pas se sentir atteints. Leur gloire nous autorise d'ailleurs à étre libres vis-à-vis d'eux. Des critiques de détails auraient certainement disparu devant les éloges si, au lieu de nous en prendre à M. Gérôme, à M. Cabanel, à M. Bouguereau, à M. Boulanger, à M. Bonnat, nous avions prétendu juger l'école néo-classique sur le tableau de M. Bramtot, par exemple, *le Départ de Tobie*, où nous trouvons réalisées les

espérances qu'avait données ce jeune peintre dès avant son départ pour Rome, à tous ceux qui croient encore, comme nous, que, si les voyages forment la jeunesse, ils forment surtout les artistes.

Non certes, rien ne saurait être plus profitable aux jeunes gens que la fréquentation des chefs-d'œuvre incomparables renfermés dans la ville éternelle, que la vie laborieuse sous le ciel profond de l'Italie, que les promenades recueillies le long de la voie Appienne, que l'étude passionnée de la campagne de Rome, que l'air libre respiré dans les jardins du Pincio, que les grandes pensées éveillées fatalement dans l'âme des artistes par la contemplation solitaire des restes du Forum, des ruines du palais des Césars, de ce géant qui s'appelle le Colisée et de ces musées qui sont le Capitole et le Vatican. Les artistes qui ont vécu pendant quelques années dans l'intimité d'un pareil spectacle en ont tous emporté, quand ils méritaient cette fortune, comme un reflet de grandeur qui les suit à travers leur œuvre, qui les défend dans leurs erreurs et qui les protège jusque dans leurs défaillances. Mais il ne suffit pas d'avoir voyagé, d'avoir visité l'Italie, d'avoir parcouru l'Espagne, d'avoir fait à Séville, à Florence, à Venise, à Madrid de pieux pèlerinages, il faut ne pas avoir emporté les conventions de l'école à la semelle de ses souliers comme le sol de la patrie, et après avoir fait le tour du monde, il convient de ne pas rentrer à Paris comme si on n'avait jamais quitté l'atelier de M. Picot.

On nous avait annoncé que M. Bonnat préparait pour le Salon de 1885 un *Martyre de saint Denis*, et, pour le mieux apprécier, nous nous étions replongés d'avance dans la *Fleur des Saints*; nous avions relu, ému et attentif, la légende de Denis, apôtre des Gaules, qui fut le premier évêque de Paris; nous nous étions rendu à Notre-Dame et nous avions examiné curieusement la statue naïve, fidèle à la légende populaire, qui représente le saint portant sa tête: nous l'avions voulu comparer avec celle de Saint-Germain-l'Auxerrois et nous ne nous étions senti suffisamment armé, pour l'examen du tableau de M. Bonnat, qu'après un pèlerinage à la cathédrale à laquelle le saint a donné son nom, et qui a servi de tombeau à la victime des persécutions de Valérien. Cet examen terminé, nous étions persuadé que l'étude consciencieuse des premiers siècles de l'ère chrétienne devait fournir à un artiste de la valeur de M. Bonnat un sujet original et saisissant. Rustique et Éléuthère, les compagnons du saint, avaient en même temps que lui subi le martyre. L'empereur Valérien, grand ordonnateur de persécutions contre les chrétiens, avait présidé au supplice. Le lieu du supplice lui-même était incertain; mais l'artiste pouvait choisir à son gré le mont des

Martyrs, Montmartre, ou la ville même de Saint-Denis, entre lesquels hésitent les commentateurs et les historiens. Il y pouvait étaler la pompe et la pourpre romaines, nous montrer l'armée impériale avide du spectacle et opposer à la cruauté de la soldatesque déchaînée la résignation courageuse des martyrs, comme à ses costumes éclatans la simplicité évangélique des premiers apôtres de la parole chrétienne.

Nous ne nous sommes pas aperçu que M. Bonnat ait songé à une interprétation de ce genre, et notre critique s'arrête devant son œuvre comme devant une énigme dont il ne nous a pas été donné de surprendre le secret. Il y a eu évidemment chez l'artiste un parti-pris. C'est par des hachures et par une peinture rudimentaire qu'il a sans doute entendu rendre la simplicité des premiers âges. C'est un art nouveau pour l'examen duquel nous nous déclarons incompétent. Heureusement pour M. Bonnat, il use d'autres procédés quand il veut exécuter un portrait; c'est ce qui explique sa vogue et c'est ce qui la justifie.

On voit par là que l'école néo-classique, ou soi-disant telle, compte encore bon nombre d'adeptes dont nous n'avons voulu citer que les plus célèbres ou les plus actifs. Elle se prolonge encore dans l'histoire proprement dite, car on sait qu'au point de vue pictural, au moins, l'histoire ne commence qu'à l'invasion des barbares et à M. Luminais, qui expose au Salon la *Mise au tombeau du roi Chilpéric I^{er}*. Le roi est représenté vêtu de son costume de chasse; l'évêque de Paris, qui le soutient dans ses bras, a tous les ornemens sacerdotaux. Pour le coup, on le voit, c'est bien de l'histoire. David a eu beau faire; il a eu beau peindre *l'Enlèvement des Sabines* et *les Thermopyles*, il n'est pas devenu pour cela un peintre d'histoire, il est resté un peintre classique. C'est seulement quand il ébauche le *Serment du jeu de paume* qu'on lui accorde le titre de peintre d'histoire. Cela tient sans doute à ce que, dans le tableau, ses personnages devaient être habillés. L'histoire comporte le vêtement, et c'est à cela qu'on la reconnaît.

Notre premier peintre d'histoire, par ordre chronologique, au point de vue des sujets traités, est bien M. Luminais. Il a fait sa propriété de la première race, et rien de ce qui est mérovingien ne lui est étranger. Tout un musée gallo-romain passe, pièce par pièce, sur ses toiles: casques, cuirasses, framées, tiars et boucliers. Sa collection est-elle authentique? Peu importe. Ce n'est point l'exactitude que l'on demande à l'historien ou, si vous le voulez, à la peinture historique: il suffit qu'elle nous émeuve et nous donne par à-peu-près la sensation des temps passés.

Qui dit peinture historique dit à la fois peinture sévère et pein-

ture dramatique. Le moyen âge ne nous apparaît jamais sous des couleurs gaies. Mais il ne suffit pas non plus d'introduire un cadavre dans une composition pour que cette composition devienne dramatique et sévère. L'évêque de M. Luminais emporte Chilpéric comme un paquet. On ne dirait pas que le roi vient d'être assassiné; le geste vulgaire de son bras, sa tête mollement penchée à droite, sa grosse figure encore joviale malgré sa pâleur feraient plutôt penser qu'il sort en fâcheux état d'un cabaret où l'on boit de mauvais vin. Il n'est pas mort, il est malade. Ses amis ne le transportent pas au cimetière, ils vont le coucher. Nous ne retrouvons pas dans l'œuvre de M. Luminais les accens émouvans et simples qui font le charme des *Récits mérovingiens* d'Augustin Thierry, dont l'artiste s'est évidemment inspiré. Quand, dans un tableau de cette nature, la curiosité est plus éveillée par l'archéologie que par le drame, par la forme bizarre des costumes que par le sentiment, on peut dire que l'œuvre n'a répondu ni aux efforts de l'artiste, ni à l'attente du public.

M. Rochegrosse s'est mieux inspiré des auteurs. Il a envoyé au Salon de cette année un grand tableau intitulé *la Jacquerie*. A côté du titre, nous trouvons au catalogue un passage de Michelet qui a inspiré le jeune artiste. « Ils avaient beau se réfugier sous la terre, la faim les y atteignait. Dans la Brie et le Beauvoisis surtout, il n'y avait plus de ressources, tout était gâté, détruit. Il ne restait plus rien que dans les châteaux. Le paysan, enragé de faim et de misère força les châteaux, égorgea les nobles. Les jacques payèrent à leurs seigneurs un arriéré de plusieurs siècles; ce fut une vengeance de désespérés, de damnés. Dieu semblait avoir complètement délaissé ce monde. Ils n'égorgeaient pas seulement leurs seigneurs, mais tâchaient d'exterminer les familles, tuant les jeunes héritiers, tuant l'honneur. » Le peintre s'est attaché à commenter exactement le poème de l'historien et à dire sur une toile immense un des épisodes de ce drame terrible et rapide qui s'appela la jacquerie.

Le tableau représente une vaste salle d'un château moyen âge dans laquelle les femmes et les enfans se sont réfugiés. Le châtelain a péri sans doute en essayant de défendre les siens; l'épouvante tient couchés dans un coin de la salle la châtelaine et ses enfans blêmes de peur. Au premier plan et devant ce groupe est étendue une chaste jeune femme, la sœur ou la fille aînée du seigneur, élégante et vigoureuse comme les femmes de ce temps. Sans doute elle avait longtemps rêvé au fiancé vainqueur d'un tournoi, qu'elle aurait distingué dans la foule de ses admirateurs, et le désespoir des rêves évanouis, l'affreux effroi de la pudeur qui se révolte devant les monstres qu'elle entrevoit, la prosternent et la rivent au sol bien plus que la terreur de la mort. Debout et en avant, l'aïeule

se dresse, prête à faire face aux envahisseurs et à défendre sa progéniture dans la folie du désespoir, seule et sans armes contre la troupe hurlante et féroce. Ce groupe tout entier n'occupe qu'un coin de la vaste composition ; devant lui s'étendent les carreaux symétriques d'un pavage multicolore, uni, luisant, bien lavé, indifférent à la scène, joyeusement éclairé par le soleil. Des jouets d'enfants ont été, dans la fuite, abandonnés sur ces carreaux qui représentent tout ce qui reste dans cet intérieur de l'élégance tranquille de la veille. Ces carreaux s'étendent, pour le plaisir des yeux, jusqu'aux fenêtres, qui se brisent sous l'effort des assiégeans, et derrière les fenêtres, on aperçoit hideux, enragés, affamés, les jacques ! C'est un tableau !

Comme dans l'*Andromaque* du même artiste, nous trouvons ici de véritables qualités de peintre, une entente de la composition, une puissance dans la conception, qui autorisent les plus sérieuses espérances ; aussi ne nous attarderons-nous pas à examiner la longueur de la jambe de tel personnage, qui pourrait bien, du genou à la cheville, mesurer plus d'un mètre et ne demanderons-nous pas à l'artiste si, pour obtenir un effet plus puissant, il n'a pas outre mesure écarté les deux groupes qui constituent le drame, pas plus que nous ne lui avons reproché autrefois d'avoir, dans *Andromaque*, traité un sujet grec et peint des sauvages. Ce sont là querelles de détails contre lesquelles le jeune peintre est défendu par ses remarquables qualités. La seule critique que nous voudrions faire cette fois est d'une tout autre portée et se rattache à l'étude rapide que nous avons essayé d'esquisser sur la situation de notre école.

Malgré quelques inexactitudes archéologiques, M. Rochegrosse, il y a deux ans, avait peint un tableau d'histoire dans lequel, à travers toutes les exubérances de la fougue, il n'était possible de découvrir rien de poncif, rien d'anecdotique. Nous demandons à M. Rochegrosse de rester fidèle à ses débuts et de se laisser guider, en conservant la manœuvre savante et hardie de son pinceau, par l'histoire, sans condescendre jamais à prêter l'oreille aux faits divers. Que les jeunes hommes y prennent garde, il y a une place à prendre dans l'école classique : rester classique, mais ne pas demeurer étranger au mouvement moderne et se donner pour mission de le diriger. Un souffle puissant s'est élevé qui ne doit pas emporter l'école, mais auquel l'école ne peut être indifférente : l'art français est en train de se renouveler profondément. Les maîtres qui ne sont plus en état de prendre part à la réforme en commençant par celle de leurs œuvres s'y associent dans leurs écrits et lui font une place dans leur enseignement. Ce n'est pas en vain que Delacroix mort a été vengé des dénis de justice sous lesquels

on avait essayé d'accabler Delacroix vivant. La solidarité secrète qui relie entre elles toutes les manifestations de l'art a fait depuis un certain nombre d'années réfléchir ceux qui avaient sifflé Victor Hugo, hué Gautier, méprisé Sainte-Beuve, refusé le talent à Balzac.

Mais revenons à la peinture d'histoire. Certains peintres ont cherché à agrandir son vaste domaine et à faire, à l'exemple de Glaize, de la peinture philosophique. C'a été l'ambition sans doute de M. Fritel, qui laisse échapper en foule du sol de la patrie les ombres de ses défenseurs, nos ancêtres. Montée sur des chevaux géans, leur troupe traverse formidablement la toile au-dessus d'un paysage marron, animé seulement par la présence d'une charrue. Ce tableau est triste : l'idée du peintre, qui veut, au souvenir des héros passés, éveiller dans le cœur des générations futures des sentimens héroïques, ne se dégage pas suffisamment. Cependant, telle est la force d'une idée, qu'il est impossible de passer devant l'œuvre de M. Fritel sans en être impressionné. C'est de la littérature, non de la peinture, que relevait l'expression de la pensée caressée par l'auteur ; mais on se sent disposé à oublier les imperfections du dessinateur, les erreurs du peintre, l'uniformité de cette cavalcade de soldats, la sécheresse cherchée peut-être, mais obtenue à coup sûr, de ce tableau trop grand, pour applaudir, somme toute, à la vaillance de l'effort et à la nouveauté de la conception.

Il ne faut pas confondre la peinture d'histoire avec la peinture officielle, et en réalité il faudrait trouver un mot nouveau pour parler de toutes ces peintures destinées à décorer les salles de nos mairies, et, qu'en raison de cette destination sans doute, leurs auteurs appellent un peu prétentieusement des peintures décoratives. Le Salon de cette année en contient un grand nombre qui ne nous ont pas satisfait, sans doute parce qu'elles n'étaient pas à leur place. Ces panneaux, destinés à des pans coupés, ne sont pas des tableaux, et rien n'est plus laid à voir, au milieu de l'ordonnance générale des toiles carrées, que ces fausses portes de sortie ménagées dans l'œuvre de l'artiste : désolantes, si elles sont seulement indiquées dans leur rigide nudité ; désastreuses et tuant tout autour d'elles, si l'artiste s'est avisé de les rendre, rehaussées de blanc et d'or, comme il convient pour des portes officielles. Si un règlement futur ne met bon ordre à cette invasion, les salles du palais de l'Industrie ne seront plus assez grandes pour qu'on y puisse admirer dans la simplicité de leurs formes toutes les portes des mairies de France.

Nous aurions voulu chez les auteurs de ces ouvrages un peu plus

de coquetterie, et personne ne leur aurait su mauvais gré de résumer sur une toile plus modeste l'idée ingénieuse ou tendre qui leur avait valu d'être choisis dans le concours. Combien n'y aurait pas gagné le tableau, plein d'intentions charmantes, de M. Humbert! M. Beaudoin, M. Chartran, ne pouvaient-ils pas, eux aussi, tirer parti de cette transformation en faveur de leurs *Fiançailles*?

Comme eux, M. Besnard avait concouru pour la décoration d'une mairie. En exposant au Salon son tableau *Paris*, l'artiste fait appel devant le grand public de la décision du jury qui ne lui a pas accordé le prix. Cet appel est courageux, mais il ne désarme pas la critique. Si M. Besnard a voulu prouver seulement qu'il est un coloriste possédant à un très haut degré un sentiment personnel de l'art, il a parfaitement réussi; il se dégage de son œuvre l'impression très nette que l'on n'est pas en présence de quelque chose d'ordinaire; elle retient ceux-là même qu'elle exaspère par un je ne sais quoi de particulier qui n'est pas du premier venu; elle a toutes les imperfections, mais aussi toutes les secrètes séductions d'une ébauche. Ceci dit, comment fermer les yeux aux incorrections définitives de l'œuvre? Aucun travail pourra-t-il jamais donner la beauté à ces groupes d'enfants, épais, lourds, jaunâtres, confus, mal construits, qui ont la prétention de représenter des anges, personnages inconsistans s'il en fut et qui doivent être enveloppés de toutes les grâces de l'idéal? Leur vulgarité surprend tout d'abord le regard, elle le captive et le retient, et on se demande quel crime ils ont commis avant de s'envoler légers et libres à travers les espaces éthérés pour conserver jusqu'après la mort une laideur aussi exceptionnelle. Mais ces anges ne sont dans le tableau qu'un hors-d'œuvre, ils pourraient être enlevés sans inconvénient. Ce que l'artiste a voulu montrer, c'est Paris éclairé par quelque grande fête populaire. Le long des quais s'allongent des illuminations multicolores. Tant de lanternes sont allumées, tant de feux brillent dans les ténèbres, tant d'éblouissantes clartés sortent des maisons et des édifices étagés au-dessus de la rive, qu'on croirait entrevoir les lueurs d'un incendie plutôt que les rayonnemens d'une fête. Pendant ce temps, sur le fleuve, une grande barque s'avance. Faut-il remarquer que la barque choisie est une toue, bateau ordinairement affecté par le service municipal au transport des ordures ménagères? — Cette toue porte des figures allégoriques: l'une d'elles est debout, magnifiquement éclairée par les reflets lumineux d'en haut; l'autre, assise, est dans l'ombre, puissante et calme, à l'arrière du bateau. Toutes deux sont inachevées, leur signification est mystérieuse, et l'artiste ne semble pas avoir assez compris que toutes les imperfections de son tableau pouvaient lui être pardonnées si

une idée appréciable s'était dégagée de ces figures, dont le seul charme est de ne pas être terminées.

Ce malheur est irréparable, car M. Besnard s'est lui-même enlevé le droit de faire accepter ces figures sommairement dessinées pour un idéal particulier et pour un parti-pris exceptionnel d'art décoratif. Il expose en effet au Salon un portrait de jeune femme que tout l'invitait à terminer et qu'il a laissé à l'état d'ébauche. L'ébauche est d'ailleurs assez à la mode et M. Besnard suit un courant. Il est un de ceux qui, de près ou de loin, se rattachent ou plutôt croient se rattacher à la manière de M. Puvis de Chavannes; M. Humbert s'y rattache aussi et ce n'est pas un des moindres malheurs du grand maître que d'avoir fourvoyé tant d'honnêtes gens. M. Puvis de Chavannes, en effet, n'appartient ni à l'école néo-classique, ni à l'école historique. Il a fondé une école à part qui ne ressemble point à celles que nous avons passées en revue. Son grand malheur a été d'avoir trop de disciples. Nous aurions rêvé pour lui une petite école où il eût été seul, professeur et élève à la fois.

Quand on regarde les œuvres de M. Puvis de Chavannes, on regrette amèrement qu'il ne veuille pas ou qu'il ne sache pas serrer son dessin. Il néglige les extrémités comme si elles étaient superflues, les visages aussi parfois; il aime le vague et l'indécis; la précision ne compte pas dans son esthétique. Bon gré mal gré, il faut que l'imagination du spectateur complète le tableau et en revise tous les détails. Aussi le maître est-il incompréhensible pour la masse. Son talent se réfugie dans l'abstraction. Les personnages qu'il met au jour et qui n'ont guère plus de consistance que les ombres saluées par Ulysse aux enfers, possèdent tout juste la réalité de bonnes intentions. Leur grandeur échappe au vulgaire et ceux-là seulement qui ont la compréhension du grand art peuvent pénétrer leurs secrets.

Malgré tout cela, M. Puvis de Chavannes reste et restera un artiste de premier ordre, auquel sa personnalité, sa façon particulière d'interpréter la nature, assigneront toujours une place spéciale et très haute parmi les artistes contemporains. S'il n'a pas toujours le dessin correct, il a plus qu'aucun autre le sentiment du dessin, la science de la composition et de l'harmonie, la naïveté du rendu, la grâce naturelle et simple. Les maîtres d'autrefois ne se seraient point contentés de ses ébauches, il est vrai, mais ils auraient admiré comme nous la grandeur qu'il donne à ses figures, la vérité de leurs gestes, l'ampleur de ses conceptions. Ils lui auraient serré la main comme à un de leurs parens, du troisième ou du quatrième degré. C'est que, sans arriver à leur perfection, il a compris l'art comme les maîtres le comprenaient autrefois. Il n'a cherché ni les appro-

bations de la foule, ni les battemens de mains de la critique. Il a poursuivi son but avec obstination, sans se soucier de ceux qui le raillaient, de ceux qui le niaient, de ceux qui le chicanaien pour des vétilles. La couleur et le dessin ne lui sont point apparus comme le but à atteindre, mais seulement comme le moyen d'exprimer sa pensée, ou, si l'on veut, de faire naitre chez le spectateur les sentimens ou les sensations qu'il éprouvait lui-même. De là des incorrections qui étonnent, des anomalies qui choquent. Mais ces anomalies et ces incorrections sont souvent la marque, le signe éclatant de la supériorité.

Dessinateur correct, grand dessinateur, sont deux choses souvent bien différentes et, j'oserais dire, bien opposées. Rien n'est plus correct que le dessin de Picot ou même de Delaroche. Les jambes, les bras, les corps, les mains sont entre eux toujours d'une proportion irréprochable. Raphaël et Michel-Ange ont souvent et volontairement dessiné avec l'incorrection la plus effrénée. C'est tout simple : les premiers ne visaient qu'à nous montrer spirituellement ou dramatiquement des épisodes de l'histoire ; les seconds cherchaient à éveiller en nous des émotions profondes ou à nous enivrer d'idéal. Quand Michel-Ange peint *le Jugement dernier*, il entasse dans une formidable dégringolade des êtres hors nature, qui se tordent dans des contorsions impossibles, épouvantés par la droite du Christ levée sur eux. Il mêle les géans et les nains, et dans ce tourbillon qui monte de la terre ou qui descend du ciel, dans ces évadés du tombeau que les vers rongent encore aussi bien que dans ces maudits que les serpens mangent aux entrailles, vous ne trouverez peut-être pas un être capable de vivre de la vie ordinaire. Qu'importe ? le génie du peintre a créé une humanité qui épouvante la nôtre et c'est pour cela que ce génie est immortel. Quand Raphaël peint les Chambres ou les Loges, le voyez-vous uniquement préoccupé de correction ? Non certes ! La science elle-même l'aide à oublier la science. Il ne se souvient que de la pensée qui l'entraîne. Il commettra, lui aussi, le maître impeccable entre tous, de ces incorrections heureuses qui, en accentuant un mouvement, expriment un sentiment ou une idée.

C'est Raphaël lui-même qui, comme on le sait, a généreusement donné six doigts à un personnage des Loges. Et si nous descendions plus près de nous, nous trouverions Ingres, qui, dans sa plus belle œuvre, *Saint Symphorien*, a placé au dernier plan sur un rempart, un personnage aussi grand que les personnages du premier. A-t-il eu tort ? Non. Il aurait eu tort de faire le contraire. La vérité et l'exactitude auraient tué son tableau. C'est en violant l'exactitude et la vérité qu'il a rendu son tableau impérissable. Souvent on lui a

reproché sa faute, mais il avait coutume de répondre : « Quand une mère veut sauver son enfant, elle n'a jamais les bras trop longs. » Ne chicanons donc point M. Puvis de Chavannes. S'il n'avait pour tout bagage que des incorrections et des fautes de dessin, nous ne songerions même pas à lui. Mais il rachète ses défauts par des qualités de plus en plus rares aujourd'hui. S'il a beaucoup péché, il a aussi beaucoup aimé et beaucoup exprimé.

Dans les groupes de peintres qui se multiplient à l'infini et auxquels nous donnons le nom d'écoles, faute de trouver une autre expression, après l'école néo-classique, l'école historique et l'école décorative, nous découvrons un groupe qu'on pourrait appeler à la rigueur l'école fantaisiste et qui est représenté par plusieurs toiles agréables dont l'une est gigantesque : *les Maures en Espagne après la victoire* : Clairin facit.

L'école orientale est brillamment mise en relief par un *Étrangement de femmes coupables*, dû au pinceau de M. Benjamin Constant. Les cadavres ont été jetés les uns sur les autres au milieu d'un harem à peine éclairé. La lumière, sagement mesurée, glisse sur les corps nus et se joue dans les cheveux dénoués des femmes en allumant des étincelles au casque d'un garde nègre. Le titre du tableau et une large tache de sang qui va s'amincissant jusqu'au bord d'un bassin circulaire, dont elle rougit les eaux, nous indiquent qu'il s'agit d'un carnage. Au premier abord, on pouvait croire à une sieste ; il faut un examen approfondi pour découvrir au cou des femmes le lacet fatal qui a vengé l'honneur du maître. Les pécheresses sont au nombre de huit ou dix, ce qui témoigne que leur unique mari a été terriblement offensé. Les adultères paraissent s'être effroyablement accumulés sur sa tête, et cette réflexion, qui, malgré qu'on en ait, amène un léger sourire sur les lèvres, gâte un peu cette belle toile, à la fois éclatante et sombre.

Le véritable maître de l'école orientale est M. Guillaumet. Cet artiste excellent nous paraît avoir réalisé dans le genre qu'il affectionne l'union fraternelle et féconde de la science traditionnelle et classique avec les tendances modernes : la distribution savante de la lumière, les oppositions ingénieuses de la couleur, éclatent dans ses œuvres ; à côté de l'étude consciencieuse, exacte, précise du corps humain, il a la science de la perspective, la passion laborieuse de la vérité ; il appartient aux classiques par son savoir, par la sûreté et la simplicité de l'exécution, à l'école nouvelle par l'originalité heureuse du coloris, par la recherche subtile de la lumière.

M. Guillaumet nous conduit enfin à l'examen de cette école nouvelle, école ardente, emportée, prompt à la lutte, qui prétend nier l'école néo-classique et qui s'attaque violemment à toutes ses traditions

artistiques. Cette école consent à ne pas renier les maîtres passés; mais elle prétend qu'on les copie plus ou moins, tandis qu'on devrait se préoccuper de les imiter. La différence est importante: Les maîtres, disent les adeptes de cette nouvelle école, ne cherchaient pas, même dans leurs tableaux religieux, à faire revivre une antiquité sur laquelle ils avaient peu de lumières; mais ils s'attachaient à peindre ce qu'ils avaient sous les yeux: les costumes, les hommes et les paysages de leur temps. Raphaël s'était bien un peu servi de la draperie romaine ou grecque, mais les autres s'en étaient tous peu souciés. Véronèse n'a-t-il pas toujours entouré Jésus-Christ de personnages de son siècle! N'a-t-il pas placé son frère parmi les invités des *Noces de Cana*? Ne s'y est-il pas placé lui-même? Ainsi de Velasquez, de Titien, de tant d'autres! Leurs œuvres, continuent-ils, aujourd'hui vieilles par trois, quatre ou cinq cents ans de froid, d'humidité ou de chaleur, défigurées peut-être par des décompositions chimiques, nous apparaissent sombres, quelquefois noircies ou embrunies. Qui nous prouve qu'elles ont été peintes de la sorte? Qui nous prouve que leurs auteurs n'avaient point essayé de répandre sur elles la gaieté des tons clairs et les éblouissemens du soleil? Pourquoi s'efforcer dès lors de s'inspirer de couches successives de vernis pour donner à des œuvres modernes l'aspect qu'elles devraient avoir dans plusieurs siècles? Et si nous nous trompons, ce qui est possible, disent-ils pour conclure, si les maîtres d'autrefois se sont tenus volontairement dans des gammes sombres, pourquoi nous tiendrions-nous à notre tour dans les mêmes gammes? Les maîtres ne copiaient aucun de leurs devanciers, et par là ils nous ont enseigné à ne copier personne. Cherchons donc à nous rapprocher de la nature et abandonnons les principes. Nous trouverons au moins la nouveauté si la beauté éternelle nous échappe.

Ce programme développé et suffisamment répandu ne manqua pas de rencontrer des adhérens. Il ralliait des adeptes nombreux autant parmi ceux qui trouvaient trop pénible le dur et salutaire apprentissage de l'éducation classique, que parmi ceux qui voulaient faire du bruit, que parmi ceux enfin qui cherchaient sincèrement une voie nouvelle. Une sorte d'école se forma ainsi, qui d'abord fut mal vue du jury, qui finit cependant par pénétrer au Salon et par obtenir des récompenses. L'un de ses chefs reçut même la croix de la Légion d'honneur, ce qui fit grand bruit alors: il semblait que le gouvernement voulût récompenser un révolté.

Il faut l'avouer cependant, cette école eut sur la peinture française une influence quelquefois heureuse; elle introduisit pour ainsi dire de force la lumière sur bien des palettes qui seraient sans elle restées sombres; elle obligea l'œil du peintre à plus d'attention et

d'étude. Mais que de désastres d'autre part! On devint réaliste, naturaliste, impressionniste, *tachiste*! C'est-à-dire qu'on supprimait le dessin sous prétexte qu'il nuisait à l'impression et qu'il risquait de gâter « la tache; » on supprimait la couleur parce qu'elle s'éloignait trop souvent de la vérité. On descendit jusqu'à la négation de la science; on en vint à encourager les nullités; les barbouilleurs les plus infâmes trouvèrent une coterie toute prête à encenser leurs productions, à les absoudre, à les glorifier d'un mot : « Certes, disait-on, cela n'est ni fait ni à faire, — mais comme c'est *moderne*! » L'ignorance impudente prit des attitudes inspirées, mit ses espérances dans le hasard et trouva pour défendre les productions dans lesquelles il s'installait en maître un jargon nouveau, pédantesque et ridicule!

Tant de folies ne devaient pas empêcher les artistes attentifs de faire leur profit de cette part de vérité que contiennent toutes les doctrines et que contenait aussi la doctrine nouvelle. Leur patiente recherche marque un progrès véritable dans l'art contemporain et donnera une place dans son histoire au novateur qui, à travers des erreurs sans nombre, se fit le champion obstiné de cette déesse mystérieuse universellement acceptée aujourd'hui et qui s'appelle : « la lumière. »

C'est un hymne en l'honneur de la lumière que le tableau de M. Lerolle: *A l'Orgue*. A l'encontre de la plupart des titres que l'imagination des artistes leur inspire pour dérouter sans doute les lecteurs consciencieux des catalogues, le titre de M. Lerolle est bien choisi; il dit ce que l'artiste a voulu peindre; il est, dans sa brièveté, le commentaire très net du tableau. L'orgue et les musiciens qui l'entourent occupent, il est vrai, dans cette toile de dimensions exceptionnelles une place restreinte, mais le reste de la composition n'est que le complément du groupe qui, à la gauche du tableau, est réuni autour de l'orgue. Un peu en avant de ce groupe, une jeune fille chante isolée; elle est debout, gracieuse, devant la balustrade, et sa voix, que, par un tour de force d'exécution heureuse, on croit voir sortir de ses lèvres entr'ouvertes, remplit la vaste nef de l'église et s'élève inspirée dans la solitude religieuse et recueillie. Une lumière harmonieuse répand sur l'œuvre entière la mélodie suave des tons clairs. Tout entiers à la musique, les artistes de M. Lerolle oublient le monde, ils n'ont pour l'horizon que l'architecture blanche de la nef, ils ignorent la foule, que l'artiste leur a soigneusement cachée. Il y a dans ce tableau une expression d'apaisement et de calme qui repose l'esprit; on croit goûter en le voyant la fraîcheur tranquille d'un milieu paisible. On se sent pris d'un goût invincible

pour la solitude laborieuse et on revoit l'inscription placée par un moine italien sur la porte de sa cellule : *O beata solitudo! O sola beatitudo!*

L'ignorance des rivalités, la tranquillité de l'esthétique désintéressée, la solitude, en un mot, nous l'avons cherchée pour nous livrer à cette critique rapide à laquelle on pourra reprocher, comme à certains tableaux du Salon, de n'être qu'une ébauche, mais une ébauche sans parti-pris. Nous ne parlerons pas de plus d'une œuvre que nous aurions voulu avoir le loisir d'examiner longuement, mais que nous nous promettons bien de retrouver dans les expositions futures et restreintes, où se mesurera le véritable niveau de l'art français. Ne sommes-nous pas certain d'y rencontrer le lumineux tableau de M. Lhermitte, *le Vin*; la composition si intéressante à tant de titres de M. Agache, *Fortuna*; *le Printemps sacré*, de M. Lucas; *la Fonderie*, de M. Gueldry; *l'Étude* claire, pittoresque, un peu sommaire, mais vigoureusement enlevée de M. Roll; le panneau décoratif de M. Lagarde, le tableau plein de qualités rares de M. Berteaux; les deux ouvrages si contradictoires, si personnels et si attrayants de M. Dagnan-Bouveret?

Nous avons hâte de terminer et, s'il se peut, de conclure, car notre but n'a pas été de dresser en quelque sorte l'inventaire du Salon et de décrire le plus grand nombre d'œuvres possible; nous nous sommes arrêté devant quelques-unes seulement plus significatives au point de vue de l'étude que nous avons l'ambition d'esquisser sur l'état moral de la peinture au Salon de 1885. Si deux faits pouvaient se dégager pour le lecteur de l'examen auquel nous l'avons convié, nous serions pleinement satisfaits.

Le premier, c'est que l'école proprement dite, l'école officielle, serait condamnée si elle n'était dès maintenant résignée, en conservant toutes ses traditions glorieuses, à s'infuser un sang nouveau et à faire une place à l'esprit moderne. Le second, c'est que les adhérens épars de l'école moderne, de l'école claire, s'ils veulent grouper autour d'eux les jeunes gens, s'ils se refusent à périr par l'individualisme, ne sauraient se passer d'une direction et de ces fortes études qui n'ont jamais entravé la libre expression des dons naturels. Nous avons essayé d'ailleurs de noter au passage, entre les deux écoles de peintres, les signes précurseurs d'un rapprochement nécessaire, inévitable, prochain même et que l'école de sculpture a depuis longtemps réalisé. Peut-être le lecteur indulgent nous rendra-t-il cette justice que nous n'avons pas péché par un optimisme exagéré et que nous ne nous sommes pas érigé en adulateur du temps présent, en admirateur systématique de nos peintres et de leurs œuvres.

Aux remarques douloureuses que nous avons dû faire il faut cependant en ajouter une autre. Comment hésiter à reconnaître que plus d'une fois, au Salon, le visiteur qui s'est senti attiré par un tableau personnel, original, par une note d'art nouvelle et inattendue s'est trouvé, vérification faite, en présence de l'œuvre d'un étranger? C'est M. Normann, le peintre norvégien, qui nous captive avec un tableau scandinave dans lequel, au pied de montagnes rugueuses, s'étale un lac transparent comme le lac miroir et que le catalogue appelle *Sognefjord*. C'est M. Otto Sinding, autre peintre norvégien, dédiant un poème lumineux à des Lapons saluant après une longue nuit d'hiver le retour du soleil. C'est M. Uhde qui expose un tableau d'un sentiment si profond, si naïf, si délicat : *Laissez venir à moi les petits enfans* ! C'est M. Bergh (de Stockholm) qui nous conduit en Suède à la tombée du soir. C'est M. Friese, peintre allemand, qui a envoyé à Paris une toile de connaisseur intitulée : *Brigands du soir*, deux lions guettant leur proie. C'est encore, pour ne pas prolonger ces citations, un peintre d'histoire, M. Casanova y Estorach, qui a peint *les Derniers Momens de Philippe II dans le palais de l'Escurial*. L'auteur appartient à cette école espagnole contemporaine dans laquelle la peinture d'histoire est en honneur, qui compte parmi ses chefs M. Pradilla, le peintre de *Jeanne la Folle*, et où se rencontrent un grand nombre de peintres consciencieux, trop dramatiques peut-être, mais remarquables par la vigueur et la hardiesse, école florissante en Espagne et qui a été influencée dans des proportions diverses par les traditions locales, par l'action de la France et de la Belgique et par Fortuné, ce maître peintre.

Qu'on ne nous accuse pas toutefois d'avoir, comme les Espagnols, peint trop noir. Il est des vérités consolantes pour notre orgueil national, que nous nous sommes réservées, touches claires et joyeuses destinées à disperser les ombres un peu épaisses peut-être de notre tableau du Salon. Et d'abord le triomphe de nos paysagistes et de nos peintres de portraits. Le paysage et le portrait sont deux genres essentiellement nationaux. Ils échappent à la patiente analyse, mais comment ne pas proclamer avec reconnaissance que Rousseau, Millet, Corot, Chintreuil, Jules Dupré, ont encore des disciples parmi nous? Comment ne pas citer l'admirable paysage de M. Harpignies? Comment taire les noms de quelques-uns de ceux qui, avec des données diverses, représentent dignement au Salon le paysage français : MM. Hanoteau, Binet, Defaux, Julien Dupré, Petit-Jean, Olive, Demont et vingt autres que nous oublions? Et les portraits ! N'est-ce pas finir sur un lieu-commun que de rappeler le triomphant, l'incomparable portrait de M. Paul Dubois? que d'honorer la délica-

tesse savante des figures de M. Th. Delaunay, la vérité saisissante de celles de M. Fantin-Latour, la grâce de M. Cabanel, la sûreté d'exécution de M. Bonnat, l'élégance de M. Comerre, la sincérité de M. Mathey, l'originalité heureuse de M. Friand, l'habileté dès maintenant souveraine de M. Wencker? Après Ingres, après Flandrin, après Ricard, nos peintres de portraits continuent la tradition nationale, ils commandent le respect et forcent l'admiration.

Faut-il tout dire, en un mot? Si les étrangers ont trouvé le secret de nous charmer chez nous quand ils viennent en petit nombre apporter dans nos Salons leur note personnelle et raffinée, nos peintres n'ont pas du moins perdu l'habitude de les charmer chez eux quand, choisie pour le bon combat, leur cohorte généreuse se présente à l'étranger. Allez à Anvers, c'est encore dans la section française que vous trouverez le goût et l'élégance, et la recherche de la vérité, et la diversité du talent. Faites le tour de l'Europe, voyez les musées contemporains d'Allemagne et d'Italie, parcourez ceux d'Angleterre, de Belgique et d'Espagne, puis dirigez-vous vers le Sénat et allez-vous reposer au Luxembourg : vous ne désespérerez pas de la peinture française.

GUSTAVE OLLENDORFF.

REVUE DRAMATIQUE

LE RÉPERTOIRE A LA COMÉDIE-FRANÇAISE ET A L'ODÉON.

On est Français ; on paie ses impôts ; on sait qu'une partie de ces impôts est destinée à soutenir la Comédie-Française et l'Odéon, à entretenir le Conservatoire, qui est une pépinière d'artistes pour ces théâtres nationaux : voilà une dépense qu'on approuve ! On est heureux, en mettant une pincée de sel dans son œuf à la coque, de penser qu'on subvient, pour sa petite part, aux frais du culte de Corneille, de Racine et de Molière : si tout l'argent public était assuré d'un aussi bon emploi, on ne réclamerait aucun dégrèvement. D'ailleurs, cette somme allouée à nos établissemens de tragédie et de comédie, ce n'est pas seulement une aide que l'état leur donne, mais le signe de son droit sur eux : pour s'y soustraire, voudraient-ils refuser ce subside, ils ne le pourraient pas. Et la raison de ce droit ? C'est le devoir qu'a l'état de veiller à la conservation de certains chefs-d'œuvre qui sont le plus glorieux lot de notre patrimoine commun.

Corneille, Racine, Molière ! Ces trois noms, depuis notre enfance, sont logés dans notre cervelle, comme ceux de trois demi-dieux particuliers à notre pays ; sur un rayon de notre bibliothèque, si chétive qu'elle soit, si encombrée de romans nouveaux, nous gardons leurs ouvrages ; nous les montrons à nos enfans, à peu près comme telle mère leur montre l'évangile, et tel père la Déclaration des droits de

l'homme. Et au-dessous de Corneille, de Racine et de Molière, on se rappelle qu'il y a d'autres classiques, des quarts de dieux et des demi-quarts, entrevus jadis au lycée ou chez les pères, dans des recueils de morceaux choisis, et retrouvés depuis, par la ville, sur les plaques des rues. On se souvient que Voltaire a fait des tragédies, et aussi un certain Crébillon, et avant eux un nommé Rotrou; on connaît ou l'on croit connaître Beaumarchais, Regnard et Marivaux; on n'ignore pas que Boursault, Destouches, Dancourt, Le Sage, Gresset, Piron, Sedaine ont existé. Qui encore? Dufresny! Oui, ma foi, il y a quelque part une rue Dufresny; Dufresny, comme les autres, doit avoir sa petite chapelle dans le temple où le maître-autel est occupé par cette trinité: Corneille, Racine, Molière. Les offices de tous ces saints, dictés par eux, forment ensemble un monument sacré: le répertoire classique. Nulle partie n'en est méprisable, nulle sans doute n'est négligée: que dire de la principale, qui se compose des offices de la trinité elle-même, admirés par tout l'univers? Ceux-ci sont célébrés avec scrupule, avec joie: on est tranquille là-dessus, on a payé pour l'être; on voit la Comédie-Française, on voit l'Odéon: en passant devant Notre-Dame, qui douterait que la messe y soit dite régulièrement?

Il est bien vrai que si, l'an dernier, on est entré à la Comédie-Française, on a trouvé le *Député de Bombignac*, et, cette année, *Denise*; de même, à l'Odéon, *Severo Torelli* et *l'Arlésienne*. Mais quoi! c'est que, par l'attrait de la nouveauté, on a poussé la porte ces jours-là plutôt que d'autres: à l'ordinaire, cependant, ce n'est pas M. Bisson, ni même M. Dumas fils, ce n'est pas M. François Coppée ni M. Alphonse Daudet, qui sont honorés derrière ces portes; c'est Corneille, Racine, Molière; on le sait, et il suffit qu'on le sache. Napoléon l'a déclaré: « Le Théâtre-Français est la gloire de la France; l'Opéra n'en est que la vanité. » La gloire de la France! pourquoi ce titre? Parce que c'est là que le génie dramatique, par lequel notre nation excelle entre toutes, se perpétue depuis deux siècles. Il y a cinq ans déjà, cette maison a fêté le deux-centième anniversaire de sa fondation; elle est, parmi nos institutions publiques, une des plus anciennes et des plus vénérables: un écho y répète, selon l'ordonnance royale du 21 octobre 1680, des paroles inspirées par le plus pur esprit de notre race et disposées par l'art théâtral le plus parfait que le monde ait connu. On est certain que cet écho ne laisse pas tomber ces paroles, on se contente de cette certitude; en traversant cette place, même sans prêter l'oreille, on est saisi de respect, et l'on n' imagine pas que cette émotion soit une duperie; on sent que, du haut de ce balcon, quarante chefs-d'œuvre au moins contemplent la foule: ah! qu'on est fier d'être Français quand on regarde la Comédie!

Cependant, un matin, on a lu sur son almanach: 6 juin, naissance de Corneille. « Oh! oh! s'est-on dit, voici une fameuse date! Notre

professeur de rhétorique, autrefois, nous vantait cette sentence de M. Nisard : « Le jour où le grand Corneille cesserait d'être populaire sur notre théâtre, ce jour-là, nous aurions cessé d'être une grande nation ! » Heureusement, ce jour-là n'est pas venu ni près de venir : Corneille est populaire chez nous, autant que peut l'être un homme de l'ancien régime et qui « savoit la politique, » suivant le témoignage de son neveu, aussi bien que les belles-lettres et l'histoire, « mais les prenoit principalement du côté qu'elles ont rapport au théâtre. Il n'avoit pour toutes les autres connaissances ni loisir, ni curiosité, ni beaucoup d'estime. » Oui vraiment, notre professeur nous recommandait souvent cette phrase de Fontenelle... Autant qu'un poète qui ne fut que poète, et qui le fut sous les rois, peut être populaire, Corneille l'est encore : on l'a bien vu, l'automne dernier, à Rouen, lors du deux-centième anniversaire de sa mort ; ce fut une assez belle fête pour une fête de province. M. de Bornier fournit des vers ; et je ne sais combien de corporations, entre autres celle des zingueurs, défilèrent, à la suite de l'Académie française, par les rues décorées et pavoisées ; il y eut des régates, en ballon, dans l'après-midi ; et, le soir, des illuminations et « l'embrasement du pont de pierre. » Ce soir, que fera-t-on ici, à la Comédie-Française ? Qu'auront imaginé messieurs les sociétaires pour cette solennité ? En octobre, ils se sont rendus à l'appel de M. le curé de Saint-Roch, qui les avait conviés à une messe ; ils ont joué à Paris *Polyeucte* ; à Rouen, *Horace* et *le Cid* ; ici et là, un vieil à-propos : *Corneille* et *Richelieu*, et trois actes du *Menteur* ; avant *le Menteur*, à Paris, M. Got a lu un Éloge de Corneille extrait du discours de réception de Racine à l'Académie. Voilà pour la commémoration de la mort : d'aucuns ont jugé que c'était peu ; c'était pourtant quelque chose. Pour celle de la naissance, qu'est-ce que nos gens auront inventé ? Ou, du moins, sans invention, combien de chefs-d'œuvre de Corneille vont-ils représenter ces jours-ci, et dans quel ordre ? Auquel accorderont-ils le privilège d'ouvrir ce jubilé ? Plus que Racine, autant que Molière, le grand homme du jour a gardé la faveur publique ; il est même, sinon plus estimé ni plus aimé, du moins plus respecté que Molière ; il tient le dessus dans cette trinité, il est Dieu le père : allons voir quels honneurs ses cardinaux lui rendent !

On y va : *Horace* et *le Menteur* !.. C'était déjà, cet automne, l'affiche du Théâtre des Arts : MM. les sociétaires fêtent Corneille à la rouennaise. Aussi bien, c'était chose réglée dès 1881, et peut-être avant : Corneille naît, Corneille meurt, *Horace* et *le Menteur* sont de service ; rien de nouveau pour aujourd'hui. Et demain ? Et après ? Plus de Corneille : disparu, oublié. Du moins, ce soir, entre les deux pièces, voici annoncé un à-propos tout neuf : *Pour Corneille*, de M. François Fabié. On se renseigne : est-ce une comédie ? est-ce un drame ? Ni l'un ni l'autre : M. François Fabié, paraît-il, avait bien fait à cette occasion

quelque chose comme une comédie ou un drame, MM. les sociétaires et pensionnaires n'ont pas eu le loisir d'apprendre ce petit ouvrage. Pour le remplacer, ils ont demandé à l'auteur quelques vers. Chut! le rideau se lève. M. Coquelin, en habit noir, parmi ses camarades en costume, s'avance vers la rampe. Pourquoi M. Coquelin? Est-il tragédien, par hasard? Joue-t-il seulement *le Menteur*? Est-il, en qualité de doyen, l'orateur de la troupe? Non pas, mais il était de passage : ses camarades en ont profité pour le prier de faire honneur à Corneille; il va dire ces quelques vers. Les dire? Eh! non : il n'a pas eu le loisir de les apprendre; il va les lire; et, de fait, les ayant à peine lus une première fois, il les lit assez mal. M. Fabié raconte une anecdote de la vie de Corneille; vers la fin, il hausse le ton en alexandrins convenablement frappés; il plaint le poète de n'être pas né ou du moins mort de nos jours : on lui aurait fait un si bel enterrement ! Il tance Dangeau pour cette note écrite négligemment sur son journal : « Le bonhomme Corneille est mort. » Il se récrie comme il faut contre cette insulte et ce « blasphème. » Voilà qui va bien; mais, de grâce, messieurs les sociétaires, est-ce que vous-mêmes, aujourd'hui, ne traitez pas Corneille un peu trop en « bonhomme? » Il est spécieux de dire aux gens : « Vous ne savez pas ce que vous avez perdu à ne pas mourir deux cents ans plus tard; » mais ne les honorer que par ce discours, c'est les honorer à peu de frais !

Telles sont les réflexions que l'on ne peut s'empêcher de faire; et, mis en éveil par cet incident, on se demande si le temple des classiques est desservi aussi exactement qu'on le croyait. Pour peu qu'on soit critique, on résout de se rendre compte des choses par le menu; on feuillette une collection de vieilles affiches (1); qu'importent un à-propos de plus ou de moins, et des vers récités ou lus, et bien lus ou mal, si l'œuvre de l'auteur qu'il s'agit de célébrer est maintenue en vie par les comédiens? Voilà le seul hommage qui intéresse le poète : même une promenade au Panthéon réjouirait moins sa mémoire; il dort très bien à Saint-Roch, pourvu qu'il entende en rêve un bruit d'applaudissemens venu de la Comédie-Française.

Hélas! on aurait tort de se plaindre qu'*Horace* et *le Menteur* reviennent trop souvent sur l'affiche : c'était la première fois de l'année qu'ils s'y montraient. Combien de représentations, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 1^{er} juin, en cinq mois entiers, *le Cid* a-t-il obtenues? Deux. Et *Polyeucte*? Une seule. Il est vrai que, l'année précédente, *le Cid* avait poussé jusqu'à dix, ainsi que *le Menteur*, et *Polyeucte* jusqu'à huit; *Horace* déjà s'était tenu à une. Mais *Cinna*? Dans ces dix-sept mois, il est comme s'il n'était pas. Mais *Pompée*? mais *Rodogune*? jusqu'où faut-il

(1) Ou l'on consulte les *Annales du théâtre et de la musique*, par MM. Noël et Stoullig; Charpentier, éditeur.

remonter pour en découvrir la trace ? *Rodogune*, plus souvent applaudie que *le Cid* au XVIII^e siècle ! Faut-il reculer si haut pour la découvrir ? Les gens de ma génération pourraient le croire : pour eux, aussi bien que *Pompée*, *Rodogune* est abolie. Après cela, nommerai-je *Sertorius*, *Nicomède* ou *Don Sanche* ? Des noms, en effet, voilà ce que sont devenues ces trois pièces ; mais, pour des réalités, comment s'étonner qu'elles n'en soient plus ? Où *Cinna* disparaît elles n'ont rien à prétendre.

Pourtant quel accapareur que ce Corneille, si l'on regarde à côté de lui Racine ! Oh ! pour celui-ci, son affaire est nette. Combien de représentations depuis le 1^{er} janvier ? Zéro. Vous lisez bien : zéro. Et en 1884 ? Cinq de *Britannicus*, trois de *Phèdre*, autant d'*Iphigénie* : c'est tout. Mais *Andromaque* ? *Mithridate* ? *Athalie* ? *Esther* ? Néant ! Quant à *Bajazet* et *Bérénice*, des vieillards assurent que ces ouvrages ont été représentés à la Comédie-Française : nous voulons les croire ; quelle preuve de respect ! En 1872, lors du début de M. Mounet-Sully, dans le rôle d'Oreste, un peu avant le lever du rideau, je me rappelle avoir entendu ce dialogue entre deux spectateurs du parterre : « Sais-tu ce que c'est qu'*Andromaque* ? — Je sais seulement que c'est une comédie et que ça se passe à Rome. » Au train dont vont les choses, il sera difficile avant peu de trouver dans le parterre de la Comédie-Française deux spectateurs aussi bien renseignés sur une tragédie de Racine.

Est-ce, d'aventure, que MM. les sociétaires, égarés par l'esprit de curiosité ou par le faux goût, sacrifient Corneille et Racine à des classiques secondaires, à des primitifs ou à des épigones ? Est-ce qu'ils sont tout occupés de restaurer la *Sophonisbe* de Mairet, le *Venceslas* et le *Saint Genest* de Rotrou ? Est-ce qu'ils reprennent *Rhadamiste* et *Zénobie*, de Crébillon, ou *Tancrède*, de Voltaire, ou seulement *Mérope* et *Zaire* ? Nullement ; *Zaire* même a glissé dans l'oubli : au-dessous de cette demi-douzaine de pièces qui figurent le répertoire de Corneille et de Racine, je n'aperçois rien, rue de Richelieu, qui ressemble à une tragédie. Notons à part l'*Œdipe roi*, de Sophocle, traduit par M. Jules Lacroix, qui a été représenté deux fois en 1884. Hormis cela, depuis dix-sept mois, pour rencontrer autre chose qu'une comédie, un vaudeville ou un drame de mœurs contemporaines, il faut s'avancer jusqu'à *Hernani* et *Ruy Blas*, jusqu'à *On ne badine pas avec l'amour* et aux *Caprices de Marianne* : Voltaire et Crébillon, aussi bien que Rotrou et Mairet, sont au rancart ; à Dieu ne plaise que je m'en indigne, quand je vois Corneille et Racine en si mauvais point ! Il faut le remarquer pourtant, si j'avais intitulé cette revue : « le Répertoire tragique à la Comédie-Française, » j'aurais pu me contenter de mettre après ce titre une demi-douzaine de pages blanches.

Mais la Comédie est la Comédie : le répertoire comique, sans doute, y est entretenu dans la perfection ; il y profite naturellement de tout ce qu'a perdu le tragique. Nous avons dit que *le Monteur*, en 1884, avait

été joué dix fois : c'est bon signe. Cette année déjà, comme l'année dernière, les *Plaideurs* ont été tirés une fois de la remise : eh ! ce n'est pas si mal. D'ailleurs nous sommes dans la maison de Molière : celui-ci doit avoir la part du lion. Il l'a, en effet, et pour lui nous sommes à peu près contens. A peu près, oui, tout juste ; et qu'on n'exige pas de nous un témoignage plus favorable, sinon nous demanderons comment *l'Avare*, en dix-sept mois, a mérité seize représentations et le *Misanthrope* seulement neuf, les *Femmes savantes* six, *Tartufe* et *Amphitryon* cinq ; pourquoi *l'École des femmes*, produite sept fois l'année dernière, et les *Précieuses*, deux fois seulement, n'ont pas encore paru cette année. Nous demanderons surtout ce qu'on attend, depuis le 1^{er} janvier 1884, — sans regarder plus en arrière, — pour se souvenir de *l'École des maris*, de *Sganarelle* et de *George Dandin*. Admettons que les *Fâcheux* et le *Sicilien* puissent être négligés pendant si longtemps et qu'on laisse refroidir *l'Impromptu de Versailles* : nous réclamerons au moins pour la *Critique de l'École des femmes*. Admettons que les seringues de *M. de Pourceaugnac* se rouillent dans le magasin, et qu'on nous fasse attendre une reprise de *Don Garcie* : faudra-t-il mourir sans avoir revu *Don Juan* ? Et je le dis : revu ; mais combien sont-ils avec moi qui ne l'ont jamais vu, étant venus trop tard, après Bressant trop vieux ?

Ainsi Molière lui-même, dînant chez Molière, est à la portion congrue : jugez des autres ! L'an dernier, rien pour Regnard, ce qui s'appelle rien, et déjà cette façon de le traiter devenait une tradition. Cet hiver, on a restitué le *Légataire* avec succès ; on nous promet à présent les *Folies amoureuses* : cette vogue durera-t-elle ? Beaumarchais, à ce compte, pourra envier Regnard : on a joué le *Mariage de Figaro* en 1884, on l'a même joué dix-huit fois, et déjà trois fois en 1885 ; mais du *Barbier*, point de nouvelles ! Quant à ce délicieux, spirituel, original Marivaux, — le seul de nos comiques, on l'a remarqué avec justesse, qui ne doive rien à Molière, — il ne compte, à la Comédie-Française, que par le *Jeu de l'amour et du hasard*, et par *l'Épreuve* ; mais le *Legs* ? mais les *Fausse Confidences* ? M^{me} Arnould-Plessy les a emportés avec elle, comme M. Bressant a emporté *Don Juan*, M^{me} Sarah Bernhardt *Zaïre*, et tant d'autres, qu'on pourrait nommer, tant de pièces qui ne sont plus que de lointains fantômes de chefs-d'œuvre ! Et ce n'est pas seulement le *Legs* et les *Fausse Confidences* que je ferais jouer pour mon plaisir, si j'en avais le pouvoir, mais la *Surprise de l'amour* et la *Seconde Surprise*, la *Double Inconstance*, *l'École des mères*, *l'Heureux stratagème*, les *Sincères* et les *Sermens indiscrets*... Il ne coûte rien de former des vœux, ni d'exprimer des regrets : pourquoi n'en accorder qu'à Marivaux ? Disons que volontiers nous aurions vu, au moins une fois dans notre vie, le *Glorieux*, le *Chevalier à la mode*, *Turcaret*, le *Méchant*, la *Métromanie*, la *Gageure imprévue*, mais disons-le vite : de pires privations, dénoncées plus haut, nous consolent de celles-ci.

Entre Molière, Regnard, Beaumarchais, Marivaux, représentés on sait comme, et les auteurs vivans, qui trouvons-nous sur le terrain de la comédie? Scribe, avec *Bertrand et Raton* et *Bataille de dames*, l'un donné dix-neuf fois l'an dernier et l'autre dix-sept, — en ce point, ne nous plaignons pas de la chicherie du comité; — Dumas père, le plantureux (qui n'a pas un seul drame ici), avec *Mademoiselle de Belle-Isle* tout uniment; George Sand, avec *le Marquis de Villemere* et *le Mariage de Victorine*; Sandeau, avec *Mademoiselle de la Seiglière*; Musset, avec *Il ne faut jurer de rien*, *le Chandelier*, *le Caprice*, *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*; Barrière, avec *le Feu au couvent*, une insignifiante petite pièce pour tout bagage (il est vrai que les *Faux Bonshommes*, récemment, ont été reçus à correction par le comité, mais, comme on pouvait le prévoir, ils se sont soustraits à la correction); Delphine de Girardin, avec *la Joie fait peur*; Caraguel, avec *le Bougeoir*; Gozlan, avec *la Pluie et le Beau Temps*: voilà tous les morts qui se dressent, à consulter les annales de la Comédie depuis dix-sept mois, entre Molière ou Marivaux et M. Dumas fils ou M. Augier. On peut trouver que ce n'est guère et que beaucoup manquent à l'appel; mais sur ces disparus, encore une fois, ne prolongeons pas nos doléances; rappelons-nous que non-seulement les *Fausse Confidences* et *Zaire*, mais *Don Juan*, aussi bien que *Bajazet* et que *Rodogune*, nous ont été enlevés: on ne geint pas une heure durant pour un ongle cassé à la main gauche, lorsqu'on est amputé du bras droit.

A ce petit nombre d'ouvrages conservés après la mort des auteurs ajoutez quelques pièces d'écrivains vivans qui sont admises dans le répertoire: *le Demi-Monde* et *l'Étrangère* de M. Dumas fils; *l'Aventurière*, *Philiberte*, *le Gendre de M. Poirier*, *les Effrontés*, *les Fourchambault* et *le Post-Scriptum* de M. Augier; *les Pattes de mouches* de M. Sardou; *le Monde où l'on s'ennuie*, *l'Étincelle* et *le Dernier Quartier*, de M. Pailleron; *l'Ami Fritz* et *les Rantzau* de MM. Erckmann-Chatrian; *le Testament de César Girodot* de MM. Belot et Villetard; *Gringoire*, de M. de Banville; *Volte-Face*, de M. Guiard; *Chez l'avocat*, de M. Paul Ferrier, et *les Projets de ma tante*, de je ne sais qui; quoi encore? *L'Été de la Saint-Martin*, de MM. Meilhac et Halévy, qui nous fait penser à chercher ici *Froufrou* et *la Petite Marquise*; — vous ne les trouverez pas, cependant, pas plus que vous ne trouverez une seule pièce de M. Feuilleton. — Pour être exact, joignez à ce que vous tenez là *Corneille et Richelieu*, de M. Émile Moreau, et *Toujours*, de M. de Courcy. Vous n'aurez plus, si vous désirez avoir la liste complète des ouvrages représentés au Théâtre-Français depuis un an et cinq mois (nous avons omis seulement de nommer quelques pièces de Molière), vous n'aurez plus qu'à inscrire à la suite ces nouveautés: les *Maugeois*, de M. Albert Delpit; une *Matinée de contrat*, de M. Desvallières; *Smilis*, de M. Jean Aicard; le *Député de Bombignac*, de M. Bisson; *Mademoiselle Du Vigean*, de

M^{me} Simone-Arnaud; *la Duchesse Martin*, de M. Meilhac; *Denise*, de M. Dumas fils; enfin trois à-propos : *Maître et Valets*, *le Centenaire de Figaro*, *Racine à Port-Royal*. Voilà décidément tout ce qui a tenu, pendant deux hivers, deux printemps, un été, un automne, entre les murailles de cet édifice sacré. Assurément, il n'est pas resté vide, comme ces fourgons que Bonaparte, tout le long de la campagne d'Italie, appelait le trésor de l'armée. Pourtant le trouve-t-on aussi plein qu'on le supposait, et d'aussi belles choses? Est-ce bien là cette arche sainte qu'on regardait avec tant de sécurité? Pendant le siège de Paris, j'ai admiré à la devanture d'un magasin une boîte de filet de bœuf conservé, je l'ai achetée fort cher : une tranche de viande, une seule, occupait bien le dessus; mais dessous, c'était un hachis suspect. Voilà, si l'on me pardonne cette comparaison, qui rend ma pensée avec outrage, l'image de la Comédie-Française : naïfs contribuables, nous croyons que c'est tout bœuf, et quel bœuf! Le bœuf Apis lui-même! Soulevez la première tranche, vous ne trouverez pas la seconde.

Mais la seconde et le reste, c'est peut-être à l'Odéon, second Théâtre-Français, qu'il faut les chercher. Rue de Richelieu, il arrive sans doute que le répertoire soit embarrassé par le succès d'une pièce nouvelle : comment faire que *le Député de Bombignac*, en 1884, n'atteigne pas cinquante-sept représentations, et *la Duchesse Martin* cinquante-deux? Que *Denise*, dans le commencement de cette année, ne s'élance pas jusqu'à soixante-neuf? Sur la rive gauche, ces accidens sont rares. Pour *Severo Torelli*, qui va jusqu'à cent six, pour *le Bel Armand* qui touche à soixante et une, combien d'essais malheureux comme *la Famille d'Armelles* et *le Divorce de Sarah Moore*! Ce n'est même pas *l'Exil d'Ovide* ni *le Mari* qui, depuis deux ans, auront bouché la voie aux classiques : voyons la destinée de ces grands hommes dans les derniers exercices, — de septembre 1883 à juin 1884, et de septembre 1884 à juin 1885.

Dans la première de ces périodes, combien de tragédies de Corneille? Pas une. Dans la seconde, *le Cid*, *Horace*, *Polyeucte* osent poindre ils reviennent de loin; c'est déjà beau qu'ils arrivent trois; ne demandons pas quand suivra le reste. Est-ce donc que les demi-dieux se réjouissent du nombre trois? *Phèdre*, *Andromaque*, *Bérénice*, voilà toute la part de Racine en 1883-84; à quoi il convient d'ajouter, en 1884-85, *Andromaque* derechef et *Athalie*.

Les classiques secondaires, où sont-ils? Voici Voltaire tout seul, avec *Mahomet* tout sec. Ensuite il faut venir jusqu'au *Charles VII* de Dumas père, à la *Marie Stuart* de Lebrun, au *Louis XI* et aux *Enfans d'Édouard* de Casimir Delavigne. *Antony*, *Henriette Maréchal* et *l'Arlésienne*, malgré leurs dénoûmens funestes, ne sauraient compter comme tragédies. Pour faire bon poids, admettrons-nous dans le plateau de la balance le *Macbeth* de M. Jules Lacroix? Même avec cet appoint, il ne paraît pas

que le fléau incline décidément du côté de l'Odéon : autant qu'au Théâtre-Français, la charge de tragique est légère.

Tournons vers le comique. Sans doute, au quartier Latin, on aime à rire avec les bons auteurs : en ceci, du moins, nous serons satisfaits. Oui vraiment, l'année dernière et cette année, voici *le menteur* et les *Plaideurs*; voici, répartis sur l'une et l'autre, à peu près les mêmes ouvrages de Molière que nous avons vus là-bas; seulement, au lieu du *Bourgeois gentilhomme*, d'*Amphitryon* et des *Précieuses*, nous apercevons *Monsieur de Pourceaugnac*, *l'École des maris* et *Sganarelle* : ne pouvait-on nous montrer le tout? Quant à l'introuvable *Don Juan*, ici non plus que là-bas on n'en a cure. « La terre s'ouvre et l'abîme, » est-il écrit, au moment que le héros de Molière donne la main au Commandeur : ne le rendra-t-elle jamais?

Heureux Beaumarchais, l'année dernière! Non-seulement *le Barbier* et *Figaro*, mais *Eugénie* elle-même a vu la rampe de l'Odéon. Heureux Regnard, cette année! Il est partout à la mode : après *le Légataire* et les *Ménechmes*, voici que reverdissent ici les *Folies amoureuses*. Mais Marivaux, mon Marivaux!.. Dans ce long espace, *le Jeu de l'amour et du hasard*, c'est de lui tout ce qui refléurit : une oasis! On assure pourtant que l'Odéon est une école d'application de l'art dramatique : avec celle de Racine, quelle meilleure discipline pour de jeunes acteurs que celle de Marivaux? Où donc apprendront-ils avec plus d'agrément à discerner et à rendre les nuances du sentiment et du style?

Toutefois Marivaux, comme Regnard et Beaumarchais, figure dans cette maison après Molière, Racine et Corneille. Mais, au-dessous de ces noms, il faut dégringoler jusqu'à Brueys, dont *l'Avocat Pathelin* prévaut ici sur *la Vraie Farce de M^e Pathelin*; jusqu'à Dallainval (*l'École des bourgeois*); jusqu'à Andrieux (*les Étourdis*); jusqu'à J.-B. Hoffman (*le Roman d'une heure*); jusqu'à Picard (*les Ricochets* et *l'Acte de naissance*); jusqu'à Wafflard et Fulgence (*le Voyage à Dieppe* et *le Célibataire et l'Homme marié*). — J'omets, comme étrangère, une pièce traduite de Kotzebue, *les Deux Frères*. — Voilà quel gros de comiques sépare les grands classiques, à jamais admirables et aimables, des contemporains. A transcrire cette liste, je me souviens de la rencontre que je fis, il y a quelques années, d'un jeune auteur. « Eh bien! lui dis-je, vous m'aviez parlé d'une pièce gaie... Quelles nouvelles? — Bonnes nouvelles! fit-il en souriant. — Elle est reçue quelque part? — Non pas! Mais M. de La Rounat, à qui je l'avais d'abord présentée, m'a fait venir : Monsieur, m'a-t-il déclaré, vous n'avez pas le comique de l'Odéon! » Cette parole avait sonné à de joyeuses oreilles comme un bon augure. Y aurait-il, en effet, un comique de l'Odéon, qui ne serait pas le comique? Trop de faveur accordé aux Wafflard et Fulgence, alors que tel et tel autre, parmi les meilleurs, sont délaissés, aurait bientôt fait d'accréditer cette opinion. De même, il y aurait un tragique de

l'Odéon, qui ne serait pas le tragique : et c'est pourquoi Lebrun et Casimir Delavigne seraient triomphants, et Corneille et Racine humiliés. Mais tant qu'un décret du président de la république ou bien quelque arrêté d'un sous-secrétaire d'état n'aura pas « désaffecté » l'Odéon pour le destiner expressément à ce comique et à ce tragique spéciaux, nous déplorerons que le culte des grands classiques, et de ceux qui viennent tout de suite après les grands, y soit négligé comme au Théâtre-Français ; sur la rive gauche, comme sur la rive droite, alternativement, nous gémirons au souvenir de ces morts illustres, et des hommages qu'ils recevaient naguère : *super flumina* !..

Pour Corneille ! c'était le titre du poème lu par M. Coquelin l'autre soir. Ce n'est pas seulement : Pour Corneille, qu'il faut dire, mais : Pour Racine, pour Molière, pour Marivaux et le reste, — comme on dit : Pour les pauvres ! C'est pour tous ceux-là que j'élève la voix, mais contre qui ? Accuserai-je d'impiété volontaire le comité de la Comédie-Française et son administrateur, M. Perrin, et le directeur de l'Odéon, M. Porel ? Non pas ! Tout au plus leur reprocherai-je une résignation trop facile au fâcheux état que je signale. Vais-je crier à « l'obstruction » et dénoncer tel ouvrage nouveau parce qu'il encombre la scène au détriment d'un chef-d'œuvre ancien ? Pas davantage. *Le Testament de César Girodot* se serait contenté assurément de dix représentations, l'année dernière, ou *l'Ami Fritz* de douze, ou *les Pattes de mouches* de trente et une, ou *le Monde où l'on s'ennuie* de dix-neuf, pour céder une soirée à *Rodogune*, à *Bajazet*, à *Don Juan* ou aux *Fausse Confidences* ; *le Bougeoir* se serait tenu à quarante-deux, pour laisser une petite place au *Legs* ou à la *Critique de l'École des femmes*. Est-ce le méchant goût du public, enfin, qu'il faut charger de tout le péché ? Dois-je proclamer qu'on s'en défie, et qu'on n'ose guère, après expérience, lui proposer des classiques ? Mais point ! *Athalie*, cet hiver, est reprise à l'Odéon avec un peu de soin : *Athalie*, pendant une quinzaine, est à la mode. *Le Bourgeois gentilhomme*, au Théâtre-Français, est remis à flot : dix fois il attire la foule. Dix fois aussi *le Légataire* : et quels éclats de rire dans la salle ! Quelles fanfares d'éloges ensuite dans la presse ! Il paraîtrait que ce n'est plus une si étrange entreprise que de faire rire les honnêtes gens, et que tout le monde veuille justifier de cette qualité.

Aussi bien la Comédie-Française et l'Odéon possèdent l'une et l'autre un fonds assuré de spectateurs pour le répertoire. M. Perrin a ses abonnés du mardi et du jeudi, personnes du bel air, pour qui tout hommage rendu aux lettres est une élégance, et qui entendent une tragédie ou une comédie d'autrefois au moins comme la grand'messe. D'ailleurs, écouter une tragédie, fût-ce *la Fille de Roland*, il est convenu, depuis 1870, chez les classes dirigeantes, que c'est contribuer au relèvement de la patrie autant qu'on peut le faire sous un régime républicain :

on s'accommoderait aussi volontiers, pour cet office, de *Cinna*, voire de *Sertorius*, ou de *Mithridate*. Écouter une comédie d'une bonne époque, c'est se mêler presque à l'entretien de personnages bien nés, comme il s'en trouvait jadis pour parler naturellement le français, et cela n'a pas mauvaise façon. Comique ou tragique, une des œuvres que nous regrettons serait la bienvenue, le mardi et le jeudi, chez M. Perrin. M. Porel, d'autre part, a ses chambrées populaires du lundi, qui se retrouvent à peu près les mêmes, enrichies seulement d'écoliers, dans l'après-midi du dimanche. C'est ici une collection de braves gens, désireux à la fois d'être émus ou amusés et de s'instruire, le tout à prix réduit. Petits bourgeois, commis, étudiants, ils accourent à l'Odéon comme dans un lieu de divertissement et aussi dans une école littéraire qui serait aux écoles d'enfants ce qu'est le catéchisme de persévérance au petit catéchisme. Ils prennent du plaisir et croient trouver du profit à *Louis XI* et au *Voyage à Dieppe*; pourquoi ne pas user de leur facilité pour leur donner des chefs-d'œuvre? Ils les accepteraient aussi bien. Enfin, si deux couches de la société aussi distantes, ici et là, sont également bien disposées pour les classiques, il est à croire que les intermédiaires ne sont pas hostiles; acclamés le dimanche et le lundi à l'Odéon, choyés le mardi et le jeudi à la Comédie-Française, il serait surprenant que, les autres jours, ici où là, les mêmes ouvrages fussent rebutés : aussi ne le sont-ils pas. *Athalie*, le *Bourgeois gentilhomme*, le *Légataire*, pour ne citer à nouveau que ces trois-là, nous répondent heureusement de l'humeur de tout ce public.

Que reste-t-il donc, si l'on ne peut s'en prendre aux directeurs ni aux confrères ni à l'auditoire, que reste-t-il pour expliquer l'abandon où gisent les classiques? Il reste, hélas! qu'il n'y a plus d'acteurs pour les jouer. Des tragédiens? Passez en revue la nombreuse troupe de la Comédie-Française. Après M. Mounet-Sully, trop souvent malade et qui ne saurait suffire à tout, qui oseriez-vous nommer? M. Silvain, excellent au second plan et qui ne saurait occuper le premier. Et puis? M. Dupont-Vernon et M. Maubant; passons : à quoi bon les contrister? M. Worms a pu jouer le *Cid* : il n'est pas tragédien pour cela. M. Laroché ne l'est pas, — est-il besoin de le dire? — pour avoir joué *Sévère*. M. Martel n'est qu'un passable confident; M. Villain en est à peine un. M. Garnier, M. Falconnier, sont encore des élèves; M. Boucher en est un depuis trop longtemps. M. Duflos est une excellente recrue pour le drame, M. Albert Lambert fils en est peut-être une bonne; mais pour la tragédie? Je voudrais m'écrier : « Ah! qu'ils sont beaux les pieds de ceux qui viennent chausser le cothurne! » Je ne vois venir que des pieds à brodequins et à souliers vernis. Quant aux tragédiennes, depuis M^{lle} Sarah Bernhardt, on n'en fait plus : M^{lle} Dudlay en tient lieu. A ses côtés, M^{lle} Lerou a de l'énergie, M^{lle} Brück a de la gentillesse, et M^{lle} Fayolle... Mais pourquoi pousser si loin? Regardons plu-

tôt vers l'Odéon. Là, M. Paul Mounet tout seul fait figure de tragédien : il ne fait guère davantage. Auprès de lui, M. Albert Lambert et M. Chelles sont plutôt des acteurs de drame ; MM. Brémont, Rebel, Cosset, Hattier et les autres font de leur mieux, mais ce mieux n'est guère. M^{lle} Hadamard, avec des mérites différens, est la Dudley de l'Odéon ; M^{lle} Barthélemy, Caristie Martel, Antonia Laurent, Baréty, sont des écolières en tragédie : seront-elles jamais couronnées ?

Pour la comédie, le mal n'a pas encore empiré à ce point. Au Théâtre-Français, il reste une tête de troupe ; elle est affaiblie cependant, et voyez ce qui la suit. Pour remplacer tant de merveilleux artistes et pour succéder à ceux qui se retireront demain, qui a paru depuis quelques années ? MM. Truffier, Le Bary, Baillet, de Féraudy, Leloir ; M. Clerh, qui n'est plus un jeune homme ; M. Samary, qui n'est qu'un enfant. Et, d'autre part, M^{lle} Bartet, dévouée plutôt à la comédie de mœurs contemporaines et au drame ; M^{lle} Pierson et Montaland, destinées sans conteste au genre moderne ; M^{lle} Marsy, Brück, Müller, Frémaux, Kalb, Amel et Durand : — je crains de n'en pas oublier ! A l'Odéon, derrière M. Cornaglia, un vétérân, et M. Amaury, un jeune premier qui atteint déjà la seconde jeunesse, je ne vois guère à citer que M. Kéralval et peut-être M. Barral ; derrière M^{lle} Crosnier, Régis et Marie Samary, j'aperçois M^{lle} Rachel Boyer, Réal et Nancy Martel ; le reste !... Ah ! je souhaiterais qu'un Hernani, — avec une doña Sol, — sortît des rangs et s'écriât : « Je prétends qu'on me compte ! »

Il n'y a plus de tragédiens ni de tragédiennes ; il n'y a guère de comédiens ni de comédiennes : à qui la faute ? Ne ressassons pas ce reproche qu'on a fait aux directeurs, et notamment à M. Perrin, de ne pas exercer assez leur jeune troupe. On aurait cultivé avec plus de zèle M. Joliet et M^{lle} Thénard, en aurait-on tiré des fruits merveilleux ? M. Porel, là-bas, qui souffle énergiquement son fourneau, trouve-t-il la pierre philosophale ? Son creuset ne fournira d'or qu'autant qu'il en aura reçu. Qui donc, en fin de compte, accuser de notre détresse ? La nature ? Quelque sot ! Le Conservatoire est le coupable ; et c'est lui que nous dénonçons, ce Conservatoire de déclamation dirigé par un compositeur de musique. Il y a deux ans déjà, nous avons signalé le mal : s'aperçoit-on qu'il est temps d'y porter remède ? Pour ma part, après l'examen que j'ai fait de l'état des classiques, au nom desquels la Comédie-Française et l'Odéon reçoivent un subside, j'en avertis M. le ministre des finances, si le Conservatoire n'est pas prochainement réformé, je refuse l'impôt.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 juin.

Quand on a eu longtemps le pouvoir et les influences et le budget, qui est le grand instrument de règne, et le crédit que donne un pays comme la France, et la soumission apparente d'une nation plus résignée que conquise, on croit volontiers que cela ne finira jamais. Tout finit, au contraire, tout a un terme, même ce qui a eu quelque grandeur, — à plus forte raison ce qui n'est que médiocre, ce qui n'a été que le perpétuel abus d'une domination de circonstance. M. Gambetta, qui avait sa sagacité quand il n'était pas aveuglé par l'infatuation ou entraîné par de vulgaires solidarités, M. Gambetta disait un jour, il y a de cela des années, que l'ère des périls était passée pour la république, pour les républicains, qu'on entrait dans l'ère des difficultés. On est entré, en effet, depuis longtemps dans cette ère des embarras dont parlait M. Gambetta, on n'en est plus sorti; on s'y enfonce de plus en plus en croyant pouvoir fonder un gouvernement avec des fantaisies et des passions de parti, en ajoutant les erreurs aux erreurs, en abusant des ressources de la politique de la France, sans s'apercevoir qu'à ce jeu les difficultés pourraient redevenir des périls et que tous les excès avaient leur lendemain. Ce lendemain, c'est ce qui se passe aujourd'hui; c'est cette situation assez curieuse, en vérité, où les partis dominans n'ont plus la même confiance, quoiqu'ils affectent le même orgueil, où ils sentent bien qu'il y a eu des fautes dont le pays commence à s'inquiéter et à demander compte, où ils se figurent qu'à l'approche des élections, il suffit de déguiser les incohérences qu'ils ont accumulées, d'obscurcir les responsabilités, de tromper en-

core l'opinion par de vaines fantasmagories. On en est là pour le moment. Le pays, qui a toujours le dernier mot, dira ce qu'il voudra à ce scrutin vers lequel se tournent désormais tous les yeux, qui s'ouvrira nécessairement d'ici à trois mois. Il est certain que la politique qui a régné depuis quelques années, qui se prépare à demander au suffrage universel une sanction nouvelle, n'a rien de brillant, qu'elle ne peut offrir au pays que ses œuvres, — des affaires extérieures passablement décousues, des affaires financières compromises, des lois de parti dictées par des passions aveugles ou par des calculs de fausse popularité.

Au fond, on ne s'y trompe pas absolument. On sent bien que le mal est assez sérieux, que les intérêts de la France ont été dangereusement engagés, que le crédit de la république et des républicains peut en souffrir. On ne veut pas s'avouer que cette situation, telle qu'elle apparaît à la veille des élections, est justement la conséquence de la politique qu'on a suivie, que le seul moyen de la redresser ou de la raffermir serait un changement de système et de conduite. On croit se tirer d'affaire et donner le change au pays par des subterfuges et des expédients de tactique, par une proposition de mise en accusation du dernier ministère, comme si le ministère était seul coupable, ou par des appels touchans à la concorde entre républicains, comme sait les imaginer M. le président du conseil. C'est ce qui s'appelle ne remédier à rien et passer à côté de la question. A quoi aurait servi en effet cette mise en accusation qui a été discutée il y a peu de jours et définitivement écartée? Elle a pu, si l'on veut, se produire il y a deux mois, dans un moment d'émotion et de trouble, sous le coup des douloureux incidens de la retraite de Lang-Son; elle n'aurait plus été aujourd'hui qu'un moyen de perpétuer une agitation toujours dangereuse après la chute du dernier ministère, après la paix qui paraît enfin conclue avec la Chine.

Eh! sans doute, M. Jules Ferry méritait sa chute par la manière dont il avait conduit toute cette affaire du Tonkin, et même par cette espèce de panique du dernier moment à laquelle il se laissait aller, qu'il contribuait à répandre dans le pays pour un incident de guerre inattendu, mal expliqué. Tout ce qu'on dit dans des actes d'accusation rétrospectifs est malheureusement trop vrai. Il est certain que, depuis le premier moment, M. Bourée tenait son gouvernement au courant de tout avec autant de précision que de clairvoyance, qu'il ne lui laissait ignorer ni les dispositions ni les armemens du Céleste-Empire, qu'il ne cessait de l'avertir qu'on devait se préparer « à une lutte des plus sérieuses; » notre agent n'hésitait pas à écrire qu'il ne pouvait se défendre des plus vives appréhensions en voyant qu'on marchait à un conflit inévitable, en mettant en balance ce que coûterait ce conflit et les avantages qu'on en pourrait retirer. Il est certain que lorsque le

chef du dernier cabinet déclarait sans cesse aux chambres qu'il n'y avait pas de Chinois au Tonkin, que c'était une illusion; il savait, puisqu'on le lui avait dit positivement, que les Chinois étaient partout jusque dans le Delta, qu'ils étaient résolus à défendre le Tonkin, qu'on n'aurait plus affaire cette fois aux Chinois de 1860. Il est hors de doute maintenant que le traité négocié par M. Bourée, avant l'effusion du sang et les dépenses démesurées, offrait à peu de chose près autant d'avantages que le traité de Tien-Tsin qui vient d'être renouvelé. Il est avéré enfin que les opérations de guerre ont été toujours soumises à de singulières influences, que la plupart des chefs militaires, M. le général Campenon, M. le général Négrier, M. le général Millot étaient peu favorables à cette dernière marche sur Lang-Son, qui n'a été exécutée que par une volonté supérieure et qui a si malheureusement fini. Oui, sans doute, tout cela est écrit, tout cela est vrai, le dernier président du conseil a certainement abusé les autres en s'abusant peut-être lui-même; mais enfin, à voir les choses simplement sans tout pousser à l'extrême, c'est une affaire politique qui a été tranchée par un vote politique. Le seul procès possible a été jugé le jour où le cabinet qui a conduit la guerre du Tonkin a expié par une chute soudaine, foudroyante, les fautes qu'il avait commises. C'est la responsabilité devant le parlement, la vraie responsabilité qu'on ne pouvait songer sérieusement à dépasser, d'autant plus qu'à aller au-delà, c'était soulever une autre question étrangement délicate. Si M. Jules Ferry a été le principal coupable, il n'a pas été le seul. Il a eu pour complices dans le parlement ceux qui lui ont tout permis, qui se sont prêtés avec une complaisance empressée à tout ce qu'il a voulu, ceux qui ont pu connaître la vérité dans les commissions et qui n'ont su ou qui n'ont voulu rien voir, rien lire que par les yeux du dernier président du conseil. Il a été soutenu par une série d'ordres du jour de confiance qui l'ont suivi jusqu'au bout, jusqu'à la veille de cette étrange séance où il a subitement perdu la parole pour ne la retrouver que lorsqu'il n'était plus temps. Entre ceux qui ont dirigé l'entreprise du Tonkin et ceux qui l'ont approuvée, encouragée, glorifiée, la solidarité est complète, de sorte que la mise en accusation du ministre était, par le fait, implicitement, la mise en accusation de la majorité elle-même. On n'espérait pas apparemment que cette majorité qui a soutenu M. Jules Ferry, qui le regrette peut-être encore, se mit avec lui sur la sellette. La question est de celles qui ne relèvent d'aucun tribunal constitué, dont le pays est seul juge.

M. le président du conseil a évidemment obéi à l'inspiration de la plus simple prudence en demandant à la chambre d'écarter les propositions accusatrices contre ses prédécesseurs, en essayant même de prévenir une discussion inutile. Il n'y avait sans doute rien de mieux à faire dans une situation jusqu'à un certain point nouvelle. Le dernier ministère a payé ses fautes d'une chute retentissante dont il a été

lui-même surpris, et M. Jules Ferry en est quitte pour attendre sa réhabilitation, pour écrire des lettres explicatives à ses amis. La paix est maintenant faite avec la Chine; le ministre des affaires étrangères, M. de Freycinet en a récemment donné la nouvelle avec une certaine satisfaction au sénat et à la chambre des députés. Le traité a été signé, il commence à être exécuté. La France a le Tonkin, — à la condition de le prendre, de l'occuper, et d'y laisser pour assez longtemps sans doute un corps d'armée chargé de garder notre conquête, d'étendre son action protectrice dans l'Annam et au Cambodge. Tout cela est, ou paraît pour le moment réglé; une mise en accusation des anciens ministres n'aurait plus été qu'une vaine et puérile repréaille. La discussion elle-même ne pouvait plus être que ce qu'elle a été réellement une échauffourée sans but après la bataille. Le chef du nouveau cabinet, M. Brisson, l'a pensé et l'a dit justement. Soit! Il ne faudrait pourtant pas aller trop loin et être la dupe d'une illusion complaisante ou intéressée d'un autre genre; il ne faut pas imaginer qu'il n'y a qu'à jeter un peu de cendre sur tous ces faits et à n'en plus parler. Ceux qui ont disposé des forces et des ressources du pays sans prévoyance et sans mesure gardent assurément leur responsabilité devant la France, et c'est bien le moins que la France qui paie toujours, à ce qu'on dit, soit éclairée sur les fautes dont elle porte le poids, sur ses affaires mal conduites, qu'elle sache à qui elle doit d'avoir à payer les frais d'une liquidation qui est encore loin d'être terminée. M. le président du conseil y met un peu trop de naïveté ou de bonne volonté s'il se figure qu'il suffit de convoquer les républicains de toute nuance à la grande trêve des élections, de leur demander de se taire pour ne pas se diviser, de jeter un voile sur le passé et de ne regarder que l'avenir, de tout subordonner en un mot à ce qu'il appelle « la concentration des forces républicaines » à la veille du scrutin. Cela équivaudrait à dire : Il est vrai, il y a eu bien des fautes, les affaires de la république ont été médiocrement dirigées, les embarras sont partout; mais n'en parlons plus pour l'instant de peur que le pays ne nous demande aux uns et aux autres des comptes trop sévères. Serrons nos rangs pour l'intérêt commun, afin de garder aux élections une majorité telle quelle et d'avoir le droit de recommencer après le scrutin!

La « concentration des forces républicaines, » c'est le mot d'ordre de M. le président du conseil; c'est le thème invariable de ses discours et son programme pour les élections prochaines. C'est la seule considération sérieuse qu'il ait invoquée dans le récent débat sur la mise en accusation des anciens ministres. C'est aussi la grande raison dont il s'est fait une arme dans cette discussion du scrutin de liste, qui s'est proménée il y a quelques jours du Palais-Bourbon au Luxembourg, du Luxembourg au Palais-Bourbon, et qui s'est terminée par le vote définitif du nouveau système électoral. A parler franchement, il

n'est pas sûr que ce scrutin de liste, qui est désormais rétabli, qui va être appliqué aux élections prochaines, ait été voté avec enthousiasme, avec une bien vive confiance. Si beaucoup de républicains l'avaient osé, s'ils ne s'étaient sentis retenus par une sorte de respect humain ou entraînés par un courant qu'ils croyaient irrésistible, ils auraient avoué leurs doutes et ne seraient peut-être pas allés jusqu'au bout. Ils ont laissé voir qu'ils allaient au vote comme on va à l'inconnu, les yeux fermés. Dans tous les cas, le sénat, faute de mieux, a voulu du moins attester son indépendance en introduisant une restriction ou un amendement dans l'œuvre qui lui revenait du Palais-Bourbon. Il a refusé de compter les étrangers dans la supputation du chiffre de la population, d'après lequel doit être fixé le nombre des députés. C'est le seul point sur lequel la discussion a été un peu vive. Au premier abord, rien ne semble assurément plus simple que de ne pas compter les étrangers dans l'évaluation du nombre des députés, dans la détermination de l'importance d'une représentation française. Si c'est une innovation, comme on le dit, elle n'a rien que de logique et de conforme à la raison. M. le président du conseil, néanmoins, a paru s'effrayer de cette audace, de ce changement introduit dans une loi d'élections, et quel est l'argument principal dont il s'est servi ? Il s'est employé de son mieux à démontrer au sénat qu'il mettait en péril la conciliation, l'union des républicains, qu'il allait affaiblir devant le pays l'heureux effet de « l'accord entre les deux majorités républicaines » du Luxembourg et du Palais-Bourbon. Il est même allé plus loin : il a presque signifié au sénat qu'il faisait un travail inutile, que la chambre des députés n'accepterait pas ses amendemens, qu'elle voterait « sa loi, à elle, toute sa loi. » C'est toujours dangereux d'aller jusqu'à des menaces pour n'être pas écouté. — Il est vrai que, peu après, M. le président du conseil, vaincu au Luxembourg, a eu la ressource de se tourner vers le Palais-Bourbon et d'employer la même argumentation dans un autre sens. Il a mis toute son éloquence à prouver aux députés qu'ils n'avaient qu'à se résigner, qu'ils devaient accepter ce que le sénat avait voté, que c'était le seul moyen d'avoir sans plus de retard le scrutin de liste pour réaliser l'union des républicains dans les élections : de sorte que, dans les deux cas, quelle que soit la valeur d'une loi ou d'une mesure, c'est toujours le même argument, la raison d'état, les circonstances politiques, — la nécessité de tout subordonner à la « concentration des forces républicaines. »

C'est fort bien ! Malheureusement la « concentration des forces républicaines » n'est point une politique ; elle ne peut servir ni à fonder un gouvernement, ni à décider des destinées d'un régime. Elle n'est tout au plus qu'un expédient de circonstance inspiré par un calcul et des nécessités de parti. Que représente-t-elle, cette alliance dont M. le président du conseil se fait un programme en lui donnant un nom un peu

étrange? Dans quelles conditions pourrait-elle se réaliser? Elle ne serait que ce qu'elle a toujours été, car elle n'a vraiment rien de nouveau; elle ne pourrait, elle ne peut être que la continuation d'une perpétuelle équivoque, de cette confusion où des ministères qui se sont dits quelquefois modérés, qui croyaient ou qui voulaient l'être, ont subi l'influence des passions extrêmes, des emportemens, des fanatismes de leurs alliés dans leur propre parti. M. Jules Ferry, qui a si souvent paru décidé à rompre avec les radicaux, qui a fait des discours contre eux, qui écrit encore aujourd'hui des lettres où il les rudoie avec l'amertume d'un vaincu, M. Jules Ferry lui-même n'a cessé de transiger avec des passions qu'il avait l'air de désavouer et devant lesquelles il s'inclinait pour vivre. M. Brisson et ses collègues semblent être des ministres plus disposés encore à chercher un appui dans les fractions les plus avancées de leur parti. Depuis que les républicains sont au pouvoir, ils n'ont cessé de pratiquer cette tactique des concessions intéressées, des transactions avec ceux qu'ils se figuraient désarmer en subissant leurs conditions. Est-ce que dans ces dernières années on n'a pas toujours procédé ainsi, prétendant faire un gouvernement avec toutes les fantaisies agitatrices, excluant ou dédaignant les modérés parce qu'on ne les craignait pas, et cédant aux violents, livrant aux radicaux tantôt la magistrature ou l'administration, tantôt les intérêts de l'armée, un jour les cultes et l'inviolabilité des consciences, un autre jour les finances publiques? On a cru vivre indéfiniment ainsi en se tirant d'embarras par des concessions successives et on n'a réussi qu'à tout compromettre. Que représente aujourd'hui cette « concentration des forces républicaines » dont on parle, si ce n'est la continuation du système qui a conduit justement à cette situation où nous sommes, où l'on croit encore une fois réussir par des promesses, par des captations de popularité?

Un des plus frappans caractères de ce système, si on peut appeler ainsi une politique qui vit de passions plus que d'idées et de raison, c'est qu'il menace tout sans rien créer et qu'il laisse l'incertitude même là où il ne fait pas la destruction complète. On ébranle tout, on inquiète tous les intérêts, on fatigue les institutions, sans substituer aux garanties anciennes un esprit nouveau, des garanties nouvelles. En pleine prospérité, on a trouvé moyen d'introduire dans les finances un déficit chronique, permanent et croissant qu'il s'agit aujourd'hui de pallier pour le prochain budget. La magistrature a pu être « épurée, » elle n'a pas été certainement fortifiée; et depuis des années on est toujours à se demander ce que veulent faire de l'armée les réformateurs radicaux, qui comptent sans doute parmi ces forces républicaines que M. le président du conseil se propose de concentrer. Ce qu'ils veulent faire de l'armée? Ils la prennent pour un objet d'expérimentation, ils prétendent refaire les institutions militaires de la France avec des

préjugés et des fanatismes de secte. C'est ce qu'il y a de plus clair, de plus sensible dans cette éternelle loi militaire, qui traîne depuis plusieurs années, dont on a cru devoir reprendre la discussion en seconde lecture il y a quelques jours.

Chose curieuse ! La commission chargée de préparer cette réforme si longuement méditée a eu successivement deux présidents, hommes de bon sens et de lumières, M. Margaine l'an dernier, M. Mézières cette année, et, par une coïncidence au moins singulière, les deux présidents successifs se sont crus obligés par patriotisme, par raison, de combattre le travail de la commission. L'esprit de la loi nouvelle est tout entier, on le sait, dans la prétention d'établir le service « obligatoire, personnel et égal pour tous. » L'égalité, c'est le grand mot ! Encore cependant faudrait-il que cette égalité pût être réelle et de plus qu'elle se conciliât avec d'autres intérêts sociaux du pays, avec toutes les nécessités de l'éducation libérale, intellectuelle, scientifique de la jeunesse française. Le malheur de la réforme ou de la prétendue réforme qu'on propose est de tout confondre par un faux sentiment de démocratie, de n'être qu'une chimère meurtrière, d'être conçue de telle façon qu'elle ne peut pas créer la vraie puissance militaire du pays, qu'elle ne respecte pas non plus le grand et souverain intérêt de la culture morale et intellectuelle de la France. C'est ce que M. Mézières a prouvé une fois de plus l'autre jour avec une décisive et pressante netteté de parole. M. Mézières a supérieurement démontré à ces réformateurs, dont il est le président peu écouté, que leur œuvre ne pouvait qu'être funeste pour la grandeur française, que leur prétendue égalité n'était qu'un mot et n'avait rien de réel, qu'ils étaient obligés eux-mêmes de faire des exceptions, et que, faisant des exceptions, ils arrivaient à ce résultat singulier de s'occuper des situations particulières plus que des intérêts généraux du pays.

Qu'à cela ne tienne ! Ces réformateurs s'inquiètent assez peu des intérêts de l'éducation libérale et intellectuelle ; ils ne craignent nullement d'atteindre la jeunesse instruite, et leur grande, leur unique préoccupation est surtout de ne pas laisser échapper les séminaristes, de frapper l'église dans le recrutement de ses prêtres. Au besoin, ils feraient même des concessions pour les écoles laïques, à condition qu'on leur livrât les séminaristes. Voilà le dernier mot, voilà la pensée de secte ! Ce qu'il y a de plus curieux encore en tout cela, c'est que cette discussion qu'on a cru devoir rouvrir il y a quelques jours, qui n'est même pas finie, est absolument inutile. Elle ne peut conduire à rien. Elle ne peut pas être achevée avant la fin de la législature, et elle devra être recommencée avec une législature nouvelle. C'est du temps à peu près perdu, on le sait bien ; mais on aura montré au peuple qu'on a la bonne volonté, qu'on s'occupe de lui donner le service de trois ans, d'établir l'égalité pour tout le monde. On

compte qu'il y aura quelque popularité pour ceux qui auront voté la loi, de telle façon que, dans un intérêt électoral, on croit pouvoir jouer avec tout ce qui fait la puissance de la France. Ceci rentre probablement encore dans le programme de la « concentration des forces républicaines, » et le pays, qui a depuis quelques années l'expérience de ce genre de politique, ne pourra décidément qu'être éclairé et édifié sur la manière dont ses affaires seront conduites.

Si la France a ses épreuves, souvent laborieuses et coûteuses, même quand elles ne sont pas encore trop violentes, l'Angleterre a aussi les siennes pour sa part. L'Angleterre vient d'entrer dans une crise qui a pu être précipitée par un incident imprévu, qui n'est cependant, en définitive, que la suite et le dénouement de ses embarras multipliés de ces derniers temps. Il n'est point douteux que le ministère de M. Gladstone, malgré l'ascendant et la popularité de son chef, avait la vie difficile depuis quelques mois, qu'il se débattait énergiquement, quelquefois aussi péniblement, dans la situation la plus compliquée, avec des affaires diplomatiques et des affaires intérieures qui ne faisaient que s'aggraver. Le cabinet anglais n'a point été heureux dans ses entreprises, dans toutes les questions qu'il a soulevées ou qu'il a dû accepter, c'est bien évident; il a aussi mérité assez souvent, il faut l'avouer, par ses imprévoyances, par ses perpétuelles hésitations, les mécomptes qui ne lui ont pas manqué depuis quelque temps. Il s'est engagé en Égypte moins par une conviction réfléchie que par une sorte d'entraînement d'opinion, sans savoir ce qu'il voulait faire, sans avoir bien mesuré la portée de son intervention et les responsabilités de diverse nature qu'il acceptait. Il a voulu attester la puissance de l'Angleterre par l'envoi d'une expédition dans le Soudan; et, malgré le courage des soldats britanniques, il n'a eu que des déceptions. Il s'est cru obligé de rappeler son armée, de renoncer à une campagne difficile dans les déserts du Haut-Nil, au risque d'attirer sur les pas de ses soldats en retraite l'insurrection du mahdi, qu'il était allé combattre; il n'a pas hésité à faire devant le monde une sorte d'aveu d'impuissance, qui pouvait être un acte de sagesse courageuse, qui ne laissait pas cependant d'être pénible pour l'orgueil britannique. Par une fatalité de plus, le ministère anglais se trouvait en même temps entraîné dans une querelle bien autrement redoutable, et subitement aggravée, avec la Russie, à propos des frontières de l'Afghanistan et des opérations militaires du général Komarof autour de Penjdeh. Là aussi il a voulu d'abord suivre le sentiment public qui éclatait en Angleterre. Il a commencé par des discours ardents, par des protestations, par des demandes d'enquêtes adressées à la Russie, par des armemens bruyans. Il n'a pas tardé à changer de ton et d'attitude devant la froide impassibilité russe; il a fini bientôt par réduire toutes ses prétentions et par se résigner à ce qu'il ne pouvait empêcher en

se hâtant de rentrer dans un ordre de négociations plus modestes, en se contentant d'un arbitrage inoffensif.

Non, le cabinet de Londres n'a été heureux dans ces derniers temps ni en Égypte, ni avec la Russie, et l'opinion anglaise en a évidemment souffert dans sa fierté, tout en sachant peut-être gré à son gouvernement d'avoir maintenu la paix extérieure. D'un autre côté, quelle qu'ait été toujours et quelle que soit encore l'autorité de M. Gladstone dans le parti libéral, dans le parlement, il y avait depuis quelque temps dans le cabinet des conflits d'influences qui se sont récemment manifestés à propos du renouvellement des lois répressives d'Irlande, du *crime's act* que le vice-roi lord Spenser réclamait comme une nécessité, que les radicaux du ministère, sir Charles Dilke, M. Chamberlain refusaient d'accorder. Il est clair que, dans ces conditions, le plus simple incident pouvait tout précipiter. C'est ce qui est arrivé à propos du budget du chancelier de l'échiquier. M. Childers. Sur une motion d'un des chefs conservateurs, M. Hicks-Beach, le ministère a été mis en minorité, et il a aussitôt envoyé sa démission à la reine, qui était en ce moment en Écosse. Le vote sur le budget a été le prétexte de la crise ; en réalité, la vraie cause, la raison décisive est dans toute une situation progressivement altérée. Quel sera maintenant le dénouement de cette crise ? Un seul fait est certain. La reine, avant de revenir à Windsor, a accepté la démission du cabinet libéral et a appelé auprès d'elle un des principaux chefs conservateurs, lord Salisbury. L'inter-règne n'est pas fini et la situation est d'autant plus sérieuse qu'elle se complique d'un certain inconnu à l'approche d'élections qui se feront dans des conditions si nouvelles. M. Gladstone aurait pu sans doute garder encore le pouvoir ; le reprendre aujourd'hui, sur un appel nouveau de la reine, serait pour lui une tâche aussi épineuse que délicate. Il semblerait n'être plus qu'un gérant temporaire du gouvernement, et il se retrouverait non-seulement avec toutes ces affaires extérieures où il n'a pas été heureux, mais encore avec ces conflits intimes entre vieux libéraux et radicaux qui ont compromis son ministère. D'un autre côté, toutefois, la tâche des conservateurs, s'ils sont décidément appelés au pouvoir, ne sera certainement pas aisée. Quelle sera la politique d'un ministère dont les principaux membres désignés d'avance sont lord Salisbury, sir Stafford Northcote, le leader impétueux du jeune torysme, lord Randolph Churchill ? Il a, lui aussi, les élections en perspective. Il aura à reprendre toutes ces questions d'Égypte, des négociations avec la Russie qui restent en suspens, et les affaires d'Irlande. Ce qu'il y a de plus apparent, c'est que, quel que soit le ministère, il va y avoir pour quelques mois en Angleterre une trêve jusqu'au grand scrutin populaire qui seul dira le dernier mot de la crise ouverte aujourd'hui.

La vie de l'Europe a singulièrement changé depuis un demi-siècle,

même depuis trente ans, puisque partout, sauf en Russie et en Turquie, il y a désormais des élections, des assemblées, des ministères qui ont besoin d'une majorité parlementaire, un certain ensemble d'institutions représentatives et de garanties publiques. Les monarchies les plus absolues d'autrefois ont fini par se transformer en monarchies constitutionnelles. Le régime parlementaire n'est point sans doute en Autriche ce qu'il est en Angleterre : il est plus compliqué, il a dû nécessairement s'adapter aux traditions, aux conditions d'un empire fondé sur la diversité et l'équilibre des races; il vit néanmoins, il fonctionne régulièrement, librement, et, en définitive, avec une dynastie qui reste la représentation respectée et populaire de l'unité de l'état, avec des ministères suffisamment prudents, la paix règne par les institutions nouvelles des deux côtés de la Leitha, à Vienne comme à Pesth. Les crises naturelles et inévitables de tous les pays libres ne sont même jamais bien graves en Autriche, tout se réduit le plus souvent à des incidents, à quelques agitations passagères. On vient de le voir encore par ces élections qui se sont faites pendant quelques jours, pour le renouvellement du Reichsrath.

L'expérience ne manquait pas d'intérêt. C'était la première application d'une loi nouvelle qui a été votée il y a trois ans et qui avait précisément pour objet de mettre une certaine unité dans une législation électorale assez confuse, qui avait surtout pour résultat de créer un million d'électeurs de plus, ce qu'on appelle les électeurs à « cinq florins. » Le scrutin s'ouvrait donc dans des conditions assez nouvelles, et il s'agissait de savoir ce que produirait la réforme électorale, si elle favoriserait les centralistes allemands qui ont depuis longtemps perdu le pouvoir, si elle fortifierait au contraire les autonomistes de toutes les nationalités, qui ont formé dans le dernier Reichsrath la majorité habituelle du gouvernement. La lutte avait certainement son importance pour l'Autriche, et aux premiers momens elle a paru s'engager avec quelque vivacité. Les partis ont publié leurs programmes, leurs manifestes; les candidatures se sont multipliées. La mêlée a pu être chaude sur quelques points et le vote a été disputé. Au demeurant, sauf quelques scènes un peu tumultueuses qui se sont produites dans un des faubourgs de Vienne, les élections autrichiennes se sont accomplies tranquillement, sans exciter même dans la masse du pays des émotions bien sérieuses, et elles peuvent être considérées comme une victoire pour le gouvernement. Les quelques socialistes et antisémites qui ont été élus ne sont qu'une petite et obscure minorité en dehors des partis réguliers. Parmi ces derniers partis, les libéraux allemands, les centralistes, qui représentent l'opposition et forment la gauche du Reichsrath, sont ceux qui ont le plus perdu; ils ne comptent plus guère que 130 membres dans le nouveau Reichsrath, et encore y a-t-il dans ce chiffre des radicaux qui sont des

alliés peu sûrs. L'ancien chef des libéraux allemands, le docteur Herbst, n'a pas été élu sans difficulté. En revanche, la droite, qui se compose d'autonomistes, de catholiques, de conservateurs et qui forme l'armée ministérielle, a beaucoup gagné. Elle a pour son compte 188 élections, elle n'en avait eu que 173 en 1879. Le gouvernement sort dans tous les cas de l'épreuve électorale avec une majorité dès ce moment assurée.

Ce résultat, à vrai dire, n'était point absolument imprévu. Les partis vaincus peuvent l'attribuer aux influences aristocratiques et cléricales qui l'auraient préparé, aux pressions officielles qui l'auraient décidé; il est dû surtout vraisemblablement à la politique que le comte Taaffe représente au gouvernement. Le cabinet du comte Taaffe a un avantage, il vit depuis six ans; il a su se maintenir au pouvoir, et il a réussi parce qu'en reprenant l'œuvre que le comte Hohenwarth avait entreprise avant lui sans succès, il l'a conduite avec autant de dextérité que de prudence. Le comte Taaffe s'est inspiré des nécessités les plus profondes de la situation d'un empire composé de races si diverses, si persévérantes dans le culte de leurs traditions, — qui peuvent être une force pour la monarchie austro-hongroise, qui peuvent aussi être une faiblesse et créer parfois les plus graves embarras. Placé entre toutes ces races, entre tous les partis, il s'est proposé sincèrement de les concilier, faisant droit aux revendications légitimes des Tchèques, des Polonais, des catholiques du Tyrol et de la Carinthie, sans céder aux impatiences fédéralistes et réactionnaires, contenant les Allemands sans blesser leurs droits, sans leur donner trop de griefs. Il a fait beaucoup de concessions aux Slaves, il a résisté en même temps à ceux qui auraient voulu, pour la satisfaction de toutes les autonomies, que la langue allemande cessât d'être la langue officielle de l'empire. Le chef du cabinet de Vienne, le comte Taaffe, a suffisamment réussi dans son œuvre, au moins jusqu'à ce moment. Il a su adoucir les incompatibilités nationales, prévenir ces scissions ou ces sécessions violentes, qui, avec des ministères allemands ou avec des ministères fédéralistes trop accentués, ont été quelquefois un sérieux embarras, et amener les races les plus diverses à traiter ensemble des affaires de l'empire dans le parlement. C'est, à vrai dire, la politique la mieux appropriée aux conditions présentes de l'Autriche. Elle répond entièrement, dit-on, aux vues, aux sentimens de l'empereur François-Joseph lui-même, et le succès qu'elle vient d'obtenir aux élections, en assurant la position ministérielle du comte Taaffe, est comme une sanction nouvelle de ce système de conciliation intelligente et surtout pratique.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

Il s'est produit à la liquidation de fin mai une reprise des plus vives sur nos fonds publics. Le 3 pour 100 a été compensé à 81.50, l'Amortissable à 83, le 4 1/2 à 109.40. Ces cours représentaient déjà un relèvement de près de trois unités sur ceux de la liquidation précédente. L'amélioration ne s'est cependant point arrêtée là. La liquidation venait de démontrer une fois de plus à quel point les capitaux abondaient à la Bourse; dans la presque totalité des cas, le report n'avait pu donner qu'une rémunération dérisoire. Sur le 3 pour 100, et sur quelques valeurs, on avait coté du déport. La matière manquait d'ailleurs aux opérations de report, les engagements ayant perdu singulièrement de leur importance. Dès le lendemain de la liquidation, le 3 pour 100 s'établissait au-dessus de 82 francs et le 4 1/2 au-dessus de 110 francs. A Londres, les Consolidés atteignaient le pair, après détachement du coupon semestriel; sur les places allemandes, le Hongrois et les fonds Russes se relevaient à leurs plus hauts cours.

Les circonstances d'ailleurs se dessinaient en faveur des acheteurs. Une décision du ministère des finances, fixant à 1 pour 100 l'intérêt pour les bons du trésor de trois à onze mois, et à 2 pour 100 l'intérêt pour les bons à un an apportait une nouvelle preuve de l'aisance croissante sur le marché de l'argent. Le trésor, en effet, avait emprunté auparavant à 2 et 2 1/2 pour 100. Il trouvait donc, dans la situation générale, des facilités nouvelles pour se procurer les fonds nécessaires en vue des besoins courants.

Il est vrai que l'abondance même des capitaux disponibles a en grande partie son origine et son explication dans l'atonie des transactions commerciales et dans la persistance d'une crise économique dont rien encore ne permet d'entrevoir le terme. En ce qui concerne notre situation budgétaire, elle reste toujours aussi troublée, aussi confuse que lorsque M. Tirard, au début de l'année, déposait un projet de budget pour 1886, où l'équilibre n'était obtenu qu'à l'aide des plus discutables expédients. Le nouveau ministre des finances a modifié dans quelques parties ce projet de budget, mais sans lui assurer une meilleure assiette, sans proposer un remède efficace à l'accumulation des déficits annuels.

La spéculation se préoccupe peu en ce moment de ces difficultés budgétaires qui s'imposeront un jour ou l'autre à son attention. Après avoir laissé pendant quelques jours le public se familiariser avec les cours ronds de 82 et de 100 francs, elle s'est remise en marche, prête à exploiter l'heureuse impression de la signature de la paix définitive avec la Chine, lorsqu'elle a été arrêtée dans son élan par la nouvelle de l'échec que le cabinet Gladstone venait de subir à la chambre des communes. Cet événement n'a pas causé au Stock-Exchange l'émotion à laquelle on pouvait s'attendre. Les Consolidés sont restés immobiles. Nos fonds publics en ont fait autant. Mais il ne pouvait plus être question de hausse jusqu'à ce que la crise ministérielle à Londres fût dénouée par le maintien de M. Gladstone au pouvoir ou par la formation d'un ministère conservateur.

Le parlement anglais a été avisé, dans la soirée du 12, que la reine avait accepté la démission du cabinet libéral. Il faut donc compter avec les conséquences que peut entraîner, au point de vue de la politique générale, et surtout des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, l'avènement d'un ministère tory, au moment même où tant de questions graves allaient enfin recevoir leur solution. De là, pendant toute la dernière partie de la quinzaine, une stagnation complète des cours, un grand ralentissement dans les transactions. Le marché a été soutenu contre toute velléité de défaillance; les vendeurs n'ont osé tenter aucun retour offensif. Le 3 pour 100 reste à 82.27, le 4 1/2 à 110.27, l'amortissable à 83.70. C'est encore une plus-value variant de 70 à 80 centimes sur les trois fonds depuis les derniers cours de compensation.

La tendance toujours aussi accentuée des petits capitaux à se porter sur les valeurs à revenu fixe et considérées comme de tout repos a provoqué depuis plusieurs semaines une nouvelle avance de prix sur les obligations de toutes catégories, et en première ligne sur celles du Crédit foncier et des grandes compagnies de chemins de fer. Ces derniers titres ont atteint de 385 à 390 francs et se rapprochent ainsi peu à peu de 400 francs. Les actions ont vu également leurs prix s'améliorer en dépit de la faiblesse persistante des résultats hebdomadaires du trafic. Le Lyon et l'Orléans n'ont pas dépassé les cours acquis dès le début de 1,250 et de 1,345, mais le Midi et le Nord ont gagné une quinzaine de francs à 1,190 et 1,675.

Les titres de la plupart des sociétés de crédit sont restés complètement étrangers au mouvement de reprise comme ils l'avaient été à celui de réaction. Il y a là tout un groupe de valeurs que les capitaux et la spéculation délaissent de concert, et qui ne pourront sortir de cet état de marasme que le jour où le réveil des affaires aura cessé d'être une vaine espérance, ce qui ne paraît pas encore prochain. Parmi les

actions de banque qui échappent à l'abandon général, la plus favorisée est celle du Crédit foncier, très recherchée aux environs de 1,360; vient ensuite la Banque de Paris, cotée de 735 à 740.

La compagnie du canal de Suez a tenu son assemblée générale annuelle le 4 courant sous la présidence de M. de Lesseps. Toutes les résolutions proposées par le conseil ont été votées avec l'entrain habituel par des actionnaires qui auraient singulièrement tort de ne pas se montrer satisfaits de la façon dont sont gérés leurs intérêts. Les résultats du dernier exercice, malgré la crise économique générale, malgré la réduction des droits de transit, ont permis la répartition d'un dividende à peine inférieur de 1 fr. 25 à celui de l'année précédente. La diminution des prix de passage a eu pour conséquence une large augmentation du nombre des navires transitant d'une mer à l'autre, et l'expérience a justifié les déclarations que faisait à cet égard il y a un an M. de Lesseps.

Les actionnaires ont été avisés que le programme définitif des travaux à exécuter pour l'élargissement du canal comprenait un ensemble de dépenses devant s'élever à 209 millions de francs, et ils ont été invités à donner au conseil l'autorisation d'emprunter pour cet objet une première somme de 100 millions de francs. L'autorisation a été accordée à l'unanimité, et la compagnie procédera à bref délai à une émission de titres dont on peut à l'avance prédire l'éclatant succès. L'assemblée a élu, sur la recommandation du conseil, huit nouveaux administrateurs, dont sept Anglais et un Belge. Ces adjonctions au conseil ont sanctionné l'accord définitif entre le commerce britannique et la compagnie. Elles étaient d'ailleurs une conséquence forcée de l'application du programme approuvé l'année dernière.

La valeur favorite pendant cette quinzaine a été l'action du Gaz, que des demandes suivies ont portée jusqu'à 1,525. Des spéculateurs avisés se sont souvenus que ce titre avait été coté il y a peu temps 1,600 fr.

L'apparition du choléra en Espagne a contenu toute tentative de hausse soit sur l'Extérieure, soit sur les Chemins de la péninsule. En Italie, les Méridionaux ont atteint de nouveau le cours de 710. Les résultats communiqués à la dernière assemblée générale (fin mai) ont fort satisfait les actionnaires. Le dividende est de 32.50 et les réserves ont été notablement grossies. La perspective d'un dividende de 20 fr. pour 1884 a ramené la Banque ottomane à 560. L'Unifiée a retrouvé des acheteurs au-dessus de 325 sur la probabilité de la formation en Angleterre d'un ministère tory.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-NEUVIÈME VOLUME

TROISIÈME PÉRIODE. — LV^e ANNÉE.

MAI — JUIN 1885

Livraison du 1^{er} Mai.

LE ROMAN D'UN FATALISTE, deuxième partie, par M. HENRY RABUSSON	5
JEANNE D'ARC A DOMREMY, par M. SIMÉON LUCE, de l'Institut de France.. . .	50
MŒURS FINANCIÈRES DE LA FRANCE. — LES CONTRATS D'ASSURANCES, par M. BAILLEUX DE MARISY.	100
UNE COMÉDIENNE AU XVII ^e SIÈCLE. — MADELEINE BÉJART, par M. GUSTAVE LARROUMET.	123
LE NOUVEL ENSEIGNEMENT DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE DANS LES FACULTÉS DE DROIT, par M. HENRI BAUDRILLART, de l'Institut de France.	158
AUX PORTRAITS DU SIÈCLE, par M. le vicomte EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGUÉ. .	180
UN MINISTRE DE LA RESTAURATION, D'APRÈS UNE PUBLICATION RÉCENTE DE M. CAMILLE ROUSSET, par M. G. VALBERT.	203
REVUE LITTÉRAIRE. — L'IDÉALISME DANS LE ROMAN, par M. F. BRUNETIÈRE.	215
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.	226
LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.	237

Livraison du 15 Mai.

LE ROMAN D'UN FATALISTE, dernière partie, par M. HENRY RABUSSON.. . .	241
LES COMMENCEMENS D'UNE CONQUÊTE. — V. — LE GOUVERNEMENT DU COMTE D'ERLON, par M. CAMILLE ROUSSET, de l'Académie française.	287

SWIFT, D'APRÈS DES TRAVAUX RÉCENS, par M. ARVÈDE BARINE.	321
LA SURVIVANCE ET LA SÉLECTION DES IDÉES DANS LA MÉMOIRE, par M. ALFRED FOUILLÉE.	337
LE PAYS DES TURCOMANS. — NOTES DE VOYAGE, par M. H. MOSER.	390
ÉTUDES POLITIQUES ET RELIGIEUSES. — LES MÉCOMPTES DU LIBÉRALISME, par M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU.	421
POÉSIE. — PERSÉE ET ANDROMÈDE, par M. JOSÉ-MARIA DE HEREDIA.	451
REVUE MUSICALE. — <i>Les Maîtres chanteurs</i> , de RICHARD WAGNER, par M. C. BELLAIGUE.	454
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.	467
LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.	477

Livraison du 1^{er} Juin.

L'AMBASSADE DE M. DE CHATEAUBRIAND A ROME EN 1828, par M. le Comte d'HAUSSONVILLE, de l'Académie française.	481
LE GARDE DU CORPS, première partie, par M. GEORGE DURUY.	505
LE TESTAMENT D'UN PHILOSOPHE. — LE NOUVEAU SPIRITUALISME, par M. PAUL JANET, de l'Institut de France.	550
JEANNE D'ARC DANS LA LITTÉRATURE. — POÉSIE ET VÉRITÉ, par M. HENRI BLAZE DE BURY.	584
LA QUESTION RELIGIEUSE EN BOSNIE ET EN HERZÉGOVINE, par M. GABRIEL CHARMES.	619
M. GLADSTONE ET LES EMBARRAS DE LA POLITIQUE ANGLAISE, par M. G. VALBERT.	658
REVUE LITTÉRAIRE. — LA POÉSIE FRANÇAISE AU MOYEN AGE, par M. F. BRUNETIÈRE.	681
REVUE DRAMATIQUE. — ODÉON : REPRISE DE <i>l'Arlésienne</i> , de M. ALPHONSE DAUDET, par M. LOUIS GANDERAX.	694
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.	705
LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.	717

Livraison du 15 Juin.

LE GARDE DU CORPS, deuxième partie, par M. GEORGE DURUY.	721
L'AVENIR DE LA PUISSANCE ANGLAISE. — I. — L'EMPIRE INDIEN; LE CONFLIT ANGLO-RUSSE, par M. CUCHEVAL-CLARIGNY.	766
EN DEÇA ET AU DELÀ DU DANUBE. — I. — L'ÉVÊQUE STROSSMAYER, par M. ÉMILE DE LAVELEYE.	806
L'ARMÉE ET LA DÉMOCRATIE. — I. — LE SERVICE DE TROIS ANS.	814
LA FEMME DE MOLIERE, par M. GUSTAVE LARROUMET.	873
LA PEINTURE AU SALON DE 1885, par M. GUSTAVE OLLENDORFF.	909
REVUE DRAMATIQUE. — LE RÉPERTOIRE A LA COMÉDIE-FRANÇAISE ET A L'ODÉON, par M. LOUIS GANDERAX.	913
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.	945
LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.	956

21

37

90

21

51

34

67

77

31

05

00

34

9

8

1

4

5

7

1

6

6

4

3

9

3

5

6